

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1880 — 1881



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

1880 — 1881

(20^e ET 21^e ANNÉES)

(AVRIL, MAI, JUIN)

2^{me} SÉRIE — TOME II.

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

LE LIVRE BLEU

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE
CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT
DES
TRAITÉS DE COMMERCE
ENTRE
LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE
1879-1880-1881
(SUITE)

N° 118

Conférences de Londres

Procès-verbal de la onzième séance tenue le 18 juin 1881

Étaient présents :

MM. les Commissaires anglais et français et MM. les Secrétaires
qui assistaient à la précédente séance.

Le procès-verbal de la dixième séance est lu et adopté.

M. *Baxter*, en réponse à la proposition de MM. les Commissaires français sur les fils et tissus de lin, présente les observations suivantes :

« C'est avec plaisir que nous constatons, d'après les réductions proposées pour une classe de fils et deux classes de tissus de lin,

une disposition, de la part de MM. les Commissaires français, à ne pas s'en tenir absolument aux chiffres du « Tarif à discuter. » Malheureusement ces réductions sont trop restreintes pour dégrever les articles d'exportation les plus importants. Elles ne peuvent donc être considérées comme suffisantes, ni de nature à donner satisfaction aux réclamations des filateurs et manufacturiers anglais, ou à développer le commerce entre les deux Pays. Loin de là, même avec les concessions accordées, les nouveaux droits ne sauraient manquer de diminuer, même s'ils ne détruisaient pas complètement l'exportation de ces articles de la Grande-Bretagne pour le marché français. »

M. Amé regrette que les réductions de droits proposées par les Commissaires français n'aient pas satisfait M. Baxter. Ces dégrevements constituaient pourtant une concession vraiment sérieuse, et il n'est pas probable que le Gouvernement de la République puisse les dépasser.

M. Kennedy appuie les observations de M. Baxter en présentant la déclaration suivante :

« Quant aux trois réductions qu'on nous a concédées pour les droits sur les lins, je regrette de ne pouvoir admettre que cette question ait été traitée d'une manière satisfaisante. J'espère qu'après un nouvel examen, MM. les Commissaires français pourront donner une ample satisfaction à nos demandes en faveur des industries du lin et du jute. »

M. Amé répond qu'un tel désir n'a rien assurément que de très légitime de la part de M. Kennedy, mais que, dans l'opinion des Commissaires français, il est au moins improbable qu'il puisse être pris en considération.

M. Marie fait d'ailleurs observer que, pour les deux classes supérieures de fils et tissus de lin, les concessions faites équivalent au retrait complet de l'augmentation de droits qui avait été accordée aux filateurs et tisseurs français.

La discussion du régime des tissus de coton est ensuite reprise.

M. Crowe présente les observations suivantes :

« Messieurs, je tiendrais à ajouter quelques détails à ceux que nous avons déjà donnés, et d'abord sur l'article « basins, etc. », n° 374, afin de constater l'influence de la transformation des droits *ad valorem* en droits spécifiques. Sous le régime assez protecteur de 15 p. 100 à la valeur, nous n'avons fait d'affaires que dans les catégories ordinaires. Mais le « Tarif à discuter, » autant que nous pouvons en juger par les prix d'aujourd'hui, augmente de beaucoup le taux des droits actuels. J'ai ici des calculs, pour certains articles, des essuie-mains par exemple, dont

le prix est de 8^f 75 à 9 francs la douzaine, et qui mettent le droit proposé de 92 francs par 100 kilogrammes à 24 p. 100 de la valeur. De même, pour d'autres espèces grossières de cet article, valant 5 francs la douzaine, le droit équivaut à 33 p. 100. Puis, pour les blanchis, montant au prix de 7 francs à 16^f 50 la douzaine, le droit sera de 28, 29 et 32 p. 100. Il y a loin de là, Messieurs, aux droits modérés qu'on aurait calculé sur la base de 15 p. 100. »

M. Amé constate que le débat porte toujours sur la même difficulté : MM. les Commissaires anglais prennent pour base de leurs évaluations des qualités tout à fait inférieures ; tandis qu'en France, le calcul des droits a été établi non pas sur ces qualités, mais sur des qualités moyennes. Il devient, dans ces conditions, bien difficile de s'entendre même sur le point de départ des discussions.

M. Crowe fait observer qu'il tenait seulement à démontrer à MM. les Commissaires français que le système adopté par le Gouvernement, en établissant des moyennes de prix pour les tissus de coton, aurait pour résultat, s'il était adopté, l'anéantissement complet du commerce en cet article entre la Grande-Bretagne et la France.

M. Marie fait remarquer que, dans l'espèce, et en présence d'un groupe qui comprend des tissus d'une valeur très différente, on ne s'est pas attaché à déterminer la valeur moyenne des articles importés. On a constaté que la majeure partie de ces articles, dont il est difficile de compter les fils, rentre dans la catégorie des tissus pesant 11 kilogrammes et plus les 100 mètres carrés, et comptant 36 fils et au-dessus, taxés au droit de 80 centimes le kilogramme. C'est à ce droit du tissu uni qu'on a ajouté une surtaxe de 15 p. 100 pour tenir compte d'une façon qui exige souvent l'emploi de métiers Jacquard fort compliqués, et ne marchant pas à grande vitesse. C'est ainsi que l'on est arrivé à l'établissement du droit de 92 francs, qui se compose exactement du droit de 80 francs augmenté d'un droit supplémentaire de 12 francs, qui représente 15 p. 100 du droit principal.

Le régime des basins n'intéresse pas, d'ailleurs, exclusivement l'Angleterre. Si, en 1879, elle a introduit en France pour 1,066,000 francs sur une importation totale de 2,615,000 francs, la part de l'Allemagne a été, pour la même année, de 966,000 francs, et l'on constate que les envois d'Allemagne augmentent beaucoup plus rapidement que les envois d'Angleterre. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que le commerce anglais n'expédie en France que très peu de basins de qualité inférieure.

Sir R. Wilson donne lecture de la note suivante :

« Messieurs, nous avons aujourd'hui à appeler votre attention toute particulière sur des réclamations très sérieuses et que nous croyons bien fondées, que nous vous présentons au nom des industriels de Nottingham. Le Tarif que vous nous proposez les frapperait, en effet, cruellement, et nous craignons fort qu'il ne fasse presque entièrement disparaître un commerce important et des plus intéressants. C'est l'industrie des dentelles et de la bonneterie dont il s'agit. Les observations que j'aurais l'honneur de vous adresser seront, plus ou moins, analogues à celles qui vous ont été présentées au sujet d'autres branches de notre industrie. Mais la proportion dans laquelle les nouveaux droits frapperaient les articles que nous allons aborder en fait un cas tout exceptionnel et fournit un exemple remarquable des inégalités qui ressortent du système d'après lequel les droits à la valeur ont été convertis en droits spécifiques. A ce propos, je dois remarquer qu'il y a peu d'industries anglaises qui produisent des marchandises de qualités aussi diverses que celles qui sortent des ateliers de Nottingham, et comme la plus grande partie de l'importation en France se compose d'articles de qualités inférieures, vous comprendrez facilement l'émotion avec laquelle la décision prise en France en faveur des droits spécifiques a été accueillie.

« Et d'abord, pour le n° 375, « guipures pour ameublement », je désire vous soumettre divers échantillons qui vous prouveront que les droits proposés dépassent de beaucoup ceux qui sont actuellement en vigueur. Voici d'abord six échantillons provenant de la maison Walker, et représentant un poids total de 271 livres, ou environ 130 kilogrammes, et une valeur moyenne d'environ 4' 50 le kilogramme ; le droit dont vous proposez de frapper ces articles serait d'environ 33 p. 100 au lieu de 15 p. 100, le droit actuel que le nouveau Tarif est censé reproduire sous forme de droit spécifique.

« Voici encore sept échantillons provenant d'une des grandes maisons de Nottingham (celle de MM. Adams), représentant une valeur de £ 25, 13 sh. et un poids de 265 livres ; la valeur par kilogramme est d'environ 5 francs. Le droit que vous nous proposez atteindrait environ 30 p. 100 de la valeur de l'article au lieu des 15 p. 100 du Tarif conventionnel, que vous avez déclaré vouloir conserver. Peut-on donc s'étonner si ces fabricants (et la même pensée se produit malheureusement dans d'autres branches de notre industrie) estiment que l'objet visé par le nouveau Tarif est, non le développement, mais l'anéantissement du commerce entre les deux Pays ?

« Je dois aussi vous signaler le cas de certaines dentelles employées exclusivement pour ameublement et connues sous le nom d'américaines, clans, crivot, crochet warps, crochet torchons, qui sont faites au métier, mais que les fabricants craignent de voir compris dans la catégorie 882, qui a rapport aux blondes faites de soie.

« En résumé, après un examen attentif et impartial de vos propositions à l'égard de cette classe d'articles, nous avons l'honneur de vous soumettre, comme alternative, la proposition suivante : au lieu de la dénomination *guipures pour ameublement écru*, substituer celle-ci : *guipures pour ameublement faites au métier*, et au taux de 149 francs substituer celui de 75 francs.

« Pour le n° 376, « couvertures », nous trouvons, comme dans les autres catégories, une conversion qui ne correspond nullement aux droits à la valeur actuellement en vigueur, et qui paraîtrait avoir été exécutée, comme dans les cas précédents, dans un sens hostile à l'industrie anglaise. D'après les renseignements dont nous sommes en possession, et dont nous sommes prêts à fournir les détails aux Commissaires français, une augmentation est proposée qui frapperait les qualités moyennes d'une majoration de droits de 25 p. 100 et les qualités supérieures d'une majoration d'environ 60 p. 100. Nous vous proposons, pour cette catégorie, de réduire le taux de 55 francs à 40 francs par 100 kilogrammes.

« Nous arrivons maintenant au n° 377, qui constitue un exemple vraiment saillant de l'inégalité du nouveau Tarif. La ganterie est imposée actuellement 15 p. 100 à la valeur ; or, comment vous proposez-vous d'établir l'équivalent en droit spécifique ? Prenez cet échantillon de gants dont le prix de vente est 95 sh. (117' 75) pour les dix douzaines, ils ont eu à supporter, en vertu du Tarif conventionnel, un droit de 9 sh. 6 pences (41' 85). Vous leur imposez un droit de 34 sh. (42' 50), c'est-à-dire une majoration de près de 300 p. 100 ; cet exemple vous a déjà été cité par M. Baxter. Pour la ganterie coupée et sans couture, nous pouvons vous soumettre des échantillons qui vous démontreront que l'augmentation proposée est de 50 p. 100, et, pour la ganterie proportionnée, de près de 100 p. 100 ! Vraiment, Messieurs, dans de telles conditions, nous avons de la peine à vous faire des propositions en opposition à celles du Tarif à discuter.

« Je vous prierais de réserver pour le moment les Nos 378 et 379, sur lesquels j'espère avoir de plus amples renseignements

à vous offrir. Mais, quant au N° 380, j'ai encore à vous faire remarquer qu'au lieu de 15 p. 100, taux du droit à la valeur, pour les tulles gros bobins, nous nous trouvons en face d'un soi-disant équivalent qui frapperait ces mêmes articles de droits qui varient de 19 à 80 p. 100 de la valeur. Voici, par exemple, six échantillons représentant des valeurs de 17 sh. et 18 sh. et un poids de 124 livres, le droit actuel est de 53 sh. ; celui du Tarif à discuter est de 80 sh., soit une augmentation d'environ 50 p. 100. Pour le N° 381, qui concerne plus particulièrement la ville de Glasgow, j'attends de plus amples détails, que je vous soumettrai plus tard. Mais pour le N° 382, je vous prie de remarquer l'inégalité extrême qui paraît ressortir d'un système qui frapperait d'un même droit (soi-disant équivalent aux droits à la valeur) les dentelles faites à la main et celles faites à la mécanique, ainsi que les articles complets et les articles incomplets. La plus belle dentelle de Malines, ou de Honiton, valant 4,000 francs le mètre, n'aurait à supporter que le même droit par kilogramme que les dentelles dites « tatting » de Nottingham, qui ne coûtent que quatre sous les 12 mètres ! Et puis, les dentelles faites au métier varient depuis les tattings et les crochets à très vil prix, jusqu'aux plus belles imitations des dentelles bretonne, duchesse et de Valenciennes, et autres articles de fantaisie, valant de 4 francs à 50 francs par kilogramme.

« L'importation en France consiste, pour la plupart, en articles de fabrication inférieure, dont la valeur serait souvent moindre que le montant du droit proposé, et dans tous les cas équivaldrait à une prohibition absolue pour toutes les qualités inférieures et mêmes moyennes, c'est-à-dire pour la majeure partie de ce commerce. Il ne faut pas oublier que Calais, Caudry, Saint-Quentin, Lille et Lyon envoient leurs produits à Londres et à Manchester affranchis de tous droits, et que Calais surtout entretient un commerce actif avec les maisons de commerce de Londres. Une comparaison des échantillons des fabricants anglais et français démontre avec quel succès ces derniers concourent dans la fabrication des dentelles ordinaires à bon marché. Les fabricants français produisent ces articles aussi bon marché en France que les fabricants anglais chez eux.

« J'ai l'honneur de vous soumettre seize échantillons de dentelles d'une seule maison de Nottingham que vous proposez de frapper du droit identique de 400 francs par 100 kilogrammes, et vous déclarez de fait que ce droit correspond au droit moyen actuellement en vigueur de 15 p. 100 à la valeur. Le droit est de

5 p. 100 ; mais les fabricants affirment qu'ils ont toujours dû payer à raison de 15 p. 100. A ce sujet, MM. les Commissaires français pourraient peut-être nous offrir des éclaircissements. Eh bien, Messieurs, veuillez examiner ces échantillons, recherchez quelles en sont les valeurs respectives, et voyez si vraiment vous pouvez arriver à fixer pour eux un droit moyen ; cela n'est pas possible, ou du moins, en voulant être logiques et conséquents, vous sacrifieriez les intérêts du commerce, et en même temps, permettez-moi de l'ajouter, les intérêts du fisc ; car vous supprimez les importations. Vous portez un droit uniforme de 400 francs sur les 100 kilogrammes de ces articles de qualités et de valeurs tellement diverses. Eh bien, même en faisant le calcul arithmétique de la proportion moyenne sur une valeur de 15 p. 100 et non de 5 p. 100, vous n'arriverez guère à un droit au-dessus de 300 francs (le chiffre exact est même un peu plus bas). Mais, avec ce chiffre, vous écraseriez le commerce des dentelles à bon marché qui, comme je l'ai déjà dit, forme la majeure partie de notre exportation en France. Il ne serait peut-être pas sans intérêt pour MM. les Commissaires français de savoir que j'ai pris grand soin de ne présenter que les chiffres fournis par les deux maisons les plus connues de Nottingham à savoir, celle de MM. Maley et de MM. Adams.

« Avec la meilleure volonté du monde, Messieurs, et tout en tenant compte des difficultés que vous avez à combattre chez vous, et en désirant très sincèrement nous mettre d'accord avec vous pour les aplanir, nous ne saurions vraiment pas, en face de telles contradictions, vous formuler des contre-propositions ; nous pouvons seulement vous prier instamment de reconsidérer cette partie du Tarif, qui, dans sa forme actuelle, paraît complètement inacceptable.

« Les Nos 383-4 ont plus d'intérêt pour la Suisse que pour la Grande-Bretagne. Aussi nous contentons-nous de laisser aux Commissaires suisses le soin de s'entendre, au sujet de ces articles, avec le Gouvernement français, lors des négociations qui doivent, sans doute, s'engager entre les deux Pays. »

M. Amé ne comprend pas qu'un industriel anglais ait dû payer 15 p. 100. Il y a là un malentendu ou une erreur manifeste. Cet exemple pourrait sembler de nature à ne pas inspirer grande confiance dans la sûreté des informations fournies à MM. les Commissaires anglais. Ce qu'il y a d'évident, c'est que les industriels qu'ils consultent ne mettent sous leurs yeux que des échantillons tout à fait inférieurs.

Sir Rivers Wilson ne croit pas qu'il soit possible de laisser

en souffrance les intérêts des manufacturiers qui fabriquent des produits de qualité inférieure.

M. Amé répond que la Commission ne saurait préparer un Tarif en vue de telles ou telles spécialités, de telles ou telles individualités ; elle doit seulement considérer chaque industrie dans son ensemble. Plusieurs des articles sur lesquels portent les observations de MM. les Commissaires britanniques sont, du reste, sans intérêt réel pour le commerce anglais dans ses rapports avec la France. Ainsi, pour les broderies, l'un des articles dont on a parlé, les importations de l'Angleterre en France se réduisent à 44,000 francs, alors que celles de la Suisse dépassent 5 millions de francs.

M. Marie ajoute que, pour divers articles contre la tarification desquels l'industrie anglaise élève des objections, les taxes spécifiques ont été établies sur les variétés que l'Angleterre importe le plus, et souvent même sur des qualités inférieures plutôt que sur des qualités supérieures. Pour les guipures, par exemple, on s'est placé, lors de la confection du Tarif, en face de la masse de l'importation anglaise. Or, on a constaté qu'à côté des guipures à 4 francs et 5 francs le mètre, dont les échantillons ont été déposés par Sir Rivers Wilson et qui rentrent dans la catégorie des tissus de coton non dénommés, le commerce anglais en introduisait beaucoup d'autres qui sont cotées à 7^f 50, 10^f 50, et 11 francs. C'est en prenant pour base la moyenne entre ces différentes catégories que l'on a établi le droit spécifique.

Pour les couvertures, la modération des rédacteurs du Tarif français est plus remarquable encore. Des trois qualités correspondant aux prix de 2^f 60, 4^f 90, et 6 francs, ils ont exclu la dernière, et c'est sur la moyenne des deux prix inférieurs que la taxe a été calculée.

Sir Rivers Wilson répond que les Commissaires britanniques n'en sont pas moins très frappés de la vivacité des réclamations de l'industrie anglaise. Ils ne voient pas la possibilité de faire des contre-propositions, tant est considérable l'écart entre les appréciations de part et d'autre.

M. Marie croit que l'industrie anglaise s'exagère les effets du Tarif sur ses transactions avec la France. Il y a beaucoup d'articles, comme les couvertures, qu'elle ne parvient pas à introduire en France aujourd'hui, même sous le régime du droit à la valeur. On ne voit pas quel intérêt elle peut avoir à réclamer contre la conversion des taxes sur des articles de ce genre.

Sir Rivers Wilson répond que l'importation de certains articles anglais en France peut bien paraître insignifiante à MM. les

Commissaires français, mais que les industriels anglais n'en jugent pas de même.

M. Amé fait remarquer, pour ce qui concerne spécialement les tulles, que la tarification nouvelle, en établissant deux classes, a précisément pour but de ne pas entraver l'importation de certaines sortes dont le commerce français a besoin, et qu'il tire exclusivement d'Angleterre. Dans la Grande-Bretagne, comme ailleurs, il faut se tenir en garde contre les exagérations et les erreurs des intéressés, car, si l'on s'en prévalait sans examen, on rendrait une entente à peu près impossible.

Sir Rivers Wilson renouvelle l'expression du désir des Commissaires britanniques de voir modifier les moyennes sur lesquelles ont été calculées les taxes du Tarif à discuter.

M. Amé répond que les auteurs du nouveau Tarif ont opéré sur une grande variété d'échantillons de toute espèce et de toute provenance. C'est ainsi qu'ils ont établi leurs moyennes. Aujourd'hui, MM. les Commissaires anglais demandent que l'on prenne pour bases d'évaluation les qualités exceptionnellement basses représentées par des échantillons que leur ont fournis les industriels. Les Commissaires français ne sauraient s'engager sur ce terrain.

Sir Rivers Wilson estime que le nouveau Tarif ne donne aucune satisfaction à l'industrie britannique et ne lui permettrait plus de faire des affaires de quelque importance avec la France.

M. Amé ne l'admet pas. En réalité, dit-il, les doléances des manufacturiers anglais n'ont pas pour motif, au moins sur un grand nombre d'articles, le retrait d'une tarification qui leur aurait profité dans le passé ; elles sont bien plutôt l'expression d'un autre sentiment. Ils s'étaient flattés, toutes les enquêtes en font foi, d'obtenir, dans un nouveau Traité, un régime de réciprocité combiné de telle sorte que les portes du marché français leur eussent été ouvertes à deux battants. C'est dans cette illusion qu'il faut chercher la véritable explication de leurs plaintes.

M. Marie ajoute que, pour les tulles comme pour beaucoup d'autres articles, le droit a dû être proportionné à la taxe imposée au fil qui sert à les fabriquer. La taxe de ce fil forme la limite au-dessous de laquelle on ne peut descendre. Quant à la variété de fil prise comme base de la fixation du droit, elle est naturellement choisie d'après une moyenne, et l'on ne peut éviter, dès lors, que les qualités inférieures soient plus lourdement grevées que les autres.

Sir Rivers Wilson voit, dans les dernières paroles de *M. Marie*, la condamnation même du système des taxes spécifiques.

M. Amé répond que, l'Angleterre admettant dans tous les Pays l'application des Tarifs spécifiques, on ne voit pas bien pourquoi elle le jugerait inacceptable en France.

Sir Rivers Wilson fait remarquer que l'Angleterre se borne à demander à la France le maintien d'un système de taxation qui existe depuis plus de vingt années et à la faveur duquel les relations entre les deux Pays ont pris un développement considérable.

M. Amé répond que, si ce régime ne peut plus être maintenu aujourd'hui, c'est que l'on en a trop abusé. Il rappelle, à ce sujet, la singulière proposition faite, il y a peu d'années, à un négociateur étranger relativement à la délivrance de doubles factures.

M. Kennedy, en remettant des échantillons à MM. les Commissaires français, leur adresse les observations suivantes :

« On m'a prié de soumettre à la Commission ces échantillons d'articles de coton dont les fils ont été teints avant le tissage, et d'appeler l'attention sur les lourdes charges que leur imposeraient les changements qu'introduirait le Tarif à discuter.

« M. Armitage, membre du Parlement britannique, qui me les a fait tenir, nous fait observer que pour le n° 370 du Tarif : *tissus fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints*, présentant en chaîne et en trame, dans l'espace de 5 millimètres carrés, 30 fils et moins, pesant 11 kilogrammes et plus aux 100 mètres carrés, on propose, selon le Tarif à discuter, un droit de 110 fr. les 100 kilogrammes ; mais, selon ses chiffres, l'équivalent exact de 15 p. 100 à la valeur serait au plus un droit spécifique de 65 francs. Il demande, par conséquent, une réduction du droit proposé de 110 francs.

« On me prie, en même temps, de vous communiquer un rapport de la Chambre de commerce de Manchester : les chiffres sont tirés du Tarif général et non du Tarif à discuter. »

M. Marie rappelle que, sur ce point, il n'y a pas eu de conversion de droits à la valeur en droits spécifiques. La taxe à percevoir reste, comme par le passé, la taxe applicable au tissu écri, augmentée d'une surtaxe qui, dans l'ancien Tarif, s'appliquait à la teinture, mais qui, dans le Tarif nouveau, s'applique à la façon. On a cru devoir porter cette surtaxe de 25 à 60 centimes par kilogramme, parce que la fabrication de ces tissus présente des difficultés particulières, qu'elle exige un outillage plus compliqué, et parfois l'emploi de métiers à plusieurs navettes pour les changements de trames que nécessite la variété des des-

M. Kennedy répond que c'est précisément de cette augmentation de la surtaxe que l'on se plaint.

M. Marie objecte que cette augmentation se justifie par le prix d'une façon qui coûte plus cher que la simple teinture.

M. Baxter. « Les réclamations des industries des tissus et de la bonneterie de coton reposent sur des bases si fermes et embrassent un champ si large que des modifications, même très étendues, du Tarif à discuter ne sauraient leur rendre justice. La conservation de ces industries exige le maintien de la tarification d'après la valeur pour les articles fins et teints, ainsi que le maintien, en ce qui concerne les tissus simples, de la classification actuelle. J'ai cherché en vain un terme moyen applicable à un article quelconque, sur tous ceux compris dans cette catégorie, et il me paraît indiscutable que l'introduction des nouveaux systèmes de tarification et de classification mettrait fin au commerce d'exportation du Lancashire et de Nottingham avec la France.

« Ce résultat ne saurait guère être l'objectif visé par le Gouvernement français, et je prie, par conséquent, MM. les Commissaires français de vouloir bien considérer à nouveau le pour et le contre de cette question au point de vue plutôt de la pratique que de la théorie, afin d'en revenir à l'ancien système. »

M. Kennedy présente la note suivante :

« Permettez-moi d'ajouter, en terminant, que je pense que les observations que nous vous avons adressées aujourd'hui relativement à certaines branches de l'industrie cotonnière (les dentelles, etc.) démontrent que la nature de ces marchandises exige, ainsi que je l'ai déjà suggéré, au moins comme tarification alternative, une échelle de droits *ad valorem* à côté des droits spécifiques, si l'on désire maintenir un commerce sérieux entre les deux Pays. J'espère donc qu'on me permettra d'exprimer le désir que MM. les Commissaires français veuillent bien examiner de nouveau ces propositions, afin de diminuer les difficultés des négociations. »

M. Amé répond qu'en réclamant le maintien de la taxation *ad valorem*, MM. les Commissaires anglais demandent ce que les Commissaires français ne peuvent accorder, ce que le Gouvernement de la République serait lui-même impuissant à leur concéder. Les Chambres françaises se sont prononcées avec une telle énergie et une telle unanimité dans le sens de la suppression des droits à la valeur que le Gouvernement ne saurait songer à y revenir. Le Gouvernement britannique en avait été prévenu avant l'ouverture des négociations, et, dans le cours des débats

actuels, MM. les Commissaires anglais avaient paru admettre le système de la tarification spécifique.

Sir Rivers Wilson ne le conteste pas ; mais il ajoute que les nombreuses enquêtes auxquelles s'est livrée la Commission anglaise ont fait ressortir la quasi-impossibilité de ce système.

M. Challemel-Lacour fait remarquer que la question n'est plus entière. Elle a été définitivement tranchée par les pouvoirs publics en faveur du système de la taxation spécifique, et cette décision, prise à l'unanimité, ne permet pas au Gouvernement de négocier sur la base de la tarification *ad valorem*.

Sir Charles Dilke résume la discussion, en déclarant que les Commissaires anglais ne sont pas opposés en principe aux droits spécifiques ; ils ont même porté si loin leur assentiment qu'ils ont présenté des propositions reposant sur la base de ces droits. Mais, à mesure que l'on entre dans les détails de la question et qu'on aborde la discussion de l'application de ces droits aux produits nombreux et variés de l'industrie anglaise, il se présente des difficultés si considérables et il s'élève, de la part des manufacturiers, un tel concert de réclamations, ayant toutes les apparences de la justice, qu'il a bien fallu faire raison à leurs demandes dans les cas dont il a été récemment question.

Sir Rivers Wilson fait remarquer que les Commissaires anglais ne demandent le maintien du système des droits *ad valorem* qu'à titre facultatif et seulement pour certains cas exceptionnels.

M. Amé croit que ces cas exceptionnels seraient très malaisés à déterminer. Quant aux anomalies signalées par MM. les Commissaires anglais dans le système des droits spécifiques, le Gouvernement français les connaît aussi bien que personne ; car il les a rencontrées lors de la préparation du nouveau Tarif général. Mais il a jugé que le système des taxes à la valeur présentait des inconvénients plus graves encore. Il a été conduit à cette appréciation, non seulement par les fraudes auxquelles ont trop souvent donné lieu les déclarations de valeur de la part des importateurs britanniques, mais encore par les attaques systématiques que le commerce anglais n'a cessé de diriger contre les expertises en Douane, attaques que le Gouvernement de la Reine, mal renseigné par les intéressés, a bien souvent appuyées de son influence auprès du Gouvernement français.

Sir Rivers Wilson pense qu'avec le système des droits spécifiques il naîtra également des contestations.

M. Amé répond qu'elles seront beaucoup moins nombreuses, car, dès à présent, il se produit infiniment moins de diffi-

cultés sur les articles tarifés spécifiquement que sur les autres.

M. Crowe croit que MM. les Commissaires français voudront bien reconnaître que, dans bien des cas où des questions d'évaluation ont été renvoyées devant une Commission d'expertise, les autorités françaises ont cru devoir donner raison aux réclamations des importateurs britanniques.

M. Amé répond que ce résultat n'a rien de surprenant, si l'on considère dans quelles conditions fonctionnent les expertises depuis l'arrangement de 1874.

M. Kennedy n'accepte pas l'explication de M. Amé ; mais il croit que la question doit être discutée dans une séance ultérieure de la Commission. Il n'admet pas, d'ailleurs, que le nombre des réclamations formulées par les négociants anglais contre la Douane française et appuyés par le Gouvernement britannique ait été excessif. Il n'a pas dépassé douze en une année.

M. Challemel-Lacour, en répondant aux observations de M. Kennedy, fait remarquer que les réclamations en question doivent avoir été beaucoup plus nombreuses. Car il lui a été remis, au mois d'août ou de septembre dernier, un Mémoire qui en énumérait un certain nombre, mais à titre d'exemple. Il croit pouvoir ajouter que les représentations à l'adresse du Gouvernement français et de la Douane qui étaient contenues dans ce Document ne produisirent pas une bonne impression ; d'autant plus qu'elles reposaient sur des faits ou très inexacts ou tout à fait erronés, ainsi qu'on l'a établi dans la réponse au Mémoire.

Dans tous les cas, le seul point à retenir est la ferme résolution du Gouvernement français de ne pas se départir du système de la tarification spécifique. Les difficultés de conversion des droits *ad valorem* en taxes spécifiques ne lui sont pas inconnues : elles expliquent même le temps considérable qu'a demandé la préparation du nouveau Tarif ; mais, après les avoir surmontées, après avoir suivi jusqu'au bout un plan longuement débattu, il lui est aujourd'hui absolument impossible de revenir en arrière. Sa résolution est d'autant plus irrévocable qu'elle a été plus réfléchie.

Sir Charles Dilke répond que le Gouvernement de la Reine n'a jamais soumis à l'examen du Gouvernement français que les réclamations qui lui paraissaient bien fondées ; et que, du reste, en lui transmettant le Mémoire en question, il a proposé au Gouvernement de la République la discussion par des Délégués nommés *ad hoc* des questions ayant rapport à l'expertise en général. Il juge pourtant inutile de poursuivre la discussion.

Il est convenu, pour les séances de la semaine prochaine, qu'on discutera : mardi, les fils de laine, les tissus de laine pure et les tapis ; jeudi, les autres lainages ; samedi, les fils et tissus de soie, et le papier et ses applications.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR. Signé : CHARLES W. DILKE.
Le Secrétaire-Rédacteur,
G. JENNER.

N° 119

Conférences de Londres.

Procès-verbal de la douzième séance, tenue le 21 juin 1881.

Étaient présents :

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la dernière séance, à l'exception de M. Baxter, qui était malade.

Le procès-verbal de la onzième séance est lu et adopté.

M. Kennedy ouvre la discussion sur les fils de laine en ces termes :

« Nous allons maintenant aborder la question des fils de laine et des tissus de laine, qui, à cause de l'importance des intérêts en jeu, demande de notre part une attention toute particulière. Je crois que nous avons le droit de demander à MM. les Commissaires français de vouloir bien accorder leur bienveillante attention aux observations que nous aurons à leur présenter au sujet de ces marchandises.

« La laine est de tout les textiles celui qui fait l'objet du commerce le plus important entre l'Angleterre et la France.

« On peut bien soutenir, en ce qui concerne les cotons et les lins, qu'il faut non seulement tenir compte des besoins du commerce anglo-français, mais aussi des relations commerciales de la France avec des Pays tiers. Cet argument n'est plus fondé du moment qu'il s'agit des laines, objet du commerce textile le plus important entre les deux Pays ; car l'importation britannique en France, en ce qui concerne le commerce spécial, est près de trois fois aussi grande que celle de tous les autres Pays.

« Je vous sou mets ci-joint quelques chiffres concernant les importations et exportations des fils et tissus de laine des deux

Pays, ainsi que les totaux de l'exportation et de l'importation française :

Moyennes des échanges pour les trois années 1878, 1879 et 1880.

	IMPORTATION FRANÇAISE en Grande-Bretagne	EXPORTATION BRITANNIQUE pour la France
Fils de laine. . .	4,700,000 f.	5,250,000 f.
Tissus de laine. . .	96,900,000	75,000,000

FILS ET TISSUS DE LAINE.

Moyennes des échanges pour les trois années 1877, 1878 et 1879.

Total de l'exportation française.	353,000,000 f.
Total de l'importation française.	83,000,000

« Ces chiffres démontrent l'importance du commerce britannique avec la France comparé avec celui des autres Nations, et ils établissent clairement que l'industrie française n'a pas plus besoin de protection pour ses filatures de laine que pour ses filatures de soie.

« Le fait est que le climat, l'expérience et d'autres causes encore ont contribué au développement de la production de certaines qualités de fils en France comme en Angleterre.

« La France excelle dans la production de ces filés pour lesquels on se sert du « mull-jenny », tandis que l'Angleterre excelle à appliquer le système du « métier continu ».

« Cela étant, l'imposition d'un droit sur une matière quasi-première, c'est-à-dire le fil qui s'emploie en France pour la fabrication des tissus de laine fins, ne saurait manquer de faire un tort extrême à l'une des branches les plus importantes de l'industrie française. C'est ainsi que le commerce de Lyon a souffert de graves atteintes au profit de Crefeldt et de Zurich. Il est donc clairement dans l'intérêt des industries française et anglaise que nous considérions sérieusement la possibilité de la suppression des droits sur les fils de laine. Je n'ignore pas qu'on déduira la majoration des droits sur les filés, et qu'il est question d'une réduction sur les fils retors pour tapisserie, mais on nous fait savoir que ces derniers fils offrent peu d'importance pour le commerce entre les deux Pays.

« Je dois dire que nos intérêts sont principalement engagés dans le dégrèvement de plusieurs sortes de fils de laine jusqu'à 70,500 mètres.

« De notre côté, nous nous bornons à demander des réductions de droits dans ces limites ; et afin de tenir compte des exigences du fisc français, nous proposerions que la réduction fût

d'un quart quand le Traité entrerait en vigueur et d'un quart deux ans plus tard c'est-à-dire une réduction éventuelle de 50 p. 100 sur les droits actuels.

« M. Amé se souviendra qu'une proposition pour la réduction des droits sur ces fils de 20 p. 100 en deux fois, à raison de 10 p. 100 à chaque échéance, a été mise en avant par M. Léonce de Lavergne, en 1877.

« Je dois maintenant passer à la distinction entre les fils peignés et cardés établie pour la première fois par le nouveau Tarif. Nous avons affaire à une nouvelle classification qui ne se trouve, que je sache, dans aucun autre Tarif. La différence technique entre ces deux espèces de fils n'a trait qu'à une différence des procédés employés avant la filature.

« Dans le Mémorandum que j'ai communiqué à MM. Marie et Mariani, le 23 avril dernier, j'ai fait remarquer qu'il n'y avait aucune difficulté à distinguer entre les fils peignés et les fils cardés ; mais qu'il en était autrement pour les fils peignés et cardés à la fois, qui sont maintenant assez nombreux. Il paraîtrait que même un filateur expérimenté serait souvent dans l'impossibilité de dire lequel des deux procédés prédomine dans la fabrication d'un fil. Comment le contrôleur des Douanes pourrait-il se prononcer avec certitude sur la qualité de ces fils mixtes ? Nous ne vous envoyons d'Angleterre que fort peu de fils de laine cardée, mais une quantité croissante de fils cardés et peignés à la fois.

« Je dois aussi faire remarquer que les droits sur certains fils cardés seraient augmentés de beaucoup, parfois même de 40 p. 100, si on venait à adopter le Tarif à discuter ; c'est-à-dire que pour les fils cardés, qui constituent la majeure partie de la production, les droits deviendraient prohibitifs. En outre, les nouvelles classifications ne sauraient manquer de donner lieu à des différends nombreux et sérieux entre les négociants et la douane ; il n'est guère nécessaire que je vous rappelle qu'il est de l'intérêt des deux Pays d'éliminer le plus possible tout sujet de contestations de ce genre.

« Je me flatte donc qu'après nouvel examen on abandonnera, dans la rédaction du Tarif conventionnel, la division des fils de laine en fils cardés et fils peignés.

« Voilà, quant aux fils de laine, les propositions que j'ai l'honneur de vous soumettre au nom de la Commission britannique ; j'ose espérer que MM. les Commissaires français voudront bien leur accorder leur attention favorable. »

M. Amé fait observer que, sauf la disposition nouvelle rela-

tive aux cardés, le Tarif à discuter n'aggrave nullement la situation, bien au contraire. Pour les fils simples, il reproduit purement et simplement les chiffres du Tarif conventionnel. D'ailleurs, la question n'intéresse guère l'industrie britannique, puisque, sur une importation totale de 6,380,000 francs de fils de laine simples en France, l'Angleterre ne figure que pour 37,000 francs. La presque totalité de ces fils vient de la Belgique, et la quantité considérable que ce dernier Pays en fournit à la France prouve suffisamment que le droit établi par le Tarif conventionnel n'a aucun caractère prohibitif. Il semble donc que MM. les Commissaires anglais devraient ne pas insister sur le régime des fils de laine simples.

Pour les fils retors, la situation est différente : c'est là que se rencontre l'intérêt anglais ; car, sur une importation totale de 8 millions de francs, constatée par les statistiques français, la Grande-Bretagne figure pour 6,500,000 francs. Or, le régime actuel, qui permet déjà des transactions si importantes, n'est pas seulement maintenu, il est encore amélioré pour plusieurs catégories de fils servant soit au tissage, soit à la tapisserie.

Quant à la distinction établie par le nouveau Tarif entre les fils de laine cardée et les fils de laine peignée, elle est facile à justifier. Elle n'est, en effet, que la rectification d'une erreur commise en 1860 et souvent signalée. Le Tarif conventionnel grevait du même droit ces deux variétés de fils, alors que la filature de laine cardée exige des frais de main-d'œuvre beaucoup plus considérables que ceux que nécessite la filature de laine peignée de numéros correspondants et même de numéros supérieurs. Il est naturel que le Gouvernement français, depuis longtemps averti de cette anomalie, ait cherché, dès qu'il l'a pu, à la faire cesser.

M. Kennedy demande si cette distinction entre les fils de laine cardée et les fils de laine peignée n'est pas toute nouvelle.

M. Marie constate que les réclamations contre l'identité du régime applicable aux deux catégories de fils ont commencé à se produire très peu de temps après la mise en vigueur des Traités de 1860. Il y a dix ans, lors des pourparlers engagés entre la France et la Belgique, cette question était déjà l'une de celles que le négociateur français, *M. Ozenne*, eut principalement à traiter avec le Cabinet de Bruxelles ; MM. les Commissaires britanniques paraissent croire, ajoute *M. Marie*, qu'il y a, entre les fils de laine cardée et les fils de laine peignée, identité de matière et analogie de procédés de fabrication. C'est là une appréciation qui ne semble point exacte. Le fil de laine peignée se fait avec

des laines longues, le fil de laine cardée avec des laines courtes et des blousses qui constituent, en quelque sorte, le duvet de la laine. De cette différence dans la nature des laines employées il résulte des difficultés spéciales de fabrication par suite desquelles les fils de laine cardée coûtent beaucoup plus cher de façon que les fils de laine peignée. Si l'on ne tenait compte que des dépenses de main-d'œuvre, le droit sur les fils de laine cardée devrait être environ trois fois plus élevé que le droit sur les fils de laine peignée. Toutefois, dans la fixation des droits inscrits au Tarif, on s'est contenté d'une augmentation de 50 p. 100, qui peut passer pour très modérée.

M. Crowe reprend la discussion sur les fils de laine en ces termes :

« Je suis prêt à admettre qu'il y a dans les propositions du Gouvernement français quelques concessions à noter dans la catégorie des fils retors. Mais ces concessions sont si faibles qu'elles ne monteraient pas en pratique à plus d'un demi p. 100. Pour le reste, le remaniement qu'a subi la classification produit des résultats assez regrettables à notre point de vue.

« Pour les fils simples peignés, nous trouvons une simplification de classes dans les numéros au-dessous de 30,500 mètres au kilogramme, mais vous la faites au dépens des gros fils, qui tous vont payer le droit qui jusqu'à présent, était celui des fils les plus fins de leur classe, c'est-à-dire 25 francs, et je n'ai pas besoin de vous faire remarquer que la moyenne de 10, 15, 20 et 25 n'est pas 25, mais bien 17 1/2.

« Mais, Messieurs, nos fabricants prendraient leur parti de ce changement, pour des raisons qui vous sont probablement connues, s'ils ne voyaient pas que vous divisez en deux catégories ce qui se trouve aujourd'hui dans une seule. Sans doute, les fils cardés n'ont pas encore toute l'importance des fils peignés, mais ils l'auront, et nous voyons avec regret la séparation de ces fils en deux classes. Sur les cardés vos augmentations sont sérieuses. Ce qui était à 10 francs, vous le mettez à 15 francs les 100 kilogrammes ; ce qui était à 15 francs, à 22^{fr.}50. Puis viennent les rehaussements de 20 francs à 30 francs et de 25 francs à 37 francs. Le 30,500, à lui seul, serait grevé d'un droit de 45 francs, lorsque le même fil peigné ne payerait que 25 francs.

« Le moment nous semble peu propice, Messieurs, pour introduire des changements aussi considérables, alors qu'une combinaison de causes naturelles amène avec elle une diminution dans l'usage des fils peignés et cardés sur les marchés du Continent et de l'Angleterre.

« Je crois que nous nous trouverons d'accord, si je vous dis qu'on produit en France les fils peignés à aussi bon marché que nous les livrons à Bradford.

« A une époque peu éloignée de la nôtre, nous allions à Roubaix, à Tourcoing et à Lille, où nous faisons en fils simples des affaires considérables.

« Depuis 1872, tel est le progrès qui s'est manifesté chez vous, que ceux qui vous vendaient des fils alors vous les achètent aujourd'hui. Quelle n'aurait pas été votre force de concurrence si, au lieu de maintenir, vous aviez réduit les droits ! Tout en faisant la part des fabricants de tissus, on aurait pu, je crois, dégrever les fils. On aurait alors permis à Lyon d'acheter ce dont il se sert pour les tissus mixtes, à meilleur marché qu'il n'est possible de le faire aujourd'hui, où cette matière première est française, si vous voulez, mais trop chère pour lui permettre de concourir facilement sur le marché tiers.

« Si l'Allemagne a imposé récemment de nouvelles charges sur les fils peignés, c'est que vous lui en aviez donné l'exemple, et cependant, je ne comprends pas plus que les filateurs de Reims, pourquoi les Allemands renchérissent un produit qu'ils ne font presque pas, au grand dommage de leurs fabricants de tissus. Mais, permettez-moi de vous le dire, je ne vois pas bien non plus pourquoi vous renforcez les droits sur les fils cardés, puisque vos produits de cette espèce nous font concurrence sur les places de Glasgow et de Leicester, puisque vous en exportez beaucoup plus que vous n'en importez, et que nos fils de laine lustrés diffèrent essentiellement des vôtres, qu'on tire des laines de Buenos-Ayres et de Tasmanie.

« Messieurs, l'augmentation que vous nous proposez sur les fils cardés nous semble d'autant plus regrettable que, s'il y a une différence dans le prix de la main-d'œuvre entre ceux-ci et les fils peignés, ce sont les cardés qui coûtent le moins à fabriquer.

« Une industrie importante chez nous est celle des fils fabriqués en partie de laine peignée, en partie de laine cardée. Je comprends que vous distinguiez le N° 20 retors peigné du N° 20 retors cardé, mais comment traiteriez-vous le N° 20 retors qui est à la fois peigné et cardé ?

« Puis, entre les fils simples et peignés et simples et retors et ces mêmes fils teints, vous maintenez des écarts que nous avons toujours trouvés trop grands, par exemple :

« Les simples à 18,000 mètres au kilogramme et les simples teints sont taxés l'un à 25 francs, l'autre à 50 francs.

« De même, les retors simples et les retors teints sont respectivement à 32^f.50 et à 57 francs. En pratique, le fil teint se trouvera chargé à peu près d'un tiers par livre de plus que le non teint, ce qui impose une charge peu équitable à la teinture anglaise. Le Tarif pèse plus qu'il ne le devrait, de cette façon, sur les fils retors et teints, fils qu'on exporte presque exclusivement du sud de l'Écosse en France. Il pèse d'autant plus que le droit sur les fils simples se présente comme un droit prohibitif, depuis que la France a réussi à les faire aussi bien et à aussi bas prix que nous.

« Une autre anomalie, à ce qu'il nous semble, est celle qui impose si fortement les fils connus sous le nom de « shoddy » ou « mungo » où le droit varie de 16 à 50 p. 100 de la valeur, tandis que le Tarif Conventionnel ne taxe les tissus fabriqués avec ces mêmes fils qu'à 10 p. 100 de la valeur.

« Je termine, Messieurs, en vous priant de nous donner une réduction, à défaut de l'abolition totale, sur les fils, et surtout sur les fils cardés. Cette prière vous est d'autant plus facile à entendre que la France, en effet, exporte plus de peignés en Angleterre, et nous, par contre, pas mal de cardés en France. Et ce que vous en prenez revient de Paris, Saint-Quentin, Saint-Chamond et Saint-Étienne, en galons, en peluches et autres articles de fantaisie qui se vendent sur le marché anglais. »

M. Amé ne peut guère que répéter ce qu'il a dit en réponse à la note de M. Kennedy. Les droits sur les fils simples intéressent peu l'Angleterre et ils ne sont pas prohibitifs, puisqu'ils permettent une très forte importation de filés belges. D'après les dépositions des industriels britanniques, les fils de laine cardée exigeraient moins de frais de façon que les fils de laine peignée. Les renseignements fournis au Gouvernement français par les industriels les plus compétents et les plus désintéressés, c'est-à-dire par des industriels qui emploient les deux variétés de fils, mais ne les fabriquent pas, établissent d'une façon incontestable que le fil de laine cardée est, au contraire, celui qui coûte le plus cher.

On a parlé de la difficulté qu'éprouverait la Douane à les distinguer. Le commerce ne s'y trompe pas ; il distingue fort bien, dans ses transactions, les fils cardés des fils peignés, et ce ne sera pas plus difficile pour la Douane.

MM. les Commissaires britanniques ont finalement demandé une réduction de 50 p. 100, en deux termes, sur l'ensemble des droits dont sont grevés les fils de laine. Les Commissaires français ne peuvent que prendre note de cette demande sans se

dissimuler que le Gouvernement de la République ne la jugera pas susceptible d'être accueillie.

M. Crowe maintient son assertion que, d'après les renseignements fournis aux Commissaires anglais, la fabrication des fils de laine peignée est souvent plus coûteuse que celle des fils de laine cardée.

M. Kennedy insiste sur la difficulté presque insurmontable qu'il y aura à distinguer, pour l'application des droits, entre les fils de laine peignés et cardés à la fois, et ceux qui appartiennent à l'une des deux catégories seulement. D'après quelle catégorie seront taxés ces fils mixtes ?

M. Amé répond que le Gouvernement français examinera cette question.

Pour le moment, on ne peut l'apprécier que par analogie. En Angleterre, quand un article est composé de deux produits diversément taxés, on applique à l'article tout entier le droit afférent à la partie la plus fortement imposée. En France, la règle générale est la même. Mais une exception est faite pour les tissus ; à leur égard, c'est la taxe du fil dominant en poids qu'on perçoit sur le tissu tout entier. On recherchera si l'on peut procéder d'une manière analogue pour les fils de laine cardée et peignée.

M. Bouillat demande à *M. Kennedy* si les observations de MM. les Commissaires anglais s'appliquent à des fils composés de laine cardée et de laine peignée, ou à des fils fabriqués avec des laines ayant subi successivement les deux opérations du cardage et du peignage ?

M. Kennedy fait connaître que, dans sa pensée, c'est sur ce dernier genre d'articles que portent les réclamations de l'industrie anglaise.

M. Amé déclare que, dans tous les cas, on ne peut que réserver au Gouvernement français l'examen de la question posée.

M. Kennedy dit que la répartition des fils de laine en deux catégories lui paraît constituer un raffinement protectionniste.

M. Amé fait observer que le Tarif français est, en effet, un Tarif protectionniste : on ne cherche ni à le contester, ni à le dissimuler ; mais l'étiquette n'en change pas le caractère, qui, pour les fils de laine n'a rien d'exagéré.

Sir Rivers Wilson déclare ne pas vouloir laisser passer l'occasion présentée par la discussion sur la grande industrie des laines sans constater de nouveau le vif regret éprouvé en Angleterre en présence des dispositions réactionnaires, ou tout au moins stationnaires du nouveau Tarif français. Grâce au

Traité de 1861, des relations industrielles sur une grande échelle se sont développées entre la France et le Yorkshire, à l'avantage incontestable des deux Parties. On est étonné de voir que la France ne déduit pas la conséquence logique et toute naturelle de ce fait et ne s'empresse pas de saisir l'occasion qui se présente actuellement pour donner une impulsion nouvelle à un commerce dont les bienfaits sont aussi considérables. Cette observation se rapporte plus ou moins à toutes les parties du nouveau Tarif, mais trouve une application toute spéciale dans les rubriques qui concernent l'industrie des laines.

On ne saurait non plus perdre de vue les considérations politiques et sociales qui se rattachent à cette question. Il est excessivement regrettable que MM. les Commissaires français se soient montrés peu disposés à admettre en conférence les intérêts anglais, car certainement ils auraient été frappés, comme l'ont été les Commissaires anglais, du sentiment profond de regret et de désappointement qui commence à se manifester chez tous les industriels de la Grande-Bretagne au sujet des dispositions de la France en matière douanière.

M. Challemel-Lacour déclare que les Commissaires français partagent les sentiments exprimés par Sir Rivers Wilson. Ils ne contestent pas les résultats favorables du Traité de 1860 ; ils reconnaissent tous les avantages politiques que présenterait la conclusion d'un arrangement et les conséquences fâcheuses que pourrait avoir l'impossibilité reconnue d'arriver à une entente. Mais, si tels sont les sentiments de MM. les Délégués anglais, nous leur demandons, ajoute *M. Challemel-Lacour*, pourquoi, sur certains points, ils se renferment, pour ainsi dire, dans un rôle de critique purement négative, se bornant presque toujours à déclarer qu'il existe, entre les offres françaises et leurs désirs, un écart trop considérable pour qu'il y ait lieu de formuler des contre-propositions. Une telle attitude rend la discussion difficile, infructueuse surtout. Les Commissaires français sont certainement disposés à continuer autant qu'il le faudra la discussion, ne fût-ce que pour fournir aux Commissaires anglais les explications qu'ils pourront désirer ; mais, ainsi conduite elle risque de ne pas porter de fruits, au moins quant à présent. Ne serait-il pas préférable que MM. les Commissaires britanniques, au lieu de se borner à constater l'existence d'un écart, voulussent bien indiquer sur quels points il porte, quelle en est l'étendue et quelles concessions ils désireraient obtenir ?

Sir Charles Dilke répond que, tout au contraire, les Commissaires anglais ont présenté des propositions bien claires et,

selon eux, fort modérées, à propos de plusieurs articles qui intéressent spécialement le commerce britannique. Ce n'est qu'au sujet des tissus de coton qu'on s'est vu dans l'impossibilité de rédiger des propositions fermes, vu la grande divergence d'opinions entre les deux Commissions, quant à la tarification de ces articles. Quant aux tissus de laine, les Commissaires anglais se trouvent aux prises avec des difficultés analogues, ou du moins, s'ils soumettaient des propositions, ce ne serait qu'avec une faible espérance de les voir favorablement accueillies par le Gouvernement de la République.

M. Challemel-Lacour rappelle que les cotonnades et les lainages sont précisément les articles les plus importants du Tarif, ceux que MM. les Commissaires britanniques avaient, dès le début, signalés comme deux des points sur lesquels pouvaient échouer les négociations. Il eût été, dès lors, d'autant plus essentiel de connaître, d'une façon précise, sur quelles variétés de ces articles le Gouvernement anglais désirerait spécialement des réductions de droits, et quelle devait être, dans sa pensée, l'étendue de ces dégrèvements, soit sous la forme spécifique, soit sous la forme de droits facultatifs *ad valorem*.

Sir Charles Dilke donne à M. Challemel-Lacour l'assurance que les Commissaires anglais feront leur possible pour formuler des propositions précises, même sur la question particulièrement difficile du régime des tissus de coton.

La discussion sur le régime des tissus de laine est fixée au jeudi 23 juin.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR. Signé : CHARLES W. DILKE.
Le Secrétaire-Rédacteur,
G. JENNER.

N° 120

Lord Lyons au comte de Granville.

(Extrait.)

Paris, le 21 juin 1881.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie un article de la *République Française*, paru dans le n° publié ce jour.

Cet article s'applique aux négociations commerciales de

Londres et blâme le Gouvernement français de ne pas tenir à ce sujet aucun compte du point de vue général politique.

Il serait nécessaire d'après cet article de signer un Traité, fixant les conditions générales et régler après la clôture du Congrès des détails d'application.

Une expérience de cette nature a été faite quand M. Léon Say était Ambassadeur en Angleterre, l'année dernière, mais les principes indiqués dans la note qu'il a remis à Votre Seigneurie le 8 juin dernier, ont été repoussés par les négociateurs français maintenant à Londres.

ANNEXE AU N° 120.

(Extrait de la *République Française* du 21 juin 1881.)

Que deviennent les négociations relatives au Traité de Commerce avec l'Angleterre ? Vainement nous regardons du côté de la Manche ; rien n'apparaît qui semble présager une solution tant attendue. Bien plus, le rappel, par M. le Ministre des Affaires Étrangères de M. Mariani, semble indiquer que le Gouvernement oublie un des côtés principaux de l'entreprise ; il semble qu'il ne tient aucun compte du point de vue général politique.

Est-il rien de plus regrettable que la polémique soulevée tout d'un coup sur des questions Douanières, polémique qui met en présence les Chambres de Commerce, les industries des deux Pays, et tend à élever un nuage entre deux peuples amis. A ce point de vue, suivant les dernières nouvelles, le mal semblerait prendre des proportions fâcheuses ; on fait circuler parmi les ouvriers de Sheffield des pétitions dont les termes indiquent une certaine défiance pour nous, et dans lesquelles on déclare qu'il faut seulement un semblant de Traité devant être renouvelé chaque année. Ces faits indiquent qu'en Angleterre on considère une rupture comme possible, lorsque pourtant le sentiment unanime en France est qu'il faut en finir et signer un Traité de Commerce et d'Amitié.

A-t-on bien réfléchi aux conséquences d'une conclusion contraire ? En quelque lieu du monde qu'on aille, on rencontre le pavillon français et le pavillon anglais couvrant des marchandises, des produits dûs au travail de l'une et de l'autre Nation. Partout, entre les négociants des deux Pays, c'est une concur-

rence active, incessante, loyale. Qu'arriverait-il s'il fallait en venir au régime barbare et vraiment déshonorant du Tarif Général? Au lieu d'une concurrence féconde, nous aurions sur tous les points du globe, dans l'extrême Orient comme dans ces Amériques Espagnoles si connues du commerce Parisien, une lutte acharnée sur le terrain commercial. Cela rappellerait ces temps, à jamais disparus, où la guerre existant entre les deux peuples, une lutte sans merci avait lieu sur tous les points du monde entre les deux pavillons. Et pourtant les deux peuples sont amis. S'ils diffèrent au point de vue industriel et agricole, le génie de l'un est pour les autres Nations le complément du génie de l'autre.

Aussi, le Gouvernement anglais a fait tout ce qui était en son pouvoir pour hâter la solution; pourquoi n'arrive-t-elle pas? Quand, en 1877, M. de Lavergne fut chargé de présider aux négociations préliminaires ouvertes à Paris et non à Londres, il songea à fixer d'abord les lignes principales du Traité, à les faire agréer, et, les signatures obtenues, à laisser à d'autres le soin de régler les détails minutieux, longs et pouvant amener des débats prolongés. N'est-ce pas ainsi qu'on procède en matière législative? Le Parlement fait la loi, un règlement d'administration publique s'occupe des détails d'exécution. On suivit cette voie pour le Traité qu'en 1860 M. Cobden vint signer à Paris.

Est-il trop tard pour revenir à cette méthode, pour porter l'apaisement où règne la guerre? Cela semble-t-il trop hardi au Gouvernement français? Et, pourtant, à notre avis, surtout eu égard à la situation où d'impardonnables retards nous ont amenés, il faudrait faire plus encore. La clause de la Nation la plus favorisée est un trait d'union entre les diverses Conventions commerciales qui en somme n'en font qu'une. Il faudrait réunir à Paris un Congrès, fixer, comme on l'a dit ci-dessus, les conditions principales du régime commercial entre les contractants, régler après la clôture du Congrès les détails d'application, mais signer au préalable les conditions générales de la paix commerciale entre les Nations civilisées.

N° 121

Conférences de Londres

Procès-verbal de la treizième séance, tenue le 23 juin 1881.

Étaient présents :

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires, à l'exception de M. Mariani, absent pour affaires.

Il est donné lecture du procès-verbal de la douzième séance.

A l'occasion de ce procès-verbal, M. Challemel-Lacour présente les observations suivantes :

« A la fin de la dernière séance, j'ai exprimé, d'après le procès-verbal, la pensée qu'il serait essentiel de connaître, d'une façon précise, sur quelles variétés de tissus de coton le Gouvernement anglais désirerait spécialement des réductions de droits, et quelle devrait être, dans sa pensée, l'étendue de ces dégrèvements, soit sous la forme spécifique, soit sous la forme de droits facultatifs *ad valorem*.

« Je craindrais que la rédaction un peu équivoque de ce dernier membre de phrase ne donnât lieu, de la part de MM. les Commissaires britanniques, à des espérances qui seraient tout à fait illusoire. Je crois donc devoir rétablir la portée exacte de mes paroles. J'avais remarqué que, surtout depuis l'avant-dernière séance, MM. les Commissaires anglais paraissaient avoir à peu près renoncé à faire des demandes formelles, et j'avais exprimé la pensée que ces dispositions, si elles persistaient, ne seraient pas de nature à faciliter une entente. J'avais, en conséquence, engagé MM. les Commissaires anglais à faire connaître sur quels articles et dans quelle mesure ils désiraient obtenir la réduction de taxes spécifiques en discussion.

« D'un autre côté, malgré les explications décisives qui leur avaient été fournies, MM. les Commissaires britanniques étaient revenus, dans la dernière séance, sur la question des droits *ad valorem*. Ils avaient exprimé l'opinion que, pour certains articles, il serait inutile de maintenir, par exception, et avec un caractère facultatif, les droits *ad valorem* inscrits au Tarif Conventionnel actuel ; mais ils s'étaient abstenus d'indiquer les articles qu'ils avaient en vue. Sur ce point encore, je me suis borné à prier MM. les Commissaires anglais de faire connaître à quels articles devrait, dans leur pensée, s'appliquer ce régime spécial. Je ne me faisais cependant, et je ne me fais encore

aucune illusion sur l'accueil que le Gouvernement de la République réserverait à une proposition de ce genre, qui aurait le double inconvénient d'être en contradiction avec les décisions formelles des Chambres et d'ouvrir la voie à une série de demandes analogues ; mais il me paraissait utile que, sur ce point comme sur les autres, les désirs du Gouvernement britannique fussent précisés autant que possible, afin de rendre l'examen plus sûr, la discussion plus nette, et de faciliter, par là même, la réponse du Gouvernement de la République.

« En résumé, je n'ai nullement entendu faire entrevoir à MM. les Commissaires anglais la possibilité d'une modification du Tarif dans le sens du maintien des droits à la valeur avec caractère facultatif ; je n'ai pas davantage encouragé, de leur part, une demande dans ce sens ; je les ai simplement priés de vouloir bien définir la portée de celle qu'ils avaient déjà formulée en termes généraux. »

Sir Charles Dilke répond que les paroles de M. l'Ambassadeur de la République française avaient bien été interprétées par MM. les Commissaires britanniques dans le sens qu'il vient d'indiquer.

Le procès-verbal de la douzième séance est adopté.

Sir Charles Dilke présente les propositions suivantes, au nom de la Commission britannique :

« Nous croyons de notre devoir de déclarer, en ce qui concerne les cotonnades, que les objections que nous avons formulées quant à leur tarification proposée n'ont été nullement dissipées par un examen approfondi de la question.

« Nous demandons en conséquence :

« 1° Le maintien de la classification actuelle pour les articles compris sous la rubrique « tissus de coton écrus (N° 364), à l'exception de ceux pesant moins de 3 kilogrammes aux 100 mètres carrés », qu'il ne sera pas nécessaire de comprendre dans ce Tarif ; ainsi qu'une réduction de 10 p. 100 sur les droits actuels, quand le Traité entrera en vigueur, et une seconde réduction de 10 p. 100 deux ans plus tard ;

2° Le maintien des droits actuels sur les diverses espèces de cotons comprises sous les N°s 365, 366, 367, 368, 369, 370 et 371 du Tarif. Dans les cas où les droits susdits sont des droits *ad valorem*, nous demandons leur maintien à titre de « droits facultatifs », à côté des droits spécifiques proposés. Sous cette condition, la Commission britannique renonce à la discussion des droits spécifiques proposés.

« Quant aux N°s 372-389 du Tarif, nous sommes prêts à

accepter les droits proposés pour les N^{os} 372, 379, 381, 383, 384, 386, 387 et 389.

« Pour le N^o 374, nous proposons un droit de 80 francs les 100 kilogrammes au lieu de 92 francs ; pour le N^o 375, 75 francs au lieu de 149 francs ; pour le N^o 376, 40 francs au lieu de 55 francs ; et pour le N^o 385, 600 francs au lieu de 640 francs. Quant aux N^{os} 377, 378, 380, 382 et 388, nous demandons le maintien, comme « droits facultatifs », des droits *ad valorem* actuels, et, sous cette condition, nous abandonnons également toute discussion en ce qui regarde les droits spécifiques proposés.

« Nous espérons que ces propositions, appuyées comme elles le sont par des arguments qui nous paraissent irréfutables, seront recommandées par MM. les Commissaires français à l'attention bienveillante de leur Gouvernement. »

M. Amé explique que le système consistant à laisser à l'importateur la faculté d'opter entre un droit spécifique et un droit à la valeur serait encore moins acceptable que le régime pur et simple des droits à la valeur. L'importateur ne manquerait pas, en effet, de réclamer le bénéfice du Tarif spécifique ou du Tarif à la valeur, suivant qu'il introduirait une marchandise de qualité supérieure ou un produit à bon marché. On n'aurait ainsi que le système *ad valorem* aggravé.

Sir Charles Dilke constate que le Tarif Conventionnel actuel contient un certain nombre de droits facultatifs.

M. Amé répond qu'il ne connaît que des exceptions nées de circonstances accidentelles, et qu'on s'est bien gardé de reproduire dans le nouveau Tarif. En définitive, le système d'alternative proposé par MM. les Commissaires anglais équivaldrait au retour pur et simple *ad valorem*, avec un élément perturbateur en plus. Or, comme on l'a déjà rappelé plusieurs fois, ce système de taxation a été formellement condamné par les Chambres françaises, et en demander le rétablissement au Gouvernement de la République, c'est lui demander ce qu'il ne peut pas faire.

Sur l'ensemble des propositions présentées par Sir Charles Dilke, M. Amé déclare que les Commissaires français ne sauraient, après une simple audition, en apprécier exactement la portée. Elles leur ont semblé excessives. Mais ils se réservent de les examiner et d'en référer à leur Gouvernement.

M. Kennedy fait observer que, d'après le système actuellement en vigueur l'importateur a la faculté de choisir entre l'application du droit à la valeur et celle de la taxe spécifique.

M. Amé explique qu'il y a là une confusion. Quand il existe dans un même Pays un Tarif général et un Tarif Conventionnel, l'importateur peut toujours choisir celui de ces deux Tarifs qu'il juge le plus avantageux. On ne saurait être contraint, en effet, de subir un Tarif Conventionnel, s'il arrive que, par suite de modifications introduites dans le Tarif général, celui-ci est devenu plus favorable. On constate également, en rapprochant des Traités passés avec des Puissances différentes, qu'un même produit est taxé à la valeur pour les unes, spécifiquement pour les autres, et la faculté d'option résulte alors pour toutes du régime de la nation la plus favorisée. De là, les exceptions dont il a été parlé. Mais il n'y a jamais eu de Tarifs parallèles laissant aux importateurs la faculté d'opter entre un droit ou un autre.

M. Kennedy présente les observations suivantes :

« Quant à la question des droits sur les tissus de laine, nous nous trouvons, de prime abord, aux prises avec les difficultés de la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques. Je demande la permission de vous soumettre quelques arguments à propos des objections soulevées par l'adoption en France des nouveaux droits spécifiques. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a jamais manqué d'insister auprès d'autres nations, aussi bien qu'auprès de la France, sur la façon toute spéciale dont les droits *ad valorem* conviennent aux produits britanniques, et sur l'importance qu'il faut y attacher au point de vue d'un commerce étendu. Il est vrai que, sur le continent en général, on tend à remplacer les droits à la valeur par des droits spécifiques, mais les relations de l'Angleterre avec la France ont un caractère tout spécial en matière de Tarif. Ce n'est qu'avec la France que nous avons un véritable Traité à Tarif. Nos autres Traités de commerce ne contiennent que quelques stipulations portant sur des détails de tarification. Mais, règle générale, ces Traités donnent simplement de part et d'autre le traitement de la nation la plus favorisée. Le Traité de 1860 avec la France constitue notre grande exception à cette règle.

« Quant aux droits *ad valorem*, qui sont d'une haute importance pour l'industrie lainière, j'aurais à appeler votre attention sur les Conventions de 1860. On s'est engagé de part et d'autre, et l'un des engagements de la France a été l'adoption des droits à la valeur pour certaines catégories de marchandises britanniques. Il a été spécialement reconnu que cette tarification était de toute nécessité pour les lainages ; une stipulation à cet effet est

une des bases du Traité de 1860 et de ses conventions supplémentaires ; et l'Angleterre, de son côté, afin de remplir ses engagements avec la France, a fait des modifications importantes à son Tarif.

Le Tarif Conventionnel de 1860 a été rédigé dans le but de développer le commerce entre l'Angleterre et la France ; sous ce rapport, il a pleinement réussi tout en contribuant largement à resserrer les relations amicales entre les deux Puissances. Il n'est guère nécessaire de dire que la possibilité de l'interruption des Conventions de 1860 doit être envisagée comme une éventualité des plus graves. Le développement du commerce qui a eu lieu depuis cette époque est surtout remarquable, en ce qui concerne les lainages. Au point de vue de l'extension du commerce, les changements de Tarif proposés sont une des matières qui exigent le plus de considération. En parlant des lins et des cotons, nous avons dû aborder des questions de classification, et maintenant nous nous trouvons en face des mêmes difficultés en ce qui concerne les tissus de laine. La tarification à la valeur a été accordée aux tissus de laines en 1860 après une étude prolongée des conditions spéciales à ce commerce ; nous espérons donc que le Gouvernement français ne modifiera pas à la légère les arrangements conclus à cette époque.

« Aujourd'hui, comme en 1860, il faut reconnaître qu'une conversion en droits spécifiques des droits *ad valorem* sur les lainages paraît fort difficile, sinon impossible. La valeur des tissus de laine pure et de laine mélangée ne dépend nullement du poids ; loin de là, la valeur diminue souvent en raison directe de l'augmentation de poids, et on ne saurait établir, sur ce point, de règle générale. Lors de mon entrevue à Paris avec MM. Marie et Mariani, j'ai communiqué à ces Messieurs des échantillons, accompagnés de notes, à l'appui de ce que je viens de vous dire. Nous aurons l'honneur de vous en soumettre de nouveaux dans le cours de nos séances actuelles. Ayant visité moi-même les districts manufacturiers du Yorkshire, j'ai le droit d'affirmer, en connaissance de cause, que ces échantillons offrent une juste mesure du commerce de ces districts.

« Chacune des catégories du Tarif à discuter concernant les tissus de laine, pure et mélangée, comprend des marchandises de valeurs très diverses. L'incidence des droits spécifiques serait, par conséquent, fort inégale. Nous ne vous demandons pas le maintien des droits *ad valorem* en général ; mais il y a certains cas, surtout parmi les tissus de laine, qui exigent un traitement spécial. Il nous paraît donc impossible de ne pas prier

MM. les Commissaires français de vouloir bien faire un nouvel appel à leur Gouvernement, afin d'obtenir, comme mesure exceptionnelle, le maintien des droits *ad valorem* pour certains articles présentant des difficultés toutes spéciales.

« Nous les prions de vouloir bien accepter notre assurance formelle, que ce n'est nullement le désir du Gouvernement de Sa Majesté d'ouvrir la voie à des fraudes contre le fisc français. Mais les communications qu'on nous a adressées, au sujet de ces fraudes, sont rédigées en termes généraux. On pourrait, il nous semble, rechercher des moyens préventifs moins énergiques que la suppression des droits *ad valorem*, mesure qui ne manquerait pas de supprimer en même temps le commerce tout entier de certains articles.

« Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour nous assurer de la position exacte des faits en cause. Nous avons ainsi acquis la conviction que, pour les tissus de laine en question, comme pour plusieurs autres marchandises, les spécifications du Tarif à discuter s'éloignent de beaucoup du *statu quo*. Le sujet est hérissé de difficultés à bien des points de vue.

« On ne nous a pas encore remis la réponse aux communications que j'ai faites à Paris. Nous appuierons ces communications d'autres considérations dans le cours de nos séances actuelles. Si MM. les Commissaires français ne sont pas satisfaits de la justesse de notre point de vue qui viserait une modification complète de cette partie du Tarif à discuter, je ne puis qu'ajouter que, d'après moi, ce qu'il y aurait de mieux à faire, serait de reconnaître le caractère exceptionnel du commerce des laines, et de donner audience aux hommes spéciaux, qui seraient en état d'approfondir la question. Après les avoir interrogés, MM. les Commissaires français seraient à même de former leur propre opinion, et de faire connaître à leur Gouvernement la position exacte de ces deux questions importantes. Ou bien encore, ils pourraient nous suggérer une nouvelle classification et de nouveaux droits qui écarteraient les difficultés, qui nous paraissent insurmontables, de la tarification proposée pour les tissus de laine. De cette façon, il y aurait lieu d'espérer une entente satisfaisante entre les deux Commissions.

« La tarification des tissus de laine est d'une haute importance pour notre commerce. La question est tout spécialement une question anglaise, et nous croyons qu'elle devrait être envisagée comme telle dans ses rapports avec les relations commerciales de la France avec des Pays tiers.

« Nous demandons, vu les conditions actuelles du commerce

entre les deux Pays, que le Gouvernement français veuille bien examiner nos demandes concernant la réduction des droits sur les tissus de laine pure et sur les tissus de laine mélangée. Nous suggérons : 1° une réduction de 50 p. 100 distribuée en échéances, à la convenance du Gouvernement français, des droits *ad valorem* actuels sur les six classes de draps, casimirs et autres tissus foulés, etc. (N° 403), et sur les tissus autres, etc., énumérés au N° 392 ; 2° le maintien des droits à la valeur actuels sur la bonneterie de laine (N° 394) et les tissus d'alpaga (N° 404.)

Sir Rivers Wilson s'exprime en ces termes :

« En abordant la question des tissus de laine mélangée, je me permettrai de déclarer franchement l'opinion de la Commission britannique, que les propositions contenues dans le Tarif à discuter sont complètement inapplicables aux conditions de l'industrie anglaise. Nous croyons pouvoir parler d'autant plus librement sur ce sujet à cause de l'intérêt prépondérant de la Grande-Bretagne dans les importations des tissus de laine en France ; sur une valeur d'importation en France de 68 millions de francs, la Grande-Bretagne en fournit 51 millions de francs, c'est-à-dire 75 p. 100.

« Et d'abord, permettez-moi de rappeler à la Commission ce qui se passa à la suite du Traité de 1860.

« L'article XIII de ce Traité déclara que les droits à la valeur prescrits dans les limites fixées par les articles précédents devaient être convertis par une Convention supplémentaire en droits spécifiques.

« En effet, par les deux Conventions supplémentaires du 12 octobre et du 16 novembre 1860, cette conversion s'effectua pour un grand nombre d'articles ; mais pour quelques autres articles, et notamment pour les tissus de laine, il fut trouvé impossible d'appliquer le système spécifique, et celui des droits à la valeur fut forcément adopté.

« Or, si ce moyen d'évaluation rencontra pour les tissus de laine des difficultés tellement grandes en 1860, assurément ces difficultés ne se sont pas amoindries depuis ; au contraire, en raison de la multiplication des espèces, ce qui était difficile alors est devenu aujourd'hui impossible.

« En 1876, la question de la conversion en droits spécifiques a de nouveau été agitée, et nos fabricants ont démontré, comme ils le font aujourd'hui, le tort auquel ils seraient exposés par un système qui frapperait surtout les articles de valeur inférieure et de gros poids qui s'exportaient alors en quantités considérables. Rien n'advint des négociations d'alors, mais remarquez ce qui a

eu lieu à cette époque. La mode a changé, et ces mêmes industriels fabriquent actuellement pour l'importation en France, comme articles à bon marché, des étoffes très légères. Je vous cite ce fait seulement pour mettre en évidence les inégalités qui, dans une industrie progressive et variable comme celle dont nous parlons, ressortiraient du système de droits spécifiques.

« La grande et importante industrie de Bradford est représentée au N° 403 par les tissus non foulés pesant au mètre carré 200 grammes au plus, que vous proposez de frapper d'un droit de 170 francs les 100 kilogrammes, au taux de 10 p. 100 de la valeur actuellement en vigueur. Aucune industrie anglaise peut-être n'a plus bénéficié du Traité de 1860 que celle-ci ; aucune par conséquent n'aura plus à perdre par suite de dispositions rétrogrades et hostiles. Mais même au taux de 10 p. 100 de la valeur, Bradford a la plus grande peine à soutenir la concurrence avec les fabricants français. Dans les commencements, Bradford fabriquait pour le marché français des articles de qualité supérieure. Grâce à leur intelligence et aux conditions favorables dont ils ont su profiter, les industriels français ont peu à peu remplacé les nôtres pour cette fabrication, et actuellement c'est la France qui envoie les qualités supérieures, tandis que Bradford se borne à exporter les étoffes à bon marché à l'usage des classes ouvrières.

« A en juger par le développement que cette industrie des laines a pris en France, fait qui a été hautement avoué au Sénat lors des discussions sur le Tarif, il y aurait lieu de s'attendre à une amélioration marquée dans le nouveau Tarif vis-à-vis de concurrents qui ne sont plus à redouter. Or, à quoi nous conduit l'examen de vos propositions ? à des droits correspondant à 30 p. 100, 40 p. 100 et même à 50 p. 100 de la valeur. Quelques articles pourraient entrer au-dessous de 10 p. 100, mais ces articles, nous ne les exportons guère ; et notez que, tandis que vous importez pour une valeur de 3,569,000 francs de tissus de laine mélangée de tous les Pays, excepté la Grande-Bretagne, nous vous en envoyons pour une valeur de non moins de 31,111,000 francs. Donc les observations qui nous ont été faites dans une précédente séance sur la portée qu'une concession faite en notre faveur pourrait avoir sur les arrangements à conclure avec d'autres Nations ne sont pas applicables ici.

« En somme, vous proposez des droits qui, en moyenne, imposeraient ces étoffes de 20 p. 100 au lieu de 10 p. 100, taux déjà trop élevé. A l'appui de cette assertion, j'ai l'honneur de vous

soumettre des calculs faits sur un grand nombre d'échantillons de valeurs et de poids divers.

« Quant aux poids au-dessus de 200 grammes, que vous proposez de partager en cinq catégories, je n'ai qu'à remarquer que cette classification repose sur une base complètement erronée, savoir : que les étoffes les moins pesantes sont toujours les plus chères et doivent conséquemment être assujetties aux droits les plus élevés.

« Mais, comme j'ai eu l'honneur de vous l'exposer, il n'en est pas ainsi, et vous pouvez en juger par les échantillons que je vous mettrai sous les yeux.

« Mais je désire surtout insister sur la grande multiplicité des articles qui seront soumis à cette rubrique du Tarif, sur la variété des procédés de fabrication et sur l'impossibilité pratique qu'il y aura à comprendre toutes les espèces dans la même catégorie sans donner lieu aux inégalités les plus illogiques et les plus nuisibles. Je pourrais vous démontrer par des exemples frappants qu'il vous a été impossible, à vous-mêmes, d'accomplir votre désir de transformer en droits spécifiques les droits actuels à la valeur.

« Je me contenterai d'appeler votre attention sur les tableaux comparatifs des droits actuels et des droits proposés sur 1,000 pièces d'étoffe qui ont été envoyées en France en 1880. Vous remarquerez l'augmentation énorme qui, dans la plupart des cas, serait le résultat de cette conversion soi-disant équivalente, mais qui, en pratique, est impossible. Le cas nous paraît tellement concluant que nous croirions manquer à notre devoir envers les intérêts qui nous sont confiés, si, malgré les déclarations de MM. les Commissaires de la France, nous n'insistions pas pour que la même règle exceptionnelle que nous avons proposée pour quelques tissus de coton, soit appliquée à la catégorie de tissus de laine mixte comprise sous le N° 403, savoir : la conservation des droits *ad valorem*, avec les réductions proposées par M. Kennedy. »

M. Crowe présente les observations suivantes :

« Quelques mots seulement sur les tissus de laine pure inscrits au Tarif sous le N° 392. L'équivalent de 10 p. 100 est placé au Tarif à discuter à 60 francs pour les moires. Nos informations constatent que, vu le prix moyen des articles connus sous ce nom, 30 francs serait beaucoup plus près de 10 p. 100 que 60 francs.

« Pour les tissus de pure laine pesant au mètre carré 400 grammes et plus, 401 à 550 grammes et plus de 550 grammes, vous nous proposez une triple classification.

« Je ne sais pas s'il est utile de répéter ici ce que nous avons dit ailleurs, que cette classification est onéreuse pour vous et pour nous, puisqu'elle nous impose la nécessité de vous envoyer dans un même colis des articles sujets en France à plusieurs droits, et que vos Douanes auront beaucoup de peine à les vérifier à la fois d'après le poids et d'après la mesure. Nous nous demandons si vous mesurerez chaque pièce. Vous les pèserez, vous obtiendrez facilement la largeur ; mais la longueur ?

« Mais, de plus, vos moyennes, c'est-à-dire les moyennes qui, selon vous, représenteraient 10 p. 100 à la valeur, ne nous semblent pas exactement ce qu'elles devraient être. Si elles sont calculées sur les prix des articles qui font notre spécialité, elles ne le sont nullement sur les quantités que nous en exportons.

« Ainsi, si nous prenons un tissu de pure laine fait en Écosse et pesant 1 livre le yard, 50 yards de ce tissu payent, sous le Tarif Conventionnel, 29 francs ; d'après le nouveau Tarif, la même pièce payera 36 francs. Pour la plus grande partie des tissus de pure laine écossais, le Tarif actuel est une charge de 60 centimes et plus la livre, et la pièce de 50 yards paye 35 francs. Le nouveau droit serait de 43¹ 75. Les écarts sont moindres pour les tissus plus chers.

« Passons au comté de York. Là, vous avez des tissus de laine pure qui coûtent bien moins que ceux d'Écosse. Ils sont à bon marché, parce que le shoddy qui y entre est un article commun. Mais le shoddy passera en Douane comme pure laine, et les articles ordinaires du Yorkshire payeront le même droit que les articles plus chers qui se font en Écosse. On nous a montré des tissus foulés du Yorkshire variant énormément de prix, selon que la laine en était plus ou moins fine. Ces tissus avaient tous le même poids et la même surface foulée. Malgré leur composition disparate, ils seraient tous imposés du même droit.

« Messieurs, le droit qui, pour les tissus écossais, est de 60 centimes la livre, est de 30 centimes pour les tissus pure laine du Yorkshire. Le Tarif à discuter ne donne pas de droits de 10 p. 100 à la valeur pour un seul des articles que fabrique le Yorkshire. Les droits sont calculés à un taux qui varierait, aux prix moyens des trois dernières années, de 20 à 60 p. 100 à la valeur. Si on voulait bien nous donner deux catégories au lieu de trois pour les tissus au poids et à la mesure, c'est-à-dire une catégorie pour les tissus pesant au mètre carré 550 grammes au plus, et une catégorie pour ceux au-dessus de 550 grammes, nous serions plus satisfaits ; mais les droits de 170 francs,

150 francs et 130 francs sont beaucoup trop élevés, et ils dépassent de beaucoup ce que nous jugeons nécessaire. »

M. Amé fait observer que, pour répondre en détail aux considérations développées par MM. les Commissaires anglais, il faudrait examiner les échantillons qu'ils ont produits, en discuter les prix et les rapprocher de ceux qui ont été recueillis en France ; un pareil travail ne saurait être improvisé.

Les Commissaires français ne peuvent, quant à présent, que reproduire, en ce qui concerne les lainages, la déclaration qu'ils ont déjà faite, à plusieurs reprises, sur divers autres articles du Tarif. On a entendu, en France, faire une conversion exacte des droits *ad valorem* en taxes spécifiques ; mais on a pris pour base d'évaluation des qualités moyennes, tandis que les fabricants anglais, dont MM. les Commissaires britanniques communiquent les réclamations, raisonnent constamment sur des tissus de qualité tout à fait inférieure. Il ne serait cependant ni juste, ni rationnel d'asseoir les droits sur les basses sortes, car l'on découvrirait ainsi la fabrication des qualités supérieures et des qualités moyennes, au détriment du consommateur lui-même. Celui-ci, en effet, quand il se laisse séduire par le bas prix des étoffes de rebut, est la victime d'un véritable trompe-l'œil, car les frais de confection sont les mêmes pour un vêtement d'un bon usage que pour un vêtement de pacotille.

M. Crowe a reproché à la taxation spécifique de ne pas tenir compte de la différence de valeur des matières premières employées. Mais c'est précisément pour cela que la taxation spécifique, en matière de lainages, est plus juste que la tarification à la valeur. Que se propose-t-on, en effet, dans le calcul des droits protecteurs ? On se propose uniquement de couvrir les frais de façon. Or, quelle que soit la qualité de la laine employée dans un tissu, les frais de façon sont à peu près les mêmes. Si donc on taxe à la valeur l'étoffe fabriquée, le droit s'élève avec le prix de la matière première, qu'on n'entend pourtant pas protéger, et il cesse absolument d'être proportionnel aux frais de main-d'œuvre.

Quant aux moyennes qui ont servi à la détermination des prix de base, elles ont été établies non pas par des industriels, mais par le Comité consultatif des arts et manufactures et par le Conseil supérieur de l'agriculture et du commerce, qui se composent, l'un et l'autre, en majorité, de membres très favorables au développement des échanges. On ne peut donc supposer qu'il y ait eu de leur part, une exagération volontaire de la protection.

M. Crowe a fait allusion à la difficulté d'application des droits spécifiques. Ainsi que l'ont déjà fait remarquer les Commissaires français, la difficulté est plus grande, au contraire, dans le système à la valeur que dans le système spécifique. Les opérations matérielles sont à peu près les mêmes dans les deux cas ; mais on peut toujours discuter sur un prix, tandis qu'on ne discute pas sur un poids ou sur une dimension.

Relativement au système de droits facultatifs *ad valorem* proposé pour certaines catégories de lainage, M. Amé ne peut que se référer aux motifs de refus déjà indiqués à propos des cotonnades.

M. Crowe — ajoute M. Amé, — a émis le vœu que le nombre des classes, pour les tissus de pure laine, fût réduit de trois à deux. Cette demande sera examinée avec toutes les autres, mais on ne doit pas perdre de vue que dans un système spécifique, si l'on veut se rapprocher de la proportionnalité entre la taxe et la valeur de l'objet imposé, il faut plutôt multiplier que réduire le nombre des classes.

M. Amé déclare, en terminant, que les Commissaires français comprennent toute l'importance que le Gouvernement britannique attache à l'industrie des lainages, dont les produits figurent en première ligne dans les exportations de l'Angleterre en France. Ils ne refusent pas, *à priori*, de rechercher si des rectifications, et mêmes certaines concessions, ne seraient pas à faire. Mais, comme pour les cotonnades, ils croient devoir prévenir MM. les Commissaires britanniques qu'on ne pourrait, dans aucun cas, descendre aux chiffres qu'ils ont indiqués.

M. Marie demande si les industriels de Bradford, dont MM. les Commissaires britanniques ont cité le témoignage, ont établi leurs moyennes sur les prix des articles qui forment l'ensemble de leur fabrication ou sur les prix des articles qui sont plus spécialement importés en France.

M. Crowe répond qu'ils ont basé leurs calculs sur les prix de ces derniers articles, et qu'ils ont eu grand soin de ne présenter que des moyennes de prix, et non les prix les plus bas.

M. Marie fait observer que le Comité consultatif des arts et manufactures et le Conseil supérieur de l'agriculture et du commerce ont opéré de même. Ils ont calculé d'après les échantillons et sur les prix des tissus le plus communément importés en France, en examinant et en contrôlant avec grand soin tous les éléments d'appréciation. En ce qui concerne les tissus de laine pure et mélangée, la classe unique dans laquelle ils avaient été compris tout d'abord a été divisée en plusieurs catégories :

trois pour les tissus de laine pure (N° 392) et six pour les tissus de laine mélangée (N° 403), afin de faciliter l'entrée des draperies communes que MM. les Commissaires anglais ont plus particulièrement en vue.

Si les classes sont plus nombreuses pour la catégorie des tissus de laine mélangée, c'est que, dans ces étoffes, aux variations de la finesse pour une même matière première, viennent s'ajouter des différences provenant de l'emploi, dans des proportions variables, de matières diverses, se vendant à des prix différents.

M. Baxter présente les observations suivantes :

« MM. les Commissaires français ont peut-être pensé que nous appuyions trop sur les difficultés auxquelles donnerait lieu l'application des droits spécifiques, et que nous insistions trop sur le maintien des droits à la valeur, même quand le changement proposé, tout en offrant des difficultés, ne serait ni impossible, ni nuisible. Loin de là, les Commissaires anglais se sont bornés à exprimer les opinions des fabricants de leur Pays. Ils n'ont pas manqué, en recevant les Représentants du commerce britannique, d'aborder les questions en discussion du point de vue du Tarif à discuter, et ils ont toujours cherché à trouver une transaction agréable aux deux Parties. Les propositions faites à MM. les Commissaires français ont toujours été le résultat des conclusions auxquelles les Commissaires britanniques avaient été amenés à la suite d'un examen approfondi des réclamations des intéressés.

« Plusieurs de nos fabricants de tapis demandent le maintien des droits à la valeur, mais, en ce qui concerne cet article, nous sommes d'avis que la conversion en droits spécifiques n'offre pas de graves inconvénients pour l'industrie britannique. MM. les Commissaires français reconnaîtront, néanmoins, que les droits spécifiques proposés sous les N°s 393 et 549 du Tarif à discuter dépassent de beaucoup leurs équivalents *ad valorem* du Tarif actuel. Par exemple, le droit de 35 francs imposé sur les « feutres pour tapis », sous le N° 549, équivaldrait à 20 p. 100 *ad valorem* au lieu de 10 p. 100.

« Quant au N° 393, j'ai plusieurs remarques à adresser à MM. les Commissaires français. Les importateurs de marchandises taxées sous ce numéro, tout en désirant une réduction de droits, se contenteraient pourtant des taux du Tarif actuel. Mais d'après la Tarif à discuter (N° 393, les « tapis moquette bouclée » sont taxés à 60 francs les 100 kilogrammes, tandis que la conversion du droit *ad valorem* actuel de 10 p. 100 ne repré-

senterait que 30 francs pour les qualités inférieures, et ne saurait dépasser 39 francs pour les qualités tout à fait supérieures.

« De même, le Tarif à discuter grève les « tapis moquette veloutée » d'un droit de 80 francs les 100 kilogrammes, tandis que la conversion des droits actuels donnerait des taxes de 36 francs, de 43 francs et de 47 francs respectivement sur les trois qualités que nous expédions en France.

« Nos exportateurs se plaignent aussi de l'exclusion du Tarif à discuter des « tapis à la Jacquard, chenilles et autres », qui seraient ainsi taxés d'après le Tarif Général à raison de 124 francs les 100 kilogrammes, tandis que les 10 p. 100 actuellement perçus représenteraient un droit spécifique, calculé sur la moyenne des valeurs, de 46 francs seulement.

« Il paraît que plusieurs des premiers négociants en tapis à Paris ont dit à certains de nos commerçants qu'ils avaient vu avec étonnement ces droits de 60 francs, de 80 francs et de 124 francs les 100 kilogrammes, qui avaient certainement été proposés au Gouvernement français par des fabricants de tapis ; car, selon eux, ils constitueraient une véritable prohibition.

« Après un examen prolongé et consciencieux des renseignements qu'on nous a remis au sujet du commerce des tapis, nous proposons à MM. les Commissaires français, au N° 403, la suppression totale de l'article « tapis de laine mélangée d'autres « matières, quelle que soit la proportion du mélange », et au N° 393, la rédaction suivante du Tarif à discuter, savoir :

« Tapis moquette bouclée, 35 francs ; tapis moquette veloutée, 45 francs ; tapis à la Jacquard et chenille, 50 fr. ; tapis de laine pure et coton mélangés, 35 francs ; et enfin, au N° 549, la réduction du droit sur les feutres pour tapis à 18 francs les 100 kilogrammes. »

M. Amé répond que MM. les Commissaires français prennent note spéciale de cette proposition.

Sir Rivers Wilson fait observer que, pour les tapis comme pour les laines en général, l'Angleterre a un droit tout particulier à être écoutée, à cause de la prépondérance de son commerce avec la France sur celui de tous les autres Pays.

L'importation totale des tapis en France pour 1879 (commerce spécial) a été d'une valeur de 3,884,324 francs, sur laquelle la part de l'Angleterre a été de 2,381,411 francs.

M. Amé déclare qu'il est d'accord sur ce point avec MM. les Commissaires anglais.

M. Baxter présente les propositions suivantes :

« Jusqu'à ce jour, l'exportation de couvertures pour la France n'a pas atteint un grand développement, mais tout récemment on a eu lieu d'en espérer une augmentation considérable sous le régime du droit de 10 p. 100 de la valeur. Le droit spécifique proposé de 70 francs les 100 kilogrammes en arrêterait entièrement l'essor, car il équivaut à un droit *ad valorem* de 20 à 40 p. 100 sur les qualités dont se compose l'exportation actuelle. Nous vous proposons de partager le N° 400, « Couvertures », en deux catégories, taxées comme ci-dessous :

« Couvertures de laine mélangée, 25 francs les 100 kilogrammes ; couvertures de laine pure, 50 francs les 100 kilogrammes ; ce qui représenterait à peu de chose près le droit à la valeur actuel.

« Nous vous proposons aussi la réduction de 30 francs à 25 francs les 100 kilogrammes du droit sur les autres tissus de poils purs ou mélangés d'autres filaments, le poil dominant en poids, qui se trouvait au dernier alinéa du N° 405 du Tarif à discuter. »

M. Amé fait remarquer que la question du régime des couvertures est presque sans intérêt pour l'Angleterre qui n'en importe pas en France pour 200,000 francs par an.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR. Signé : CHARLES W. DILKE.
Le Secrétaire-Rédacteur,
G. JENNER.

N° 122

Le comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign Office, le 23 juin 1881.

Mylord,

J'ai eu l'occasion de voir M. Amé le 18 de ce mois à l'Ambassade de France. Il m'a dit regretter les négociations peu satisfaisantes pour la révision du Traité de Commerce entre la France et l'Angleterre.

Il est évident, a-t-il dit, que les deux Gouvernements sont sous la pression des fabricants de leurs Pays, et il serait déplorable que deux Nations comme l'Angleterre et la France fussent engagées dans une guerre de Tarifs hostiles.

Je lui répondis que je partageais sa façon de voir, et qu'une rupture de négociations pour le Traité de Commerce me semblait une grande infortune pour les deux Pays. Il y a eu pendant des siècles une jalousie absurde entre les deux Nations. Ce sentiment a été diminué partie par la campagne de Crimée, par les armées alliées et surtout par le Traité de Commerce qui a tant augmenté le commerce international au grand avantage des deux. J'ai ajouté qu'il serait déplorable que les présentes négociations n'aboutissent pas, car dans ma pensée cela causerait beaucoup de mal à ce Pays et encore plus à la France. Mais cela serait encore plus regrettable sur le terrain de la politique. Ces négociations sont d'une importance capitale non seulement pour les deux Pays, mais encore il est d'un grand intérêt qu'il y ait un accord parfait, pour le monde entier.

J'ai dit que je ne pouvais m'étonner de l'indignation de nos commerçants, après la visite de M. Léon Say, qui en dehors de sa position d'homme d'État de grande importance, occupe maintenant la place la plus élevée après celle du Président de la République. Cette visite ayant le but de négocier avec nous un Traité de Commerce dont les nouvelles bases d'après les déclarations de M. Léon Say sont l'amélioration des relations commerciales liant les deux Pays.

M. Amé m'a interrompu, en déclarant que le régime de la France était parlementaire, et que ces questions avaient été discutées et réglées par les deux Assemblées législatives depuis le retour de M. Léon Say. Je lui dis que depuis ces discussions parlementaires, M. Challemel-Lacour, tout en n'allant pas aussi loin que M. Léon Say, m'avait donné les assurances formelles que l'intention de son Gouvernement était de faire un Traité tout aussi avantageux que celui maintenant en vigueur, que si la substitution du spécial à l'*ad valorem* est irrévocable, son intention était de donner l'équivalent d'un autre côté.

M. Amé m'a répondu que telles étaient encore leurs intentions.

Ayant demandé à M. Amé si il pouvait faire des propositions dans ce sens, il me répondit que les Commissaires français avaient demandé que les fabricants anglais fissent une liste des produits pour résoudre la difficulté, mais que ces propositions avaient été refusées. Votre Excellence sait qu'on ne l'a fait que pour les cotons.

M. Amé a ajouté, que, pour éviter une rupture, l'idée que le Traité contienne la clause de *Nation la plus favorisée* lui semblait excellente. Il est très probable que des Traités seront signés avant peu avec d'autres Puissances et qu'alors l'Angle-

terre profiterait des avantages qui s'y trouveraient indiqués.

Je lui ai dit ne pouvoir donner mon opinion à ce sujet, sans consulter mes Collègues. Il a répondu que je ne devais pas considérer ce qu'il avait dit comme une proposition, que cette idée lui avait été indiquée par Sir Charles Dilke, qui lui avait assuré que je serais bien disposé à l'appuyer. Il croyait la mesure excellente pour sortir de la passe embarrassante, et était persuadé qu'elle serait acceptée par son Gouvernement, pourtant il n'était pas autorisé à la proposer ou à l'accepter.

Je l'assurai que même si mes idées personnelles étaient favorables à cette mesure, je ne pouvais donner mon opinion avant d'avoir consulté mes Collègues et que dans tous les cas je serais heureux de savoir si en même temps il y aurait prolongation de l'état de choses existant.

J'ajoutai qu'il est dans les habitudes de l'industrie de faire des provisions pour une année et que si nos manufacturiers étaient laissés maintenant dans une complète ignorance de ce que le Tarif pourra être dans 6 mois, cette indécision peut causer de graves dommages aux commerçants. Pouvait-il dire si il y aurait une extension de durée aux arrangements du présent Tarif.

M. Amé a dit que son Gouvernement était convenu d'accorder une prolongation de trois mois jusqu'en février prochain, aux Pays qui auraient conclu un Traité de Commerce avec la France avant novembre.

Je lui ai alors répondu que, dans ce cas, nous aurions droit à cette prolongation étant convenu d'un Traité contenant la clause de *Nation la plus favorisée*.

M. Amé a répondu qu'il ne le croyait pas, et qu'en novembre nous serions assimilés au Tarif Général dans le cas peu probable du reste où il n'y aurait pas d'autres Pays ayant convenu d'un Traité.

Sir Charles Dilke m'a depuis dit que, contrairement à son attente, M. Amé avait paru très satisfait de l'idée du Traité contenant la clause de *Nation la plus favorisée*. Cette clause aplanissant les difficultés de la présente négociation. Qu'à son avis M. Amé avait raison de croire que son Gouvernement n'accorderait pas de délai à l'application du nouveau Tarif, et qu'il était vrai que les industriels anglais avaient jusqu'à présent refusé de proposer la classification des cotons pour le projet d'établir un équivalent.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 123

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 24 juin 1881.

Mylord,

M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce a déposé hier sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi relatif à la prolongation des Traités de Commerce.

Il n'a pas donné d'explications sur le contenu et l'objet de ce projet de loi et s'est borné à dire : « J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à la prolongation des Traités de Commerce.

Néanmoins, l'avis général est que ce projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à prolonger, à sa discrétion, tout ou partie des Traités existants pour trois mois du 8 novembre prochain.

Le Gouvernement français a fait accompagner ses récentes invitations à certaines Puissances de commencer de suite les négociations, d'une déclaration disant que la prolongation de trois mois ne s'appliquera qu'aux Nations ayant signé un nouveau Traité de Commerce avant le 8 novembre.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

N° 124

Conférences de Londres

Procès-verbal de la quatorzième séance, tenue le 25 juin 1881.

Étaient présents :

MM. les Commissaires français et anglais, et MM. les Secrétaires, à l'exception de M. Mariani absent pour affaires.

Le procès-verbal de la treizième séance est lu et adopté.

M. Baxter présente les propositions suivantes :

« Les fabricants anglais de soieries nous ont adressé, à plusieurs reprises, des représentations au sujet des injustices qu'ils subissent en vertu du Traité de 1860. Vu les proportions énormes de l'importation des soieries françaises en Angleterre

et l'exportation insignifiante de produits de cette nature pour la France, nous ne pouvons nous dissimuler que la position de ces fabricants est fort difficile et qu'ils peuvent bien réclamer la suppression complète des droits sur ces articles. Le droit actuel sur les rubans de Coventry n'est que de 5 p. 100 ; il constitue pourtant un obstacle insurmontable pour le commerce de cette ville. Nous demandons à MM. les Commissaires français d'accorder l'exemption à cette marchandise, comprise sous les huitième et neuvième alinéas du N° 407 du Tarif à discuter. Nous proposons que les autres droits spécifiques actuels sur les soieries soient maintenus tels quels ; et, par conséquent, que les changements proposés pour les autres catégories du N° 407 soient abandonnés.

« Quant aux fils de bourre de soie, au lieu des trois classes proposées pour ces articles sous le N° 349, nous proposons une seule classe, et un droit unique de 60 francs. Ce changement donnerait de l'essor au commerce, augmenterait les revenus du fisc français et serait d'un grand avantage pour les fabricants français qui importent ces fils.

M. Kennedy présente les observations suivantes :

« Quant aux soies, je reconnais avec satisfaction qu'en ce qui concerne la majoration, on a écouté les représentations que j'ai eu l'honneur de faire à MM. Marie et Mariani au sujet des soieries qui intéressent spécialement le commerce britannique.

« Je constate avec plaisir que nous ne sommes plus aux prises avec les difficultés de la conversion des droits à la valeur en droits spécifiques. Nous pouvons ici aller au-devant des désirs du Gouvernement français quant à l'application de droits spécifiques aux « étoffes de soie, bourre de soie et de coton » (N° 388), et aux « tissus chaîne bourre de soie » (N° 403), dans lesquels prédominent respectivement le coton ou la laine. En conséquence, nous acceptons pour ces articles les droits respectifs de 300 francs et de 240 francs les 100 kilogrammes inscrits au Tarif à discuter.

M. Amé ne s'explique pas que *M. Baxter* puisse considérer comme prohibitif le Tarif des rubans de soie ou de bourre de soie. Sans doute l'Angleterre n'en envoie en France qu'une quantité insignifiante (4,000 francs en 1879) ; mais, sous l'empire du même Tarif, la Belgique et la Suisse en importent pour environ 1,200,000 francs ; d'où il faut conclure seulement que Coventry les fabrique moins bien ou à plus haut prix. Il est à remarquer, d'ailleurs, que, de toutes les variétés de tissus de

soie pure, les rubans seuls sont taxés ; toutes les autres soieries entrent en franchise.

Quant aux fils de bourre de soie, le nouveau Tarif ne modifie pas le droit principal ; il se borne à réparer une omission qui avait été commise dans le Tarif Conventionnel, en ce qui concerne les retors. On avait négligé, en effet, de leur appliquer la surtaxe correspondante à l'opération du retordage, et qui, pour les autres textiles, vient toujours s'ajouter au droit du fil simple. On a dû nécessairement, lors de la rédaction du Tarif général, rectifier cette erreur et rétablir l'égalité entre les retordeurs de bourre de soie et les retordeurs de coton, de laine ou de lin. Il ne saurait, ce semble, s'élever de difficultés sur ce point. Si toutefois MM. les Commissaires britanniques, sans contester le principe de la surtaxe, en jugent le taux trop élevé, les Commissaires français ne refuseront pas d'examiner dans quelle mesure une réduction serait possible.

M. Kennedy prend acte de la déclaration de M. Amé que le Gouvernement français est prêt à discuter la question de la réduction des droits sur les fils de bourre de soie soumis au retordage.

Sur le chapitre des « papiers et de leurs applications », Sir Rivers Wilson s'exprime en ces termes :

« C'est avec regret que nous remarquons une disposition à neutraliser, par une augmentation des droits d'importation sur les papiers, l'avantage qui, autrement, serait résulté, pour ce commerce, de la suppression du droit d'exportation sur les chiffons.

« Les droits actuels sont déjà trop élevés pour encourager nos fabricants à envoyer une quantité considérable de leurs produits en France, et toute augmentation ne manquerait pas de diminuer encore davantage le commerce qui s'est déjà produit.

C'est surtout pour les qualités inférieures que nos fabricants désireraient faire des affaires avec la France. Car jusqu'ici leur exportation en France s'est composée presque exclusivement des qualités fines ; or, le taux actuel de 3 francs équivaut à £ 3, 5 sh. la tonne, et les prix de revient des papiers inférieurs sont par tonne pour les

	£
Journaux	25
Imprimés	32
Papiers à écrire	44

« L'augmentation proposée de 1 p. 100 qui serait une majo-

ration de 12^l 50 p. 100 sur le taux actuel, n'affecterait peut-être pas dans une mesure très importante l'importation des papiers de luxe, mais rendrait moins que possible la création d'un commerce pour les qualités inférieures. Si, en effet, c'est là l'intention des rédacteurs du Tarif, je ferai seulement remarquer que cette protection semblerait exagérée et très peu nécessaire dans l'intérêt des fabricants français qui produisent à très bon marché, et nous envoient une quantité considérable de leurs marchandises. Si, d'un autre côté, vous ne cherchez pas, comme nous l'espérons, à pousser le principe de la protection jusqu'à la prohibition absolue, une solution paraîtrait s'offrir dans une modification des catégories du Tarif, sans toutefois ajouter au nombre de celles-ci. Un seul taux pour tous les papiers autres que ceux de fantaisie paraît, en effet, peu admissible lorsqu'on considère l'écart énorme qui existe entre les diverses qualités de papier ; car les prix des papiers qui seraient compris sous la rubrique du Tarif telle qu'elle est présentée, varient depuis £ 14. ou même moins, jusqu'à £ 168. par tonne.

« Ce que nous vous proposerions donc serait de substituer à la seconde rubrique du N° 409 « autres de toutes sortes », ainsi qu'au N° 410 « carton en feuilles », deux autres catégories ainsi fixées :

« 1° Papier soie, papier à cigarettes, papier parchemin, papier à lettre, et papier à écrire de qualité supérieure, 9 francs ; et comme compensation, pour cette augmentation :

« 2° Autres de toutes sortes, y compris les papiers de tenture, 4^l 50.

« Je vous prierai de remarquer que la nécessité d'adopter une division des qualités de papier est déjà reconnue par le fisc français, puisque le droit de régie est imposé selon une quadruple classification : 15^l 60 les 100 kilogrammes pour papier de soie et papier à cigarettes ; 11^l 44, pour papier à lettre ; 10^l 40, pour papier à écrire et à imprimer ; et 5^l 20, pour carton et papier d'emballage. En adoptant donc la modification que nous avons l'honneur de vous soumettre, vous ne feriez qu'appliquer un principe déjà en vigueur.

« Je me permettrai de vous signaler, à l'appui de notre proposition, les conditions d'une ou deux branches de la papeterie anglaise dans ses relations avec la France.

« Les importations en France de papiers de tenture vont toujours en diminuant. Je puis vous citer une maison de commerce considérable du Lancashire, qui entretient une succursale en France, dont la valeur des papiers de tenture envoyés en

France est tombée de £ 14,720 en 1874, jusqu'à £ 7,180 en 1880. Une augmentation même légère donnerait, sans doute, le coup de grâce à ce commerce qui, d'un autre côté, prendrait une certaine extension peut-être si les droits étaient réduits, et cela sans établir une concurrence dont les fabricants français n'auraient, à aucun degré, à s'inquiéter.

« Il s'est établi récemment une certaine importation de cartons en feuilles à bon marché, pour l'emballage et l'enveloppement des dentelles de Calais ; d'après les renseignements que nous avons reçus, il paraîtrait que le taux proposé de 9 francs frapperait les boîtes en carton, qui sont le plus en usage, d'un droit équivalant à 36 p. 100, et vous remarquerez que c'est une industrie française qui en souffrirait.

« En résumé, nous espérons que MM. les Commissaires français ne verront pas de difficulté à recommander l'adoption des propositions modérées que nous leur avons soumises.

« J'ajouterai que nous ne saurions admettre sans explications la nécessité de l'augmentation très considérable proposée pour les papiers de fantaisie N° 409, savoir : de 8 francs à 25 francs, et que nous proposerions le maintien du taux actuel de 60 francs au lieu de celui inscrit au Tarif de 70 francs pour les albums, cartonnages décorés, etc., au N° 442. »

M. Amé répond que, sous l'empire du Tarif actuel, la France importe pour 7,700,000 francs de papiers. On ne peut donc pas justement prétendre que les droits existants aient un caractère de protection exagéré. Il est vrai que, pour ce produit, comme pour beaucoup d'autres, les fabricants anglais rencontrent une concurrence sérieuse de la part de la Belgique et de l'Allemagne ; c'est ce qui explique que leurs envois de papiers à destination de France ne dépassent pas 2,000,000 de francs. Mais MM. les Commissaires anglais voudront bien reconnaître qu'il n'est pas possible au Gouvernement français de ne pas tenir compte, pour la fixation de son Tarif Conventionnel sur les papiers, du chiffre considérable des importations de papier de nations étrangères qui jouissent et continueront probablement à jouir en France du traitement de la Nation la plus favorisée.

A la vérité, le droit a été porté de 8 francs à 9 francs, et ce relèvement provoque des réclamations de la part du commerce anglais ; mais, dans l'opinion des fabricants français, il ne représente qu'une compensation insuffisante du tort que leur cause la levée de la prohibition dont les chiffons étaient jusqu'ici frappés à la sortie. La libre exportation des chiffons français, recherchés partout, est une concession que l'Angleterre

réclamait, depuis longtemps, avec insistance ; elle l'a notamment indiquée, lors des négociations de 1877, comme un de ses principaux *desiderata*, et elle ne saurait y attacher moins de prix parce que le Gouvernement français l'a spontanément inscrite dans son nouveau Tarif Général.

Quoi qu'il en soit, les Commissaires français n'écartent pas absolument la demande de Sir Rivers Wilson soit pour le papier, soit pour les cartons. Ils en prennent note, au contraire, la communiqueront à leur Gouvernement, qui appréciera s'il convient de former, pour les papiers, trois classes au lieu de deux. Mais ils font toutes réserves quant aux chiffres des droits.

M. Marie ajoute que l'on ne saurait admettre l'assimilation établie, dans la nouvelle classification proposée par Sir Rivers Wilson, entre les papiers de fantaisie et les papiers de tenture. Si cette distinction a pris place dans le nouveau Tarif, c'est qu'il n'y a aucune analogie entre ces deux articles ; le premier se fabrique presque exclusivement à la main, le second à la mécanique et au rouleau, et exceptionnellement à la planche ou au rouleau, et à la planche pour les papiers à sujets ou à ornements compliqués.

L'Angleterre est, d'ailleurs, désintéressée dans la question relative à ces papiers, qui sont fournis presque exclusivement à la France par l'Allemagne et la Belgique, où la fabrication s'en est développée dans ces derniers temps.

Sir Rivers Wilson demande, pour éviter tout malentendu, si l'on peut tenir pour certain que les papiers de tenture ne sont pas compris sous la dénomination « papiers de fantaisie ».

M. Marie répond affirmativement, en faisant remarquer que la définition du papier de fantaisie est bien clairement donnée par le nouveau Tarif aussi bien que par les Tarifs allemand, austro-hongrois et italien. Différents par leur nature et par leur aspect, les papiers de tenture et les papiers de fantaisie ne sont pas employés aux mêmes usages. Ces derniers, principalement destinés à recouvrir les boîtes de confiserie, ne sont sans doute pas supérieurs, comme composition, aux papiers de tenture ; ils leur sont même inférieurs, mais ils exigent beaucoup plus de main-d'œuvre, et c'est à ce titre qu'ils doivent être frappés d'une taxe plus élevée. Ce droit de 25 francs, qui a motivé les réclamations de MM. les Commissaires anglais, ne dépasse pas, d'ailleurs, la quotité des droits de 25 francs et de 30 francs imposés aux mêmes produits par les Tarifs italien et austro-hongrois.

En ce qui concerne plus particulièrement les papiers de tenture, il paraît presque impossible d'admettre, comme l'a proposé

Sir Rivers Wilson, l'établissement d'une classe de papiers taxés à 4^f 50, dans laquelle, sous la rubrique « autres de toute sorte », les papiers de tenture seraient compris avec les papiers de qualité commune. Par voie indirecte, et sans concession réciproque, le Gouvernement français accorderait ainsi à l'Allemagne un abaissement de moitié sur les droits afférents à un article dont elle importe en France une certaine quantité, et qu'elle taxe à raison de 38 francs les 100 kilogrammes.

Sir Rivers Wilson fait observer que les fabriques françaises de papier et de carton ne sauraient guère se trouver dans une situation plus florissante que celle dont elles jouissent actuellement, puisque la France a exporté, en 1879, des papiers et cartons pour une valeur de 22,000,000 de francs. La question des chiffons a perdu beaucoup de son importance pour les fabricants de papier, depuis qu'on se sert d'une quantité toujours croissante de matières végétales provenant d'autres sources.

Sir Rivers Wilson ajoute qu'il y a tout lieu de croire que la réduction des droits sur les chiffons est due plutôt aux instances des exportateurs de chiffons qu'au désir de donner satisfaction aux demandes des fabricants anglais.

M. Amé fait remarquer que les chiffons continuent à être recherchés pour la fabrication de papiers de qualité supérieure, et que, dès lors, les papetiers anglais ont encore intérêt à pouvoir se les procurer en France.

M. Marie ajoute que cet intérêt est d'autant plus réel que l'industrie de la papeterie recherche surtout des chiffons de provenance française, parce qu'ils sont plus propres et renferment encore aujourd'hui plus de toile que les autres, bien que, pour un grand nombre d'usages, les tissus de coton aient remplacé les tissus de lin et de chanvre.

M. Kennedy ne croit pas que la suppression du droit de sortie sur les chiffons possède, à l'heure qu'il est, une importance sérieuse. En effet, les proportions dans lesquelles les chiffons entrent dans la fabrication du papier diminuent de jour en jour ; on y a déjà substitué divers succédanés, au nombre desquels se trouvent la paille, le bois, le sparte, etc. Quant aux qualités inférieures, elles ne contiennent presque plus de chiffons. Par conséquent, il se croit autorisé à appuyer les demandes de Sir C. Rivers Wilson en ce qui concerne la classification et le taux des droits sur le papier.

M. Kennedy demande, en outre, si le Gouvernement français consentirait à l'insertion dans le Tarif Conventionnel éventuel de la suppression du droit de sortie sur les chiffons.

M. Amé déclare que le Gouvernement de la République ne verra probablement pas d'inconvénient à consacrer par Traité la franchise accordée par la loi à la sortie des chiffons; car on en a déjà modifié plusieurs fois le régime par des conventions internationales.

M. Crowe fait observer que le droit inscrit au Tarif à discuter est de 9 francs pour le papier simple, mais que ce même papier coupé et rassemblé est taxé à 36 francs et à 70 francs. Cette anomalie lui paraît inexplicable. Le droit actuel de 60 francs est déjà prohibitif, et à plus forte raison, le droit proposé de 70 francs.

M. Amé répond que l'écart existant entre les deux taxes a eu pour cause le surcroît de main-d'œuvre du carton coupé et assemblé en boîtes, albums ou cartonnages.

M. Crowe doute que ce surcroît de main-d'œuvre soit suffisant pour justifier l'écart considérable du droit de 9 francs à ceux de 36 francs et de 70 francs.

M. Marie répond que, si le taux de 10 p. 0/0 qui a été pris pour base de calcul du droit a été dépassé, on pourra examiner dans quelle mesure une réduction serait admissible; mais il ajoute que les articles du Tarif concernant le carton coupé et assemblé en boîtes recouvertes avec du papier blanc ou de couleur, et les albums et cartonnages décorés de peinture, étoffes, bois, paille, etc., intéressent plus spécialement le commerce allemand, qui fournit environ 90 p. 0/0 de l'importation totale en France.

Il est ensuite convenu que les quinzième et seizième séances auront lieu les mardi 28 et jeudi 30 juin. Dans la première, MM. les Commissaires s'occuperont plus spécialement des machines agricoles, des cuirs et des chapeaux de paille; dans la seconde, des autres machines, des autres ouvrages en métaux, de la coutellerie, des tissus élastiques et vulcanisés, des cordages, des filets de pêche et de la tabletterie d'ivoire.

Sir Charles Dilke exprime le désir de savoir quand MM. les Commissaires français seront en mesure de faire connaître la réponse de leur Gouvernement aux différentes demandes de dégrèvement présentées, en dernier lieu, par les Commissaires anglais.

M. Amé déclare que les Délégués français ne l'ont pas provoquée, les propositions de MM. les Commissaires anglais s'éloignant trop, jusqu'ici, des chiffres inscrits au Tarif à discuter pour qu'on pût attendre une réponse favorable.

Sir Charles Dilke fait remarquer que si, en effet, il s'est pro-

duit, sur certains points, un écart considérable entre les offres de la France et les dégrèvements réclamés par l'Angleterre, il y a, au contraire, d'autres produits au sujet desquels la divergence des vues des deux Gouvernements semble moins accentuée.

M. Challemel-Lacour exprime l'opinion qu'il serait préférable de dresser d'abord un relevé d'ensemble de toutes les propositions anglaises. Ce relevé fait, les Commissaires français seraient mieux en mesure de demander à leur Gouvernement quelles concessions il pourrait accorder. Ce mode de procéder serait le plus pratique; car l'établissement d'une entente ne tient évidemment pas à quelques concessions spéciales sur certains points de détail.

Sir Charles Dilke fait observer que l'accord est plus facile à réaliser quand, la plupart des questions se trouvant réglées, la discussion ne porte plus que sur un petit nombre de points.

M. Challemel-Lacour répond qu'à côté de quelques articles secondaires sur lesquels le Gouvernement britannique désirerait donner satisfaction à certaines branches de l'industrie anglaise, il y a, dans le Tarif, des dispositions essentielles qui donneraient, en quelque sorte, son caractère au Traité à intervenir. Or, c'est précisément à propos de ces dispositions que MM. les Commissaires anglais formulent des demandes de réduction tellement élevées que l'on ne peut s'empêcher de douter de la possibilité d'un accord.

Sir Rivers Wilson considère comme rationnel et pratique le mode de procéder indiqué par M. Challemel-Lacour. Il lui semble logique de formuler un ensemble de propositions en réponse au Tarif d'ensemble communiqué par le Gouvernement français.

Sir Charles Dilke déclare ne pas s'opposer à ce qu'il soit procédé suivant le désir de M. Challemel-Lacour.

Il annonce, d'un autre côté, l'intention d'appeler de nouveau et à bref délai l'attention de MM. les Commissaires français sur les questions diverses qui ont successivement été réservées, c'est-à-dire sur les questions du régime des sucres, de la marine marchande, du courtage maritime, des expertises en douane, des surtaxes d'entrepôts et d'une convention consulaire, ainsi que sur celle des brevets d'invention, et sur le régime de divers articles omis au Tarif à discuter (amidons, bières, sels, huiles minérales, etc.).

M. Challemel-Lacour reconnaît toute l'importance de ces questions, mais il croit qu'il vaudrait mieux attendre, pour les aborder, qu'une décision soit intervenue en ce qui concerne la

conclusion du Traité proprement dit, c'est-à-dire la fixation du Tarif conventionnel. Elles en sont entièrement distinctes ; elles peuvent être réglées séparément, sans qu'une convention douanière soit signée ; mais, d'un autre côté, il est certain que l'établissement d'un accord sur le Tarif peut en faciliter la solution.

A la suite de quelques autres observations échangées entre M. Amé et Sir Rivers Wilson, *Sir Charles Dilke* annonce que MM. les Commissaires anglais remettront aux Commissaires français une note énumérant les questions réservées auxquelles il a été fait allusion, et sur la solution desquelles ils croient devoir insister.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR. Signé : CHARLES W. DILKE.
 Le Secrétaire-Rédacteur,
 G. JENNER.

N° 125

Conférences de Londres.

Procès-verbal de la quinzième séance tenue le 28 juin 1881.

Étaient présents :

MM. les Commissaires français et anglais, et MM. les Secrétaires, à l'exception de M. Mariani, absent pour affaires.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

La discussion est ouverte sur l'article 464 du Tarif « machines agricoles ».

M. Baxter présente les observations suivantes :

« Dans l'intérêt des deux Pays, je désire appeler l'attention de mes Collègues sur les inconvénients qu'entraîneraient les droits proposés sur les machines agricoles (n° 464). Depuis bien des années, des concours de ces machines sont ouverts annuellement auxquels assistent de nombreux fabricants anglais et américains, qui ont largement contribué à établir ces concours, dont l'avantage est pleinement reconnu en France. Au début, les machines françaises étaient certainement inférieures, mais récemment l'état des choses a bien changé. Un examen consciencieux des machines françaises exposées en 1878 a démontré aux fabricants anglais que, sous les rapports de l'invention, de l'exécution et du prix, leurs rivaux français sont capables de leur tenir tête. Cela étant, à moins que les conditions des concours

en question ne soient revisées de façon à les rendre moins désavantageuses qu'elles ne le sont pour les industriels anglais et américains, il est probable qu'ils cesseront d'assister aux concours régionaux et qu'ils tourneront leur attention vers d'autres Pays où ils sont admis à concourir sur le pied de l'égalité. Il faut se souvenir que les frais de transport sont relativement plus élevés pour les machines agricoles que pour les autres machines, parce que le prix en est moins élevé. Règle générale, on les expédie d'abord à Paris, d'où on les distribue aux différentes provinces de la France. Les frais de transport ajoutent 10 p. 100 au prix de l'article, tandis que le droit et la commission de l'agent sont aussi de 10 p. 100. De cette façon, le fermier français paye pour les machines anglaises une augmentation de 20 p. 100 sur le prix de revient en Angleterre. Il est assurément de la plus haute importance que ceux qui produisent la nourriture du peuple puissent obtenir au plus bas prix les instruments perfectionnés, et pour cette raison, nous croyons pouvoir insister auprès de MM. les Commissaires français en faveur de la suppression complète du droit de 6 francs les 100 kilogrammes.

» Nous leur adressons cette prière avec d'autant plus de confiance que nous avons des raisons de croire que les fabricants français de machines agricoles, loin de demander la protection à leur Gouvernement, comme l'ont fait un grand nombre d'autres industriels, se trouvent, au contraire, disposés à accepter la suppression du droit sur les articles en question ».

M. Amé reconnaît volontiers que les constructeurs français ont, comme l'a dit M. Baxter, réalisé de grands progrès et fabriquent aujourd'hui les machines agricoles beaucoup mieux qu'en 1860. Mais ils ne les fabriquent pas à aussi bas prix que leurs concurrents anglais. Ce qui le prouve, c'est que, malgré les frais de transport dont a parlé M. Baxter, les importations en France de machines agricoles de provenance anglaise s'élèvent annuellement à 4 ou 5 millions de francs. D'ailleurs, le droit de 6 francs les 100 kilogrammes sur les machines agricoles a si peu le caractère de protection exagérée, qu'il équivaut seulement au droit sur les fers en barres, et il est, dès lors, impossible de le réduire tant que le Tarif des fontes et des fers n'aura pas été abaissé.

M. Marie fait remarquer que, lors de la discussion du Tarif Général français, la Chambre des Députés avait, dans l'intérêt de l'agriculture, supprimé le droit sur les machines agricoles ; mais le Sénat l'a rétabli, précisément pour les motifs que vient d'indiquer M. Amé. On commettrait, d'ailleurs, une grave erreur,

si l'on supposait que, comme l'a dit M. Baxter, les constructeurs français sont disposés à admettre l'entrée en pleine franchise des machines et instruments agricoles fabriqués à l'étranger ; la plupart d'entre eux, au contraire, réclament le maintien des droits, et les agriculteurs eux-mêmes reconnaissent la nécessité d'assurer à la construction française de machines agricoles une compensation qui lui permette d'exister : il est probable, en effet, que si l'agriculture française achetait exclusivement ses machines à l'étranger et que les ateliers où se fabrique cet outillage vinssent à disparaître, il deviendrait à peu près impossible de faire effectuer, en cas d'accident, les réparations indispensables.

Sir Charles Dilke fait connaître que l'attention des Commissaires anglais a été particulièrement appelée sur le régime des châles de l'Inde à l'entrée en France.

M. Amé fait remarquer que la Commission franco-anglaise a pour mission d'examiner et de discuter le Tarif applicable aux articles originaires du Royaume-Uni. Les châles de l'Inde ne rentrent évidemment pas dans cette catégorie. Si MM. les Commissaires anglais étaient en mesure de stipuler pour les colonies britanniques, ils trouveraient sans doute le Gouvernement français disposé à examiner, de son côté, quelles concessions douanières pourraient être accordées, en France, aux importations de ces mêmes Pays ; mais, du moment que plusieurs colonies anglaises ont leur autonomie douanière, il n'y a pas intérêt à discuter actuellement les dégrèvements qu'elles pourraient désirer obtenir pour leurs produits à l'entrée en France.

Sir Charles Dilke répond qu'à ce point de vue l'Empire des Indes britanniques se trouve dans une situation particulière. Il est vrai qu'il a un gouvernement séparé ; cependant le siège de ce gouvernement est à Londres. L'Inde a un régime fiscal distinct de celui de la Grande-Bretagne, mais, en réalité, son Tarif douanier est très modéré, et le Gouvernement indien n'a aucun intérêt à l'élever.

M. Amé constate que les vins et les eaux-de-vie de France sont assez lourdement taxés dans l'Inde. Il ajoute que les Commissaires français ne refusent pas d'entendre les communications de MM. les Commissaires anglais, au sujet du régime des châles de l'Inde, pourvu qu'il soit bien entendu que c'est à titre de simple information.

Sir Rivers Wilson présente alors les observations suivantes :

« Je désire appeler l'attention de MM. les Commissaires français sur une rectification qui paraîtrait nécessaire au N° 405, pour les châles de cachemire longs et carrés.

« Depuis 1860, le droit sur ces articles a été de 5 p. 100 de la valeur. Le nouveau Tarif propose un droit uniforme pour les châles longs de 30 francs, et pour les châles carrés de 20 francs. Il suffit de dire que la valeur de ces châles varie de 5 sh. à £ 100, pour démontrer que ces droits équivaldraient à l'exclusion absolue des châles à bon marché.

« Voici quels sont les prix réalisés dans les ventes publiques à Londres par les châles indiens de différentes qualités :

Cachemire, carrés	20 £.	à 100 £.
Umritzer —	2 £. 10 s.	à 20 £.
Dacca —	5 s.	à 20 £.
Jamavar, longs.	5 s.	à 5 £.
Rampore Chuddas, longs	1 s.	à 5 £.
Rampore Chuddas, carrés	7 s. 6 d.	à 1 £.

« Il est à noter que les cachemires et les Umritzer longs ne sont presque plus fabriqués.

« Il n'est pas à supposer que ce soit l'intention du Gouvernement français d'exclure entièrement les qualités inférieures de châles indiens, qui donnent lieu à un commerce considérable depuis plusieurs années, d'autant plus qu'ils ne sont pas en concurrence avec les fabrications françaises. (Je parle plus particulièrement des châles connus sous les dénominations de Rampore, Chuddas, Jamavars et Daccas). Il est probable que la conversion du droit *ad valorem* actuel en droit spécifique a été effectuée sans qu'on se soit rendu suffisamment compte des grandes différences de qualité de ces marchandises.

« Nous hésitons à proposer pour ces articles la conservation du système de droits à la valeur, quoique nous ayons démontré que ce système est le seul qui leur soit proprement applicable. Et dans le cas où le Gouvernement français verrait des inconvénients à maintenir le système actuel pour les châles, nous proposerions comme alternative aux deux taux de 30 et 20 francs un droit de 5 francs par kilogramme. Un droit ainsi calculé serait facile à prélever et n'exposerait la Douane française à aucun risque de fraude. »

Sur la question du régime des cuirs et peaux (N^{os} 420 à 434 du Tarif), *Sir Rivers Wilson* s'exprime en ces termes :

« Les statistiques du commerce des peaux et pelleteries démontrent clairement le grand avantage que le Traité de 1860 a procuré à cette industrie en France, ainsi que le bénéfice très inférieur qui en est résulté pour la Grande-Bretagne, et offrent en même temps un commentaire remarquable sur les propositions du Tarif à discuter.

« Les exportations de France au Royaume-Uni, qui, avant 1860, étaient de £. 432,101, ont monté en 1860 à £. 841,203; en 1870, elles représentaient une valeur de £. 1,482,281, et en 1878, elles ont atteint le chiffre de £ 2,455,254. D'un autre côté, les importations britanniques en France, qui, avant 1860, étaient prohibées, n'ont pu atteindre en 1870 que le chiffre de £. 160,704, et ont été en 1878 de £. 258,507, seulement.

« D'après une moyenne prise sur six années, la Grande-Bretagne a envoyé en France 283 tonnes d'articles de cuir préparé, tandis que l'Angleterre en a reçu de la France 2,078 tonnes.

« En présence de ces chiffres, on se demande pour quelle raison les rédacteurs du Tarif à discuter ont cru devoir augmenter les taux actuels, qui assurent déjà un minimum de protection à l'industrie française avec, il faut l'ajouter, un minimum de revenus pour le fisc.

« Je dois aussi faire observer à MM. les Commissaires français que les augmentations qui nous sont proposées, quant à quatre des rubriques du N° 420, paraissent en contradiction avec le Mémoire que M. le Ministre des Affaires Étrangères a remis à lord Lyons à Paris, en date du 28 février dernier, et où il déclare : « Quant aux droits à inscrire dans la Convention, « ils seraient ceux du Tarif Général, moins la majoration de « ceux de 24 p. 100, dont la suppression déterminerait pour la « plupart des articles la base des taxes conventionnelles. » Or, pour les rubriques que je viens de citer, cette majoration n'a pas été déduite, et dans le cas des peaux non dénommées, autres, une augmentation de 400 p. 100 est proposée sur le taux du Tarif actuel. Aussi, si la classification du numéro 420 devait être maintenue telle qu'elle est inscrite au Tarif à discuter, nous demanderions, pour toutes les catégories qui y sont comprises, que les droits soient au moins ramenés à ceux du Tarif Conventionnel actuel. Mais nous espérons que MM. les Commissaires français ne mettront pas d'obstacle à l'adoption du remaniement de la classification que nous allons leur soumettre, et dont la nécessité ressort des conditions mêmes de cette industrie. Nos marchands se plaignent de la grande difficulté qui se manifeste actuellement à la Douane pour distinguer les diverses qualités de cuir, et des erreurs qui, habituellement et nécessairement, se produisent à ce sujet, vu que, même parmi les experts, une grande diversité d'opinions peut s'élever lorsqu'il s'agit de préciser à quelle catégorie telle ou telle production appartient.

« Pour les importations des Indes orientales, par exemple, il est presque impossible de constater la différence entre le grain d'une peau préparée de chèvre et celui d'une peau préparée de mouton. Il est vrai que le nouveau Tarif applique un droit uniforme à ces deux espèces de peau ; mais cet exemple peut donner une idée des difficultés sur lesquelles j'appelle l'attention de MM. les Commissaires français.

« Pour citer un autre exemple de la nécessité de remanier la classification proposée, les peaux grain du Levant noir, articles dont le commerce n'existait pas en 1860, ainsi que certains cuirs à l'usage des selliers, seraient classés par le Tarif à discuter parmi les peaux vernies ou maroquinées, dénomination qui cependant ne s'applique pas à ces articles, et auraient, par conséquent, à supporter un droit tout à fait hors de proportion avec leur valeur, qui est très inférieure à celle des peaux véritablement maroquinées.

« Les prix des cuirs vernis et maroquinés, dont je vous sou mets des échantillons, sont pour les uns de 6 sh. 6 d. à 7 sh. la livre ; celui des autres est de 5 sh. à 7 sh. la livre. Les fabricants anglais n'ont pu concourir avec ceux de la France pour ces articles ; mais ce dont ils se plaignent à juste titre, c'est de la réunion dans la même classe avec les vernis ou maroquinés, d'autres articles d'origine, de manufacture, d'emploi et de valeur tout à fait distincts, valant pour les peaux grains du Levant 2 sh. la livre et pour les cuirs de sellerie seulement 1 sh. 8 d. la livre.

Je dois aussi appeler l'attention de MM. les Commissaires français sur la classe « non dénommées, autres », qui comme je l'ai déjà fait observer, serait frappée d'une majoration de 400 p. 100.

« Le droit proposé représenterait, sur une grande proportion des articles, deux fois le prix de la main-d'œuvre employée.

« Cette classe est justement celle qui intéresse le plus l'industrie anglaise, puisque la plus grande partie de notre exportation consiste en articles qui y sont compris. Le droit de 50 francs proposé représenterait en moyenne pour ces articles une taxe de 2 1/2 d. la livre, charge qui serait prohibitive.

« Je ne puis m'empêcher de remarquer que, tandis que le Tarif ne propose aucune augmentation sur le droit de 10 francs actuellement prélevé sur les peaux de chèvre et de mouton, dont l'importation est utile aux intérêts des fabricants de cuirs en France, les autres catégories de peaux sur lesquelles la Grande-Bretagne a pu établir et maintenir quelque commerce

seraient, avec une intention trop évidente, grevées d'une majoration écrasante et prohibitive.

« Voici donc la classification du N° 420 que nous avons l'honneur de proposer en remplacement de celle qui figure au Tarif à discuter :

Les 100 kilogrammes.	
420. Fabrications :	
(a) Vernies, maroquinées ou teintes en couleur . . .	30 ^s
(b) Non dénommées, chèvres, moutons et agneaux . .	10
(c) Peaux grain du Levant noir, cuir pour selle et sellerie non verni ou émaillé	10
(d) Non dénommées, autres	10

« On nous assure que cette classification, tout en offrant de grandes facilités au commerce anglais, se prêterait également aux conditions du commerce des États-Unis et de l'Allemagne.

« Je me permettrai d'appeler l'attention de MM. les Commissaires français sur une suggestion fort pratique qui nous a été soumise par les personnes intéressées dans cette industrie des peaux, pour empêcher les différends qui ne peuvent manquer de s'élever pour la constatation des qualités des importations. Les importateurs nous assurent qu'actuellement ils sont très souvent dans la plus grande incertitude quant à la catégorie dans laquelle seront classées leurs marchandises par les employés des douanes, qui, fort naturellement, sont eux-mêmes incompétents pour former un jugement correct. On a donc suggéré le dépôt au bureau central d'échantillons sous enveloppe fermée, avec lesquels la comparaison des objets importés pourrait se faire en cas de doute.

« Pour les articles compris sous les numéros qui suivent immédiatement le n° 420, c'est avec satisfaction que nous nous trouvons entièrement d'accord avec les rédacteurs du Tarif sur l'application avantageuse du système des droits spécifiques. Mais sur quelques-uns de ses droits nous désirons présenter des observations.

« N° 421 (e). Le droit de 1^r 20 est beaucoup au-dessus de 10 p. 000 de la valeur de la moyenne des envois des bottes et bottines, qui commencent à faire l'objet d'un certain commerce, et nous vous proposons de substituer à ce droit élevé celui de 60 centimes la paire, taux qui représenterait plus exactement la proportion de 10 p. 100 à la valeur.

« De même nous proposons la réduction du droit sur les souliers (n° 422) à 30 centimes la paire au lieu de 60 centimes.

« D'après les renseignements que nous avons recueillis, les droits proposés au n° 426 pour les selles dépassent de beaucoup

le chiffre de 10 p. 100 de la valeur, et mettraient fin, on nous l'assure, au commerce limité qui existe actuellement.

Le prix moyen des selles d'hommes que nous envoyons en France est d'environ 25 sh. et celui des selles de femmes d'environ 60 sh.

« Nous vous proposons pour les premières un droit de 3 francs au lieu de 8 francs et pour les dernières un droit de 7 francs au lieu de 10 francs. Ce sont là à peu près les droits qui sont actuellement acquittés par nos importateurs. La quantité des envois a été jusqu'ici peu considérable; mais il est à espérer qu'elle augmentera dans une certaine proportion, à moins d'un accroissement de droit que ce commerce ne pourrait pas supporter.

« Nous proposons par les courroies de transmission (n° 428) la réduction du droit de 50 à 25 francs les 100 kilogrammes. Il est vrai que le chiffre de 50 francs représente assez exactement 10 p. 100 de la valeur de ces articles; mais nous en envoyons fort peu en France, et il serait extrêmement à l'avantage des fabricants de machines français que l'importation en fût encouragée.

« Une observation analogue peut s'appliquer aux tuyaux de cuir (n° 429), dont nous proposerions également de fixer les droits à 25 francs les 100 kilogrammes ».

M. Kennedy fait observer que Sir Rivers Wilson a traité d'une manière si complète la partie du Tarif qui concerne les « peaux et pelleteries ouvrées », qu'il ne reste plus que quelques mots à ajouter à ce sujet.

Ayant visité lui-même les entrepôts d'un des principaux exportateurs anglais, il croit devoir dire qu'il s'associe complètement aux observations qui viennent d'être adressées à MM. les Commissaires français relativement à la classification des « peaux préparées ». Les conditions actuelles du commerce demandent impérieusement une nouvelle classification.

Il ajoute qu'il est convaincu qu'une grande partie du commerce anglais avec la France en peaux « non dénommées, autres » cesserait, si les augmentations de droits qu'on propose pour cette marchandise venaient à être adoptées.

Quant aux diverses espèces de chaussures qui s'exportent d'Angleterre en France, les informations que M. Kennedy a reçues tendent à démontrer que le taux des droits inscrits au Tarif à discuter sera plutôt de 20 p. 100 que de 10 p. 100 de la valeur.

Il lui semble aussi qu'il y a des raisons de croire que les droits sur les gants dépassent 5 p. 100 *ad valorem*. Mais les rensei-

gnements qu'il a obtenus jusqu'à présent ne sont pas assez positifs pour qu'il puisse exprimer aujourd'hui une opinion définitive à ce sujet.

M. Amé déclare ne pas s'expliquer qu'on ait signalé la classification des peaux préparées comme difficile à appliquer. Les auteurs de ces critiques ont eu en vue, sans doute, l'ancien Tarif général, et non le nouveau. Rien n'est plus simple, en effet, que ce dernier Tarif, dont les cinq classes se distinguent fort bien les unes des autres.

De ces cinq classes, il n'y en a, du reste, que deux qui intéressent sérieusement le commerce anglais : les « peaux, autres, de chèvre, de mouton et d'agneau, et les peaux non dénommées ». L'importation anglaise en France représente près de 6 millions de francs pour le premier de ces articles, et de 10 millions de francs pour le second. Or, sur les peaux, autres, etc., le droit actuel, malgré son extrême modération, est maintenu sans changement. Quant au relèvement du droit sur les peaux non dénommées, il n'a pas été dirigé contre l'importation anglaise, mais bien contre les États-Unis, qui repoussent par des droits prohibitifs les peaux et ouvrages en peau de provenance française. Les Commissaires français n'en transmettront pas moins les demandes anglaises à leur Gouvernement, qui appréciera dans quelle mesure il pourrait y être donné suite.

Sir Rivers Wilson insiste sur la difficulté qu'il y aurait à distinguer les unes des autres les diverses sortes de peaux préparées, par exemple des peaux vraiment maroquinées et des peaux ayant subi une façon analogue, mais par des procédés différents de ceux du maroquinage proprement dit. Dans ces conditions, l'application de la classification établie par le Tarif donnerait lieu à de grandes difficultés et à de fâcheuses inégalités.

M. Amé considère cette appréhension comme exagérée. Pour les peaux, comme pour beaucoup d'autres articles, il peut arriver qu'un ancien mode de préparation soit remplacé par un procédé plus nouveau et plus économique ; le droit afférent aux peaux ayant reçu cette préparation n'en reste pas moins applicable. Sans doute, des difficultés de classification peuvent surgir à l'égard des produits qui se trouvent aux limites de telle ou telle catégorie ; mais elles sont tranchées, en dernier ressort, par le Comité d'expertise, qui offre aux importateurs toutes les garanties désirables de science et d'impartialité.

Pour ce qui concerne les ouvrages en peau, il en est au moins plusieurs dont les nouveaux droits ne dépassent certainement

pas 10 p. 100 des qualités moyennes. Beaucoup d'ailleurs sont fournis à la France par l'Autriche, l'Allemagne ou l'Italie. Les Commissaires français n'en sont pas moins disposés à rechercher, de même que pour les peaux préparées, si certaines réductions seraient réalisables.

M. Marie fait observer qu'en établissant les droits sur les bottes, bottines et souliers, non pas sur le poids, mais sur l'unité par paires, on a eu précisément pour but de ne pas surcharger les qualités inférieures qui entrent pour la plus grande part dans le chiffre des importations françaises.

Pour les peaux vernies ou maroquinées, ajoute M. Marie, les rédacteurs du Tarif ont dû naturellement se préoccuper de la situation du commerce français vis-à-vis des Pays qui importent en France la quantité la plus considérable de cet article. Or, c'est l'Allemagne qui en fournit le plus à la France. En 1869, sur une importation totale de 131,094 kilogrammes, représentant une valeur de 2,359,692 francs, la part de l'Allemagne était de 101,872 kilogrammes, et celle de l'Angleterre de 17,472 kilogrammes. En 1879, l'Angleterre ne figure encore que pour 34,211 kilogrammes dans une importation totale de 170,696 kilogrammes, dont l'Allemagne seule fournit 118,099 kilogrammes, c'est-à-dire près de 70 p. 100. Il faut, en outre, tenir compte de ce fait que les Allemands frappent d'un droit de 45 francs les peaux vernies françaises. Sans doute, on ne se refuse pas à rechercher s'il n'y aurait pas quelque réduction à opérer sur les droits afférents à cette catégorie d'articles sur laquelle la démajoration de 24 p. 100 n'a pas été effectuée. Mais le chiffre considérable des importations allemandes et l'élévation du droit imposé par le Tarif allemand aux similaires français devront être nécessairement pris en très sérieuse considération dans la détermination des concessions qui pourraient être faites.

Pour les peaux non dénommées, le commerce anglais a très largement profité de l'assimilation aux peaux de chèvre des petites peaux de mouton, qui proviennent surtout de l'Inde.

Enfin, quant aux peaux préparées, il suffit de rappeler le motif, déjà indiqué par M. Amé, de la nouvelle tarification : on a entendu défendre contre la concurrence américaine les producteurs français, qui veulent bien accepter la lutte sans protection, mais à la condition qu'il y ait réciprocité.

Sir Charles Dilke fait remarquer que l'Angleterre offre d'avance à la France la réciprocité la plus complète, puisqu'elle admet les peaux en franchise.

M. Marie le reconnaît, tout en faisant remarquer que l'on

ignore en quelle quantité des peaux d'origine américaine peuvent être introduites en France comme étant de provenance anglaise. Or, cette appréhension semble d'autant plus fondée que, depuis l'application du Tarif allemand, qui taxe à 45 francs les 100 kilogrammes les cuirs pour semelles et à 22^f 50, les autres cuirs de toute sorte, les importations en France des peaux préparées venant d'Angleterre ont augmenté dans une très forte proportion.

Sir Rivers Wilson constate avec regret que, sur cet article, le Gouvernement français s'écarte notablement du principe qu'il avait lui-même pris pour base dans la rédaction du Tarif à discuter, c'est-à-dire du maintien du Tarif de 1860.

M. Amé répond qu'il ne faut pas exagérer la portée de ce principe. Le Gouvernement de la République peut bien vouloir se maintenir sur le terrain de 1860, toutes les fois que les droits établis à cette époque ont correspondu à la pensée manifeste des négociateurs. Mais quand, par suite d'erreurs matérielles, des droits qu'on entendait fixer à 10 p. 100 par exemple, ne correspondaient, en réalité, qu'à un chiffre très inférieur, ce qui est le cas pour quelques-uns des articles en discussion, il ne saurait s'interdire absolument les rectifications demandées par les intéressés.

Sur le n° 537 « chapeaux de paille », *M. Crowe* s'exprime en ces termes :

« Permettez-moi de vous présenter quelques observations sur les chapeaux et tresses de paille. Et d'abord nous voyons avec peine que vous ne comprenez pas dans le Tarif à discuter les tresses de paille grossière (n° 533), dont nous exportons en France pour 2 millions de francs, et que vous mettez au Tarif général un droit de 10 francs pour cet article, tandis que, sous le Tarif actuel, nous entrons au droit de 5 francs. Vous achetez pour 2 millions de francs de nos tresses ; et les chapeaux qu'on en fait à Paris, à Lyon et à Nancy reviennent en Angleterre nous faire concurrence. Nous pensons que, dans cet état de choses, il aurait été plus juste d'abolir le droit tout à fait, ou au moins de le maintenir aux taux d'aujourd'hui.

« Le changement que vous apportez au régime des pailles est cependant moins grave quant aux tresses qu'il ne l'est aux chapeaux (N° 537).

« Messieurs, le commerce que fait l'Angleterre avec la France en chapeaux de paille est suffisamment important pour que nous y regardions de près lorsque vous remplacez un droit de 10 francs par des droits de 250 et 300 francs. Les trois villes de

Luton, Saint-Albans et Dunstable vous envoient pour près de £. 300,000, soit 7 millions et demi de francs, de chapeaux de paille, qui jusqu'à présent n'ont payé à l'entrée que $1\frac{1}{2}$ à $1\frac{7}{8}$ p. 100 de la valeur. La substitution des droits nouveaux aux droits actuels a pour résultat des rehaussements qui équivalent à 15 p. 100 pour plusieurs produits, et pour d'autres à 45 et 50 p. 100 de la valeur. En calculant les prix pour vos statistiques du commerce spécial, vous donnez au produit de tous les Pays la valeur de 36 francs par kilogramme. Il n'y a pas, ou il n'y a presque pas de chapeaux anglais importés en France qui valent plus de 18 francs le kilogramme. La plus grande partie de nos affaires se fait en chapeaux qui coûtent de 5' 50 à 13' 75.

« Je vais tenter de vous en donner la preuve.

« 100 kilogrammes de chapeaux de femme, c'est-à-dire 148 douzaines, à 3 sh. la douzaine, valent 555 francs. Le droit actuel est de $1\frac{7}{8}$ p. 100 *ad valorem*; le droit proposé est de 45 p. 100.

« 100 kilogrammes de chapeaux de femme, ou 116 douzaines, à 6 sh. la douzaine, valent 870 francs. Le droit actuel est de $1\frac{1}{4}$ p. 100; le droit proposé est de 29 p. 100 de la valeur.

« 100 kilogrammes des mêmes articles, c'est-à-dire 120 douzaines, à 12 sh. la douzaine, valent 1,800 francs. Le droit actuel est au-dessous de $1\frac{1}{2}$ p. 100; le droit proposé est de 14 p. 100 *ad valorem*.

« Il en est de même pour les chapeaux d'homme, sur lesquels les rehaussements varient de $10\frac{1}{2}$ à 38 et 50 p. 100.

« Pour être justes, vous auriez dû prendre pour prix moyen de nos articles en paille, non pas 36 francs, mais bien 10 francs; car, comme je vous le disais tout à l'heure, ce que nous faisons d'affaires en chapeaux coûtant 33' 75, 38' 75, ou 62 francs ne vaut pas la peine qu'on en parle. Vous nous direz peut-être que la France importe des chapeaux d'Italie et de l'Argovie, et que les premiers sont plus chers que ceux de l'Angleterre. Mais, somme toute, votre fabrication à Nancy, à Lyon et Paris n'est pas une de celles qui craignent la concurrence. Les fabricants de Nancy ont maintes fois répété aux nôtres qu'ils ne craignaient la concurrence de personne, que l'outillage était aussi perfectionné, le produit plus fin que le nôtre. Du reste, les pailles françaises ne sont pas du même genre que les nôtres. Et rien de ce que nous faisons ne changera ni ne réduira vos industries de l'Est, du Dauphiné, de l'Auvergne et des Pyrénées.

« Tous nos articles sont pesants, beaucoup plus pesants que

ceux de la Suisse et de l'Italie, et il serait peu juste de les mettre dans la même catégorie que ceux de ces concurrents.

« Nous vous demandons, pour cette raison, non pas de nous donner le *statu quo*, mais de réduire, et de réduire considérablement les droits inscrits au Tarif à discuter, c'est-à-dire le droit de 250 à 70 francs, et le droit de 300 à 100 francs. »

M. Amé reconnaît que la question traitée par M. Crowe offre un intérêt réel pour le commerce anglais, puisque ses envois de tresses et chapeaux de paille en France représentent environ la moitié de l'importation française totale (14 millions de francs sur 31 millions). Le droit inscrit au Tarif Général n'a d'ailleurs pas été proposé dans un but de protection, mais uniquement dans un intérêt fiscal. A l'époque déjà éloignée de la préparation du Tarif Général, les besoins financiers de la France étaient pressants, et l'on ne crut pas devoir négliger la ressource de 3 millions de francs que pouvait procurer la perception d'un droit de 10 p. 100 sur les tresses et chapeaux de paille. Aujourd'hui que la situation s'est heureusement modifiée, il serait probablement jugé possible de consentir à une partie du dégrèvement demandé par MM. les Commissaires anglais.

M. Kennedy prend acte avec satisfaction de cette déclaration de M. Amé.

Il est ensuite convenu qu'un relevé des diverses demandes de MM. les Commissaires anglais sera dressé par les soins des Secrétaires et soumis à l'approbation de la Commission dès qu'elle aura terminé l'examen du Tarif à discuter.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR. Signé : CHARLES W. DILKE.

Le Secrétaire-Rédacteur,

G. JENNER.

N° 126

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 29 juin 1881.

Mylord,

J'ai vu, cette après-midi, M. Barthélemy St-Hilaire, il m'a dit arriver de la Commission de la Chambre des Députés devant laquelle est renvoyée le projet de loi concernant la prolongation des Traités de Commerce.

Il avait assisté à la séance accompagné par M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, plusieurs des membres avaient insisté sur la clause que cette prolongation ne serait accordée qu'aux Puissances ayant signé un nouveau Traité ou étant sur le point de le faire.

Enfin, la Commission semblait être disposée à accepter les déclarations faites dans l'exposé des motifs et à appuyer le projet de loi tel qu'il était, autorisant le Gouvernement à prolonger les Traités pendant trois mois à sa guise.

Signé : LYONS.

N° 127

Conférences de Londres

Procès-verbal de la seizième séance tenue le 30 juin 1881.

Étaient présents :

MM. les Commissaires français et anglais, et MM. les Secrétaires, à l'exception de M. Mariani, absent pour affaires.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Au sujet de la tarification des ouvrages en métaux, M. Crowe s'exprime ainsi qu'il suit :

« Avant de passer aux articles dont je désire vous parler plus particulièrement, j'aurais quelques mots à dire au sujet des droits sur l'acier. Pour les rails vous avez bien voulu tenir compte de la baisse des prix. J'ose dire que l'abaissement établi au n° 195, de 9 à 6 francs les 100 kilogrammes aurait pu avec avantage être porté plus loin, puisqu'au prix moyen de 190 francs par tonne auquel on a vendu les rails d'acier en 1880, le droit de 60 francs par tonne est une charge de 31 p. 0/0 de la valeur.

« L'Angleterre importe plus de la moitié du minerai dont elle fait les rails d'acier et paye en fret de 10 sh. à 12 sh. 6 d. par tonne.

« Il y a tout lieu de croire que la France, en bien peu de temps et à l'aide du procédé Thomas Gilchrist, pourra produire la fonte phosphorique à moins de 50 francs par tonne ; et il est clair qu'alors elle se passera de nous, même si l'acier n'était grevé d'aucun droit. Dans tous les cas et quelle que soit la taxe qu'on impose aux rails d'acier, celle qui peserait sur les massiaux ne devrait pas dépasser les deux tiers de ce droit.

« Les aciers laminés, qui coûtent à l'heure qu'il est 182 francs la tonne, seront taxés sous le n° 196 à 90 francs, et les barres, qui coûtent 190 francs et 200 francs la tonne, passeront au même taux. Ces droits, Messieurs, équivalent à 45, 47, et 50 p. 100 de la valeur, et cependant je crois que vous admettez que l'acier remplace de plus en plus le fer sur tous nos marchés. De sorte que, vu les circonstances, il serait fort à désirer que vous nous accordiez un dégrèvement plus considérable que celui du Tarif à discuter.

« Nous constatons volontiers, Messieurs, la modération qui a permis de mettre les machines et les mécaniques, aussi bien que les appareils complets au Tarif Général, avec les mêmes droits que ceux du Tarif Conventionnel. Ce qui nous frappe quelquefois c'est que nous retrouvons encore certaines anomalies qu'il paraît juste de faire cesser.

« Pour les pièces détachées de machines (n° 474), par exemple, il nous semblerait juste qu'on ne nous imposât pas plus haut que pour les machines elles-mêmes.

« Les pièces en fonte, ajustées, doivent payer 6 francs, tandis que celles en fer ou en acier forgé seront grevées à 10 francs et à 11 francs. L'acier fondu ne semble pas avoir de classe quand il s'agit des pièces. Une pièce en acier fondu vaut moins cher qu'une pièce en acier forgé, qui, tournée, forgée et ajustée, serait mise à 10 francs, tandis qu'une pièce en fonte d'acier sortant de la forme payerait 15 francs, tout comme une pièce détachée en acier. Nous vous proposerions donc que toutes les pièces détachées, soit de fer, de fonte, de fer forgé ou d'acier fondu et forgé, soient mises au droit de 6 francs qui régit les machines.

« Il y a encore dans le Tarif à discuter des inégalités qui nous frappent. Ainsi, les pelles d'acier emmanchées (n° 475) payeront, comme par le passé, 200 francs la tonne; et aux prix d'aujourd'hui, le droit serait de 30 à 40 p. 100. Il en serait de même pour les fourches que pour les pelles. Le couteau qu'on appliquera à la faucheuse mécanique sera taxé seul comme outil, à 20 francs par 100 kilogrammes, tandis que la faucheuse elle-même entrera (n° 464) à 6 francs.

« Les outils en fer rechargé d'acier pourraient peut-être rester au droit de 15 francs, inscrit au n° 475, s'il ne s'agissait que d'outils de menuiserie de façon légère. Mais le droit est beaucoup trop élevé pour les outils plus lourds appartenant à la même classe, d'autant plus que la France en fabrique d'excellents à très bas prix. dont le commerce a pris une extension telle qu'il est clair que vos fabricants ne craignent nullement la concurrence.

Nous croyons de plus, que les gros marteaux, les enclumes, les vis, les pelles et les bèches, et en général tous les articles de ce genre pesant avec le manche plus de 1 kilogramme et contenant relativement fort peu d'acier, pourraient bien être mis à un droit de 10 francs au lieu du droit de 15 francs que vous offrez. De même les outils ordinaires en acier pur, tels que les pelles et les bèches, pourraient être réduits de 20 francs à 15 francs les 100 kilogrammes.

« Je reviens pour un instant à la série de droits que vous imposez sur les machines et mécaniques (n^{os} 452 à 469), afin de faire quelques comparaisons et de constater ce qui nous semble peu satisfaisant dans cette tarification. Une machine à vapeur (n^o 452) payera, par exemple, 6 francs lorsqu'elle est fixe, et 10 francs quand elle est fournie d'une chaudière (n^o 454).

« Un métier de tissage sera également taxé à 6 francs et un métier de filature payera 10 francs (n^o 459), et cependant la filature donne une matière première, tandis que le tissage donne en général un article fini.

« Les cardes non garnies (n^o 457) font partie de l'outillage qui produit les matières premières. Elles seront taxées à 10 francs, quand elle devraient l'être à 6 francs.

« Les grillages en fer (n^o 479 *bis*), qui n'avaient pas de classe spéciale au Tarif Conventionnel, doivent être taxés à 8 francs et à 10 francs, selon les mailles. Mais les mailles ne sont que rarement égales, ce qui donne lieu à des difficultés en douane. Et puis, ce qu'on fait de grillages à petites mailles est insignifiant vis-à-vis de ce qu'on en fait à grosses mailles. Et nous croyons qu'il serait bon pour vous comme pour nous de simplifier la classification et de laisser entrer le tout à un seul droit qui, bien entendu, ne serait pas le plus élevé.

« Les droits de 100 francs et 200 francs sur les aiguilles à coudre (n^o 480) sont d'autant plus sujets à diminution que vous avez, il n'y a pas longtemps, changé et rehaussé la classification des aiguilles qui servent aux machines à coudre.

« Le droit de 8 francs les 100 kilogrammes sur les pitons (n^o 496) est prohibitif. Il est cependant maintenu au Tarif à discuter. Nous vous proposons de le diminuer au moins d'un quart. Pour les vis à bois jusqu'à 7 millimètres, vous effectuez un rehaussement de 8 francs à 12 francs les 100 kilogrammes. Messieurs, cette augmentation, qui est de 30 p. 100, est ruineuse pour nos fabricants, puisque le droit actuel avec les frais de transport empêche presque toutes les affaires.

« Les tubes en fer étirés et soudés (n^o 498) subissent un chan-

gement de droits qui serait pour nous d'une sévérité excessive. Vous admettez au Tarif Conventionnel les tubes sans recouvrement à 11 francs les 100 kilogrammes. Vous nous proposez maintenant le même droit pour ce genre de tubes que pour ceux qui sont soudés par recouvrement, c'est-à-dire 20 francs. Ce changement grève énormément les tuyaux à gaz.

« Messieurs, aux prix de l'année dernière, les droits de 11 francs et 20 francs représentent, pour les tubes soudés par simple rapprochement, 45 p. 100 ; pour les tubes soudés par recouvrement, 55 p. 100 de la valeur sur nos marchés. Ce sont les plus hauts droits dont la France grève nos produits de fer. Ils sont, pour les premiers, de 40 p. 100 plus hauts que les droits prélevés par les Tarifs autrichien et allemand, et pour les derniers, plus hauts de 266 p. 100. Et les Tarifs allemand et autrichien sont de beaucoup plus élevés que ceux de toutes les autres puissances européennes. De plus, il y a un écart qui nous paraît inexplicable entre les droits que vous imposez sur les tubes et ceux qui grèvent, par exemple, les ancres et les chaînes, qui sont taxées à 8 francs. Les mêmes observations, quoiqu'à un moindre degré, sont applicables aux raccords de toute espèce.

« Aux n^{os} 502 et 503 nous trouvons les ouvrages en fer, où le poids du fer entre comme facteur important dans le prélèvement du droit. Selon qu'il y aura plus ou moins de fer dans ces articles, les droits seront plus ou moins élevés. Ce sont là des changements qui semblent avoir été empruntés à l'Allemagne. Ils sont et seront toujours, je le crois, une source du plus grand embarras, qu'on éviterait facilement en introduisant un droit modéré pour le tout, soit de 6 francs.

« Un mot, pour conclure, sur les boutons et sur les ouvrages en nickel (n^o 509) à alliage de cuivre ou zinc. Jusqu'à présent le nickel allié au cuivre et au zinc n'a payé, à l'état laminé, que le droit du cuivre allié, c'est-à-dire 10 francs pour 100 kilogrammes. Les ouvrages en nickel allié ne coûtent que deux ou trois fois autant que les mêmes ouvrages en cuivre allié, et cependant les premiers doivent maintenant être grevés d'une charge cinq fois plus forte que les derniers. Nous vous demanderions donc de vouloir bien réduire le droit de 100 francs, au n^o 509, à 50 francs.

« Quant aux boutons (n^o 571), le droit spécifique a été remplacé par le droit de 10 p. 100 de la valeur. Messieurs, nos fabricants nous affirment que le taux de 150 francs les 100 kilogrammes dépasse de beaucoup 10 p. 100 de la valeur. Il monte à 15 p. 100, et de 15 à 30 p. 100, ce qui nous porte à vous prier de réduire ce droit spécifique à 100 francs. »

M. Amé fait remarquer que la note dont il vient d'être donné lecture passe en revue presque tous les numéros du Tarif français des ouvrages en métaux, qui comprend plus de quatre-vingts articles. Sans vouloir suivre *M. Crowe* dans les détails où il est entré, *M. Amé* croit devoir rappeler tout d'abord, d'une manière générale, que la tarification des ouvrages en métaux dépend naturellement de celle des métaux, et que, dès lors, pour apprécier si une réduction serait possible sur les ouvrages en métaux, il convient d'attendre la suite qui pourrait être donnée à la demande de dégrèvement formulée, en ce qui concerne les métaux eux-mêmes, par MM. les Commissaires anglais.

Pour ce qui regarde spécialement les rails d'acier, il ne faut pas perdre de vue qu'ils ne sont pas taxés plus hauts que les rails de fer. Un abaissement du droit ne serait donc possible sur cet article qu'autant que la taxe afférente aux rails de fer aurait été elle-même préalablement diminuée.

La demande relative au massiaux d'acier ne semble pas pouvoir être admise, en raison surtout de la difficulté, déjà signalée, que l'on éprouverait à distinguer en douane un massiau d'acier d'une loupe d'acier fini.

M. Kennedy tient à faire observer qu'il a visité lui-même les usines de Middlesborough, et qu'à son avis il ne saurait y avoir de difficultés à distinguer entre un massiau d'acier et une loupe d'acier fini.

M. Amé répond que c'est ce que l'on examinera.

« *M. Crowe*, — poursuit *M. Amé*, — a paru surpris de ce que les pièces détachées de machines soient plus fortement taxées que les appareils complets : c'est là une question de main-d'œuvre. Les pièces détachées exigent relativement beaucoup plus de façon que les appareils complets. Or, comme le savent MM. les Commissaires anglais, c'est surtout la main-d'œuvre que le Tarif douanier a pour objet de protéger. La différence de tarification signalée par *M. Crowe* n'a donc rien que de naturel.

Le surcroît de protection accordé aux machines locomotives et locomobiles, comparativement aux machines fixes, a eu pour cause les conditions diverses dans lesquelles se trouvaient, à l'origine, ces deux branches de fabrication. On examinera s'il serait possible de les soumettre à un régime identique.

Dès aujourd'hui, les Commissaires français admettent qu'on pourrait assimiler les machines de filature aux machines de tissage et les imposer toutes uniformément au droit modéré de 6 francs, suivant le désir exprimé par MM. les Commissaires anglais.

Pour les vis à bois, leur division en deux classes et l'établissement d'un droit plus élevé sur les petits modèles s'expliquent par les difficultés spéciales que présente la fabrication délicate de ces derniers. Leur tarification n'offre d'ailleurs aucun intérêt sérieux pour l'Angleterre, puisque l'importation totale des vis à bois, boulons et clous de provenance anglaise en France ne dépasse pas 18,000 francs.

« M. Crowe, — ajoute M. Amé, — a encore demandé diverses diminutions de droits sur beaucoup d'articles secondaires. Sans discuter en détail, pour le moment, les chiffres qu'il a produits, les Commissaires français se borneront à déclarer que le Gouvernement de la République examinera les propositions anglaises avec son esprit habituel de conciliation, et que, s'il est reconnu possible de réduire les droits sur les fontes et les fers, on pourra peut-être opérer, sur les taxes de certains ouvrages en métaux, des réductions correspondantes. »

M. Kennedy déclare qu'il désire donner un appui général aux observations de M. Crowe.

Il lui paraît que l'on ne saurait expliquer d'une manière satisfaisante les différences des droits appliqués à différentes sortes de machines.

Au numéro 471, « plaques et rubans de cuir, etc. », il propose, vu les changements de tarification des « cuirs », et afin de prévenir toute confusion, que l'on ajoute à cette classe les « manchons-frotteurs » et les « lanières-diviseurs en cuir pour cartes continues ».

Il demande, au N° 499, l'insertion du mot « nickelés » entre les mots « émaillés » et « ou », et au N° 503, deuxième alinéa, l'insertion du mot « nickelés » avant le mot « ou ».

Il désire également appuyer M. Crowe, en ce qui concerne l'élévation excessive des droits sur l'acier en proportion du prix actuel de ce métal.

M. Kennedy désire, en outre, savoir si les cordes en fil d'acier sont comprises sous la première rubrique du N° 500, « câbles en fil d'acier ». Si tel est le cas, il doit faire observer à MM. les Commissaires français qu'on affirme qu'un droit de 25 francs les 100 kilogrammes représente, pour ces articles, une taxe de 50 p. 100 de la valeur, et il les prie de vouloir bien examiner cette question au point de vue des droits sur l'acier en général.

M. Marie, fait observer en ce qui concerne la tarification des grillages en fer ou en acier, que la distinction établie entre les grillages à mailles de moins de 2 centimètres de côté et les

autres grillages n'implique pas de relèvement de droits. Sous l'empire du Tarif actuel, les grillages à mailles larges sont assimilés à la ferronnerie et payent 8 francs les 100 kilogrammes, tandis que les grillages à mailles fines sont taxés, comme tôles métalliques, à raison de 10 francs. On s'est borné à spécifier cette taxation au nouveau Tarif.

Pour les vis à bois, on a simplement mis la taxe qui leur est afférente en corrélation avec les droits sur les fils de fer qui servent à les fabriquer, en tenant compte de ce fait qu'il faut environ 134 kilogrammes de fil de fer pour fournir 100 kilogrammes de vis à bois.

M. Kennedy a, enfin, demandé qu'au n° 499, deuxième alinéa, sous la rubrique « autres ouvrages en métaux, en fer, articles de ménage et tous autres ouvrages non dénommés, en fer ou en tôle, étamés, émaillés ou vernissés, » on ajoutât ces mots : « ou nickelés ». Il y a cependant une grande différence entre l'étamage ou le nickelage. J'ignore, ajouta M. Marie, comment le nickelage se fait en Angleterre; mais en France, tandis qu'il suffit pour l'étamage de plonger tel métal dans un bain d'étain, on est obligé, pour le nickelage de recourir aux procédés électrochimiques. Or, dans ces conditions, pour que le nickel s'adapte au métal, il faut que ce dernier présente une surface parfaitement unie; la façon préparatoire qui lui est donnée est, par suite, beaucoup plus coûteuse, et il semble, dès lors, rationnel que le droit ne soit pas le même pour les articles nickelés que pour les articles simplement émaillés.

M. Kennedy répond que les Commissaires anglais examineront de nouveau la question.

Sur l'article « coutellerie », M. Baxter donne lecture de la note suivante :

« Nous désirons appeler l'attention spéciale de MM. les Commissaires français sur le n° 485, « coutellerie », dont la classification serait, d'après les fabricants de Sheffield, impossible à appliquer et les droits absolument prohibitifs. Leurs arguments sont tellement concluants que nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il y a eu erreur de la part des rédacteurs du Tarif.

« Nous sommes prêts à accepter, pour cette marchandise, le principe des droits spécifiques. Il y a toutefois une très grande difficulté à fixer ces droits d'une manière vraiment équitable, et nos fabricants nous demandent qu'on leur accorde un bref délai, afin de préparer un projet de classification offrant moins d'inégalités et établissant des droits spécifiques qui équivaldraient à 15 p. 100 de la valeur, et dont la perception ne présenterait pas

de difficultés pour la douane française. Nous espérons pouvoir nous-mêmes examiner ce projet et vous le présenter dans quelques jours.

« Je me contenterai pour le moment, de remarquer que les droits de 100 francs, 200 francs et 300 francs inscrits au n° 485 sont au moins trois fois aussi élevés que le droit actuel de 15 p. 100 de la valeur. On nous a remis une liste de six articles qu'exporte la ville de Sheffield, qui, au taux de 100 francs les 100 kilogrammes, seraient grevés d'un droit équivalent à 30 ou à 40 p. 100 de la valeur. On nous a aussi présenté deux objets qui seraient imposés à 200 francs les 100 kilogrammes, ce qui ferait pour l'un 44 et pour l'autre 37 p. 100 de la valeur ; de dix-huit autres articles taxés à 300 francs les 100 kilogrammes, pas un ne payerait moins de 39 p. 100, et pour quelques-uns la proportion serait de 140 p. 100 de la valeur. Je dois ajouter que, pour la majeure partie des marchandises qui intéressent l'exportation anglaise, le taux du Tarif à discuter est estimé à 55 au lieu de 15 p. 100 de la valeur. Vu les nécessités de la consommation française, nous sommes convaincus qu'il suffira d'appeler l'attention de MM. les Commissaires français sur cette question pour qu'ils acceptent le projet de classification et les droits nouveaux que nous aurons l'honneur de leur transmettre d'ici à peu de jours. »

M. Amé constate que, quant à présent, les Commissaires français se trouvent en présence, non pas de propositions fermes, mais d'une simple annonce de propositions. Il ne sait si MM. les Commissaires anglais pourront apporter une classification plus rationnelle que celle du nouveau Tarif français pour l'application de droits spécifiques. Dans tous les cas, il serait particulièrement utile qu'ils voulussent bien communiquer les prix de revient qui auront servi de base à leurs calculs, en se reportant non pas à l'ensemble des exportations de Sheffield, mais à leurs expéditions à destination de France. La consommation française ne saurait guère s'accommoder, en effet, de produits de la nature de ceux dont les échantillons sont présentés à la Commission. La constatation de prix de base loyalement établis permettra d'apprécier si la conversion du droit de 14 p. 100 en taxes spécifiques a été faite bien exactement. Cette conversion était difficile, en raison des divergences énormes d'appréciation qui se sont produites sur le prix des objets de coutellerie. Si l'on se reporte à l'enquête de 1860, on voit que la valeur des articles de coutellerie anglais importés en France variait, d'après les fabricants de Sheffield, entre 213 francs et 1,583 francs ; tandis que, suivant le témoignage des fabricants français, elle oscillait entre 2,800 francs et

25,000 francs les 100 kilogrammes. Le Gouvernement français ne refusera certainement pas d'examiner de nouveau et, au besoin, de reviser le Tarif de la coutellerie ; mais il est nécessaire, avant tout, qu'il soit en face de propositions formelles.

Sir Charles Dilke répond que les Commissaires anglais feront tout leur possible pour communiquer à MM. les Commissaires français des propositions précises sur les articles de coutellerie, en même temps que les prix sur lesquels elles auront été basées.

La discussion étant ouverte sur l'article « cordages », *Sir Rivers Wilson* présente les observations suivantes :

« Je prie MM. les Commissaires français de vouloir bien recommander à l'attention favorable du Gouvernement de la République les propositions que je vais avoir l'honneur de leur soumettre au nom de la Commission britannique.

« Permettez-moi d'abord de vous communiquer quelques faits à l'appui des réductions de droits que nous vous demandons.

« D'après un discours prononcé par M. Tirard le 3 juin 1880, devant la Chambre, l'importation française annuelle de cordages ne serait que de 200 tonnes, tandis que l'exportation en est de 2,380 tonnes, c'est-à-dire près de douze fois aussi grande que l'importation, différence qui ne se reproduit pour aucune autre industrie française. Il faut ajouter que la majeure partie de l'exportation française est à destination de la Grande-Bretagne et de ses colonies.

« On peut dire à juste titre que cette industrie est l'une des plus florissantes en France et qu'elle n'a absolument rien à craindre de la concurrence anglaise, et pourtant les augmentations de droits proposées sur les cordages sont parmi les plus considérables de toutes celles inscrites au Tarif à discuter. Les droits en question ont été apparemment établis en ajoutant 30 p. 100 pour le retordage aux droits sur les fils de lin simples, tandis que le coût de la main-d'œuvre qu'exige cette opération ne dépasse pas 10 p. 100.

« Afin de me rendre au désir exprimé à maintes reprises par MM. les Commissaires français, j'ai l'honneur de leur communiquer ci-dessous les prix des articles auxquels se rapportent nos propositions :

Cordages ou ficelles écrus, en étoupes ou chanvre, de 625 à 1,000 francs la tonne anglaise.

Les mêmes, teints, de 750 à 1,375 francs la tonne anglaise.

« Je dois ajouter que nos propositions indiquent la limite

extrême des droits que pourrait supporter l'industrie des cordages de l'Angleterre :

Cordages et ficelles en chanvre, lin ou étoupes, mesurant au kilogramme 6,000 mètres ou moins :

Écrus, 5 francs les 100 kilogrammes :

Teints ou blanchis, 6 francs les 100 kilogrammes.

Mesurant 6,001 mètres ou plus, mêmes droits que pour les fils de lin.

Cordages et ficelles en jute, mêmes droits que les fils de jute simples.

M. Amé fait observer que les retors de cette espèce ne sont pas plus surtaxés que les retors de toutes les autres catégories ; pour eux comme pour les autres, la surtaxe est de 30 p. 100, non pas du prix de la marchandise, mais du taux du droit. Il faut d'ailleurs tenir compte de ce fait que, sur une importation totale de cordages et de chanvre, représentant une valeur de près d'un million de francs, la France n'en reçoit de l'Angleterre que pour 72,000 francs. Presque tout le reste est fourni par l'Italie, Pays avec lequel la France désire aussi traiter.

M. Marie ajoute que les droits sur les cordages ne sauraient, dans tous les cas, être inférieurs aux droits sur les fils de chanvre, dont le minimum est fixé à 13 francs.

Sir Rivers Wilson affirme que, d'après le témoignage des fabricants anglais, le commerce serait impossible dans les conditions actuelles, et il insiste pour que le Gouvernement français veuille bien examiner de nouveau la question.

MM. Amé et *Marie* déclarent que le Gouvernement de la République ne se refusera certainement pas à ce nouvel examen.

Sur l'article des « tissus élastiques, » *M. Kennedy* communique à la Commission une note ainsi conçue :

« Le 5 du mois dernier, j'ai communiqué à *MM. Marie* et *Mariani* des représentations provenant des Chambres de commerce de Coventry, Derby et Leicester, tendant à prouver que la classification adoptée en 1860 pour les tissus élastiques ne répond plus aux besoins de leur commerce.

« Cette proposition diffère, sous certains rapports, de celles qui ont été jusqu'ici soumises à la discussion de la Commission ; elle implique, en effet, une rectification du Tarif de 1860.

« Les articles en question étaient peu connus en 1860 ; mais ils sont devenus l'objet d'un commerce régulier et s'exportent en certaine quantité pour la France. Les tissus de fabrication actuelle sont plus lourds que ceux en vogue en 1860, sans pourtant que leurs prix aient subi une augmentation correspondante. Loin de là, le prix d'aujourd'hui est moindre que celui de 1860. Le droit du Tarif à discuter, considéré comme l'équivalent d'une taxe à la

valeur, constitue une charge double de celle de 1860. Dans ces conditions, j'espère que MM. les Commissaires français conviendront qu'une classification plus favorable serait à désirer. Il me semble qu'il vaudrait mieux, au n° 547, réunir la catégorie des « ouvrages en tissus élastiques » à la catégorie des « ouvrages appliqués sur tissus en pièces ou sur d'autres matières », et admettre les deux classes d'articles au même taux, savoir : à 100 francs les 100 kilogrammes. Je désire recommander cette proposition à l'attention bienveillante de MM. les Commissaires français.

« Le commerce en question n'a pas une grande extension ; mais il intéresse les fabricants anglais plutôt que ceux des Pays tiers, et un arrangement favorable serait reçu avec satisfaction par les villes que je viens de nommer. »

M. Amé, reconnaît qu'en effet cette question intéresse spécialement l'Angleterre, puisqu'elle fournit à elle seule les trois quarts des articles de cette catégorie importés en France. Toutefois il fait remarquer qu'il n'y a eu, sur ce point, ni conversion ni augmentation de droits. On a maintenu purement et simplement la taxe établie en 1860, taxe qui ne paraît pas faire grief au commerce anglais, puisqu'elle lui permet d'introduire actuellement en France pour 4 millions de francs de tissus élastiques et autres ouvrages en caoutchouc. Le chiffre considérable de cette importation semble démontrer la supériorité de la fabrication anglaise, et il serait peut-être délicat d'abandonner une partie de la protection qu'on a déjà signalée comme insuffisante. Néanmoins les Commissaires français prennent note de la proposition qui leur est adressée, en promettant de la recommander au Gouvernement de la République.

Sir Rivers Wilson présente les propositions suivantes :

(Tabletterie d'ivoire et de nacre, n°s 564-567) :

« Les articles « peignes d'ivoire et billes de billard » désignés aux n°s 564 et 565, sont de fait déjà exclus par le droit de 10 p. 100 *ad valorem*. Mais un commerce qui a une certaine importance se maintient, quoique avec difficulté, à l'égard de quelques articles compris sous les n°s 566 et 567. Il s'agit particulièrement de touches de pianos et de manches de couteau, de fourchette, etc. ; or, ces articles importés en France dans un état ébauché et incomplet, sont taxés comme les articles fabriqués. Ils portent, pour se servir de l'expression technique, la marque de la scie, c'est-à-dire, qu'ils sont livrés sans être polis ou préparés en aucune façon. Les touches d'ivoire ne sont, en effet, que de simples morceaux d'ivoire brut sciés en plaques.

« Il est donc évidemment injuste de leur appliquer le même traitement que celui des articles de fantaisie, tels que peignes et billes de billard, articles fabriqués complètement, demandant l'emploi d'outils coûteux et d'une main-d'œuvre expérimentée. Mais cette inégalité devient plus frappante encore lorsqu'on considère les conditions de la concurrence à laquelle cette industrie est exposée. Or, les fabricants français nous envoient des claviers complets, avec touches d'ivoire, dont la matière première leur vient d'Angleterre, libre de tout droit, excepté la surtaxe d'entrepôt. Le Tarif allemand reconnaît la distinction entre l'article fabriqué et les matières importées presque à l'état brut. Il impose un droit de 3 marcks les 100 kilogrammes sur les touches de piano, les manches de couteau, ainsi que sur tous les articles en ivoire préparés à la scie seulement, et frappe d'un droit de 200 marcks les articles fabriqués. Nous demandons à MM. les Commissaires français d'en user de même avec nos productions, et d'admettre la même distinction entre les articles fabriqués et l'ivoire qui a seulement subi un travail préparatoire. A ce point de vue, il suffirait d'un droit de 5 francs les 100 kilogrammes pour les touches de piano, les manches de couteau ou de fourchette et autres objets à l'état d'ébauche, et nous proposons de substituer une catégorie constituée d'après ces données pour le N° 566 du Tarif à discuter.

« Je dois ajouter que l'industrie française n'a pas beaucoup à craindre de la Grande-Bretagne au sujet de ces articles du Tarif, puisque les importations de tabletterie du Royaume-Uni en France, pour l'année 1879, n'ont été que de £. 13,000, tandis que les exportations totales de la France, pour la même année, se sont élevées à £. 400,000 (soit 10 millions de francs), dont £. 63,000 étaient à destination d'Angleterre. »

M. Amé fait remarquer que le chiffre de 10 millions de francs cité par Sir Rivers Wilson représente la totalité de l'exportation française en articles de tabletterie de toute espèce. Il ajoute que les importations anglaises des mêmes articles en France ne sont pas considérables. C'est d'Allemagne surtout qu'ils proviennent. Néanmoins une concession sur cette catégorie de produits ne semblerait pas impossible, à la condition que MM. les Commissaires anglais voulussent bien modérer leurs demandes et ne pas proposer de ramener les droits, pour ces objets en ivoire, de 500 à 5 francs. Autant vaudrait réclamer la franchise absolue.

Sir Rivers Wilson rappelle que les articles spéciaux dont il a parlé, c'est-à-dire les touches de piano et les manches de

couteau non polis, peuvent être considérés comme des matières quasi-premières.

M. Baxter présente les observations suivantes :

« Le commerce d'objets en vulcanite provenant d'Édimbourg n'a pas encore atteint une grande extension, mais il est néanmoins important pour les producteurs et pour les consommateurs.

« Nous nous permettons de suggérer à MM. les Commissaires français qu'il y aurait avantage à comprendre la tabletterie de vulcanite sous le N° 547 du Tarif à discuter, où se trouvent les autres produits du caoutchouc, ainsi qu'il suit :

Peignes en caoutchouc . . .	90 francs les 100 kilogrammes de poids net.
Les cartons qui les contiennent	18

« Cette tarification équivaldrait au droit de 10 p. 100 *ad valorem*, inscrit au N° 568, suivant la classification établie en 1867. Le droit de 450 francs les 100 kilogrammes imposé par ce numéro représente 16 p. 100 de la valeur. Cet article ne se fabrique pas en France, et on le demande davantage de jour en jour. Il n'a rien de commun avec les autres objets classés sous le N° 568. »

M. Amé répond que la question sera examinée.

M. Kennedy présente les observations suivantes au sujet de certains articles compris dans le Tarif à discuter :

« Il ne sera peut-être pas inutile de vous prévenir que nous profiterons d'une occasion prochaine pour vous soumettre de nouvelles représentations au sujet des « couleurs » (y compris les « vernis »), des « faïences » et des « glaces ».

« Je dois ajouter en même temps que l'on vient de nous transmettre des calculs d'après lesquels le droit actuel sur les « toiles cirées (coton) pour emballage » (N° 387) équivaldrait, au taux de 15 p. 100 de la valeur, à un droit spécifique de 15 francs les 100 kilogrammes, qui correspondrait précisément au droit de 18^{fr} 60 de la proposition présentée à la Chambre par le Gouvernement français, déduction faite de la majoration de 24 p. 100.

« On ne se rend pas un compte bien exact de l'article du Tarif sous lequel seraient taxés les « chapeaux en toile cirée doublés en laine ». On nous assure qu'un droit spécifique de 20 centimes serait l'équivalent de 15 p. 100 de la valeur.

« Filets de pêche en coton » (N° 539). Le droit du Tarif à discuter est celui du Tarif conventionnel actuel ; mais on réclame contre l'élévation de ce droit qui entrave le commerce, et l'on demande une réduction.

« Bateaux de rivière » (N° 544). Nous demandons que les bateaux de rivière soient inscrits au Tarif à discuter comme le sont déjà les bâtiments de mer.

« Parapluies, etc. » (N° 577). Nous demandons pour ces articles la tarification correspondante aux droits sur les substances dont ils sont composés.

« Je désire ajouter, en terminant, que, outre les observations que je viens de vous adresser à propos du Tarif à discuter, j'aurai à revenir prochainement sur certains détails de tarification concernant, entre autres, les « huiles de schiste », le « sel », la « bière », les « amidons », les « biscuits », etc. »

M. Amé répond que la réclamation sur les filets de pêche est évidemment le résultat d'une erreur, le droit sur les filets ayant été réduit, dans l'intérêt du pêcheur français, au-dessous même de la taxe afférente aux fils dont ils se composent.

Il est convenu qu'on remettra au Gouvernement français une note sur les articles réservés dont M. Kennedy a donné l'énumération.

Il est, en outre, entendu que la Commission se réunira le samedi 2 juillet, à 11 heures 15 minutes, pour entendre la lecture du présent procès-verbal, mais qu'il ne sera pas rédigé de compte rendu de cette séance.

Sir Charles Dilke donne lecture de la note suivante :

« Les Commissaires de la Reine jugent nécessaire, en terminant la discussion du Tarif, d'appeler l'attention de la haute Commission française sur plusieurs questions qui se trouvent en suspens, et qui intéressent le commerce entre la Grande-Bretagne et la France. La Commission britannique, vu le désir des hauts Commissaires de France d'en référer à leur Gouvernement, ne se propose pas, pour le moment, de traiter ces questions en détail, mais plutôt d'en indiquer la nature d'une manière générale et de signaler quelques points saillants qu'elle désirerait soumettre à la considération de MM. les Commissaires français lors des négociations ultérieures.

« Ces points sont :

« 1° Le courtage maritime.

« 2° La surtaxe d'entrepôt.

« 3° Les primes sur la marine marchande.

« 4° Les primes sur le sucre.

« 5° Les expertises en douane.

« 6° La question d'une convention consulaire.

« 7° Les brevets d'invention.

« 8° La convention pour le règlement des pêcheries.

« 9^e Les négociations coloniales.

I. *Le courtage maritime.*

« On nous assure que les règlements actuels ne sont pas strictement observés dans tous les ports français; qu'ils sont incomplets sur certains points, particulièrement en ce qui concerne les vaisseaux faisant relâche à cause de mauvais temps, et que les redevances prélevées en vertu de ces règlements ne correspondent nullement à la valeur des services rendus.

« En temps et lieu, nous soumettrons à MM. les Commissaires français un mémoire à l'appui de ces observations.

II. *La surtaxe d'entrepôt.*

« On considère que cet impôt a pour objet d'assurer aux ports de mer de la France le commerce direct avec les pays étrangers d'où les industriels tirent leurs matières premières. A notre point de vue, il paraîtrait, au contraire, faire obstacle à l'extension du commerce français, dont l'intérêt serait plutôt qu'il lui fût permis, librement et sans surcroît de charges, de se procurer les marchandises dont il peut avoir besoin pour les marchés de l'intérieur ou de l'étranger.

« A ce point de vue, la surtaxe d'entrepôt nuit aux intérêts qu'elle est destinée à favoriser. Il en résulte une charge de plus pour l'industriel français, et pour le consommateur français une augmentation de prix.

« Il n'est guère de rapport sous lequel les bénéfices que la France est censée tirer de la surtaxe d'entrepôt puissent être considérés comme réels et certains; les préjudices pour le commerce du Royaume-Uni qui ressortent de ce système sont pourtant incontestables. Nous espérons que le Gouvernement de la République trouvera moyen de supprimer la surtaxe ou de réduire le nombre d'articles auxquels elle s'applique.

« Le Gouvernement de la Reine doit surtout protester contre la perception de cet impôt sur les denrées provenant des colonies britanniques, lorsqu'elles passent par un port du Royaume-Uni, tandis que les mêmes marchandises n'en sont pas frappées si elles passent par un port d'un pays tiers. Il arrive ainsi que les produits du Canada importés en France par voie de Liverpool sont grevés de la surtaxe, mais qu'importés par voie de New-York, ils en sont exempts.

« Nous vous proposerions donc que le Gouvernement de la République affranchisse de la surtaxe d'entrepôt au moins tout produit des colonies britanniques importé en France par voie du

Royaume-Uni, et toute marchandise expédiée sous lettres d'envoi direct et qui ne subit qu'un simple transbordement dans les ports du Royaume-Uni.

III. *Les primes sur la marine marchande.*

« Le Gouvernement de la Reine est d'avis que les primes sur la construction des navires et sur la navigation sont en contradiction avec le principe des Traités de commerce en vigueur entre la Grande-Bretagne et la France, et qu'elles tendront à produire précisément l'état de choses que les stipulations, quant aux droits d'entrée, que contiennent ces Traités, étaient destinées à éviter.

« Les primes sur la construction des navires paraissent excéder le taux qui suffirait à dédommager la construction des charges que lui impose le Tarif français.

« Les primes sur la navigation semblent s'écarter du principe de l'égalité des pavillons que reconnaissent les Traités de navigation que la France a conclus avec les autres Puissances; elles ne peuvent que donner lieu à des voyages ayant pour but la prime elle-même et non le commerce légitime.

IV. *Les primes sur le sucre.*

« Nous reconnaissons que la loi du 19 juillet 1880 visait la diminution de ces primes.

« Nous admettons qu'on a, jusqu'à un certain point, atteint ce résultat, grâce à la réduction des droits d'entrée et, par conséquent, des *drawbacks* qui en dépendent.

« Mais il est probable qu'un règlement plus complet et mieux adapté à la surveillance qu'exercent les agents du fisc français sur l'industrie des sucres serait plus propre à diminuer les primes que ne le sont les dispositions de la loi citée.

« Au point de vue du Gouvernement de la Reine, toutes les primes sont des entraves au libre essor du commerce, et elles doivent conséquemment nuire aux véritables intérêts du Pays qui les accorde. Ce Gouvernement a dernièrement proposé une conférence internationale sur la question des sucres, et il a vu avec regret que ce sont les conditions dont la France a fait dépendre son acceptation de ce projet qui l'a fait échouer.

« Dans le cours des séances ultérieures, nous espérons soumettre cette question à MM. les Commissaires français.

V. *Les expertises en douane.*

« Nous n'avons qu'à signaler très brièvement le sens des re-

présentations que nous nous proposons de faire, au moment opportun, relativement à l'expertise en douane.

« Dans un Mémoire communiqué à Son Exc. M. Challemeil-Lacour, le 20 août dernier, il est dit que « le Gouvernement de Sa Majesté Britannique désire appeler l'attention sur certains points où l'on n'a pas dûment observé les stipulations, quant à l'expertise, que contiennent les Traités en vigueur, ou bien encore où on leur a donné une interprétation forcée. »

« Le même Mémoire faisait remarquer qu'on « semblait ne pas faire de différence entre les erreurs imprévues et les fraudes ; c'est particulièrement sur ce dernier point qu'il s'appuyait, et il demandait « qu'on observât non moins l'esprit que la lettre de ces stipulations. »

« Ce Mémoire mettait en avant six exemples, dont deux de contestations quant à la valeur et quatre de contestations quant à la nature ou la provenance des marchandises.

« Le Gouvernement français finit par admettre qu'au moins dans deux des cas cités au Mémoire, les employés de la douane avaient tort. Il en résulte que des réclamations adressées à ce Gouvernement, quant à l'expertise, n'étaient pas entièrement mal fondées, et qu'il était question plutôt de la classification et de la provenance des marchandises que de la valeur. La suppression des droits *ad valorem* et l'adoption d'une classification plus compliquée ne sont pas des modifications de nature à mettre fin à ces plaintes.

« Quant au nombre des plaintes portées à la connaissance de Son Exc. M. Challemeil-Lacour, il suffira de rappeler les mots mêmes du Mémoire, qui dit « que l'on pourrait citer d'autres plaintes, mais que les représentations déjà faites semblent démontrer qu'à l'heure qu'il est on n'observe pas assez exactement les stipulations des Traités en vigueur. »

VI. *La question d'une convention consulaire.*

« Par article 3 du Traité du 23 juillet 1873, il a été convenu que la Grande-Bretagne et la France devraient conclure une convention supplémentaire, qui réglerait, entre autres choses, les dispositions qui sembleraient nécessaires au sujet des attributions consulaires ; mais, pendant la négociation de la Convention supplémentaire, le Gouvernement français s'excusa de traiter la question de la Convention consulaire, en alléguant la différence qui existe entre les lois régissant la matière en Angleterre et en France. C'est une question qui a de l'importance pour les deux Pays, et sur laquelle il y aurait avantage à s'entendre.

« Les Commissaires de la Reine apprendraient avec plaisir, pendant les négociations, quelles sont les vues de MM. les Commissaires français sur la question.

VII. *Les brevets d'invention.*

« Afin de ne pas nous arrêter trop longuement sur cette question, nous nous contenterons de remarquer qu'il est rigoureusement défendu de vendre en France des articles brevetés dans ce Pays fabriqués à l'étranger, et qu'on nous assure que cette disposition de la loi est très nuisible aux intérêts français. Le motif qui l'a inspirée est sans doute le désir d'assurer à la France les bénéfices qui résulteraient de la fabrication de l'article breveté. La loi exige que la fabrique soit établie dans le délai de deux ans à partir de la concession du brevet. Mais il peut bien arriver que le fabricant breveté n'ait pas lui-même les moyens d'établir une fabrique convenable dans le délai accordé, et le capital français ne lui viendra pas en aide, vu que son article serait encore à peu près inconnu en France. Il s'ensuit souvent que l'article est mis sur le marché français dans un état qui est loin de la perfection désirée.

« Il nous semble qu'il est à désirer que la Commission considère la question des brevets d'invention pendant les négociations.

VIII. *La convention pour le règlement des pêcheries.*

« Le Gouvernement français n'ignore pas que le Gouvernement de Sa Majesté tient beaucoup à mettre en vigueur les dispositions de la Convention de 1867. Des conflits entre les pêcheurs n'ont lieu malheureusement que trop souvent et les intérêts des deux Pays demandent que les questions en suspens quant à la Convention de 1867 soient réglées d'une manière satisfaisante.

« On était sur le point de s'entendre aux séances de la Commission mixte qui eurent lieu à Paris en 1874; et par une note en date du 5 juin 1880, adressée à Son Exc. M. Léon Say, alors ambassadeur de France à Londres, nous avons prié le Gouvernement français de reprendre les négociations.

« Quoique nous ayons maintes fois demandé une réponse à cette note, nous n'en avons pas reçu jusqu'à présent.

« Nous prions donc MM. les Commissaires français de vouloir bien appeler l'attention de leur Gouvernement sur cette question.

IX. *Les négociations coloniales.*

« J'ajouterai, en terminant, que, quand les conditions du nou-

veau Traité auront été arrêtées, la question de son application aux colonies et possessions étrangères des deux Puissances pourrait être mise à l'étude dans le but d'arriver à une conclusion satisfaisante pour les Parties contractantes. »

M. *Challemel-Lacour* renouvelle les observations qu'il avait présentées dans la quatorzième séance. Il reconnaît toute l'importance des questions abordées dans la note dont Sir Charles Dilke vient de donner lecture ; mais il persiste à penser qu'il est préférable d'attendre pour les discuter, qu'une décision soit intervenue en ce qui concerne la conclusion du Traité proprement dit, c'est-à-dire la fixation du Tarif Conventionnel. Elles en sont tout à fait distinctes, elles peuvent être réglées séparément sans qu'une Convention douanière soit intervenue, et, d'un autre côté, il lui paraît incontestable que l'établissement d'un accord sur le Tarif peut en faciliter la solution. Il avait, en conséquence, formulé, dans la quatorzième séance, une demande d'ajournement qui avait obtenu l'assentiment de Sir Charles Dilke, ainsi que l'approbation spéciale de Sir Rivers Wilson et qu'il n'hésite pas à maintenir.

Il se borne en conséquence, à prendre acte de la remise de la note présentée par Sir Charles Dilke. Cependant, sans vouloir entamer la discussion des nombreuses et intéressantes questions qu'elle soulève, il lui paraît impossible de ne pas formuler immédiatement des réserves sur quelques-uns des points qui s'y trouvent touchés.

Ainsi, en ce qui concerne les pêcheries, il est possible que le Gouvernement anglais n'ait pas encore reçu de réponse écrite ; mais, sous la forme verbale, des réponses fréquentes et récentes lui ont été adressées. On ne saurait voir d'ailleurs par quel lien cette question tout à fait spéciale se rattache à la négociation d'un traité de commerce.

Quant aux critiques dirigées contre le système français de primes à la marine marchande, elles n'ont vraiment plus d'objet, la question venant d'être définitivement réglée par les pouvoirs législatifs. Peut-être, au moment de la préparation et du vote de la loi, le Gouvernement anglais aurait-il pu essayer d'influer par la voie diplomatique, sur les résolutions du Gouvernement de la République ; mais, aujourd'hui qu'il se trouve en présence d'un fait accompli, on ne peut comprendre ni l'application ni l'utilité de ses observations, et MM. les Commissaires français se voient dans la nécessité d'en décliner la discussion.

Pour la question du régime des sucres, si, en dernier lieu, la proposition faite par l'Angleterre de réunir une nouvelle confé-

rence n'a pu aboutir à un résultat favorable, la cause doit en être cherchée dans le refus du Cabinet anglais d'accepter les réserves auxquelles non seulement le Gouvernement de la République, mais d'autres Gouvernements, notamment celui des Pays-Bas, ont cru devoir subordonner leur assentiment à la convocation de cette conférence.

M. Amé tient à faire ressortir ce qui lui paraît y avoir de peu logique dans l'attitude du Gouvernement anglais à propos du régime des sucres. Le Cabinet de Londres insiste, en effet, auprès de la France pour la suppression des primes qu'il suppose être encore accordées à l'industrie sucrière française, mais en même temps il refuse d'égaliser les conditions de la concurrence en frappant de surtaxes les sucres notoirement primés qu'il reçoit de Pays tiers. Il faut d'ailleurs remarquer que les primes, s'il en existe encore en France, sont réduites à un chiffre insignifiant, non seulement en raison de la diminution des droits, mais encore par suite de l'application du système saccharimétrique.

M. Amé ajoute que les reproches adressés à la douane française au sujet de l'application du système des expertises consistent en affirmations générales, absolument dénuées de preuves. Les Traités ont tracé certaines formes à suivre en matière d'expertise, et la douane française observe scrupuleusement ces formes. Il peut, il est vrai, arriver qu'elle se trompe dans un cas déterminé, mais ceci ne constitue pas une violation des traités.

M. Kennedy dit que les propositions du Gouvernement anglais concernant une conférence sur la question des sucres avaient un caractère tout à fait général. Quant aux expertises, il n'a rien à ajouter à ce qui a été dit par Sir Charles Dilke.

M. Amé n'ajoutera rien non plus à ses réserves. Le jour où la question sera discutée, MM. les Commissaires anglais n'hésiteront probablement pas à reconnaître, soit pour les expertises, soit pour les sucres, le peu de fondement des griefs dont ils ont été saisis.

M. Challemel-Lacour constate que la Commission, ayant achevé l'examen du Tarif à discuter, et terminé ainsi la première phase de ses travaux, se dispose à suspendre ses délibérations, pour laisser à ses membres la faculté d'en référer à leurs Gouvernements respectifs.

Avant cette séparation temporaire, *M. Challemel-Lacour* tient à remercier MM. les Commissaires anglais de la courtoisie et de l'esprit de conciliation dont ils ont constamment fait preuve dans le cours des discussions.

Le Gouvernement de la République se plaît à croire que les

difficultés que la Commission a rencontrées, et qui l'ont empêchée d'aboutir à un résultat immédiat, ne seront pas insurmontables. Il espère que les négociations, lorsqu'elles seront reprises, dans un délai qu'il désire aussi prochain que possible, et surtout si elles sont reprises à Paris, pourront amener la conclusion d'un Traité conçu dans le même esprit de rapprochement que celui de 1860, et qui, s'inspirant des changements économiques survenus non seulement dans les deux Pays, mais dans le reste de l'Europe, tournera à l'avantage commun des deux nations.

Si le désir de conclure un Traité est vif en Angleterre, il ne l'est pas moins de l'autre côté du détroit ; mais le Gouvernement français rencontre des difficultés particulières que MM. les Commissaires britanniques connaissent déjà, et que certainement ils apprécieront mieux encore dans la suite des négociations. Il suffit d'indiquer les décisions des assemblées parlementaires auxquelles il est impossible de ne pas se conformer ; ils savent quelle est la portée de l'article 11 du Traité de Francfort ; et ils n'ignorent pas que les Tarifs de l'Allemagne s'élèvent tous les jours davantage, et qu'on est obligé d'en tenir compte.

Sous ces réserves, le Gouvernement de la République est disposé à examiner avec le plus grand soin les réclamations produites par MM. les Commissaires anglais, et il s'efforcera d'y satisfaire dans la mesure que lui permettent les décisions parlementaires antérieures, et aussi la situation faite à l'industrie française par le relèvement de la plupart des Tarifs européens. Il espère que les négociateurs britanniques ne se rendront pas à Paris sous une impression de découragement. Ils y seront reçus, en tout cas, avec un sentiment tout autre. Les Commissaires français ont la confiance qu'une bonne volonté mutuelle, aidée par la parfaite connaissance des difficultés qu'il sera dès lors plus facile de vaincre, permettra d'atteindre enfin les résultats que le Gouvernement de la République souhaite très sincèrement.

Sir Charles Dilke remercie M. Challemeil-Lacour des sentiments qu'il vient d'exprimer, et il tient à remercier en même temps MM. les Commissaires français du bon vouloir qu'ils ont manifesté dans le cours des négociations. Les Commissaires anglais aiment à espérer eux aussi, que les travaux et les efforts de la Commission ne seront pas perdus. Ils désireraient d'ailleurs savoir si les paroles de M. l'Ambassadeur de France peuvent être considérées comme équivalant à une invitation formelle de reprendre prochainement les négociations à Paris, ou s'ils doivent, au contraire, attendre une convocation en règle.

M. Challemel-Lacour répond que la déclaration qu'il vient de faire à cet égard, avec l'autorisation de son Gouvernement peut être considérée comme une invitation.

Sir Charles Dilke insiste sur l'avantage qu'il y aurait à pouvoir déterminer dès à présent la date des réunions ultérieures.

M. Challemel-Lacour répond qu'il croit pouvoir proposer comme date éventuelle de réunion, les derniers jours du mois de juillet, mais en réservant absolument à cet égard la décision du Gouvernement de la République.

Sir Rivers Wilson fait remarquer qu'il pourrait être très utile, pour la marche même des négociations, de savoir d'avance, à titre officieux, quel accueil le Gouvernement français réservait à quelques-unes des principales demandes de l'Angleterre.

M. Challemel-Lacour déclare qu'il n'y verrait pas d'objections, pour sa part, mais qu'il n'est pas en mesure de répondre sur ce point.

Sir Charles Dilke exprime, en terminant, l'espoir que le Cabinet de Londres pourra du moins recevoir ces renseignements à titre tout à fait confidentiel et de vive voix.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR. Signé : CHARLES W. DILKE.
Le Secrétaire-Rédacteur.
G. JENNER.

N° 128

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 6 juillet 1881

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie, un extrait du *Journal officiel* de ce jour contenant l'exposé des motifs et le Projet de loi, pour la prolongation des Traités de Commerce.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 128

Extrait du « *Journal Officiel* » du 2 juillet 1881.

(Séance du 23 juin 1881.)

Projet de Loi relatif à la prorogation des Traités de Commerce, présentée, au nom de M. Jules Grévy, Président de la République Française, par M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, et par M. Barthélemy St-Hilaire, Ministre des Affaires Étrangères.

Exposé des Motifs.

Messieurs,

En vertu des délégations échangées entre le Gouvernement de la République et les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Portugal, des Pays-Bas et de la Belgique, les Traités de commerce qui nous lient avec ces Puissances doivent prendre fin six mois après la promulgation du nouveau Tarif Général des Douanes.

A l'égard de l'Autriche-Hongrie, de la Suisse, de l'Espagne, et des Royaumes-Unis de Suède et Norvège, les mêmes Traités devaient rester en vigueur pendant un délai de six mois après le jour où l'une des deux Parties contractantes aurait notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Conformément aux prescriptions de la loi du 4 août 1879, le Gouvernement français a dénoncé le 8 mai dernier, jour de la promulgation du Tarif Général, les Traités et Conventions de commerce conclus avec ces trois derniers Pays.

Dans ces conditions, le régime conventionnel qui règle les relations commerciales de la France avec l'étranger doit expirer le 8 novembre prochain.

En dénonçant nos divers Traités, le Gouvernement français a fait connaître aux Puissances contractantes qu'il était prêt à négocier avec elles en vue de nouvelles Conventions commerciales, et, à cet effet, des négociations sont ouvertes ou sur le point de s'ouvrir entre la France et la plupart des Puissances européennes. Mais il est à peu près certain que ces négociations ne pourront aboutir assez à temps pour que les ratifications définitives soient échangées avant l'expiration des Traités actuels.

Plusieurs Gouvernements étrangers, ceux de l'Italie, du Por-

tugal, de Suède et Norvège, nous ont déjà présenté des observations dans ce sens et de notre côté, il n'est pas certain que la nouvelle Chambre des députés, qui doit être élue dans le courant de cette année, soit en mesure d'examiner et d'approuver avant le 8 novembre prochain les Traités qui pourront être soumis à sa ratification.

En cet état de choses, nous pensons qu'il y aurait des inconvénients graves à suspendre momentanément toutes nos Conventions internationales, alors que nous aurions l'espoir de les rétablir, au moins partiellement, dans un avenir peu éloigné.

Nous venons, en conséquence, vous proposer, Messieurs, d'autoriser le Gouvernement à proroger pour un nouveau délai de trois mois, c'est-à-dire du 8 février 1882, les Traités et Conventions actuellement en vigueur.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que cette prorogation ne pourrait suppléer, en cas d'insuccès des négociations avec une Puissance quelconque à la conclusion d'un nouveau Traité de commerce.

Cette faculté de prorogation ne s'appliquerait qu'aux puissances avec lesquelles nous serions parvenus à signer de nouveaux Traités ou avec lesquelles nous serions engagés dans des négociations dont la solution favorable ne paraîtrait pas douteuse.

Cette prorogation ne serait donc accordée ni aux Puissances avec lesquelles aucune négociation ne serait engagée, ni à celles dont les négociations auraient été rompues.

Dans ces conditions, l'autorisation que nous vous demandons permettrait sans rien compromettre, de prévenir une perturbation momentanée dans les rapports commerciaux des Pays contractants.

Projet de Loi.

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à proroger pour trois mois à dater du 8 novembre 1881 les Traités et Conventions de commerce actuellement en vigueur.

N° 129

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 7 juillet 1881.

Mylord,

Le projet de loi, autorisant le Gouvernement à prolonger, pendant trois mois, à partir du 8 novembre prochain, les Traités

de commerce existants, est venu devant la Chambre des Députés, hier; l'urgence a été déclarée, et après un débat assez long le projet a été voté sans opposition. Ce projet de loi est donc prêt à être déposé sur le bureau du Sénat.

L'article unique est composé comme suit :

« Le Gouvernement est autorisé à proroger pour trois mois à dater du 8 novembre 1881, les Traités et Conventions de commerce actuellement en vigueur. »

M. Tirard a appuyé le projet du Gouvernement demandant pouvoirs pour prolonger les Traités, attendu qu'en novembre prochain la nouvelle Chambre ne serait pas en mesure d'examiner et de voter des Traités signés avant cette date. Il a rappelé que l'exposé des motifs contient le passage que la prolongation ne sera pas accordée à une Nation qui n'aura pas, ou ne sera pas sur le point de signer un nouveau Traité avant le 8 novembre.

M. Tirard a donné quelques renseignements sur les négociations avec l'Angleterre et a manifesté son espoir de les voir aboutir. Pourtant il a paru dire que le succès des négociations dépendait de l'acceptation des Tarifs spéciaux par l'Angleterre. « J'ai toujours, a-t-il dit, déclaré de la façon la plus nette et la plus absolue que la transformation des anciens droits *ad valorem* en droits spécifiques était une condition essentielle de nos futurs Traités de commerce. Sur ce point il ne pouvait y avoir aucune espèce d'illusion à se faire de la part du Gouvernement anglais.

« J'ai l'espérance que le Gouvernement anglais ne se méprendra pas sur les Déclarations réitérées qui lui ont été faites, et acceptera finalement les bases que nous lui avons proposées. »

Il a été insinué dans le cours des débats, spécialement par M. des Rotours, que les négociations commerciales avaient été liées, sinon subordonnées aux affaires politiques, et en particulier à l'expédition de Tunisie ! La question faite à la Chambre des communes par lord Randolph Churchill sur cette affaire et la réponse de Sir Charles Dilke ont été rappelées.

M. Tirard a formellement repoussé ces insinuations, et en parlant des négociations à Londres, il a dit : « La plus parfaite courtoisie n'a cessé de régner dans toutes nos négociations, et on ne s'est absolument occupé que des questions économiques, à l'exclusion de toutes autres. Sur ce point, je dois être très net, très ferme, très précis afin que l'on ne nous accuse pas de subordonner certaines questions à des considérations qui n'ont rien à faire dans la discussion qui nous occupe.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

N° 130

Les Commissaires Royaux au comte de Granville.

Foreign Office, le 11 juin 1881.

Mylord,

Nous avons l'honneur d'informer Votre Seigneurie de nos agissements pour l'exécution des instructions que nous avons reçues le 24 mai dernier. Nous avons tenu 16 séances avec les Commissaires français, et nous avons eu un grand nombre d'entrevues avec les Représentants des Chambres de commerce et autres Assemblées intéressées par leur commerce avec la France.

Votre Seigneurie nous a dit, à notre nomination, qu'il n'y avait pas eu de base définitive proposée pour les négociations commerciales par le Gouvernement français, et qu'alors vous ne pouviez nous donner d'instructions formelles.

Nous ne connaissons pas même à présent les vues précises du Gouvernement français sur la majorité des détails du Tarif. Nous avons examiné avec les Commissaires français le Tarif Conventionnel en détail, et sur chaque point qui pouvait avoir un intérêt pour le commerce anglais, nous avons fait des propositions ; mais seulement dans peu de cas, nous avons reçu des contre-propositions et cela même que pour quelques-uns des articles les moins importants. Un examen précis du Tarif proposé nous a fait comprendre que les propositions françaises étaient d'augmenter les droits des objets sur lesquels le plus grand commerce se fait maintenant. Lorsque nous nous sommes récriés sur ces augmentations, on nous a répondu qu'elles étaient faites au point de vue du fisc, que dans certains cas le commerce en question n'était pas seulement anglais, mais aussi suisse, italien, belge ou allemand et dans d'autres il est admis que ce droit est protecteur et est augmenté dans un but de protection.

A la première séance, les Commissaires français ont rejeté, non sans protestation de notre part, la base signée l'année dernière par Votre Seigneurie et M. Léon Say, sans toutefois répudier les intentions libérales dont elles étaient inspirées. Ils ont refusé d'adopter notre proposition, de faire une enquête sur la baisse de prix depuis 1860 avec le but d'adopter une proposition de droits spéciaux. En ce qui concerne les fers, les concessions demandées par les Commissaires français ont été réitérées plus

tard sur des instructions venues de Paris, mais à la quinzième séance il a été convenu que les réductions seraient adoptées dans tout Traité qui pourrait être signé. D'autre part, certaines concessions ont été proposées par les Commissaires français sur certains produits chimiques, sur la qualité la plus élevée des tissus et des toiles, sur les chapeaux de paille et autres objets.

Les points sur lesquels nos vues sont loin d'être d'accord avec nos collègues français sont malheureusement les principaux articles du commerce se faisant entre le Royaume-Uni et la France, particulièrement les produits de coton et de laine. La France a importé de la Grande-Bretagne pour son usage en 1879 la valeur de 51,000,000 de francs en marchandises de laine; son importation totale ne s'est élevée, cette année, qu'à 68,000,000. Pour les cotons, la France en a importé du Royaume-Uni pour une valeur de 27,000,000 de francs, beaucoup plus que de l'Allemagne, le Pays après nous le plus intéressé. Ces grandes industries de coton et de laine sont donc essentiellement anglaises et nous avons le regret de dire qu'un changement de classification et l'application des droits proposés tendraient, à notre idée, à amoindrir, diminuer et même dans certains cas ruiner ce commerce. Par la substitution de *droits spéciaux* aux droits *ad valorem*, le Gouvernement français atteindra sévèrement les marchandises bon marché qui sont surtout exportées de ce Pays.

D'après les instructions de Votre Seigneurie, nous n'avons pas cru devoir refuser absolument le changement des droits *ad valorem*, au Tarif spécial. Au contraire, tant que le changement n'offrait pas de difficultés, nous n'avons pas fait d'objection à ce sujet. Quand un doute pouvait exister, nous avons consenti avec répugnance à ce changement, sans admettre cependant les raisons données généralement pour la suppression du système *ad valorem*. Mais dans certains autres cas nous n'avons pu accepter ce changement. Nous sommes convaincus et nous avons essayé de convaincre nos Collègues français qu'une échelle de proportion des droits sur la qualité des articles sans proportion du nombre dans lequel ils sont importés, doit être de nature à atteindre certaines industries offrant une grande variété de genres de marchandises. Pour appuyer ce que nous avançons nous avons rappelé certains articles importants qui avaient dû en 1860 être convertis de droits *ad valorem* en droits spéciaux.

Ces mesures ayant été fixées par les Parlements français, les Commissaires n'ont pu entrer dans une discussion sur ce terrain et n'ont pu rien répondre aux objections pratiques des changements

proposés concernant les cotons et laines stipulés dans une note communiquée par M. Kennedy à Paris. Le cas nous a semblé si grave que nous avons cru devoir insister, sur le maintien des droits *ad valorem* attendant la décision du Gouvernement de Sa Majesté.

Nous sommes persuadés que les présentes propositions du Gouvernement français concernant les cotons et les laines sont de nature à mettre fin en partie au commerce anglais pour la fabrication de ces produits.

Il est pourtant important de dire qu'à l'exception de certains articles auxquels réfèrent nos Collègues français, des erreurs ont été commises en 1860; ils ont admis que l'intention de leur Gouvernement était de substituer à présent des droits spécifiques aux droits *ad valorem*. La minute qui accompagne ce rapport démontre que les nouveaux droits par la façon dont ils ont été fixés ne sont pas proportionnels mais augmentés et dans de certains cas très augmentés.

Nous avons cru devoir suspendre les négociations, voyant combien les vues des deux Commissions étaient opposées, et surtout parce qu'il est évident que dans une période prochaine il nous sera impossible de faire accepter à nos Collègues français les cinq principes formant les instructions que Votre Seigneurie nous a remis. Mais pour plusieurs raisons nous avons cru devoir examiner le Tarif jusqu'à la fin. Tout en nous pénétrant des instructions de Votre Seigneurie, nous nous sommes efforcés d'arriver à une amélioration possible, afin de pouvoir soumettre le tout aux appréciations et remarques du Gouvernement de Sa Majesté, d'accord en cela avec le dernier paragraphe des instructions de Votre Seigneurie.

Votre Seigneurie voudra bien observer que les Commissaires français nous ont proposé, aux deux dernières séances, de renouer à Paris les négociations à la fin de ce mois.

De notre côté, nous avons demandé que les vues du Gouvernement français, sur notre contre-proposition, nous soient communiquées. Nous pensons qu'une acceptation de l'invitation dépend de la nature de cette communication et à moins qu'elle n'indique un projet raisonnable d'arriver à la conclusion d'un Traité satisfaisant, nous croyons qu'il serait préférable de ne pas reprendre les négociations comme le demandent les Commissaires français.

Nous avons l'honneur de remettre sous ce pli pour l'information de Votre Seigneurie, copies des procès-verbaux des séances de la Commission, et un extrait des propositions et contre-pro-

positions concernant les articles les plus importants du Commerce anglais.

Nous sommes, etc.

Signé : CH. W. DILKE.

Signé : W. E. BAXTER.

Signé : C. RIVERS WILSON.

Signé : C. M. KENNEDY.

Signé : J. A. CROWE.

ANNEXE AU N° 130.

RELEVÉ COMPARATIF des propositions inscrites au « Tarif à discuter » et des demandes de MM. les Commissaires anglais.

Numéros du Répertoire	ARTICLES	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
	PROPOSITION GÉNÉRALE.		
	<i>Ramener les taux aux pourcentages de 1860 et 1864, en tenant compte de la baisse des prix.</i>		
22	Laines en masses d'Australie « y compris la Nouvelle-Zélande et la Tasmanie », et du Cap, « y compris le Natal », importées soit directement des lieux de production, soit des entrepôts du Royaume-Uni.	Exempt.	Exempt.
45	Poissons, harengs, secs, salés ou fumés	10 fr. les 100 kil.	3 fr. le baril.
131	Coton de l'Inde et d'Australie, « y compris les îles Fiji », importé soit directement des lieux de production, soit des entrepôts du Royaume-Uni.	Exempt.	Exempt.
187	Fer : Fonte brute	2 fr. les 100 kil.	1 fr. 25 cent. les 100 kil.
189	— étiré, en barres	6 »	3 »
192	Tôle ordinaire	7 fr. 50 c. à 10 fr.	3 75
193	Fer blanc	13 »	6 25
194	Fils de fer	6 fr. à 10 fr.	3 75
	Ferrailles d'acier	(1)	Les autres droits en proportion. 12 fr. les 100 kil.

(1) Non dénommés. Rentrant dans la catégorie des « aciers autres » taxés à raison de 9 fr. les 100 kilogrammes.

Numéros du Répertoire	ARTICLES	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
215(1)	Acier 1/2 façonné ou ébauché (massiaux et lingots d'acier martelés, cinglés, ou dégrossis, billettes, ébauchés, largets) Acier servant à la fabrication des fils d'acier Iode	(2) (2) Omis.	4 50 6 » Demande d'inscription au tarif.
216(4)	Iodure de potassium.	Omis.	<i>Idem.</i>
217	Phosphore : blanc	40 fr. les 100 kil.	25 fr. les 100 kil.
	— rouge	120 »	90 »
218	Acide citrique cristallisé	50 »	Abaissement du droit.
	— liquide au-dessus de 35 degrés	15 »	<i>Idem.</i>
	— stéarique.	8 »	<i>Idem.</i>
224	Soude caustique	6 fr. 50	<i>Idem.</i>
225	Soude naturelle ou artificielle	2 fr. à 14 fr. les 100 kil.	Abaissement du droit.
227	Bicarbonate de soude	4 fr. 20 cent.	Réduction.
228	Sels de soude non dénommés	3 50	<i>Idem.</i>
229(1)	Sel marin	Omis.	Demande d'inscription au Tarif.
242	Chlorate de potasse	32 fr.	13 fr. les 100 kil.
243	Chlorure de chaux	3 fr. 50 cent.	Réduction : Pour tous les numéros 222 à 254, demande qu'à la note inscrite au bas du tarif et relative à la taxe de compensation des frais de surveillance des fabriques de soude soit ajoutée la mention du montant de cette taxe.
274 à 287	Couleurs, bleu de Prusse, etc.	Omis.	Demande d'inscription.
276	Vernis à l'essence	20 fr. les 100 kil.	20 francs pour tous vernis autres que ceux à l'alcool.
	— à l'huile, etc.	40 »	
300	Chandelles à mèche tissée	12 »	10 fr. les 100 kil.
317 à 327	Poteries	»	1 ^o Computer la tare sur le poids réel des emballages ou 2 ^o Fixer la tare de 30 à 35 p. 100.

(1) Pas compris dans le « tarif à discuter ».

(2) Non dénommés. Rentrant dans la catégorie des « aciers autres » taxés à raison de 9 fr. les 100 kilogrammes.

(3) A l'exception de 276.

Numéros du Répertoire	ARTICLES	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
326	Faïences fines, décorées	12 fr. les 100 kil.	Deux classes : 1 ^o D'une seule couleur; 2 ^o De plusieurs couleurs en général. 1 fr. les 100 kil.
333(1)	Bouteilles	Omises.	
337	Fils de lin simples écrus : 40,000 à 60,000 mètres	56 fr. 45 cent. les 100 kil.	50 25
	— 60,000 à 80,000	79 75	60 »
	— 80,000 à 100,000	120 »	100 »
	Au-dessus de 100,000	160 »	120 »
338	Fils de jute	»	Suppression des droits.
340	Fils de coton simples écrus : 20,500 à 70,500 mètres	20 fr. à 60 fr. les 100 kil. 30 à 90	Réduction de 10 p. 100.
341	— de coton retors, 30,000 à 90,500 mètres	plus 30 p. 100.	Idem.
	— de coton en général	»	Fixation de la tare à 15 p. 100 pour les fûts (casks) et à 10 p. 100 pour les « centre head casks », et caisses.
	— à coudre	»	La franchise pour les cartons.
344			1 ^o Réduction de 25 p. 100 quand le traité entrera en vigueur, et une seconde réduction de 25 p. 100 deux ans plus tard.
345	— de laine, de toute espèce, jusqu'à 70,500 mètres au kilog	Divers.	2 ^o Même régime pour les fils cardés et les fils peignés.
346			
347			
348 ^{ter}			
349	Fils de bourre de soie mesurant au kilog. : Fils de bourre de soie (fleurts), écrus, blancs, azurés ou teints, simples, 80,500 mètres ou moins	75 fr. les 100 kil. 120 »	
	— simples, plus de 80,500 mètres	Droit du fil simple augmenté de 30 p. 100.	60 fr. les 100 kil.
	— retors		

(1) Pas compris dans le « tarif à discuter ».

Numéros du Répertoire	ARTICLES	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
350	Tissus de lin ou de chanvre pur, unis ou ouvrés, écrus : 15, 16 et 17 fils 18, 19 et 20 fils 21, 22 et 23 fils Plus de 23 fils	115 fr. les 100 k. 185 » 277 » 370 »	100 » 150 » 240 » 280 »
		(Si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil sera comptée comme fil entier.)	(Si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil ne sera pas comptée comme fil entier.)
351	Toile cirée	24 fr. les 100 kil.	15 fr. les 100 kil.
352	— damassée pour literie, etc.	90 »	70 »
353	Linge de table damassé é cru : 12 fils ou moins 13 et 14 fils 15, 16, 17 fils 18, 19, 20 fils 21, 22, 23 fils Plus de 23 fils	75 » 104 » 133 » 214 » 318 » 427 »	60 » 80 » 110 » 180 » 275 » 380 »
354	Coutils é crus	97 »	85 »
355	Passementerie et rubannerie : é crue, bise ou herbée — crémée, etc.	120 » 140 »	100 » 120 »
356	Bonneterie	100 »	80 »
358	Mouchoirs brodés et autres broderies sur tissus de lin	400 »	360 »
359	Tissus de jute : é crus, 3 fils au plus 4 et 5 fils 6, 7, et 8 fils	13 » 22 » 24 »	8 » 12 » 20 »
360	Blanchis ou teints : 3 fils au plus 4 et 5 fils 6 à 8 fils	15 » 31 » 35 »	13 » 20 » 30 »
364	Tissus de coton pur, é crus	50 fr. à 540 fr. les 100 kil.	Le maintien de la classification actuelle, sauf pour les tissus pesant moins de 3 kilog. aux 100 mètres carrés (qu'il ne sera pas nécessaire de comprendre dans ce tarif). De plus, une réduction de 10 p. 100 quand le traité entrera en vigueur, et une seconde réduction de 10 p. 100 deux ans plus tard.

Numéros du Répertoire	ARTICLES	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
365	Tissus de coton pur, blanchis	Divers droits.	Le maintien des droits actuels. Dans le cas de droits <i>ad valorem</i> , leur maintien à titre de « droits facultatifs » à côté des droits spécifiques proposés.
366	teints		
367	imprimés		
368	Velours		
369	Autres (cords, moleskins)		
370	Tissus fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints.		
371	Brillantés		
374	Basins	92 fr. les 100 kil.	80 fr. les 100 kil.
375	Guipures pour ameublement écrus	149 »	75 » Guipures pour ameublement « faites au métier ».
376	Couvertures.	55 »	40 »
377	Bonneterie (coton et fil perse) : Ganterie	805 »	Le maintien comme « droits facultatifs » des droits <i>ad valorem</i> actuels, à côté des droits spécifiques proposés.
	— autre coupée et sans couture	100 »	
	— proportionnée ou avec pied proportionné	242 »	
378	Passementerie	190 »	
380	Tulle gros bobins (moins de 7 mailles au centim. carré)	400 »	
	bobins fins (7 mailles et plus au centim. carré)	562 »	
382	Dentelles et blondes	400 »	
385	Tissus de coton : broderies à la main ou à la mécanique	645 »	600 fr. les 100 k.
387	Toiles cirées pour ameublement	25 »	15 »
	Chapeaux en toile cirée doublés en laine	Non dénommés	20 cent. la pièce.
388	Tissus de coton mélangé, le coton dominant : Etoffes de soie, bourre de soie et coton	300 »	Le maintien comme « droits facultatifs » des droits <i>ad valorem</i> actuels à côté des droits spécifiques proposés.
	— étoffes autres	100 »	
	— passementerie et rubanerie, soie et coton	300 »	
	— autres.	Mêmes droits que les tissus de coton pur.	
392	Tissus de laine pure : moire.	60 fr. les 100 kil.	30 fr. les 100 kil.
	— pesant au mètre carré 400 grammes au plus.	170 »	Réduction de 50 p. 100 sur les droits <i>ad valorem</i> actuels en échéances à la convenance du Gouvernement français.
	— 401 à 550 grammes inclusivement	150 »	
	— Plus de 550 grammes	130 »	
393	Tissus de laine, tapis moquette : bouclée	60 »	35 fr. les 100 kil.
	— veloutée, mélangée	80 »	45 »
	— tapis à la Jacquard et chenilles	Non dénommés	50 »

Numéros du Répertoire	ARTICLES	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
	— tapis de laine pure et coton		Création d'une classe nouvelle au droit de 35 fr.
394	Bonneterie de laine pure et laine mélangée : — ganterie et vêtements non ajustés — autre : coupée et sans couture — proportionnée ou avec pied proportionné	524 » 120 » 242 »	Le maintien des droits à la valeur actuels.
400	Couvertures.	70 »	De laine mélangée, 25 fr. De laine pure, 50 fr.
403	Tissus de laine mélangée, draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré : 200 grammes	170 »	
	— De 201 grammes à 300 inclusivement — De 301 grammes à 400 inclusivement — De 401 grammes à 550 inclusivement — De 551 grammes à 700 inclusivement — Plus de 700 grammes.	140 » 110 » 80 » 60 » 40 »	Réduction de 50 p. 100 sur les droits <i>ad valorem</i> actuels en échéances à la convenance du Gouvernement français.
	Tapis de laine mélangée d'autres matières, quelle que soit la proportion du mélange	Droits des tapis de laine pure.	La suppression totale de l'article.
404	Tissus d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack ou de poils de chameau	Mêmes droits que les tissus de laine pure.	Le maintien des droits à la valeur actuels.
406	Autres tissus de poils purs ou mélangés d'autres filaments, le poil dominant en poids	30 fr. les 100 kil.	25 fr. les 100 kil.
407	Tissus de soie et de bourre de soie : tissus, rubans de soie ou de bourre de soie pure ou mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids, velours — autres.	500 » 400 »	Exemption. 4 fr. 50 cent. à 9 fr. les 100 k. c'est-à-dire : 1° Papier soie, papier à cigarettes, papier parchemin, papier à lettre, et papier à écrire, de qualité supérieure, 9 fr.
409	Papiers : autres de toutes sortes.	9 »	
410	Carton : en feuilles	9 »	2° Autres de toutes sortes, y compris les papiers de tenture, 4 fr. 50 cent.

Numéros du Répertoire	ARTICLES.	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
412	— coupé et assemblé, albums et cartonnages décorés de peinture, étoffes, bois, paille tressée, métaux	Pas dénommé.	60 fr. les 100 kil. Maintien des droits conventionnels actuels, ou nouvelle classification : 1 ^e Vernies, maroquinées ou teintes en couleur, 30 fr.
420	Peaux et pelleteries ouvrées : peaux préparées, vernies ou maroquinées — peaux teintes, de mouton — peaux teintes, autres — peaux non dénommées, de chèvre, de mouton, et d'agneau — peaux non dénommées, autres	74 fr. les 100 kil. 56 » 74 » 10 » 50 »	2 ^e Non dénommées, chèvres, moutons et agneaux, 10 f. 3 ^e Peaux grain du Levant noir, cuir pour selles et sellerie non verni ou émaillé, 10 fr. 4 ^e Non dénommées, autres, 10 fr.
421	Ouvrages en peau ou en cuir : bottines pour hommes et pour femmes	1 f. 20 c. la paire.	60 cent. la paire.
422	— souliers	0 fr. 60	0 30
426	— selles pour hommes	3 fr. la pièce.	La pièce 3 fr.
428	— selles pour femmes	10 »	7 »
428	— courroies de transmission	50 fr. les 100 kil.	25 fr. les 100 kil.
429	— tuyaux de cuir	50 »	25 »
454	Machines à vapeur, locomotives, locomobiles	10 »	6 »
457	Cardes non garnies	10 »	6 »
459	Machines et mécaniques, appareils complets pour la filature	10 »	6 »
464	Machines pour l'agriculture (moteurs non compris)	6 »	Exemption. A ajouter les mots « manchons, frotteurs et lanières, diviseurs en cuir pour cardes continues ».
471	Machines et mécaniques, pièces détachées : plaques et rubans de cuir	20 »	
474	— autres en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids (y compris les essieux, ressorts et bandages de roues) — autres en acier forgé, ressorts pour carrosserie, wagons et locomotives — autres en acier forgé, autres polies, limées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogramme, y compris les essieux et bandages de wagons et locomotives	10 »	6 »

Numéros du Répertoire	ARTICLES.	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les commissaires anglais.
475	Outils en acier	20 »	15 fr. les 100 kil.
	— en fer rechargé d'acier	15 »	10 »
501 ^{bis}	Grillages en fer ou en acier : à mailles de moins		
	de 0 ^m ,02 de côté	10 »	
	— autres.	8 »	8 »
480	Aiguilles à coudre	100 à 200	Réduction
485	Contellerie commune	100 à 300	
496	Vis à bois, pitons, ou crochets munis de pas de		
	vis, ayant de diamètre 7 ^m ou moins	12 »	Réduction
	— Plus de 7 ^m	8 »	6 fr. les 100 kil.
498	Tubes étirés	11 à 20	6 »
	Ouvrages en fer ou en fonte non polis, etc.	5 à 12	6 »
499	Autres ouvrages en métaux non dénommés,		
et 503	étamés, émaillés ou vernissés.	16 »	Ajouter le mot « nickelés ».
509	Ouvrages en nickel	100 »	50 fr. les 100 kil.
537	Chapeaux de paille cousus ou remmaillés, ni		
	dressés ni garnis	250 »	70 »
	— garnis ou dressés	300 »	100 »
			Nouvelle clas-
			sification:
			cordages, fi-
			celles de
			chanvre, lin
			ou étoupe :
538	Cordages et ficelles de sparte, de tilleul et de		
	jonc	3 fr. 75 cent. les	1 ^o Mesurant
		100 kil.	moins de
	— autres mesurant par kilogramme de fil sim-		6,000 mètres
	ple : 500 ^m et au-dessous	18 50	par k., écrus,
	— de 501 ^m à 2,000 ^m	22 50	5 fr.
	— plus de 2,000 ^m	Droit du fil re-	2 ^o Teints ou
		tours de lin ou	blanchis, 6 fr.
		de chanvre.	3 ^o Au-dessus de
			6,000 mètres
			par kil., mé-
			mes droits
			que les fils de
			lin.
544	Bateaux de rivière	Non dénom-	Demande d'in-
547		més.	scription.
	Ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha :		
	— appliqués sur tissus	100 fr. les 100 k.	
	— en tissus élastiques	200	100 fr. les 100 k.
549	Feutres pour tapis et semelles de chaussures	35	18 »
566	Tabletterie d'ivoire et de nacre : Touches de		
	piano, manches de couteau ou de fourchette		
	et autres objets à l'état d'ébauche	500	5 »
			Reporter au n ^o
			547, sous cette
			rubrique :
			« Peignes de
			caoutchouc »,
			90 fr. et les
			caisses de
			papier qui les
			contiennent,
568	Tabletterie de caoutchouc (peignes)	150	18 fr. les 100
			kil.

Numéros du Répertoire	ARTICLES.	TARIF à discuter.	TARIF proposé par les com- missaires an- glais.
571	Boutons de verre cerclé de corne moulée, de corozo, de bois, de Buffalo, en métal doré, argenté, plaqué, oxydé ou nickelé; recouverts d'étoffes ou autres	120 fr. les 100 k.	100 fr. les 100 k. Tarification correspon- dante aux droits sur les substances dont ils sont composés.
577	Parapluies	25 cent. à 1 fr. 25 cent.	
TARIF DE SORTIE.			
	Chiffons et drilles	Pas dénommés.	Exempts.

N° 131

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 13 juillet 1881.

(Extrait.)

Le Rapport de la Commission sur le projet de loi autorisant la prolongation des Traités de Commerce a été déposé et lu hier au Sénat, l'urgence a été déclarée, et le projet de loi voté sans débats à l'unanimité.

N° 132

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 21 juillet 1881.

Mylord,

J'ai l'honneur d'adresser sous ce pli à Votre Seigneurie, un extrait du *Journal officiel* de ce jour, contenant la promulgation par le Président de la République de la loi pour la prolonga-

tion des Traités de Commerce maintenant en vigueur, pour une période de trois mois à dater du 3 décembre prochain.

Je suis, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

ANNEXE AU N° 132.

Extrait du « *Journal officiel* » du 21 juillet 1881.

Loi relative à la prorogation des Traités de Commerce.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté : —

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit : —

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à proroger pour trois mois, à dater du 8 novembre 1881, les Traités et Conventions de Commerce actuellement en vigueur.

La présente Loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme Loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 juillet 1881.

Signé : JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Signé : TIRARD.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Signé : B. ST-HILAIRE.

N° 133

Le comte d'Aunay au comte de Granville.

Londres, le 23 juillet 1881.

Monsieur le Comte,

Ainsi qu'il résulte du procès-verbal de la seizième séance des Conférences qui ont eu lieu à Londres en vue de la préparation d'un Traité de commerce entre la France et l'Angleterre, la

Commission a suspendu ses travaux le 30 juin dernier, pour laisser à ces Membres la faculté d'en référer à leurs Gouvernements respectifs.

Le Gouvernement de la République a examiné avec le plus grand soin, et avec un désir sincère de parvenir à une entente définitive, les observations que MM. les Commissaires britanniques ont présentées à MM. les Commissaires français. L'étude approfondie à laquelle ces observations ont été soumises devant être prochainement terminée, le Gouvernement de la République prie le Gouvernement de Sa Majesté de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que la Commission anglaise puisse reprendre, à Paris, les négociations relatives au Traité de commerce, à l'époque convenue dans la seizième séance.

Je suis chargé en conséquence de proposer à Votre Excellence de fixer au 1^{er} août prochain la date de la nouvelle réunion.

Veuillez, etc.

Signé : D'AUNAY.

N^o 134

Le comte de Granville au comte d'Aunay.

Foreign Office, le 23 juillet 1881.

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, me faisant savoir que le Gouvernement français a presque terminé l'examen des propositions faites par les Commissaires britanniques au sujet d'un nouveau Tarif conventionnel et invitant les Commissaires à se réunir à Paris, le 1^{er} août prochain.

Le Gouvernement de S. M. Britannique regrette de n'avoir pas trouvé dans l'invitation qui lui est aujourd'hui adressée l'indication qu'il s'attendait à recevoir du résultat de l'examen des propositions des Commissaires britanniques, par le Gouvernement français.

Le Gouvernement de S. M. Britannique ne désire nullement prendre des mesures quelconques qui pourraient tendre à retarder ou à entraver, en aucune manière, la conclusion d'un Traité satisfaisant ; mais, vu la divergence d'opinions dont l'existence

est constatée par les procès-verbaux des Conférences, et les espérances et les discussions que ferait probablement naître une mesure telle que le transfer à Paris du siège des négociations, le Gouvernement de S. M. Britannique pense que le succès de ces négociations serait plutôt mis en péril que favorisé par la nouvelle convocation des Commissaires, sans une entente générale et préalable sur la question de savoir jusqu'à quel point le Gouvernement de la République française pourrait répondre aux vues exprimées par les Représentants du Gouvernement britannique.

En conséquence, le Gouvernement de S. M. Britannique espère que le Gouvernement français sera en mesure, dès qu'il aura terminé l'enquête suivie par lui, de donner au Gouvernement britannique l'assurance formelle que ses propositions ont été favorablement accueillies.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 135

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 26 juillet 1881.

Sir,

L'Ambassadeur de France s'est rendu au Foreign Office aujourd'hui à son retour de Paris et a dit qu'il avait l'espoir de faire savoir au Gouvernement de Sa Majesté dans le courant de la semaine, quelles sont les concessions que le Gouvernement français pourra faire en réponse aux propositions faites par les Commissaires anglais à la Commission anglo-française.

M. Challemel-Lacour a dit que ces concessions sont considérables, tout en ne voulant pas donner son opinion si elles seront considérées comme suffisantes par le Gouvernement de Sa Majesté.

Dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté ne croirait pas les offres de nature à justifier le renouvellement des négociations à Paris, M. Challemel-Lacour croit préférable de les remettre à plus tard, au mois de novembre, par exemple.

Il semble croire que le Gouvernement français accepterait une proposition de ce genre si elle était faite par le Gouvernement

de Sa Majesté et qu'alors il consentirait à accorder la prolongation de trois mois des Traités de Commerce maintenant existants entre les deux Pays à partir du 8 novembre prochain. Mais il a déclaré que cela était son opinion personnelle et qu'il n'avait pas le pouvoir de parler au nom de son Gouvernement.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 136

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 26 juillet 1881.

Mylord,

Me référant à la dépêche d'hier de Votre Seigneurie, j'ai l'honneur de vous donner avis que M. Barthélemy St-Hilaire m'a dit devoir envoyer le soir même à M. Challemel-Lacour une note de M. Tirard donnant le résultat de l'enquête faite sur les propositions des Commissaires anglais concernant un nouveau Tarif Conventionnel et indiquant les limites les plus étendues dans la voie des concessions que le Gouvernement français est à même de faire.

Je suis, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

N° 137

Mémoire communiqué par M. Challemel-Lacour à Sir Charles W. Dilke, le 27 juillet 1881.

(Personnelle et confidentielle.)

LAINAGES. — *Fils*. — Les Commissaires anglais ont proposé :

1° De supprimer la distinction faite entre les fils cardés et les fils peignés.

2° De réduire les droits actuels de 25 p. 100 à la mise en vigueur du Traité et de 25 p. 100 deux ans plus tard, en tout de 50 p. 100.

La première de ces demandes est en opposition avec la nature des choses. On a expliqué dans les Conférences, que la fabrication des fils cardés était sensiblement plus coûteuse que celle des fils peignés de numéros correspondants et même de numéros supérieurs. De nouvelles informations ayant confirmé l'exactitude des renseignements fournis à cet égard par les Délégués français, il ne paraît pas possible après le vote du Parlement de renoncer à cette distinction. Il n'est pas possible non plus de diminuer de 50 p. 100 des droits qui, en moyenne, représentent à peine 9 à 10 p. 100 de la valeur. Mais on admettrait, sur toute la série des fils de laine, une réduction de 20 p. 100 applicable dès la mise en vigueur du Traité. On consentirait également à ramener de 30 p. 100 à 20 p. 100 le supplément afférent au retordage. Cela constituerait, pour les fils retors, une diminution totale de plus de 30 p. 100, outre les 24 p. 100 retranchés du Tarif Général. Il est à noter que les industriels anglais ne fournissent guère à la France que des fils de cette sorte.

Tissus. — Ne pouvant pas admettre le rétablissement des droits à la valeur, on pourrait adhérer, sur la quotité des taxes, aux modifications ci-après.

Pure laine —	Fr.		Fr.
Moire	50	au lieu de	60
Tissus de 400 gr. au plus	140	»	170
» 401 gr. à 500 gr.	123	»	150
» de plus de 550 gr.	106	»	130
Tapis moquette bouclée	45	»	60
» » veloutée	55	»	80
» à la Jacquard . .	80	»	100
Couvertures. . . .	55	»	70
Mélangés —			
Tissus de 200 gr. au plus	140	»	170
» 201 gr. à 300 gr.	115	»	140
» 301 gr. à 400 gr.	90	»	110
» 401 gr. à 550 gr.	65	»	80
» 551 gr. à 700 gr.	50	»	60
» de plus de 700 gr.	33	»	40

Ces modifications, ajoutées à l'abandon des 24 p. 100, assureraient à la grande industrie anglaise des lainages une réduction de plus de 40 p. 100 sur les chiffres du Tarif Général.

Filés. — Il ne paraît pas possible, pour les filés, d'accepter la proposition qui nous est faite de descendre de 10 p. 100 au-dessous des droits établis en 1860. Mais nous sommes disposés à renoncer au supplément de droits inscrit à notre nouveau Tarif à l'égard des filés teints en rouge d'Andrinople, et à réduire de 30 p. 100 à 20 p. 100 la taxe complémentaire applicable au retordage. Le Gouvernement français ne refusera pas, d'ail-

leurs, de rectifier la tare légale des récipients employés au transport des fils de coton de toute sorte si elle est reconnue inférieure à la réalité.

Tissus. — Parmi les propositions anglaises, il en est plusieurs portant sur des spécialités que la Grande-Bretagne ne nous fournit pas, ou ne nous fournit qu'en quantités insignifiantes, relativement aux provenances d'autres Pays. Tel est le cas pour les couvertures, les broderies, la rubannerie et la passementerie.

Toiles écruës. — Comparés aux droits spécifiques du Tarif Conventionnel, ceux du nouveau Tarif présentent certaines augmentations applicables aux tissus de 31 à 35 fils de 11 kilogrammes et plus, aux tissus de 35 fils ou moins de 7 à 11 kilogrammes, enfin aux divers tissus de 3 à 5 kilogrammes. On reconnaît que ces augmentations ne sont pas compensées par les diminutions afférentes, aux étoffes de 5 à 7 kilogrammes. Nous sommes, pour ces produits, en face d'une concurrence fort pressante venant, pour une forte part, de l'Allemagne et de la Suisse. Néanmoins, pour ne pas refuser aux Anglais toute satisfaction sur une de leurs industries les plus importantes, on réduirait tous les droits dont la quotité a été augmentée. Cette réduction serait de 10 p. 100 sur les tissus de 11 kilogrammes et plus ou de 7 à 11 kilogrammes, et de 20 p. 100 sur ceux de 3 à 5 kilogrammes. Conformément aux indications des Commissaires britanniques, on laisserait en dehors du Traité les tissus de moins de 3 kilogrammes aux 100 mètres carrés.

Tissus teints. — Pour les tissus teints en pièces, on renoncerait à la disposition spéciale au rouge d'Andrinople, et, pour les tissus fabriqués avec des fils préalablement teints, le droit de l'écru serait augmenté seulement de 50 francs au lieu de 60 francs.

Tissus imprimés. — C'est l'un des principaux aliments des envois britanniques sur le marché français ; les exportateurs trouveraient un premier allégement dans la réduction à laquelle nous consentons pour les tissus de 11 kilogrammes et plus. On renoncerait, en outre, à tout supplément pour les impressions faites sur tissus teints en rouge d'Andrinople, et au lieu d'appliquer, pour le travail de l'impression des compléments de 3, 5 et 8 centimètres par mètre, selon le nombre de couleurs, on descendrait à 2, 4 et 7 1/2 centimètres.

Velours. — Le Tarif des velours ayant été calculé proportionnellement à celui des toiles de coton de poids correspondant, le droit des cords ou moleskins, comme celui des tissus de 11 kilogrammes et plus, de 31 à 35 fils, serait ramené de

80 francs à 72 francs. Le régime des velvets intéresse surtout l'Allemagne, qui en livre beaucoup plus que l'Angleterre.

Guipures pour Ameublements. — Si l'on peut rencontrer une définition exacte qui permette de les distinguer sûrement des autres, on en fera l'objet d'une classe distincte à droit réduit.

Couvertures. — Le droit en serait abaissé de 55 francs à 50 francs.

Tulles. — Nous accepterions le droit unique de 400 francs à la place des deux taxes de 400 francs et 562 francs.

Métallurgie. — Le nouveau Tarif Général a déjà diminué plusieurs des droits consacrés par le Traité de 1860 : il a fait disparaître la surtaxe de 75 centimètres par 100 kilogrammes appliquée aux fontes mazées ; il a réduit de 9 francs à 6 francs le droit des rails d'acier, de 8' 25, à 8 francs celui des tôles découpées de plus d'un millimètre d'épaisseur, de 11' 25 à 9 francs et 9' 90, celui des tôles brunes. De plus, selon l'ouverture que les Commissaires français en ont faite, *ad referendum*, dans les Conférences de Londres, on descendrait pour les fontes de toute sorte de 2 francs à 1' 50, pour les fers en barre de 6 francs à 5 francs. On examinera si certains des dérivés de la fonte et du fer, en dehors de ceux qui nous viennent généralement d'ailleurs que d'Angleterre ne pourront pas subir une réduction correspondante.

N° 138

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 28 juillet 1881.

Sir,

L'Ambassadeur de France est venu au Foreign Office ce matin, déclarant avoir reçu de son Gouvernement des détails sur les réductions qu'il est disposé à offrir sur les taux du droit proposé dans le Projet de Tarif Conventionnel. Ces réductions s'appliquent à presque tous les articles au sujet desquels des réclamations ont été faites ; mais, bien qu'elles soient considérables dans bien des cas, ces réductions ne sont pas aussi fortes que le demandait le Gouvernement de Sa Majesté.

M. Challemel-Lacour promet de me communiquer confidentiellement les détails précis des concessions offertes sur les arti-

cles qui intéressent plus particulièrement ce Pays ; et, il a été informé qu'avant la réception des chiffres effectifs il était impossible d'exprimer une opinion à leur égard.

Son Excellence ajouta que tout en étant obligé, par ses instructions, de déclarer que ces propositions doivent être considérées comme définitives, il n'en espère pas moins, qu'en plaidant suffisamment cette cause, on pourrait amener le Gouvernement français à faire d'autres concessions.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N^o 139

Les Commissaires Royaux au comte de Granville.

Foreign Office, le 29 juillet 1881.

Mylord,

Nous avons examiné aujourd'hui une note personnelle et confidentielle remise à notre Président par l'Ambassadeur de France.

Elle contient le détail des réductions que le Gouvernement français est prêt à offrir sur les taux du droit proposé dans le Projet de Tarif Conventionnel, concernant les métaux, les fils et marchandises de laine et de coton.

Par rapport aux métaux, le Gouvernement français accepte les réductions sur le *Statu quo* qui avaient été proposées par l'Ambassadeur de France à notre troisième réunion, et qui ont été ensuite temporairement retirées, ainsi que d'autres réductions correspondantes sur certains produits dérivés.

En ce qui concerne les cotons et les laines, les chiffres proposés semblent indiquer la possibilité d'arriver à un arrangement définitif. Mais les concessions offertes et les concessions similaires qu'on pourrait espérer sur d'autres articles, au sujet desquels nous avons fait des propositions aux Commissaires français, prolongeront la continuation des négociations et ne sont pas de nature à rendre probable la prompte conclusion d'un Traité.

Nous serions d'avis que la réponse au Gouvernement français transmette cette observation et qu'on demande s'il entre dans les vues du Gouvernement français de continuer les négociations pendant les élections générales ou s'il ne vaudrait pas mieux proroger les Traités existants pour une nouvelle période de trois

mois et fixer, en même temps, une date convenable au Gouvernement français pour la reprise des négociations.

Nous avons, etc.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : C. RIVERS-WILSON.

Signé : C. M. KENNEDY.

Signé : J. R. CROWE.

N° 140

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 30 juillet 1881.

Sir,

L'Ambassadeur de France est venu ce matin au Foreign Office et a vu Sir Charles Dilke au sujet des négociations du Traité de commerce français.

Son Excellence déclara qu'elle était inquiète de savoir l'impression produite sur le Gouvernement de Sa Majesté par la communication personnelle et confidentielle qui lui a été faite hier. — Sir Charles répliqua qu'une réponse lui serait envoyée dans le courant de la soirée et il résuma, à Son Excellence, la substance de la note dont je vous ai adressé la copie dans ma précédente dépêche. Son Excellence déclara que les élections générales ne devaient, d'aucune façon, être un empêchement aux négociations immédiates à Paris, et il fixa leur reprise au 22 août quoiqu'il eût, pour sa part, préféré une date plus rapprochée. Son Excellence ajouta que la Commission française serait composée des mêmes membres qui étaient présents à Londres et dont il était lui-même le Président. — M. Amé ne devait tenir qu'une seule réunion avec la Commission italienne à Rome et retournerait ensuite immédiatement à Paris. Sir Charles demanda si le Gouvernement français consentirait à la prorogation des stipulations des Traités existants, que le Gouvernement de Sa Majesté avait posée comme condition. Son Excellence répondit qu'elle ne pouvait engager son Gouvernement par des expressions plus fortes que celles qui avaient été employées par M. Tirard au Parlement français ; mais que la prorogation ne serait point refusée s'il y avait quelque espérance de conclure un Traité et que sa propre influence s'emploierait auprès de son Gouvernement en faveur de la prorogation.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 141

Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour.

Foreign Office, le 30 juillet 1881.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Gouvernement de S. M. Britannique a examiné la communication personnelle et confidentielle de Votre Excellence, contenant les détails des réductions que le Gouvernement de la République Française est disposée à proposer sur les taux des droits présentés dans le projet du Tarif Conventionnel, en ce qui concerne les métaux et les fils et tissus de laine et de coton.

Les chiffres proposés paraissent démontrer le désir du Gouvernement français d'arriver à une entente, et, par conséquent, justifient la continuation par le Gouvernement de S. M. Britannique des négociations actuelles. Mais les concessions déjà offertes, et les concessions analogues qu'on peut prévoir sur d'autres articles, ne paraissent aucunement de nature à rendre probable la prompte conclusion d'un Traité.

En conséquence, j'ai l'honneur de soumettre à la considération de Votre Excellence la question de savoir s'il serait dans les vues du Gouvernement de la République Française de poursuivre les négociations à une époque où, en raison des élections, il y aura probablement un mouvement politique considérable, ou bien s'il ne serait pas préférable de proroger par déclaration les Traités en vigueur pendant un nouveau délai de trois mois et de fixer une date plus convenable pour la reprise des négociations.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 142

M. Challemel-Lacour au comte de Granville.

Londres, le 1^{er} août 1881.

Mon cher lord Granville,

Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre lettre du 30 juillet, qu'après avoir examiné la note confidentielle que j'ai

remise le 29 à Sir Charles Dilke, le Gouvernement de Sa Majesté, appréciant la valeur des abaissements de droits sur divers produits importants qui s'y trouvent indiqués, était disposé à continuer les négociations commerciales commencées à Londres.

Vous me faites observer qu'il ne peut manquer de s'écouler un certain temps avant qu'on arrive à la conclusion d'un Traité, et vous me demandez s'il conviendrait au Gouvernement de la République de reprendre les négociations au moment où les élections générales vont absorber pendant quelques semaines l'activité politique du Pays. Je ne vois, et mon Gouvernement ne verra, j'en suis sûr, aucun obstacle à ce que les négociations soient reprises le plus tôt possible. La période électorale sera close le 21 de ce mois. Le Parlement anglais aura, paraît-il, atteint vers le même temps le terme de ses travaux. Mon Gouvernement pense que les négociations pourraient être utilement reprises à Paris à cette époque, et je vous proposerai le lundi, 22 août. Sir Charles Dilke a bien voulu m'indiquer lui-même cette date comme lui paraissant la plus convenable à divers égards.

Quant à la prorogation des Traités existants pour une période de trois mois, je reconnais bien volontiers qu'il y aurait avantage à donner le plus tôt possible au commerce cette sécurité, mais Votre Seigneurie n'ignore pas que le Gouvernement français n'est pas libre à cet égard. Il résulte, en effet, de l'exposé des motifs de la loi votée par les Chambres, ainsi que des déclarations qui ont été faites à la tribune dans les deux Chambres, lors de la discussion de cette loi, que la prorogation ne saurait s'appliquer qu'aux Puissances avec lesquelles nous serons engagés dans des négociations dont l'issue favorable ne paraîtrait pas douteuse. Du moment où les négociations auront été reprises et où l'espérance d'arriver à s'entendre, exprimée dans la lettre de Votre Seigneurie, aurait reçu des premières séances de la Commission une confirmation sérieuse, le Gouvernement de la République ne se refuserait certainement pas à la déclaration qui lui est demandée. Il y a là, si je ne me trompe, un argument de grand poids pour hâter, dans l'intérêt du commerce des deux Pays, la reprise des négociations.

Je vous prie, etc.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

N° 143

Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour.

(Traduction.)

Foreign Office, 2 août 1881.

Cher Monsieur Challemel-Lacour,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date d'hier, contenant de nouvelles explications au sujet de la reprise proposée des négociations commerciales à Paris.

Votre Excellence constate que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique apprécie toute la valeur de la diminution des droits indiquée dans le Document que vous avez communiqué à Sir Charles Dilke, le 29 du mois dernier.

Je me permettrai toutefois de faire remarquer à Votre Excellence que si, d'un côté, en ce qui concerne les fers et les aciers, le Document en question démontre la possibilité de réaliser un rangement satisfaisant, d'un autre côté, en ce qui concerne les cotons et les laines, les taux des droits proposés sont considérablement plus élevés que les droits actuels et de nature à rendre fort douteuse la conclusion d'un Traité.

Si Votre Excellence se trouvait en mesure d'affirmer que ces propositions ne doivent pas être considérées comme définitives et qu'elles peuvent être soumises à une nouvelle révision, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pourrait donner une assurance qui mettrait le Gouvernement français à même d'accorder la prorogation de trois mois que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique considère comme le préliminaire indispensable de la reprise des négociations.

Dans ce cas, les Commissaires de Sa Majesté Britannique seraient tout disposés à se réunir avec les Hauts Commissaires français, à Paris, le 22 de ce mois.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 144

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office le 3 août 1881.

Sir,

J'ai à vous informer, en référence à ma dépêche du 30 écoulé, que de nouvelles communications ont eu lieu avec M. Challemel-Lacour au sujet de la reprise proposée de négociations commerciales à Paris.

Son Excellence paraissait disposée à attacher une signification impropre à la faible satisfaction exprimée au sujet des réductions de droits indiquées dans la note qu'il a communiquée à Sir Charles Dilke le 29 ultimo. On fit remarquer à Son Excellence que, si le Document en question indique qu'on pourra arriver à un arrangement satisfaisant en ce qui concerne les fers et les aciers, il n'en est pas ainsi pour les tissus de coton et de laine, la quotité des droits suggérés étant bien au-dessus des droits actuels ce qui rend la conclusion d'un Traité extrêmement douteuse.

Le langage tenu par M. Challemel-Lacour relativement à la prorogation des Traités actuels, pour trois mois à partir du 8 novembre prochain aux termes de la Loi récemment votée par le Gouvernement français, ne répond pas, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, aux exigences de la situation. Ce point est, comme vous le savez, d'une grande importance pour les intérêts commerciaux de la France aussi bien que pour ceux de l'Angleterre.

M. Challemel-Lacour a été conséquemment informé que, s'il est en position de déclarer que les propositions contenues dans la note qu'il a communiqué le 29 ultimo ne doivent pas être considérées comme définitives mais peuvent être soumises à une nouvelle révision, le Gouvernement de Sa Majesté serait alors à même de donner une assurance qui mettrait le Gouvernement français en mesure d'accorder la prorogation de trois mois que le Gouvernement de Sa Majesté considère comme le préliminaire nécessaire à la reprise des négociations.

A ce sujet, il a été informé en outre que les Commissaires de Sa Majesté seront prêts à se réunir à la Haute Commission française, à Paris, le 22 courant.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N^o 145

M. Challemel-Lacour au comte de Granville.

Londres, le 4 août 1881.

Mon cher lord Granville.

J'ai reçu la lettre en date du 2 août, par laquelle vous me faites savoir que les réductions des droits afférents aux lainages et aux cotonnades ne vous paraissaient pas suffisantes et que, par conséquent, la possibilité d'arriver à la conclusion d'un Traité demeurerait douteuse. Je ferai remarquer tout d'abord à Votre Seigneurie qu'une telle déclaration est difficilement conciliable avec la demande de prorogation que vous renouvelez dans votre lettre. Aux termes des explications qui ont précédé le vote de la loi par les Chambres, la prorogation implique avant tout la certitude d'arriver à une entente.

Vous ajoutez, il est vrai, que si j'étais à même de déclarer que les propositions faites par mon Gouvernement ne sont pas définitives et qu'elles pourront être soumises à une nouvelle révision, le Gouvernement de Sa Majesté pourrait alors nous donner des assurances qui nous permettraient de consentir dès à présent à la prorogation de trois mois qu'il considère comme une condition nécessaire de la reprise des négociations.

Je n'ai pas à insister, pour le moment, sur la valeur, en ce qui concerne les lainages et les cotonnades aussi bien qu'en ce qui concerne les fers et les fontes, des concessions auxquelles mon Gouvernement est prêt à consentir et dont Votre Seigneurie m'avait paru, dans sa lettre du 30 juillet, mieux disposée à reconnaître l'importance. Je me contenterai de rappeler que le Gouvernement de la République, sans se laisser décourager par aucune circonstance, a multiplié les témoignages de son désir d'arriver à une entente. Il en donne actuellement une nouvelle preuve en consentant à faire des concessions, qu'il considère comme très importantes, afin de faciliter une reprise prochaine des négociations. Le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait avoir, j'en suis convaincu, la pensée d'exiger et d'obtenir de nous, avant de consentir à reprendre les négociations, une déclaration dont les termes généraux sembleraient l'autoriser à tout espérer et à tout demander. Une déclaration de ce genre ne pourrait être qu'une nouvelle source de difficultés. Elle est, au surplus, complètement inutile. Le Gouvernement français n'a pas la prétention de présenter ses

propositions comme un *Ultimatum*. En offrant de reprendre les négociations, il entend évidemment soumettre ses propositions, aussi bien que les demandes anglaises, à une discussion loyale et approfondie.

J'espère, en conséquence, que le Gouvernement de Sa Majesté n'insistera pas sur la demande d'une déclaration qui n'aurait que des inconvénients, et qu'il jugera le moment venu, soit de donner les assurances dont Votre Seigneurie me parle dans sa lettre, et qui autoriseraient mon Gouvernement à céder dès à présent sur la question de la prorogation, soit de reprendre les négociations sans insister sur une condition incompatible avec les engagements formels que le Gouvernement français a dû prendre devant les Chambres.

Veillez, etc.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

N° 146

Le comte de Granville à M. ChallemeL-Lacour.

Foreign Office, le 6 août 1881.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Gouvernement de Sa Majesté voit avec satisfaction la nouvelle assurance donnée, dans la note de Votre Excellence en date du 4 courant, du désir qu'a le Gouvernement français d'arriver à une entente sur les questions actuellement discutées, en ce qui concerne les négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France. Votre Excellence déclare que le Gouvernement français ne présente pas ses propositions comme un *ultimatum*, et qu'en offrant de reprendre les négociations, il a évidemment l'intention de soumettre ces propositions, aussi bien que les demandes anglaises, à une discussion approfondie et loyale.

Votre Excellence termine en exprimant l'espoir qu'à la suite de cette explication, le Gouvernement de Sa Majesté pourra donner une assurance relative à la conclusion d'un Traité qui permettra au Gouvernement français d'accéder immédiatement à la demande formulée dans ma note du 2 courant en vue d'une déclaration de prorogation de trois mois, à partir du 8 novembre

prochain, des Traités de commerce maintenant en vigueur entre la Grande-Bretagne et la France.

Vu les termes de la lettre de Votre Excellence, je puis donner l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'un nouveau Traité de commerce et de navigation, qui donnera satisfaction aux deux Pays, pourra être conclu dans le cours des présentes négociations ; en conséquence, je dois renouveler la demande faite dans ma note du 2 courant à l'effet d'obtenir la signature immédiate d'une déclaration prorogeant jusqu'au 8 février 1882 les Traités existants.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 147

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 8 août 1881.

Sir,

En référence à ma dépêche du 3 courant, j'ai à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté a reçu de M. Challemel-Lacour de nouvelles assurances du désir qu'a le Gouvernement français d'arriver à une entente sur les questions actuellement en discussion au sujet des négociations entre la Grande-Bretagne et la France. Son Excellence a déclaré en outre que le Gouvernement français ne présente pas les dernières propositions comme un *ultimatum*, et que, en offrant de reprendre les négociations il est évident que son intention est de soumettre ces propositions, aussi bien que les réclamations anglaises à une complète et loyale discussion. M. Challemel-Lacour en concluant exprima l'espoir qu'en raison de ces explications le Gouvernement de Sa Majesté sera en mesure de donner une assurance relative à la conclusion d'un Traité qui autorisera le Gouvernement français à accéder immédiatement à la demande que j'avais faite par rapport à une déclaration de prolonger, pour trois mois à partir du 8 novembre prochain, la durée des Traités de commerce actuellement en vigueur entre la Grande-Bretagne et la France.

En considération des termes de la lettre de Son Excellence, j'ai informé M. Challemel-Lacour que je suis à même de lui donner l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté pense

qu'un nouveau Traité de commerce et de navigation, qui serait satisfaisant pour les deux Pays, pourrait être conclu dans le cours des négociations actuelles. Là-dessus j'ai renouvelé la demande qu'une Déclaration étendant la durée des Traités existants jusqu'au 8 février 1882, soit immédiatement signée.

Une telle prolongation serait avantageuse au commerce des deux Pays, en allégeant jusqu'à un certain point l'incertitude actuelle, tout en étendant le temps des négociations.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N^o 148

M. Challemel-Lacour au comte de Granville.

Londres, le 9 août 1881.

Monsieur le Comte,

J'attache le plus grand prix aux assurances exprimées dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à la date du 6 août, et je prie Votre Seigneurie d'en recevoir mes remerciements. Après les explications échangées dans les Conférences qui ont eu lieu à Londres et après mes récentes communications, il ne saurait plus y avoir d'incertitude sur les dispositions de mon Gouvernement. Sans fermer la porte aux rectifications dont une discussion ultérieure pourrait faire connaître la nécessité, il considère les lignes de l'arrangement commercial à intervenir comme désormais fixées, au moins dans ce qu'elles ont d'essentiel. C'est donc avec une véritable satisfaction, et avec une sérieuse espérance d'aboutir, qu'il accueillera l'assurance qui m'est donnée par Votre Seigneurie que le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'un nouveau Traité de Commerce, de nature à satisfaire les deux Pays, peut être conclu dans le cours des présentes négociations. Je ne suis pas en mesure de dire si, tout en se félicitant comme moi de cette assurance, le Gouvernement de la République la jugera suffisamment explicite pour se croire autorisé à faire la Déclaration qui lui est demandée sans déroger aux obligations qui lui ont été imposées par les Chambres. Il y aura en tout cas à rechercher une formule qui réponde aux conditions exigées par la loi de prorogation.

Je dois faire observer, d'autre part, à Votre Excellence, qu'elle

a entièrement laissé de côté dans sa lettre la question de la reprise des négociations, et qu'il n'y est fait aucune allusion à l'invitation que je lui ai adressée, de la part de mon Gouvernement de les rouvrir dans le courant de ce mois. Si le Gouvernement de la République croit pouvoir consentir à la prorogation désirée par le Gouvernement de Sa Majesté, il ne pourra probablement pas admettre que cette mesure ait pour conséquence l'ajournement des négociations. Il pensera sans doute qu'elle en rendrait, au contraire, la continuation plus nécessaire. La prorogation et la reprise à bref délai des négociations, dans un esprit entièrement conforme aux assurances qui m'ont été transmises par Votre Seigneurie, sont deux choses, à nos yeux, corrélatives. Les circonstances actuelles paraissent, d'ailleurs, favorables à plusieurs égards. Je serai donc reconnaissant à Votre Seigneurie de vouloir bien me faire savoir, aussitôt que possible, quelles sont sur ce point les intentions du Gouvernement de Sa Majesté.

—Veuillez, etc.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

N° 149

Le comte de Granville à M. Challemei-Lacour.

Foreign Office, 10 août 1881.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date d'hier, relative aux négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France. Il est fait allusion, dans cette note, à deux points se rattachant à la prorogation des Traités de commerce existant entre la Grande-Bretagne et la France, savoir : la reprise des négociations et la nature des propositions actuellement faites par le Gouvernement français.

En ce qui concerne le premier point, j'ai fait observer, dans ma note semi-officielle du 2 de ce mois, que les Commissaires de S. M. Britannique seraient disposés, à de certaines conditions, à se rendre auprès de la haute Commission française, à Paris, le 22 de ce mois. Il avait semblé inutile de renouveler cette assurance dans ma note du 6 du mois courant ; mais, un doute s'étant élevé à ce sujet, j'ai l'honneur de vous informer que les Commissaires de S. M. Britannique sont toujours disposés à se rendre,

aux mêmes conditions, à Paris, et à adhérer à l'arrangement proposé dans ma note du 2 de ce mois.

Pourtant, en ce qui concerne le deuxième point, je dois exprimer le regret que j'éprouve de ne pas comprendre complètement l'observation aujourd'hui faite, la rapprochant de votre semi-officielle en date du 4 de ce mois.

Votre Excellence dit aujourd'hui : « Sans fermer la porte aux
« rectifications dont une discussion ultérieure pourrait faire
« reconnaître la nécessité, le Gouvernement français considère
« les lignes de l'arrangement commercial à intervenir comme
« désormais fixées, au moins dans ce qu'elles ont d'essentiel. »

Le 4 de ce mois, Votre Excellence disait : « Le Gouvernement
« français n'a pas la prétention de présenter ses propositions
« comme un *ultimatum*. En offrant de reprendre les négocia-
« tions, il entend évidemment soumettre ses propositions, aussi
« bien que les demandes anglaises, à une discussion loyale et
« approfondie. »

Si l'on doit comprendre que les propositions du Gouvernement français sont aujourd'hui *fixées* en ce qui concerne les points essentiels, je ne puis qu'exprimer le profond regret qu'éprouve le Gouvernement de S. M. Britannique en apprenant ce fait. Le Gouvernement de S. M. Britannique avait compris que Votre Excellence affirmait que les propositions du Gouvernement français, dans leur ensemble, aussi bien que les demandes anglaises, seraient soumises à une discussion loyale et approfondie. Le Gouvernement de S. M. Britannique se considérerait comme entravé dans les négociations ultérieures, si les propositions françaises sont censées ne pas être susceptibles de modifications sérieuses.

Le Gouvernement de S. M. Britannique est d'opinion que, même modifiées de la manière indiquée dans la communication de Votre Excellence en date du 29 du mois dernier, ces propositions constituent, tant en ce qui concerne la classification qu'en ce qui concerne les taux, une altération considérable du *statu quo* dans un sens rétrograde.

Si des objections sont admises, le Gouvernement de S. M. Britannique s'attendra naturellement à ce que le Gouvernement français consente à ce que de sérieuses modifications soient apportées à ses propositions.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 150

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 10 août 1881.

Sir,

J'ai l'honneur de vous informer, en continuation de ma dépêche du 8 courant, de la substance des nouvelles communications qui ont eu lieu avec M. Challemel-Lacour, par rapport aux négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France.

Son Excellence semblait entretenir un certain doute quant aux intentions du Gouvernement de Sa Majesté concernant le Meeting proposé de la Commission à Paris. Je répétais l'assurance que, aux conditions que j'avais précédemment fixées, notamment que les dernières propositions du Gouvernement français ne seront pas considérées comme définitives, mais seront soumises à une nouvelle révision, et que le Gouvernement français ferait immédiatement usage du pouvoir que lui confère la législature de prolonger la durée des Traités existants, les Commissaires de Sa Majesté seront prêts à se rencontrer avec la haute Commission le 22 courant.

M. Challemel-Lacour, en faisant allusion à la nature des dernières propositions françaises ne disait pas clairement si elles sont sujettes à révision ou fixées en ce qui concerne certains points considérés comme essentiels. J'informai Son Excellence que si cette dernière supposition devait être exacte, je ne pourrais que lui exprimer le profond regret du Gouvernement de Sa Majesté. Nous avions compris que Son Excellence nous assurait que les propositions du Gouvernement français, aussi bien que les demandes anglaises, seraient soumises à une entière et loyale discussion. Nous serions sérieusement embarrassés de poursuivre de plus amples négociations, si les propositions françaises sont considérées comme ne devant pas subir de sérieuses modifications. J'ajoutai que le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que, même modifié dans sa dernière forme, le nouveau Tarif Conventionnel proposé en France constitue, aussi bien dans ses classifications que dans la quotité du droit, un sérieux écart du *statu quo*, dans un sens rétrograde; et je déclarai, en terminant, que si ces objections sont établies, le Gouvernement de Sa

Majesté espérera naturellement que le Gouvernement français consentira à modifier sérieusement ses propositions.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 151

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 10 août 1881.

Sir,

L'Ambassadeur de France m'a parlé hier des négociations commerciales, et exprima sa surprise lorsque je lui dis que j'avais été frappé d'une expression dans sa note à la date d'hier, impliquant que le Gouvernement français considérerait les principales lignes du nouveau Traité comme déjà fixées.

M. Challemel-Lacour dit qu'il ne comprenait pas comment nous pouvions logiquement concilier la déclaration que nous considérions la conclusion d'un nouveau Traité comme probable, avec la pensée qu'il y a peu d'espoir à le voir se conclure à moins que le Gouvernement français ne fasse d'autres modifications matérielles à ses propositions.

Je répondis que les deux Déclarations ne me semblaient pas incompatibles, en considérant ce qu'avait été le langage de son Gouvernement. M. Léon Say, lorsqu'il était en Angleterre et complètement dans la confiance de son Gouvernement, nous avait donné lieu d'attendre que tout nouvel arrangement se concluerait sur les bases d'une amélioration des relations commerciales entre les deux Pays.

M. Challemel-Lacour m'interrompit pour me faire observer que M. Léon Say avait immédiatement démenti la conclusion particulière que Sir Charles Dilke avait cherché à tirer de cette expression.

Je répondis que c'était possible, mais que M. Léon Say n'avait pas essayé, que je sache, de contredire la conclusion générale, qui somme toute était la seule raisonnable et naturelle, qu'une amélioration dans les relations commerciales entre les deux Pays impliquait une réduction de Tarif.

Je savais que des difficultés Parlementaires s'étaient élevées depuis, et le Gouvernement anglais était le dernier à ignorer

l'importance de respecter l'opinion et l'action de la Législature en de semblables matières. Mais M. Challemel-Lacour avait lui-même récemment exprimé l'opinion que le Gouvernement français désirait qu'un équivalent équitable soit établi pour les droits actuels, quoique par la décision des Chambres, il soit impossible de retourner aux droits *ad valorem*.

M. Challemel-Lacour dit qu'il avait seulement parlé de concessions possibles, et que nous semblions demander plus que son Gouvernement ne pouvait admettre.

Je dis que je lui adresserais une note demandant de plus amples explications sur les termes de sa dernière communication ; que je craignais beaucoup qu'il n'y eut que peu d'espoir de voir les négociations se terminer d'une façon satisfaisante, à moins qu'il ne puisse me donner une assurance satisfaisante ; que je regretterais beaucoup de voir manquer les négociations dans l'intérêt des deux Pays, mais que lui et moi, comme libre-échangistes, nous serions d'avis probablement que la France serait celui des deux Pays qui en souffrirait le plus.

M. Challemel-Lacour dit que les Anglais avaient été bien libres autrefois de conseiller à la France ce qu'il y avait de mieux à faire dans son propre intérêt.

Je dis que je n'avais pas une telle prétention, mais que je supposais simplement qu'étant libre-échangistes tous deux nous serions d'accord sur ce que la Nation qui a rompu les négociations commerciales, par un refus d'abaisser un Tarif injustement élevé, est celle qui souffrira le plus des interruptions de commerce qui en seront la conséquence.

M. Challemel-Lacour répondit qu'il était certainement un libre-échangiste, mais un libre-échangiste « Français », et qu'il reconnaissait la nécessité de prendre en sérieuse considération les industries nationales.

Dans ce cas, dis-je, j'en étais à me demander si un libre-échangiste « Français » dans l'acception du terme de Son Excellence, n'était pas ce que nous appelions en Angleterre un protectionniste.

Je vous informe de cette conversation pour votre instruction, et non point comme une base pour faire des remarques.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 152

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 10 août 1881.

Mylord,

Lorsque j'ai vu M. Barthélemy St-Hilaire cette après-midi, Son Excellence commença la conversation en disant qu'il avait maintenant bon espoir qu'un arrangement se ferait pour le renouvellement des négociations commerciales, entre les deux Pays, le 22 courant à Paris, et qu'elles seraient amenées à une conclusion satisfaisante. Son Excellence faisait allusion à la note adressée par votre Seigneurie à M. Challemel-Lacour le 16 courant, et dit qu'après avoir pris connaissance de son contenu, il avait parlé à son Collègue, M. Tirard, de son sérieux désir de voir les relations amicales entre l'Angleterre et la France fortifiées par la conclusion d'un nouveau Traité.

M. Barthélemy St-Hilaire continua en disant qu'il trouvait M. Tirard animé des mêmes sentiments, et que son Collègue avait examiné la question une fois de plus en vue de déterminer si, d'accord avec la loi votée par les Chambres et avec ses propres déclarations, il pouvait autoriser que de nouvelles concessions soient faites au Gouvernement de Sa Majesté, de façon à ce que la conclusion d'un Traité ne soit pas plus longtemps douteuse, et que le Gouvernement français soit alors à même de consentir à une prorogation des Traités existants, pour trois mois à partir du 8 novembre. M. Tirard avait trouvé, continua M. Barthélemy St-Hilaire, qu'il serait possible d'offrir de nouvelles concessions sur les marchandises de laine et de coton, et une dépêche a dû parvenir à M. Challemel-Lacour ce matin, contenant les détails. Il ne pouvait pas me communiquer ces détails, mais ils seront sans doute transmis, sans retard, à Votre Seigneurie, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur français à Londres.

J'ai, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

N. 153

M. Challemel-Lacour au comte de Granville.

Londres, le 11 août 1881.

Monsieur le Comte,

J'ai reçu hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en réponse à ma communication du 9 août. Votre Excellence y rapproche, comme si elle lui paraissaient présenter quelque contradiction, deux phrases empruntées l'une à ma lettre particulière du 4 courant, l'autre à ma lettre officielle du 9. Ces deux passages, loin d'offrir la moindre opposition, sont au contraire parfaitement concordants. En effet, Votre Excellence m'exprimait dans sa lettre du 2 août le désir que le Gouvernement français voulût bien déclarer que ces dernières propositions, indiquées dans ma note confidentielle à M. le Sous-Secrétaire d'État, ne devaient pas être considérées comme définitives, et pourraient être soumises à une nouvelle révision (« to state that these proposals are not to be looked on as final, but may be subject to further revision »). Je vous ai fait savoir, dans ma lettre particulière du 4, que le Gouvernement français ne pouvait consentir à faire une déclaration de ce genre. En ajoutant, ce qui d'ailleurs allait de soi, que mon Gouvernement n'en était pas moins prêt à discuter à fond ses propres propositions et les demandes anglaises, je ne pouvais évidemment avoir la pensée de vous laisser croire que le Gouvernement français entendait que tout pût être remis en question. Le refus de faire la déclaration qui lui était demandée prouve d'une manière péremptoire que tel ne pouvait être son sentiment. Il estimait, au contraire, qu'il y avait des points acquis, des propositions sur lesquelles il ne lui était point possible de revenir. Je n'ai pas exprimé une autre pensée en disant dans ma lettre officielle du 9 août que, sans écarter toute possibilité de modifications nouvelles, le Gouvernement de la République considérerait comme désormais fixées, dans ce qu'elles avaient d'essentiel, les lignes générales du Traité de Commerce à intervenir.

Il semble que le Gouvernement de Sa Majesté n'ait pu lui-même l'entendre, et ne l'ait pas entendu autrement. Lorsqu'il a demandé d'être assuré dès aujourd'hui de la prolongation pour trois mois du Traité de commerce actuel, je lui ai fait observer, en termes formels et à plusieurs reprises, notamment dans ma lettre parti-

culière à Votre Excellence en date du 4 août, que, pour que le Gouvernement français pût consentir à cette prorogation, il fallait qu'un nouveau Traité fût déjà conclu ou que du moins la conclusion n'en pût être douteuse. C'est alors que dans sa lettre du 6 août, Votre Excellence formula, selon l'offre qu'elle m'en avait faite spontanément, une déclaration d'après laquelle le Gouvernement de Sa Majesté exprimait la conviction qu'un nouveau Traité de commerce et de navigation pouvait être conclu dans le cours des présentes négociations. Si peu explicite que fût cette déclaration, le but qu'elle se proposait en déterminait clairement la signification. On ne voit pas, d'ailleurs, quel sens elle pouvait avoir si elle ne signifiait que mes dernières communications ne laissent plus, selon le Gouvernement de Sa Majesté, subsister aucun doute sur la possibilité d'un arrangement. En nous donnant, comme elle le disait dans sa lettre du 6 août, une « assurance » qui permit au Gouvernement français de consentir à la prorogation qui lui était demandée, Votre Excellence entendait, sans doute, exprimer autre chose qu'une espérance vague, une possibilité dépendant de concessions nouvelles et indéterminées, que le Gouvernement de Sa Majesté se réservait de demander et pensait obtenir.

Sans insister davantage sur un malentendu difficile à expliquer, je ne puis que répéter, en terminant, ce que j'ai eu l'honneur de dire plusieurs fois à Votre Excellence. Le Gouvernement de la République, renouvelant une proposition que MM. les Commissaires anglais avaient acceptée, dans la dernière Conférence, sans hésitation et sans conditions, se déclare prêt à reprendre, avec l'esprit de conciliation dont il a donné assez de preuves, les négociations commencées à Londres, et à les poursuivre à Paris. Il lui paraît, à la vérité, oiseux d'examiner si ces propositions répondent au *statu quo* ou si elles s'en écartent. Il ne pense pas non plus que les Conférences qui ont eu lieu à Londres, que les communications qu'il a faites récemment par mon intermédiaire au Gouvernement de la Reine, doivent être tenues pour non-avenues et que tout puisse être remis en question, aussi bien en ce qui concerne la quotité des droits que leur classification. Mais il reste persuadé qu'animé comme lui d'un sincère désir d'arrangement, le Gouvernement de Sa Majesté ne se refusera pas à reprendre les négociations, et qu'une discussion nouvelle peut conduire à une entente que nous persistons à considérer comme éminemment désirable.

Veillez, etc.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

N^o 154

M. Adams au comte de Granville.

Paris, 11 août 1881.

Mylord,

Ayant reçu de Votre Seigneurie ce matin des copies de la note du 9 courant de M. Challemel-Lacour à Votre Seigneurie, et de votre réponse du 10 courant, concernant la reprise des négociations, je me rendis immédiatement chez M. Barthélemy St-Hilaire, et je lui dis ma crainte de ne pas voir réaliser les espérances que Son Excellence m'avait exprimées hier soir en vue d'un arrangement devant amener cette reprise.

M. Barthélemy St-Hilaire fit alors chercher et me lut la note de M. Challemel-Lacour qui ne contient point de détails sur de nouvelles concessions à accorder par le Gouvernement français au Gouvernement de Sa Majesté, comme j'avais été autorisé à l'espérer.

Là-dessus je lus à Son Excellence la réponse de Votre Seigneurie à M. Challemel-Lacour, qu'il ne connaissait naturellement pas encore, et j'insistai particulièrement sur la contradiction entre les deux paragraphes français contenus respectivement dans les notes de M. Challemel-Lacour au 4 et au 9 courant. Je fis remarquer à M. Barthélemy St-Hilaire que, dans la note du 4 courant, il était clairement déclaré que le Gouvernement français ne prétendait pas présenter ses propositions comme un ultimatum, tandis que la note du 9 courant déclarait qu'il considérait les lignes de l'arrangement commercial projeté déjà fixées au moins en ce qui concernait les points essentiels. Je dis que le langage de la seconde note était plutôt une restriction qu'une avance lorsqu'on le compare avec celui de la note précédente.

M. Barthélemy St-Hilaire reconnut que la phrase en question était obscure, mais il croyait, me dit-il, qu'elle signifiait que le principe des droits spécifiques doit être considéré comme étant désormais fixé, tandis que les taux particuliers des droits spécifiques pourront être discutés et réduits.

Son Excellence promit de considérer l'affaire immédiatement et d'en conférer avec M. Tirard le Ministre du commerce.

J'ai, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

N^o 155

M. Adams au comte de Granville.

(Extrait.)

Paris, 11 août 1881.

En référence à ma dépêche précédente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, à la fin de ma conversation de ce matin, avec M. Barthélemy St-Hilaire, relativement à la dernière correspondance entre Votre Seigneurie et M. Challemel-Lacour au sujet de la reprise des négociations commerciales, j'ai tenu le langage suivant.

Je dis que Son Excellence devait me permettre de lui exprimer mon opinion personnelle, confidentiellement, mais très sérieusement. Que, à moins que l'Ambassadeur français à Londres ne soit autorisé à communiquer à Votre Seigneurie les détails exacts concernant spécialement les marchandises de laine et de coton, que M. Tirard avait jugé possible d'offrir, après un nouvel examen de la question, je craignais beaucoup que les négociations entre nos deux Pays ne soient rompues, ce que pour ma part, je déplorerais grandement dans l'intérêt de nos deux Pays. C'était, comme il savait, une question de la plus haute importance pour nos relations, et un sentiment d'irritation contre la France s'était déjà élevé, non seulement chez les Membres du Parlement opposés au Gouvernement de Sa Majesté, mais aussi dans les Chambres du commerce et dans la classe marchande anglaise en général.

M. Barthélemy St-Hilaire, de son côté, m'assura que le Gouvernement français était aussi désireux que celui de Sa Majesté d'arriver sans retard à un arrangement, et Son Excellence promit de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour obtenir un résultat satisfaisant.

N^o 156

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 12 août 1881.

Sir,

Je transmets ci-joint, pour être communiqué au Gouvernement français un Mémoire sur certaines marchandises omises dans le « Tarif à discuter » sur lequel on s'était mis d'accord dans la seizième séance de la Commission pour les négociations entre la Grande-Bretagne et la France.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

ANNEXE AU N^o 156.Mémoire sur certaines marchandises omises dans le
Tarif à discuter.

86. *Les Sucres*. — On demande que les stipulations de l'article IV de la Convention de 1875, ou de l'article VII du Projet de Convention de 1877, soient insérées dans le nouveau Traité de commerce.

88 bis. *Les Biscuits*. — On désire des explications plus amples sur le taux des nouveaux droits, et on en demandera probablement une réduction.

181. *Les Huiles minérales*. — Ces marchandises se trouvent inscrites au Tarif Conventionnel en vertu de l'article IV du Traité du 23 juillet 1873 entre la Grande-Bretagne et la France. La divergence de 7 francs sur les droits de 18 francs les 100 kilogrammes sur les huiles non raffinées et celui de 25 francs sur les huiles raffinées paraît excessive et hors de proportion à la valeur respective des deux marchandises.

On suggère que M. le professeur Abel, qui a discuté cette question avec M. Amé en 1877 et avec M. Deville en 1878, soit appelé à discuter de nouveau avec un mandataire du Gouvernement français, afin d'obtenir une entente satisfaisante à ce sujet. Les huiles épaisses servant à la lubrification des machines sont actuellement passibles d'un droit de 5 p. 100 de la valeur. On demande qu'un droit spécifique équivalent soit inscrit au nouveau Tarif Conventionnel.

295. *Les Amidons.* — On demande l'inscription au nouveau Tarif Conventionnel et le maintien du droit actuel de 1' 50 les 100 kilogrammes.

310. *La Bière.* — On demande l'inscription de cette marchandise au nouveau Tarif Conventionnel ; on désire obtenir l'explication des motifs qui ont fait relever le droit 5' 75 à 7' 75 par hectolitre de liquide, et on propose qu'au Tarif Conventionnel le droit proprement dit et la surtaxe représentant l'octroi (l'accise) sur la bière française (les droits intérieurs) soit inscrits séparément.

514. — On fait savoir que le droit de 60 francs les 100 kilogrammes pour les cartouches vides est plus élevé que le taux actuel de 10 p. 100 de la valeur. Ces marchandises ne figurent pas au Tarif Conventionnel actuel, mais, si rien ne s'y oppose, on voudrait les voir inscrits au nouveau Tarif Conventionnel. En tous cas on demande aux autorités compétentes d'examiner si le droit proposé de 60 francs les 100 kilogrammes ne dépasse pas le droit actuel de 10 p. 100 de la valeur.

L'attention bienveillante du Gouvernement français est appelée sur les observations qui précèdent. Quand la Commission franco-anglaise se réunira de nouveau, des observations et des propositions seront aussi présentées au sujet des couleurs, des glaces, du sel et de quelques autres articles encore.

N° 157

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 12 août 1881.

Sir,

En réponse à vos dépêches du 10 courant et d'hier, je n'ai pas encore reçu la nouvelle communication de M. Challemel-Lacour à laquelle vous faites allusion. Je n'ai donc qu'à répéter que le Gouvernement de Sa Majesté est tout prêt à reprendre les négociations commerciales entre les deux Pays, quand les détails de classification et de qualités de droit pourront être pleinement examinés et discutés par la Commission. Les conditions posées par le Gouvernement de Sa Majesté, comme vous le savez, sont que, pour user des mots employés par M. Challemel-Lacour, ces détails de Tarif seront soumis à une entière et loyale discussion ;

et que la durée des Traités existants de commerce seront immédiatement prolongés au 8 février prochain.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 158

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 12 août 1881.

Sir,

J'approuve le langage tenu par vous à M. Barthélemy St-Hilaire, et contenu dans votre dépêche d'hier, relativement aux communications qui ont eu lieu avec M. Challemel-Lacour au sujet de la reprise des négociations commerciales avec la France.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 159

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 13 août 1881.

Sir,

Je transmets ci-joint, pour votre information, la copie d'une note de M. Challemel-Lacour, en réponse à la communication que je lui ai adressée le 10 courant et dont une copie est incluse dans une dépêche du 10 courant.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 160

M. Adams au comte de Granville.

Paris, 12 août 1881.

Mylord,

Je me suis rendu au Ministère des Affaires Étrangères à 10 heures ce matin, ayant appris que M. Barthélemy St-Hilaire assistait à un Conseil de cabinet au Ministère de l'Instruction publique, je m'y rendis immédiatement et demandai à voir Son Excellence pour un instant. M. Barthélemy St-Hilaire fut assez aimable pour quitter le Conseil et me recevoir.

Je rappelai au souvenir de Son Excellence notre conversation d'hier au sujet des négociations commerciales, et je déclarai qu'il résulte d'une information que j'ai reçue depuis, que le Gouvernement de Sa Majesté ne demande pas que les concessions définitives du Gouvernement français lui soient communiquées, mais que ce qu'il désire c'est la signature immédiate d'une Déclaration pour la prolongation des Traités existants pour trois mois à partir du 8 novembre, et une pleine discussion de toute l'affaire dans la Commission à Paris.

M. Barthélemy St-Hilaire répondit qu'on n'avait pas l'intention de faire connaître ces concessions finales avant la nouvelle réunion de la Commission, et que je pouvais considérer ce point comme réglé.

Après quelques instants de conversation, Son Excellence me demanda si je désirerais voir M. Tirard, qui était dans la pièce voisine.

Je répondis que mon intention n'était pas de déranger le Conseil du Cabinet, mais que j'étais aux ordres de Son Excellence.

Il quitta alors la chambre et revint au bout de quelques minutes avec M. Jules Ferry et M. Tirard.

Je crus devoir exprimer mes excuses pour avoir dérangé Leurs Excellences en plein Conseil de Cabinet, bien que ce soit pour une aussi importante affaire; mais ils furent assez aimables pour me dire qu'ils étaient enchantés d'avoir l'occasion de me voir pour échanger des explications sur l'état actuel des négociations commerciales.

Je dis alors que je comprenais l'état actuel de la situation, le Gouvernement de Sa Majesté ayant appris que le Gouvernement français ne présentait pas ses dernières propositions comme un

ultimatum, nous étions en mesure d'assurer que nous avions bon espoir de voir un Traité satisfaisant se conclure entre les deux Pays et que, par conséquent, nous demandions au Gouvernement français de consentir à signer immédiatement une Déclaration étendant la durée des Traités existants jusqu'au 8 février prochain.

M. Tirard entra là-dessus dans une explication détaillée sur le cours des événements et sur le point de vue français.

Son Excellence commença en disant que pendant quelque temps le peuple français avait été désireux d'assurer un arrangement fermement économique. Les discussions relatives au Tarif Général avaient occupé une longue période, le Comité avait fixé ce que le Gouvernement dans bien des cas considérait comme des droits exorbitants, et dans bien des circonstances le Gouvernement avait résisté, avec succès, à l'imposition de droits élevés.

Le Tarif Général avait passé dans les Chambres et était devenu loi. Puis est venu la question des Traités. Le Parlement désirait qu'ils fussent conclus sans plus de retard, et il y eut une grande opposition lorsque le Gouvernement proposa à la Chambre des Députés une nouvelle prorogation de trois mois à partir du 8 novembre prochain. La loi passa néanmoins, et le Gouvernement, fit observer Son Excellence, fut lié par les termes de l'exposé des motifs de cette loi, qui autorisent une telle prorogation dans le cas de Pouvoirs avec lesquels des Traités avaient déjà été signés à la date ci-dessus, ou de ceux avec lesquels on avait une certitude de conclure à bref délai.

M. Tirard dit que lorsqu'il avait reconnu que les concessions offertes par le Gouvernement français le mois dernier n'étaient pas considérées suffisantes par le Gouvernement de Sa Majesté pour l'engager à continuer les négociations, il s'était, avec le plus sincère désir de s'accorder avec les désirs du Gouvernement de Sa Majesté, appliqué avec des hommes compétents, à un autre et complet examen du sujet, et qu'il avait trouvé qu'il serait à même de faire de nouvelles concessions par rapport à certains articles de laine et de coton.

Il ne pouvait s'empêcher d'observer que, par rapport aux métaux, il avait été au-delà, peut-être, de ce qu'il était juste de faire, mais il croyait que le Gouvernement de Sa Majesté était satisfait sur ce chef.

Après quelques instants de conversation, il fut convenu que le point à examiner à présent est celui de la prorogation ; et éventuellement, à ma requête, M. Tirard, de concert avec ses Collègues,

rédigea le Mémoire suivant, qu'il me remit : « D'après les assurances données par le Gouvernement anglais qu'il a le ferme espoir d'arriver à la conclusion d'un Traité, le Gouvernement français va s'occuper de trouver une formule qui lui permette d'accorder la prorogation sans manquer aux engagements qu'il a pris vis-à-vis du Parlement. »

M. Tirard me demanda alors pourquoi le Gouvernement de Sa Majesté insistait sur la signature de la Déclaration de prolongation avant l'arrivée à Paris de Commissaires anglais, plutôt qu'après leur arrivée, alors que des discussions ont eu lieu qui donnent tout espoir pour la conclusion d'un Traité.

Je répondis qu'aucune raison particulière ne m'a été donnée, mais qu'il me semblait que justement parce que le Gouvernement de Sa Majesté avait donné une assurance de son côté, il attendait la signature de la Déclaration en retour.

C'était, ajoutai-je, un cas de donner et prendre, ou en français, « donnant, donnant. » J'ai à peine besoin d'ajouter que, de mon côté j'exprimai le désir sincère du Gouvernement de Sa Majesté que ces négociations puissent se conclure avec succès, et son vœu de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour contribuer à ce résultat. Leurs Excellences, de leur côté, exprimèrent des sentiments réciproques.

J'ai, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

N° 161

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 13 août 1881.

Sir,

L'Ambassadeur de France a rendu aujourd'hui visite à Sir Charles Dilke et lui a dit que M. Barthélemy St-Hilaire était occupé à rédiger un projet de Déclaration afin de justifier la prolongation des Traités de Commerce maintenant en vigueur entre la Grande-Bretagne et la France. Il a été répondu à M. Challemel-Lacour qu'il semblait difficile de trouver une forme acceptable pour les deux Parties et que le Gouvernement français aurait dû se contenter de la phrase dont s'est servi le Gouvernement de Sa Majesté.

M. Challemel-Lacour a ajouté qu'il avait reçu des instructions de demander la raison pour laquelle le Gouvernement de Sa Majesté désirait une prolongation de suite, Sir Charles Dilke a répondu à Son Excellence qu'il était persuadé de faire comprendre nos raisons qui sont nombreuses et dont une est d'amoindrir les présents inconvénients du commerce. Son Excellence a dit qu'une raison aussi de la prolongation serait de calmer la surexcitation. Sir Charles Dilke a partagé son avis.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 162

M. Challemel-Lacour au comte de Granville.

Londres, le 17 août 1881.

Monsieur le Comte,

Je crois devoir donner sans retard communication à Votre Excellence de la dépêche ci-jointe qui vient de m'être adressée par M. Barthélemy St-Hilaire.

Veuillez, etc.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

ANNEXE AU N° 162.

M. Barthélemy-St-Hilaire à M. Challemel-Lacour.

Paris, 16 août 1881.

Monsieur,

A la suite de la démarche que M. le Chargé d'Affaires de la Grande-Bretagne avait faite, le 12 de ce mois, auprès du Gouvernement de la République, je n'avais pas hésité, de concert avec M. le Ministre du Commerce, à remettre à M. Adams une note ainsi conçue : « D'après les assurances données par le Gouvernement anglais qu'il a le ferme espoir d'arriver à la conclusion d'un Traité, le Gouvernement français va s'occuper de trouver une formule qui lui permette d'accorder la prorogation sans

manquer aux engagements qu'il a pris vis-à-vis du Parlement. »

Quel que soit le désir du Gouvernement de la République de faciliter les moyens d'arriver à une solution favorable, je ne puis cependant m'empêcher de remarquer que les assurances qui nous avaient été transmises n'ont reçu aucune confirmation de la part du Cabinet de Londres, et que la lettre que vous avez adressée à lord Granville à la suite de sa communication du 10 de ce mois, pour lui rappeler les conditions auxquelles il nous serait possible de proroger les Traités existants, est demeurée sans réponse.

Ainsi que vous l'avez si bien précisé dans cette lettre, il faut, pour que le Gouvernement français soit autorisé à consentir à une nouvelle prorogation, qu'avant le 8 novembre de cette année un Traité soit conclu entre la France et l'Angleterre, ou que du moins, à cette époque, la conclusion ne puisse plus, en quoi que ce soit, en être douteuse. Tel est le sens exact des déclarations réitérées que M. le Ministre du commerce, d'accord avec les Commissions des deux Chambres, a faites devant le Sénat et la Chambre des Députés, et il suffit de se reporter à la discussion que le projet de loi de prorogation a provoquée pour se rendre compte des limites dans lesquelles les Chambres ont entendu renfermer le Gouvernement de la République. M. Tirard, répondant à un orateur qui considérait toute nouvelle prorogation comme préjudiciable aux intérêts industriels et commerciaux du Pays, s'exprimait en ces termes :—

...« Je ne puis pas vous dire que ces négociations commerciales seront terminées dans un mois, dans deux mois, ou dans trois mois ; mais j'ai la ferme espérance qu'elles seront terminées à l'époque du 8 novembre, qui est fixée pour les délais de prorogation.

« Or, Messieurs, à cette époque il est incontestable que les Chambres ne seront pas réunies, ou que, si elles le sont, elles le seront depuis trop peu de temps pour qu'elles puissent ratifier les Conventions qui ont été préparées.

« Nous nous trouverions, par conséquent, si nous ne vous demandions pas un nouveau délai, dans cette condition déplorable que, bien qu'ayant des Conventions signées soit avec l'Angleterre, soit avec d'autres Puissances, comme les Chambres ne se trouveraient pas réunies pour y donner leur sanction, nous serions condamnés à une modification dans le mode de nos relations commerciales, et nous devrions généraliser l'application de notre Tarif Général pendant un temps plus ou moins long en attendant la ratification parlementaire.

« C'est uniquement pour parer à cette éventualité que nous

vous avons proposé la prolongation de trois mois dont il s'agit.

« Cette proposition est donc une mesure de prévoyance. Personne ne peut demander que, si des Traités de commerce ont été signés, ou si les négociations sont en bonne voie et sur le point d'aboutir, et en mesure d'être ratifiées par les Puissances contractantes, l'application de ces Traités puisse être remplacée, même pour quelques jours, par une application des Tarifs généraux qui s'imposerait au Gouvernement. Voilà la situation ; elle est bien simple. »

Je partage absolument l'avis de mon Collègue, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, et c'est avec une véritable satisfaction que j'avais pris connaissance de la communication que lord Granville vous avait adressée le 6 de ce mois.

En prenant acte des concessions étendues auxquelles le Gouvernement français avait consenti à la suite des Conférences de Londres, et en se référant aux termes de votre lettre semi-officielle du 4, où vous renouvez l'invitation du Gouvernement français à reprendre, à Paris, les négociations précédemment suspendues, le Cabinet de Londres exprimait « l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté estimait qu'un nouveau Traité de Commerce et de Navigation, également satisfaisant pour les deux Pays, pourrait être conclu dans le cours des présentes négociations. » Si vague que fût la teneur de cette déclaration, nous n'étions pas moins autorisés à croire que les dernières propositions du Gouvernement de la République avaient été favorablement accueillies et de nature à amener prochainement une entente définitive. Ce devait être là le résultat des Conférences dont l'ouverture aurait pu avoir lieu à Paris le 22 de ce mois, et dans lesquelles les dernières difficultés de détails ou d'application, ainsi que les nouvelles demandes du Gouvernement britannique, auraient pu être heureusement réglées après une étude loyale et approfondie.

Malheureusement nous avons dû constater avec regret qu'il s'est glissé dans la correspondance échangée à ce sujet entre les deux Gouvernements un malentendu que nous serions heureux de voir dissiper. Il ressort, en effet, de la lettre de lord Granville en date du 10 de ce mois, et à laquelle, je le répète, vous avez déjà répondu sans obtenir du Cabinet de Londres des éclaircissements dont nous avons besoin, que le Gouvernement anglais paraissait revenir, dans une certaine mesure, sur sa précédente déclaration du 6 de ce mois ; il semble aujourd'hui qu'il tient les concessions du Gouvernement français pour insuffisantes, et qu'il ne consentirait à une reprise ultérieure des négo-

ciations qu'autant que nos dernières propositions seraient soumises à de sérieuses modifications.

Si le Gouvernement de Sa Majesté veut bien considérer les engagements du Gouvernement français vis-à-vis du Parlement, il reconnaîtra combien il nous serait difficile, dans ces conditions, de nous prêter, en ce moment, à une nouvelle prorogation des Traités existants, puisqu'il se refuse à chercher avec vous les termes d'une déclaration commune qui nous aurait placés dans la situation que nous impose notre loi sur la prorogation.

Nous n'en persistons pas moins à offrir au Cabinet de Londres de reprendre à Paris le 22 de ce mois, ou un peu plus tard, les Conférences commerciales, persuadés, au point où en sont les négociations, qu'elles peuvent servir à amener, avant le 8 novembre ou peu après, la conclusion d'un Traité conforme aux intérêts des deux Pays, ou à préparer la conclusion certaine d'un Traité dans un délai qui n'excéderait le 8 novembre que de très peu de temps.

Je vous serai obligé, Monsieur, de vouloir bien communiquer ces observations au Gouvernement britannique dans la forme qui vous paraîtra le mieux répondre à l'état de vos pourparlers avec lord Granville.

Agrérez, etc.

Signé : B. ST-HILAIRE.

N° 163

Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour.

Foreign Office, 18 août 1881.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date d'hier, à laquelle se trouvait jointe la copie d'une dépêche que vous aviez reçue du Ministre des Affaires Étrangères de France, au sujet de la reprise proposée des négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France.

M. Barthélemy Saint-Hilaire appelle l'attention de Votre Excellence sur le fait que l'on n'a reçu aucune réponse à la note que Votre Excellence m'avait adressée le 10 de ce mois; je désire, à cet égard, faire remarquer que, vu la conversation tenue le len-

demain avec M. Adams, à laquelle M. Barthélemy Saint-Hilaire se réfère dans sa dépêche, et le Mémoire à lui remis par M. le Ministre du Commerce, le Gouvernement de S. M. Britannique, avant de faire aucune démarche ultérieure à ce sujet, attendait la *formule* relative à la prorogation, formule que l'on allait rédiger, d'après les informations données à M. Adams, mais qui, jusqu'à ce jour, n'a pas été reçue.

M. Barthélemy a raison en disant que, dans ma note du 6 de ce mois, j'avais donné l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique envisageait favorablement la possibilité de conclure un nouveau Traité de commerce dans le cours des négociations actuelles ; mais la note de Votre Excellence en date du 9 de ce mois, ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, semblait démontrer que le Gouvernement français considérait que, en ce qui concerne tous les détails importants et essentiels, il n'y avait lieu de faire aucune modification ultérieure aux dernières propositions françaises.

Force a été au Gouvernement de Sa Majesté Britannique de ne pas partager cette opinion ; car il n'a jamais cessé d'exprimer l'avis que les concessions déjà proposées, en ce qui concerne les cotonnades et les lainages n'étaient pas suffisantes.

En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, a, dans tout le cours du récent échange de notes et de communications (*pourparlers*), exprimé constamment le désir de faciliter, par tous les moyens en son pouvoir, la prorogation de trois mois du *statu quo*. C'est dans ce but, et afin de répondre aux demandes du Gouvernement français, que, dans ma note du 6 de ce mois, j'ai donné, à ce sujet, les assurances les plus formelles que j'aie pu convenablement donner.

Puisque le Gouvernement français ne paraît pas préparé, de son côté, à répondre à cette avance par une déclaration conforme, en ce qui concerne la prorogation du Tarif en vigueur, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique regrette que, dans l'état actuel des choses, les Commissaires britanniques ne puissent pas accepter l'invitation de se réunir à Paris le 22 de ce mois.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 164

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, 18 août 1881.

Sir,

En référence à ma dépêche du 13 courant, je transmets, ci-joint, pour votre information, les copies de la nouvelle correspondance avec M. Challemel-Lacour au sujet des négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France.

Vous remarquerez que les communications entre vous et M. Barthélemy St-Hilaire, M. Jules Ferry et M. Tirard, rapportées dans votre dépêche du 12 courant, sont mentionnées dans la présente correspondance. J'ai à vous demander que, s'il est fait allusion à ces négociations, dans une conversation avec vous, par les Ministres français, vous parliez dans les termes de ma note de cette date à M. Challemel-Lacour.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 165

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, 22 août 1881.

Sir,

Je pense qu'il pourra être utile de vous faire connaître les remarques suivantes concernant les offres qu'il est entendu que les Commissaires français doivent être préparés à faire dans les réunions de la Commission commune, dont la reprise devait avoir lieu aujourd'hui à Paris.

Vous savez qu'aucune proposition formelle n'a été faite à ce sujet par le Gouvernement français, mais que le 27 du mois dernier, M. Challemel-Lacour fit une communication personnelle et confidentielle à Sir Charles Dilke, comme Président de la Commission royale sur ce que des réductions sur les taux figurant au

« Tarif à réviser, » seraient offertes à l'égard des fers et des articles de coton et de laine, et que Son Excellence déclara en outre que des réductions d'une nature similaire seraient également offertes, éventuellement, pour d'autres articles, mais qu'il considérerait comme inutile d'entrer dans ces menus détails jusqu'à ce qu'on soit arrivé à une entente par rapport aux fers, aux cotons et aux laines.

Par rapport aux fers en gueuses, on propose de réduire le droit de 2 francs par 100 kilogrammes à 1^r 50. Il doit être observé que au prix moyen actuel de 46 sh. par tonne, en accordant 5 sh. comme prix de transport par tonne, ce droit réduit s'élèvera à un *ad valorem* équivalent de 24 p. 100.

Il fut suggéré en outre, de réduire le droit sur le fer en barres de 6 francs à 5 francs par 100 kilogrammes ; le droit proposé excéderait néanmoins 30 p. 100. Il paraîtrait qu'en 1876, le Conseil supérieur du Commerce avait recommandé un droit de 4 francs. Le Gouvernement français, dans le cas des fils de coton, semblait peu disposé à faire une réduction pour les fils simples, mais il était prêt à offrir une réduction d'environ 8 p. 100 sur tous les doubles fils, reportant, dans le cas des fils simples et doubles, le surplus du droit à prélever sur ceux qui sont teints avec du rouge d'Andrinople.

Dans le cas des tissus de coton, concernant les marchandises écruës, le Tarif Conventionnel serait maintenu avec deux réductions dans la catégorie, pesant de 5 à 7 kilogrammes les 100 mètres carrés. Pour certaines catégories de ces marchandises le présent droit, cependant, s'élève à 20 ou 25 p. 100. Par rapport aux tissus blanchis et teints, l'explication offerte n'est pas explicite, mais elle ne rencontra pas l'objection alléguée qu'une grande augmentation sur les droits actuels résulterait des changements de classification et de quotités de droits proposés et indiqués dans le « Tarif à discuter ».

Les surcharges de 2 francs, 4 francs et 7^r 50, offertes pour les marchandises en pièces imprimées en couleur, en addition du droit sur les tissus, paraissent constituer une large augmentation sur le droit actuel.

Les suggestions faites par rapport aux articles de coton mélangé, de courtes-pointes et de couvertures en coton, de velours à côtes et de moleskine, etc. sont, ou peu claires ou peu satisfaisantes. Il est très possible que dans certaines variétés de ces marchandises le commerce de quelque autre Pays avec la France puisse dépasser le montant du commerce britannique. Mais un commerce d'une certaine importance s'est élevé dans le Tarif

actuel ; et le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait être invité à sacrifier quelque importante branche de commerce parce qu'on allègue que quelque autre Pays étranger, et non la Grande-Bretagne, y est principalement intéressé.

Un droit de 50 francs par 100 kilogrammes pour des courtepointes et des couvertures de coton, suggéré à présent, s'élèverait à un *ad valorem* équivalent d'environ 20 p. 100 ; 72 francs par 100 kilogrammes de velours à côtes et de molleskine, tel qu'il est suggéré à présent, s'élèverait à un *ad valorem* équivalent à 23 p. 100.

Par rapport aux fils de laine, M. Challemel-Lacour déclare qu'une réduction de 20 p. 100 serait accordée sur les droits actuels, au lieu de la réduction d'une moitié dans deux paiements successifs de 25 p. 100, demandée par le Gouvernement de Sa Majesté sur le terrain que l'industrie française n'a aucune raison de craindre la concurrence étrangère, en ce qui concerne ces fils, et qu'elle serait à même de dominer le marché national même si le droit était entièrement supprimé. La présente proposition maintiendrait un droit protecteur équivalent à 25 ou 30 p. 100 en faveur des filateurs français.

Par rapport aux fils de laine, la distinction établie entre les laines peignées et les laines cardées est maintenue. D'après les offres qui seront probablement faites, une réduction de 10 ou 20 p. 100 serait effectuée en faveur des plus lourdes livraisons de fils cardés ; mais ceux-ci sont de peu d'importance pratique pour le commerce. Tandis que sur les deux catégories 15,000 à 20,000 et 20,000 à 30,500, qui constituent de beaucoup la principale part du commerce dans ces fils, d'après la dernière suggestion, une réduction de 1 franc serait offerte sur la première de ces deux catégories, pendant qu'une augmentation, qui même avec la diminution actuelle serait de 4 francs par 100 kilogrammes est encore proposée sur la seconde.

En ce qui concerne les tissus de laine, la classification adoptée dans le « Tarif à discuter » est maintenue. Une réduction de droit est proposée pour chaque classe de tissus purs et de tissus mélangés. Mais dans le cas de la première classe les droits suggérés s'élèveraient de 16 à environ 20 p. 100, et pour la dernière de 12 à environ 30 p. 100, au lieu du droit uniforme actuel de 10 p. 100. Ainsi, pendant que les offres maintenant indiquées montrent une disposition d'accepter des quotités de droit plus modérées que celles contenues dans le « Tarif à discuter » et donnent par conséquent une raison d'espérer que dans la discussion de toutes ces questions un Traité pourrait être conclu

qui serait satisfaisant pour les deux Pays, ces offres ne contraindraient d'aucune façon les objections qui ont été alléguées en faveur du Gouvernement de Sa Majesté, par rapport aux changements de classification dans le Tarif français, qui demandera à être simplifié, en même temps que les quotités de droit elle-mêmes exigeront de plus amples modifications dans le cours des négociations.

Il est nécessaire de prendre du temps pour la discussion et le règlement de ces différents détails de Tarif, aussi bien que pour arriver à une entente sur les autres questions à traiter dans la conclusion d'un nouveau Traité. Dans ce but aussi bien que pour soulager, jusqu'à un certain point, l'incertitude qui existe à présent dans les transactions commerciales entre les deux Pays, et plus spécialement en ce qui concerne les contrats pour le commerce d'hiver, le Gouvernement de Sa Majesté a senti qu'il lui incombait d'insister pour que le Gouvernement français, comme préliminaire de la reprise des négociations, se serve du pouvoir que lui confère la loi du 20 juillet dernier, pour prolonger de trois mois, à partir du 8 novembre prochain, la durée des Traités de Commerce entre la Grande-Bretagne et la France quand ils expireront.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 166

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 5 septembre 1881.

Mylord,

J'ai l'honneur de vous transmettre avec la présente, deux Mémoires rédigés par Sir Ch. W. Dilke, contenant le compte-rendu des conversations qu'il a eues aujourd'hui avec plusieurs membres du Cabinet français, au sujet des négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France.

Je suis, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

ANNEXE N° 1 AU N° 166.

Mémoire de Sir Charles W. Dilke.

J'ai rendu visite ce matin à M. Tirard, prétextant une simple démarche de courtoisie. Après s'être longuement étendu sur les avantages d'un Traité de commerce pour nos deux Pays, le ministre du commerce a dit s'étonner de voir la Commission anglaise attacher une si grande importance à prolonger les Traités existants avant de résumer les négociations, ce qui aurait pu être fait le jour de la reprise.

J'ai demandé de suite à Son Excellence, si la Commission française était disposée, dans le cas où les Commissaires royaux viendraient à Paris, à prolonger les Traités le jour de la première séance.

M. Tirard a dit qu'il considérerait ce moyen comme le meilleur pour aplanir les présentes difficultés.

Son Excellence a ajouté que toutefois cette question étant strictement du domaine des Affaires Étrangères, il m'a prié de voir M. Barthélemy St-Hilaire et de l'entretenir à ce sujet.

M. Tirard m'a dit qu'il avait eu l'intention d'offrir au Gouvernement de Sa Majesté la forme de Nation la plus favorisée, mais qu'il y avait renoncé, car un Traité conçu dans ces termes engagerait la France tout en laissant complète liberté à l'Angleterre. La France en signant des Traités avec des petites Puissances s'engagerait avec l'Angleterre à un certain point, et l'Angleterre pourrait à sa guise élever les droits sur les vins et même frapper d'impôts les soieries et les articles de Paris.

Pourtant lorsque j'ai vu le Ministre des Affaires Étrangères, je l'ai trouvé moins disposé que M. Tirard.

Le seul point qui soit bien clair est que le Cabinet français est désireux de recommencer les négociations, et n'est pas encore fixé de la façon qu'il pourra le faire.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Paris, le 5 septembre 1881.

DEUXIÈME ANNEXE AU N° 166.

Mémorandum de sir Charles W. Dilke.

(Extrait.)

Après mes entrevues avec MM. Tirard et Barthélemy St-Hilaire, je me suis rendu au ministère de l'Instruction publique où j'ai eu la bonne fortune de trouver le Ministre, président du Conseil. Je n'ai pu obtenir de Son Excellence une information nouvelle au sujet de la reprise des négociations commerciales. Pour être fixé à ce sujet j'aurais été obligé d'entamer directement la question, ce que je n'ai pas cru nécessaire.

M. Jules Ferry s'est borné à faire des observations en général sur la situation; pourtant il m'a semblé très anxieux d'arriver à un arrangement.

Paris, le 5 septembre 1881.

N° 167

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 12 septembre 1881.

Sir,

L'Ambassadeur de France a rendu visite à Sir Charles Dilke ce matin, et l'a chargé de me faire savoir qu'il avait reçu du Ministre des Affaires Étrangères de France une communication du désir qu'a le Gouvernement français de reprendre les négociations commerciales suspendues par la Déclaration, refusant d'accepter la prolongation de trois mois proposée par le Gouvernement de Sa Majesté.

Son Excellence a reçu des instructions que son Gouvernement est maintenant disposé à accorder cette prolongation dès que les deux Gouvernements auront fixé une époque à laquelle se réunira la commission mixte. Il a aussi proposé que la première séance aurait lieu à Paris le 19 de ce mois. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas encore décidé la réponse à donner à cette invitation.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 168

Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour.

Foreign Office, le 13 septembre 1881.

Monsieur l'Ambassadeur,

En me référant à la communication que Votre Excellence avait été chargée de me faire hier, au sujet de la reprise des négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est tout disposé à accepter la proposition du Gouvernement français, en vue de la réunion de la Commission mixte à Paris, lundi prochain, 19 du mois, à la condition, proposée par vous, que le Gouvernement français, en apprenant la présente acceptation de son invitation, prendra immédiatement les mesures nécessaires pour proroger de trois mois, à partir du 8 novembre prochain, le Traité en vigueur.

Je serai heureux de recevoir de Votre Excellence, le plus tôt que cela lui sera possible, une déclaration à cet effet, afin de pouvoir donner aux membres de la Commission de Sa Majesté Britannique l'ordre de se rendre à Paris sans retard.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 169

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 13 septembre 1881.

Sir,

Me référant à ma dépêche d'hier, j'ai à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté a accepté la proposition du Gouvernement français, que la Commission mixte, pour les négociations du nouveau Traité de Commerce avec la France, se réunira à Paris le 19 courant ; cela est convenu à charge par le Gouvernement français de prolonger les Traités existants pour trois

mois. J'ai à vous informer qu'aussitôt la réponse à cette déclaration reçue, les Commissaires royaux recevront les instructions de se rendre à Paris.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N^o 170

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 14 septembre 1881.

Sir,

Vous n'êtes pas sans savoir que durant les négociations tenues à Londres pour le renouvellement du Traité de Commerce avec la France, les Commissaires royaux ont insisté sur ce que la Commission française reçût et entendit certaines personnes connaissant les détails de certaines industries directement intéressées, et cela surtout pour celles où il est question de substituer des droits spéciaux à ceux *ad valorem*.

Néanmoins les Commissaires français ont refusé cette proposition, et les Commissaires royaux ont dû entendre les intéressés dans des réunions séparées.

Le Gouvernement de Sa Majesté a été informé que dans les Conférences pour les négociations Franco-Suisse, les Commissaires français ont consenti à entendre les avis de personnes intéressées directement dans certaines industries.

Eu égard à cela, le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas que les Commissaires français doivent refuser une entrevue avec certains industriels. Vous voudrez bien sonder le Gouvernement français à ce sujet.

Vous pourrez en même temps déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté s'obligera à restreindre le plus possible le nombre des industriels appelés à témoigner et se bornera au stricte nécessaire.

Je suis, etc.

Signé : SALISBURY.

N° 171

M. Barthélemy St-Hilaire à M. Challemel-Lacour.

Communiquée au comte de Granville par M. Challemel-Lacour,
le 15 septembre.

Paris, le 15 septembre 1881.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je vous envoie, en même temps que cette lettre, le texte officiel de la prorogation que nous accordons à l'Angleterre pour la ratification du Traité de commerce à intervenir, à partir du 8 novembre, jusqu'au 8 février prochain. Les considérants qui précèdent l'article où la prorogation est expressément énoncée rappellent clairement les motifs qui nous ont décidés à nous rendre au désir du Cabinet anglais ; je les indiquais déjà tout au long dans ma lettre du 6 de ce mois ; mais je crois devoir y insister de nouveau, parce qu'ils ont à nos yeux une importance considérable dans nos rapports futurs avec le Parlement, lorsque nous aurons à obtenir de lui la ratification du Traité que nous aurons conclu.

Notre premier motif, c'est que, croyant fermement à l'utilité des Traités de commerce en général, nous sommes persuadés que le Traité actuellement en discussion sera particulièrement profitable aux deux Nations. A cet égard, nous ne pouvons partager les doutes qu'ont élevés quelques-uns des Représentants les plus autorisés de la presse anglaise.

En second lieu, la réponse de M. Chamberlain à M. Worms à la Chambre des Communes, le discours du trône à la clôture de la session du Parlement, et les entretiens de Sir Charles Dilke avec mon Collègue, le Ministre du Commerce et avec moi, m'ont paru une preuve certaine du désir du Gouvernement anglais de conclure un Traité de commerce avec nous. Nous en sommes aussi complètement assurés que si le Gouvernement anglais nous avait engagé sa parole expressément.

Je vous prie de vouloir bien communiquer cette dépêche à lord Granville et vous autorise à lui en laisser copie, s'il le désire, afin que de part et d'autre nous sachions de la manière la plus précise dans quelles intentions nous reprenons les négociations à Paris le 19 de ce mois, ainsi que le Cabinet anglais en a exprimé le désir.

Agréez, etc.

Signé : B. ST-HILAIRE.

N° 172

Déclaration relative à la prorogation des Traités de Commerce et de Navigation entre la France et la Grande-Bretagne.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. Britannique, animés d'un égal et sincère désir d'arriver à la conclusion d'une Convention commerciale ;

Considérant que les négociations entamées à Londres, le 26 mai dernier, ont eu pour résultat de déterminer les points sur lesquels il y avait lieu d'établir une entente préalable ;

Considérant que la correspondance échangée depuis trois mois entre les deux Gouvernements ne laisse aucun doute sur la possibilité de conclure, dans le cours des présentes négociations, des Traités de commerce et de navigation également satisfaisants pour les deux Pays ;

Considérant qu'il importe au plus haut degré de mettre fin, dès à présent, à l'état d'incertitude où se trouve le commerce de la France et de la Grande-Bretagne, en ce qui concerne le régime auquel les relations commerciales et maritimes des deux Pays seront soumises à l'expiration des Traités existants ;

Considérant que les négociations dont la reprise est fixée au 19 de ce mois, ne peuvent que faire disparaître les divergences de vue qui subsisteraient encore, et que confirmer la ferme assurance qu'ont les deux Gouvernements d'arriver à une entente définitive ;

Conviennt de proroger pour une nouvelle période de trois mois, du 8 novembre au 8 février 1882, les Traités de commerce et de navigation en vigueur entre la France et la Grande-Bretagne.

Le bénéfice de cette prorogation s'appliquera aux actes conventionnels énumérés ci-après, savoir :

- 1° Traité de commerce du 23 janvier 1860 ;
- 2° Article additionnel du 25 février 1860 ;
- 3° Second article additionnel du 27 juin 1860 ;
- 4° Première Convention supplémentaire du 12 octobre 1860 ;
- 5° Seconde Convention supplémentaire du 5 novembre 1860 ;
- 6° Traité de commerce et de navigation du 23 juillet 1873 ;
- 7° Convention supplémentaire du 24 janvier 1874 ;
- 8° Déclaration du 24 janvier 1874.

En foi de quoi, les Soussignés, agissant au nom de leurs Gou-

vernements respectifs, ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double exemplaire, le

N° 173

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 15 septembre 1881.

Sir,

J'ai l'honneur de vous adresser une dépêche que je viens de recevoir de M. Challemel-Lacour au sujet de la prolongation des Traités existants entre ce Pays et la France au 8 février prochain.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 174

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 15 septembre 1881.

Mylord,

J'ai reçu hier le télégramme de Votre Seigneurie, m'informant que le Gouvernement de Sa Majesté a accepté l'invitation du Gouvernement français de réunir à Paris la Commission pour le renouvellement du Traité de commerce à condition d'un prolongement pendant trois mois des Traités existants.

J'ai, d'après vos instructions, adressé hier matin une note à M. Barthélemy St-Hilaire et au soir, j'ai reçu la réponse de Son Excellence. J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus les deux pièces.

J'informe Votre Seigneurie que M. Challemel-Lacour a reçu par télégraphe les instructions de faire savoir au Gouvernement de Sa Majesté que le Gouvernement français accepte la prolongation, et que le texte de cette Déclaration a été envoyée à Son Excellence pour être transmise à Votre Seigneurie.

Je suis, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

ANNEXE N° 1 AU N° 174.

M. Adams à M. Barthélemy St-Hilaire.

Paris, le 14 septembre 1881.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu du comte de Granville un télégramme m'informant que le Gouvernement de Sa Majesté accepte l'invitation qui lui a été adressée par le Gouvernement français de réunir la Commission du Traité à Paris, le 19 courant. Cette acceptation est subordonnée à la condition que les Traités existants seront prorogés pour 3 mois à partir du 8 novembre prochain.

Lord Granville me dit aussi dans sa dépêche qu'il a informé l'Ambassadeur de France qu'au reçu de la Déclaration, les Commissaires Royaux se rendront à Paris.

Je sollicite de Votre Excellence, la bonté d'un accusé de réception à sa convenance et je suis, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

ANNEXE N° 2 AU N° 174.

M. Barthélemy St-Hilaire à M. Adams.

Paris, le 14 septembre 1881.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre, en date de ce jour, par laquelle vous m'avez fait l'honneur de m'informer que le Gouvernement de la Reine accepte l'invitation qui lui a été adressée par le Gouvernement français, de réunir à Paris, le 19 septembre, les Commissaires chargés des négociations commerciales en les deux Pays. Ainsi que cela a déjà été entendu entre lord Granville et M. Challemel-Lacour, cette acceptation est, d'ailleurs, subordonnée à la condition que les Traités existants seront prorogés pour trois mois, à partir du 8 novembre prochain ; aussitôt après avoir reçu du Gouvernement français une Déclaration dans ce sens, le Gouvernement de la Reine invitera ses Délégués à se rendre à Paris.

En vous remerciant de cette communication, j'ai l'honneur,

Monsieur, de vous informer que j'ai adressé, ce matin, à M. Challemel-Lacour, un télégramme par lequel je l'invite à faire savoir à lord Granville que le Gouvernement français adhère à la condition énoncée ci-dessus. Le texte du projet de Déclaration préparé pour consacrer l'entente existant actuellement entre les deux Gouvernements sur la prorogation des Traités existants et sur la fixation, au 19 de ce mois, de la reprise des négociations à Paris, sera envoyé aujourd'hui même à l'Ambassadeur de la République à Londres qui le communiquera sans délai à lord Granville.

Agréez, etc.

Signé : B. ST-HILAIRE.

N° 175

M. Challemel-Lacour au comte de Granville.

Londres, le 16 septembre 1881.

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre en date du 13 septembre par laquelle elle a bien voulu me notifier le consentement du Gouvernement de Sa Majesté à la reprise des négociations commerciales le 19 de ce mois, à Paris.

Je suis heureux de pouvoir en même temps vous annoncer que mon Gouvernement, assuré qu'après le discours de Sa Majesté pour la prorogation du Parlement et après d'autres déclarations d'une très grande autorité, les négociations ne peuvent désormais manquer d'aboutir à un résultat favorable, consent à la prorogation pour trois mois à partir du 8 novembre des Traités de commerce existants.

Cette prorogation devra, bien entendu, faire l'objet d'une Convention spéciale analogue à celle de 1879, et sur laquelle les deux Gouvernements auront à se mettre d'accord prochainement.

Veillez, etc.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

N° 176

Le comte de Granville à M. Adams.

Foreign Office, le 16 septembre 1881.

Sir,

J'ai à vous informer que j'ai reçu de l'Ambassadeur de France une note dans laquelle son Excellence déclare que, le Gouvernement français étant persuadé que les négociations ne peuvent désormais manquer d'aboutir à un résultat favorable, consent à la prorogation des Traités de commerce et de navigation existants.

La Commission royale se propose de partir demain pour Paris afin de reprendre les négociations.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 177

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 16 septembre 1881.

Mylord,

J'ai communiqué ce matin à M. Barthélemy St-Hilaire la dépêche de Votre Seigneurie en date du 14 courant concernant l'admission d'industriels anglais à la Conférence à Paris, à la reprise des négociations commerciales entre les deux Pays.

J'ai signalé à Son Excellence la présence d'experts Suisses aux Conférences franco-suisse, et je lui ai observé qu'il ne pouvait y avoir plus longtemps un obstacle à la présence d'experts anglais aux Conférences anglo-françaises.

M. Barthélemy St-Hilaire a reconnu la justesse de cette observation et m'a promis de la signaler à M. Tirard, Ministre du Commerce.

Je suis, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

N° 178

Circulaire adressée aux Chambres de commerce, Associations commerciales, Sociétés privées, etc.

Foreign Office, le 17 septembre 1881.

Sir,

Le comte de Granville me charge de vous informer que le Gouvernement français a consenti à proroger les Traités existants pour un délai de trois mois à partir du 8 novembre prochain; en conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté a accepté du Gouvernement une invitation à reprendre les négociations commerciales.

La Commission mixte pour la conclusion de ces négociations se réunira à Paris le 19 courant.

Dans le cas où vous auriez des communications à faire concernant le commerce entre la Grande-Bretagne et la France, je suis chargé de vous prier de les adresser au Secrétaire de la Commission Royale, à l'Ambassade de l'Angleterre à Paris. Vous voudrez bien aussi l'aviser d'envoi si vous en faites, de personne chargée d'éclairer les Commissaires Royaux.

Les discussions devant naturellement être dans la langue française, il est important que votre Délégué soit versé dans ce langage.

Je suis, etc.

Signé : CHARLES W. DILKE.

N° 179

• Le comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign Office, le 17 septembre 1881.

Mylord,

Me référant à ma dépêche en date du 15 courant, adressée à M. Adams, contenant la copie de la Déclaration concernant la prorogation des Traités de commerce et de navigation, soumise par l'Ambassadeur de France à l'approbation du Gouvernement de Sa Majesté, je transmets à Votre Excellence pour son infor-

mation et sa gouverne, copie de la note que j'ai adressée au Chargé d'Affaires de France, à ce sujet.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas à la nécessité d'échanger, pour le moment, une Déclaration de cette nature, mais en vue d'entrer dans le souhait du Gouvernement français, le Gouvernement de Sa Majesté consent à signer cette pièce à laquelle sera omis le paragraphe commençant par les mots ; « considérant que les négociations dont la reprise, etc. » et finissant par « à une entente définitive. »

Je prie donc Votre Excellence d'entrer en communication à ce sujet avec le Ministre des Affaires Étrangères de France et si la modification est obtenue, le Gouvernement de Sa Majesté sera tout disposé à autoriser Votre Excellence à signer en son nom la Déclaration proposée par le Gouvernement de la République.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 180

Le comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign Office, le 17 septembre 1881.

Mylord,

Je vous confirme ma dépêche de ce jour ; je vous transmets pour l'information et la gouverne de Votre Excellence copie des deux notes que je viens d'adresser au Chargé d'affaires de France, concernant la prolongation du Traité de commerce.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

ANNEXE N° 1 AU N° 180.

Le comte de Granville au comte d'Aunay.

Foreign Office, le 17 septembre 1881.

Monsieur le Comte,

Le Gouvernement de Sa Majesté a pris connaissance de l'idée de déclaration contenue dans la dépêche du Ministre des Affaires

Étrangères et communiquée à Sir Charles Dilke. J'ai l'honneur de vous informer que tout en ne voyant pas sa nécessité maintenant, le Gouvernement de Sa Majesté l'accepte et donnera des instructions à son Ambassadeur à Paris de conférer avec M. Barthélemy St-Hilaire à ce sujet et de proposer à Son Excellence quelques changements au texte.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

ANNEXE N° 2 AU N° 180.

Le comte de Granville au comte d'Aunay.

Foreign Office, le 17 septembre 1881.

Monsieur le Comte,

J'ai eu l'honneur de recevoir une note en date du 16, de S. Exc. M. Challemel-Lacour, m'informant que le Gouvernement de la République Française consent à prolonger pour trois mois à partir du 8 novembre prochain les présents Traités de Commerce et de Navigation entre la Grande-Bretagne et la France.

Je vous prie de transmettre au Gouvernement français les remerciements du Gouvernement de Sa Majesté, et de l'informer que des instructions ont été données aux Commissaires Royaux d'avoir à se rendre à Paris de façon à assister à la première séance de la Commission mixte qui aura lieu lundi prochain 19 courant.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 181

Le comte de Granville aux Commissaires Royaux.

Foreign Office, le 17 septembre 1881.

Gentlemen,

Je vous transmets copie de la correspondance par laquelle vous prendrez connaissance de l'acceptation, par le Gouverne-

ment de Sa Majesté, d'une proposition du Gouvernement français, que les Conférences pour les négociations d'un nouveau traité de Commerce entre la Grande-Bretagne et la France soient reprises à Paris, le 19 courant.

Je vous prie, en conséquence, de vous rendre à Paris, et dès votre arrivée, de vous mettre en communication avec l'Ambassadeur de Sa Majesté.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 182

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 16 septembre 1881.

Mylord,

Me référant à votre dépêche du 15 courant, j'ai été rendre visite ce matin à M. Barthélemy St-Hilaire.

Son Excellence m'a dit avoir télégraphié des instructions à M. Challemel-Lacour de donner au Gouvernement de Sa Majesté les assurances que Votre Seigneurie demandait dans sa dépêche du 13 de ce mois.

Signé : F. O ADAMS.

N° 182

M. Adams au comte de Granville.

Paris, le 17 septembre 1881.

Mylord,

En vous confirmant ma dépêche d'hier, j'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli copie d'une note verbale que j'ai reçue hier au soir de M. Barthélemy St-Hilaire.

Le Gouvernement français accepte par cette note, sur la proposition du Gouvernement de Sa Majesté, que des experts assistent aux séances de la Commission anglo-française pour la négociation d'un nouveau Traité, mais simplement à titre de renseignement.

Je suis, etc.

Signé : F. O. ADAMS.

ANNEXE AU N° 182.

Note verbale de M. Barthélemy St-Hilaire.

D'après la note, en date du 14 de ce mois, que M. le Ministre d'Angleterre a remise à M. Barthélemy St-Hilaire, le Gouvernement de S. M. Britannique insiste pour que, dans les Conférences qui vont être reprises à Paris en vue de la conclusion du Traité de Commerce entre la France et la Grande-Bretagne, les Commissaires français soient autorisés à recevoir les dépositions de personnes spécialement familiarisées avec les détails techniques de certaines industries, notamment en ce qui concerne les articles pour lesquels les droits *ad valorem* doivent être remplacés par des droits spécifiques.

Aux termes de cette note, « le Gouvernement anglais ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour restreindre dans les plus étroites limites le nombre des manufacturiers qui seraient appelés à être entendus par la Commission. Ce mode de procéder ne serait, d'ailleurs, suivi que dans le cas où certaines divergences de vue le rendaient nécessaire. »

En réponse à cette communication, M. Barthélemy St-Hilaire a l'honneur de faire savoir à M. Adams que, désireux de donner satisfaction à une demande à laquelle le Cabinet anglais paraît attacher une importance particulière, le Gouvernement de la République consent à accueillir la proposition dont il s'agit, dans les limites que le Gouvernement de S. M. Britannique a lui-même indiquées. Il est, en outre, bien entendu que les dépositions des hommes spéciaux qui seraient éventuellement admis devant la Commission ne seraient reçues qu'à titre consultatif.

Paris, le 16 septembre 1881.

N° 183

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 19 septembre 1881.

Mylord,

D'après l'avis de Sir Charles Dilke, j'ai proposé ce matin à M. Barthélemy St-Hilaire de supprimer l'article IV du projet de

Déclaration pour la prolongation des Traités de commerce entre la Grande-Bretagne et la France, pour un délai de 3 mois à partir du 8 novembre prochain.

Comme Votre Seigneurie le sait, cet article est ainsi conçu :

« Considérant que les négociations dont la reprise est fixée au 19 de ce mois, ne peuvent que faire disparaître les divergences de vue qui subsisteraient encore, et que confirmer la ferme assurance qu'ont les deux Gouvernements d'arriver à une entente définitive. »

M. Barthélemy St-Hilaire, ayant accepté cette suppression et s'étant fait apporter la copie conservée au Ministère des Affaires Étrangères, a supprimé le paragraphe en question.

Je demande à Votre Seigneurie si maintenant je suis autorisé à signer la Déclaration telle qu'elle est sans autre changement que la suppression d'un paragraphe dont les termes sont indiqués ci-dessus.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

Nº 184

Le comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign Office, le 20 septembre 1881.

Mylord,

En réponse à la dépêche de Votre Excellence en date du 19 courant m'informant que le Ministre des Affaires Étrangères de France consent à supprimer de la Déclaration pour la prolongation des Traités de Commerce le paragraphe commençant par ces mots : « Considérant que les négociations dont la reprise » etc, et finissant par : « à une entente définitive. » J'ai à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté autorise Votre Excellence à signer la Déclaration sans autre omission que le paragraphe en question.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 185

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 20 septembre 1881.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre sous ce pli à Votre Seigneurie, le texte de la Déclaration pour la prolongation des Traités de commerce, avec la suppression de l'article IV. Je me propose de signer cette Déclaration si Votre Seigneurie en réponse à ma dépêche d'hier veut bien m'y autoriser.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 185.

Déclaration relative à la prorogation des Traités.

Le Gouvernement de S. M. Britannique et le Gouvernement de la République française, animés d'un égal et sincère désir d'arriver à la conclusion d'une Convention commerciale,

Considérant que les négociations entamées à Londres le 26 mai dernier ont eu pour résultat de déterminer les points sur lesquels il y avait eu lieu d'établir une entente préalable ;

Considérant que la correspondance échangée depuis trois mois entre les deux Gouvernements ne laissent aucun doute sur la possibilité de conclure, dans le cours des présentes négociations, des Traités de commerce et de navigation également satisfaisants pour les deux Pays ;

Considérant qu'il importe au plus haut degré de mettre fin dès à présent à l'état d'incertitude où se trouve le commerce de la Grande-Bretagne et de la France en ce qui concerne le régime auquel les relations commerciales et maritimes des deux Pays seront soumises à l'expiration des Traités existants ;

Les Hautes Parties contractantes conviennent de proroger pour une nouvelle période de trois mois, du 8 novembre prochain au 8 février 1882, les Traités de commerce et de navigation en vigueur entre la Grande-Bretagne et la France.

Le bénéfice de cette prorogation s'appliquera aux actes conventionnels énumérés ci-après, savoir :

- 1° Traité de commerce du 23 janvier 1860 ;
- 2° Article additionnel du 25 février 1860 ;
- 3° Second article additionnel du 27 juin 1860 ;
- 4° Première Convention supplémentaire du 12 octobre 1860 ;
- 5° Seconde Convention supplémentaire du 16 novembre 1860 ;
- 6° Traité de commerce et de navigation du 23 juillet 1873 ;
- 7° Convention supplémentaire du 24 janvier 1874 ;
- 8° Déclaration du 24 janvier 1874.

En foi de quoi, les Soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs, ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double exemplaire, le

N° 186

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 20 septembre 1881.

Mylord,

J'ai l'honneur d'adresser sous ce pli, à Votre Seigneurie, un extrait du *Journal officiel* de ce jour contenant les discours de M. Tirard et de Sir Charles Dilke et un résumé de la première séance de la Commission pour la négociation d'un nouveau Traité de commerce,

Sir Charles Dilke m'informe que ce texte n'est pas exact en ce qui concerne son discours et que les termes authentiques seront publiés dans le procès-verbal de la première séance. Sir Charles Dilke a mentionné l'acceptation du Gouvernement français à la présence d'experts à titre consultatif, et a déclaré qu'il craignait que quelques changements seraient nécessaires dans la Déclaration proposée.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 186.

Extrait du *Journal Officiel* du 20 septembre 1881.

Les Conférences pour le renouvellement des Traités de Commerce entre la France et la Grande-Bretagne ont été reprises à Paris en l'hôtel du ministère des Affaires Étrangères, le lundi, 19 septembre 1881, sous la présidence de M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

M. le comte de Choiseuil, sous-secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères, assistait à cette séance.

Étaient présents en qualité de Commissaires des deux Puissances.

Pour la France :

M. Challemel-Lacour, Ambassadeur de la République Française à Londres.

M. Amé, ancien Conseiller d'État, ancien Directeur Général des Douanes.

M. Marie, Directeur du Commerce extérieur, au Ministère du Commerce et de l'Agriculture.

M. Mariani, Directeur des Affaires Commerciales au Ministère des Affaires Étrangères.

M. Bouillat, Consul Général de France à Londres.

Assistés de MM. René Lavollée en qualité de Secrétaire, et F. Deloncle, Secrétaire d'Ambassade, en qualité de Secrétaire adjoint.

Pour la Grande-Bretagne :

Sir Charles Wentworth Dilke, sous-secrétaire d'État au Ministère des Affaires Étrangères.

Sir C. Rivers Wilson, Contrôleur au service de la Dette de l'État.

M. Kennedy, Directeur du service Commercial au Ministère des Affaires Étrangères.

M. Crowe, Consul Général et attaché pour les Affaires Commerciales aux Ambassades de Sa Majesté Britannique à Vienne et à Berlin.

Assistés de MM. Austin Lee du Foreign Office, et Bateman du Board of Trade en qualité de Secrétaire.

M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture a ouvert la séance en prononçant le discours suivant :

« Messieurs,

« Permettez-moi tout d'abord de remercier le Gouvernement de la Reine des témoignages d'amitié et de sympathie qu'il n'a cessé de donner aux Commissaires du Gouvernement de la République pendant les négociations suivies récemment à Londres, en vue d'un nouveau Traité de Commerce entre la France et d'Angleterre.

« Je suis heureux aujourd'hui d'avoir l'honneur d'exprimer la vive satisfaction qu'éprouve le Gouvernement de la République en recevant à son tour, la Haute Commission de Sa Majesté Britannique.

« Momentanément interrompues à la fin du mois de juin dernier, ces négociations vont être reprises et ne tarderont pas, je l'espère, à recevoir une consécration définitive.

« Le travail préparatoire des Conférences de Londres abrégera celui que nous devons accomplir ici, et que nous rendrons plus rapide et plus facile par l'esprit de conciliation dont nous sommes tous animés.

« Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture des Conférences de Londres, l'honorable Sous-Secrétaire d'État, Sir Charles Dilke, m'a fait l'honneur de citer quelques lignes d'une note que j'avais rédigée l'année dernière, en réponse à un Mémoire du Gouvernement anglais. Je disais :

« Notre sincère désir est, je l'ai affirmé, en maintes circonstances, de continuer avec nos voisins d'outre-Manche les relations commerciales qui, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, ont été si profitables aux deux Pays.

« Messieurs, je n'ai rien à retrancher à ces paroles, car les sentiments que j'exprimais ainsi au Gouvernement de la République ne sont nullement changés. Nous avons toujours le sincère désir de conclure un nouveau Traité avec l'Angleterre, et vous avez pu vous convaincre que les satisfactions accordées aux diverses demandes que vous avez adressées n'ont eu d'autres limites que les décisions de nos Assemblées Parlementaires.

« A la fin de la seizième et dernière Conférence de Londres, vous avez manifesté le désir qu'avant la reprise des négociations à Paris, le Gouvernement français vous fit connaître, à titre confidentiel et de vive voix, l'accueil qu'il réservait à quelques-unes des principales demandes que vous aviez adressées à nos négociateurs.

« Notre réponse vous a prouvé l'esprit de conciliation dont je viens d'avoir l'honneur de parler.

« Cependant, le Gouvernement de la Reine a cru devoir

subordonner la reprise des négociations à la prorogation pour trois mois du Traité actuellement en vigueur.

« Nous ne pouvions concéder cette prorogation qu'autant que nous aurions l'assurance d'aboutir prochainement à la conclusion d'un nouveau Traité.

« Nous avons trouvé cette assurance dans les sentiments exprimés par Sa Majesté lors de la clôture du Parlement anglais, et dans d'autres déclarations d'une très haute autorité.

« Nous avons donc la satisfaction d'ouvrir la seconde phase des négociations, avec le bénéfice d'une Convention de prorogation qui n'attend plus que les dernières signatures.

Nous calmerons ainsi les inquiétudes et les appréhensions suscitées, des deux côtés du détroit, par des commentaires erronés et parfois malveillants, que la discrétion imposée aux négociateurs ne permettait pas toujours de rectifier.

« Et bientôt, Messieurs, à l'incertitude qui pèse depuis trop longtemps sur nos relations commerciales, succédera un régime définitif qui, ainsi que le disait naguère notre éminent Ambassadeur, M. Challemel-Lacour, en développant les rapports commerciaux de la France et de l'Angleterre, rendra plus intimes les relations politiques dont la consolidation a été si profitable, non seulement aux deux peuples, mais encore au monde civilisé tout entier. »

Sir Charles Dilke a répondu en ces termes :

« Monsieur le Ministre,

« Je m'empresse d'exprimer tout d'abord la reconnaissance des Commissaires de la Reine pour les sentiments si bienveillants manifestés, au nom du Gouvernement de la République, par Votre Excellence.

« Je crois devoir vous assurer, de notre part, que nous sommes animés du même désir de conclure un nouveau Traité de Commerce dans des conditions avantageuses aux deux Pays.

« Je dois ajouter que le Gouvernement de la Reine a appris avec satisfaction, par la note que lui a adressée M. Challemel-Lacour, que le Gouvernement de la République consent à user, vis-à-vis de l'Angleterre, de la faculté que lui a conférée la loi du 20 juillet dernier, de proroger pour trois mois, à partir du 8 novembre prochain, les Traités actuellement en vigueur.

« Je suis, d'ailleurs, autorisé à faire connaître que le Gouvernement de la Reine ne s'opposera pas à l'échange d'une Déclaration diplomatique à cet effet, bien que, vu les termes de la loi

susmentionnée, cette formalité ne lui semble pas indispensable.

Après ces discours, la Commission Franco-Anglaise a aussitôt abordé l'examen du Tarif.

N° 187

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 21 septembre 1881.

Mylord,

M. Barthélemy St-Hilaire et moi avons signé aujourd'hui au Ministère des Affaires Étrangères la Déclaration prolongeant jusqu'au 8 février 1882, les Traités de Commerce et Conventions existants.

Le Gouvernement français désirerait publier la Déclaration le plus promptement possible, mais il attendrait la publication en Angleterre, si le Gouvernement de Sa Majesté le désire.

Je serais donc obligé si Votre Seigneurie voulait bien m'informer de la date de la publication en Angleterre, et si le Gouvernement de Sa Majesté voit une objection à sa publication en France avant son apparition en Angleterre.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 187.

Déclaration signée à Paris, le 21 septembre 1881.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de la République Française, animés d'un égal et sincère désir d'arriver à la conclusion d'une Convention Commerciale ;

Considérant que les négociations entamées à Londres, le 26 mai dernier, ont eu pour résultat de déterminer les points sur lesquels il y avait eu lieu d'établir une entente préalable ;

Considérant que la correspondance échangée depuis trois mois entre les deux Gouvernements ne laisse aucun doute sur

la possibilité de conclure dans le cours des présentes négociations des Traités de commerce et de navigation également satisfaisants pour les deux Pays ;

Considérant qu'il importe au plus haut degré de mettre fin, dès à présent, à l'état d'incertitude où se trouve le commerce de la Grande-Bretagne et de la France en ce qui concerne le régime auquel les relations commerciales et maritimes des deux Pays seront soumises à l'expiration des Traités existants ;

Conviennt de proroger pour une nouvelle période de trois mois, du 8 novembre prochain au 8 février 1882, les Traités de commerce et de navigation en vigueur entre la Grande-Bretagne et la France ;

Le bénéfice de cette prorogation s'appliquera aux Actes Conventionnels énumérés ci-après, savoir :

- 1° Traité de commerce du 23 janvier 1860 ;
- 2° Article additionnel du 25 février 1860 ;
- 3° Second Article additionnel du 28 juin 1860 ;
- 4° Première Convention supplémentaire du 12 octobre 1860 ;
- 5° Seconde Convention supplémentaire du 16 novembre 1860 ;
- 6° Traité de commerce et de navigation du 23 juillet 1873 ;
- 7° Convention supplémentaire du 24 janvier 1874 ;
- 8° Déclaration du 24 janvier 1874 ;

En foi de quoi les Soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs, ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris en double exemplaire, le 21 septembre 1881.

(L. S.) *Signé* : B. ST-HILAIRE.

(L. S.) *Signé* : LYONS.

N° 188

Les Commissaires Royaux au comte de Granville.

Paris, le 22 septembre 1881.

Mylord,

Conformément aux instructions du Gouvernement de Sa Majesté, nous nous sommes rendus à Paris, afin de prendre part aux Conférences de la Commission mixte reprises le 16 courant.

Nous nous proposons d'adresser à Votre Seigneurie un rapport général des résultats obtenus aux séances, soit à la fin des conférences soit à l'occasion de placer ce rapport sous les yeux du Gouvernement de Sa Majesté.

Entre temps, nous vous communiquerons les procès-verbaux de ces séances dès que nous en aurons les extraits corrigés. Nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint, le procès-verbal de la première séance à Paris ou la dix-septième de la Commission mixte.

Nous vous informons qu'en plus, notre Président rend compte verbalement des débats à Lord Lyons, après chaque séance de la Commission.

Nous sommes, etc.

Signé : CH. W. DILKE.

Signé : C. RIVERS WILSON.

Signé : C. M. KENNEDY.

Signé : J. M. CROWE.

N° 189

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la dix-septième séance de la Commission mixte, tenue le 19 septembre 1881.

Les Conférences pour le renouvellement des Traités de commerce entre la France et la Grande-Bretagne ont été reprises à Paris, en l'Hôtel du Ministère des Affaires Étrangères, le lundi 19 septembre 1881, sous la présidence de *M. Tirard*, Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

M. le comte de Choiseul, Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères, assistait à la séance.

Étaient présents, en qualité de Commissaires des deux Puissances :

Pour la France :

M. Challemel-Lacour, Ambassadeur de la République française à Londres ;

M. Amé, ancien Conseiller d'État, ancien Directeur Général des Douanes ;

M. Marie, Directeur du Commerce extérieur au Ministère de l'Agriculture et du Commerce ;

M. Mariani, Directeur des Affaires commerciales au Ministère des Affaires Étrangères ;

M. Bouillat, Consul Général de France à Londres ;

Assistés de MM. René *Lavollée*, Consul Général, en qualité de Secrétaire, et *F. Deloncle*, Secrétaire d'ambassade, en qualité de Secrétaire-adjoint.

Pour la Grande-Bretagne :

Sir Charles Wentworth Dilke, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Affaires Étrangères ;

Sir C. Rivers Wilson, Contrôleur du Service de la Dette de l'État ;

M. Kennedy, Directeur du Service commercial au Ministère des Affaires Étrangères ;

M. Crowe, Consul Général et Attaché pour les Affaires commerciales aux ambassades de S. M. Britannique à Vienne et Berlin ;

Assistés de MM. *Austin Lee*, du Foreign Office, et *Bateman*, du Board of Trade, en qualité de Secrétaires.

La rédaction des procès-verbaux est confiée à *M. Lavollée*.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, Président, ouvre la séance en prononçant le discours suivant :

Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Gouvernement de la Reine des témoignages d'amitié et de sympathie qu'il n'a cessé de donner aux Commissions du Gouvernement de la République pendant les négociations suivies récemment à Londres, en vue d'un nouveau Traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

Je suis heureux aujourd'hui d'avoir l'honneur d'exprimer la vive satisfaction qu'éprouve le Gouvernement de la République en recevant, à son tour, les Hauts Commissaires de S. M. Britannique.

Momentanément interrompues à la fin du mois de juin dernier, les négociations vont être reprises, et ne tarderont pas, je l'espère, à recevoir une consécration définitive. Le travail préparatoire des Conférences de Londres abrégera celui que nous devons accomplir ici, et que nous rendrons plus rapide et plus facile par l'esprit de conciliation dont nous sommes tous animés.

Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture des Conférences de Londres, l'honorable Sous-Secrétaire d'État, *Sir Charles Dilke*, m'a fait l'honneur de citer quelques lignes d'une note que j'avais rédigée, l'année dernière, en réponse à un Mémoire du Gouvernement anglais. Je disais :

« Notre sincère désir est, je l'ai affirmé en maintes circon-

stances, de continuer avec nos voisins d'outre-Manche les relations commerciales qui, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique ont été si profitables aux deux Pays. »

Messieurs, je n'ai rien à retrancher de ces paroles, car les sentiments que j'exprimai ainsi, au nom du Gouvernement de la République, ne sont nullement changés. Nous avons toujours le sincère désir de conclure un nouveau Traité de commerce avec l'Angleterre, et vous avez pu vous convaincre que les satisfactions accordées aux diverses demandes que vous nous avez adressées n'ont eu d'autres limites que les décisions de nos assemblées parlementaires.

A la fin de la seizième et dernière Conférence de Londres, vous avez manifesté le désir qu'avant la reprise des négociations à Paris, le Gouvernement français vous fit connaître, à titre confidentiel et de vive voix, l'accueil qu'il réserverait à quelques-unes des principales demandes que vous aviez adressées à nos négociateurs.

Notre réponse vous a prouvé l'esprit de conciliation dont je viens d'avoir l'honneur de parler.

Cependant le Gouvernement de la Reine a cru devoir subordonner la reprise des négociations à la prorogation, pour trois mois, du Traité actuellement en vigueur.

Nous ne pouvions concéder cette prorogation qu'autant que nous aurions l'assurance d'aboutir prochainement à la conclusion d'un nouveau Traité.

Nous avons trouvé cette assurance dans les sentiments exprimés par Sa Majesté, lors de la clôture du Parlement anglais et dans d'autres déclarations d'une très haute autorité.

Nous avons donc la satisfaction d'ouvrir la seconde phase des négociations avec le bénéfice d'une convention de prorogation qui n'attend plus que les dernières signatures.

Nous calmerons ainsi les inquiétudes et les appréhensions suscitées, des deux côtés du détroit, par des commentaires erronés et parfois malveillants, que la discrétion imposée aux négociateurs ne permettait pas toujours de rectifier.

Et bientôt, Messieurs, à l'incertitude qui pèse depuis trop longtemps sur nos relations commerciales succédera un régime définitif qui, ainsi que le disait naguère notre éminent ambassadeur, M. Challemel-Lacour, en développant les rapports commerciaux de la France et de l'Angleterre, rendra plus intime les relations politiques dont la consolidation a été si profitable, non seulement aux deux peuples, mais encore au monde civilisé tout entier.

Sir Charles Dilke répond en ces termes :

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse d'exprimer tout d'abord la reconnaissance des Commissaires de la Reine pour les sentiments si bienveillants manifestés, au nom du Gouvernement de la République, par Votre Excellence.

Je crois devoir vous assurer , de notre part, que nous sommes animés du même désir de conclure un nouveau Traité de commerce dans des conditions avantageuses au deux Pays.

Le Gouvernement de la Reine a reçu avec le plus vif plaisir la réponse qu'à donnée le Gouvernement de la République à la demande que, le cas échéant, les Délégués des industries du Royaume-Uni soient entendus par la Commission, et nous sommes tout disposés à accepter la condition que cette audition n'ait lieu qu'à titre consultatif.

Je dois ajouter que le Gouvernement de la Reine a appris avec satisfaction, par la note que lui a adressée M. Challemel-Lacour, que le Gouvernement de la République consent à user, vis-à-vis de l'Angleterre, de la faculté que lui a conférée la loi du 20 juillet dernier, de proroger pour trois mois, à partir du 8 novembre prochain, les Traités actuellement en vigueur. Je suis d'ailleurs autorisé à faire connaître que le Gouvernement de la Reine ne s'opposera pas à l'échange d'une déclaration diplomatique à cet effet , bien que, vu les termes de la loi susmentionnée, cette formalité ne lui semble pas indispensable ; mais je pense que lord Lyons ne pourra probablement pas accepter la rédaction primitive du texte de déclaration que S. Exc. M. Challemel-Lacour nous a remis à Londres. Puis-je vous le demander ?

Après qu'on eut étudié à Paris les propositions faites par la Commission Royale à Londres, S. Exc. M. l'Ambassadeur m'a remis une note personnelle et confidentielle, indiquant les dernières offres françaises sur les cotons, les fers et les fils et tissus de laine. Il nous a dit qu'on avait préparé une liste de propositions portant sur tout le Tarif. Serait-il possible de remettre cette liste à la Commission anglaise, comme deuxième édition du *Tarif à discuter* et comme base de nos discussions actuelles ?

M. le Président répond qu'il sera possible de communiquer en manuscrit à MM. les Commissaires britanniques la liste complète des propositions françaises.

M. le Président propose ensuite à la Commission de régler l'ordre de ses travaux. Dans les Conférences de Londres, MM. les

Commissaires ont examiné tous les articles du Tarif, mais sans prendre de résolution sur aucun, même sur ceux où l'accord était établi d'avance ou facile à réaliser. Ne conviendrait-il pas de reprendre aujourd'hui l'examen du Tarif, en passant d'abord en revue les articles qui ne donnent lieu qu'à peu de difficultés et en réservant pour la fin ceux dont la discussion paraît devoir être prolongée et peut nécessiter l'intervention de délégués spéciaux de l'industrie britannique ?

Sir Rivers Wilson fait remarquer que les résolutions définitives des Commissaires anglais, en ce qui concerne les articles secondaires du Tarif peuvent être modifiées par l'accueil fait à leurs demandes sur les articles principaux. Il leur serait donc difficile de s'engager, dès le début de la négociation, sur des points même d'intérêt minime, tant qu'ils ne seront pas en mesure d'apprécier dans leur ensemble les propositions de la France.

M. Challemel-Lacour craint qu'en ajournant toute décision même sur les points de détail, on ne s'expose à tourner dans un cercle vicieux et à prolonger inutilement le débat.

M. Amé rappelle qu'à l'issue des Conférences de Londres, le Gouvernement anglais avait remis à MM. les Commissaires français un relevé comparatif énumérant, en regard des propositions inscrites au *Tarif à discuter*, tous les *desiderata* du Gouvernement anglais. Les articles qui ne figurent pas dans ce relevé ne doivent-ils pas être considérés *ipso facto* comme acceptés, d'une manière définitive, par MM. les Commissaires britanniques ? Si ce point de départ était admis, il ne resterait plus qu'à reprendre l'un après l'autre les articles qui figurent sur le relevé comparatif dont il vient d'être fait mention.

Sir Charles Dilke rappelle que les demandes du Gouvernement anglais sont indiquées non seulement dans le relevé comparatif, mais encore dans deux notes complémentaires, remises depuis la clôture des Conférences de Londres et relatives au régime de divers articles, tels que la coutellerie, la bière, l'amidon, etc., à l'entrée en France.

M. Challemel-Lacour pense que ces articles devraient être considérés comme joints à ceux qui se trouvent énumérés dans le relevé comparatif des propositions françaises et des demandes anglaises. Sous cette réserve, il estime que le mode de procéder conseillé par *M. Amé* devrait être suivi, et il exprime le désir de savoir si MM. les Commissaires anglais sont disposés à l'accepter.

Sir Charles Dilke répond que, pour plusieurs articles qui ne

figurent pas dans le relevé comparatif dressé à Londres, pour le poisson, par exemple, les Commissaires anglais ont présenté des demandes de réduction de droits qui n'ont pas été accueillies et qu'ils ont hésité à reproduire. Sur ces divers points, ils n'ont pas accepté, à proprement parler, le Tarif français : ils s'y sont plutôt résignés. Quoi qu'il en soit, ils admettent que l'on pourrait laisser de côté cette catégorie d'articles.

M. le Président demande à préciser la portée de la proposition faite par M. Challemel-Lacour et par M. Amé. Dans leur pensée, à laquelle se rallie M. le Président, il y aurait lieu de laisser de côté les articles non indiqués dans le relevé comparatif, non pas provisoirement et sauf à y revenir ultérieurement, mais bien à titre définitif.

M. Challemel-Lacour demande à Sir Charles Dilke si telle est bien également sa pensée.

Sir Charles Dilke répond que, pour ne pas surcharger outre mesure le programme des délibérations de la Commission, il consent à cette solution.

Il rappelle d'ailleurs que la Grande-Bretagne insiste pour la discussion de diverses questions indépendantes du Tarif proprement dit, mais connexes au Traité et dont le procès-verbal de la seizième séance renferme l'énumération détaillée. Il signale particulièrement celles de la surtaxe d'entrepôt et du régime des sucres.

M. le Président répond que la plupart des questions indiquées dans la note dont Sir Charles Dilke a donné lecture à l'issue des Conférences de Londres touchent à divers principes de la législation intérieure de la France. Si l'on entrait dans cette voie, la France pourrait être amenée à formuler, de son côté, les demandes de même nature, en ce qui concerne, par exemple, la protection de la propriété littéraire et artistique, et même la distribution de la justice en Angleterre. Quant aux questions de la surtaxe d'entrepôt et du régime des sucres, elles peuvent sans doute se rattacher indirectement à celles qui sont aujourd'hui en discussion, mais elles ne sauraient être réglées par le Traité de commerce. Les demandes du Gouvernement anglais, sur ce point, ne semblent donc devoir être considérées que comme des indications en vue de négociations ultérieures et distinctes.

M. Amé reproduit, en ce qui concerne spécialement le régime des sucres, les observations consignées dans le procès-verbal de la seizième séance.

Sir Charles Dilke déclare ne pas vouloir entamer actuellement un débat sur ce point ; il tenait seulement à indiquer, dès

l'abord, que les questions subsidiaires dont il vient d'entretenir la Commission pourront être ultérieurement examinées.

La Commission commence ensuite l'examen des demandes anglaises énumérées dans le relevé comparatif préparé, à Londres, à la suite des seize premières Conférences. Elle discute d'abord la proposition générale insérée en tête de ce relevé et ainsi conçue :

» Ramener les taux aux pourcentages de 1860 et 1864, en « tenant compte de la baisse des prix. »

Sir Rivers Wilson rappelle que le point de départ de la négociation est le maintien des droits établis en 1860, droits qui ont été calculés d'après les prix courant des marchandises en France à cette époque. Or, il est notoire que, depuis vingt ans, il s'est produit, sur un très grand nombre d'articles, une baisse très considérable. Il serait donc illusoire de prétendre maintenir sans changement les droits stipulés à cette époque, alors qu'en réalité ils représentent, relativement à la valeur des objets qu'ils frappent, une proportion beaucoup plus forte qu'il y a vingt ans.

M. le Président ne conteste pas que, sur un certain nombre d'articles, les prix aient assez notablement diminué depuis 1860 ; mais, si l'on se rend compte des causes de cette baisse, on y trouve des raisons de maintenir les droits plutôt que des motifs de les réduire. C'est la concurrence de plus en plus active de l'industrie étrangère, c'est l'introduction de plus en plus considérable des articles de provenance étrangère, qui ont obligé les producteurs français à baisser leurs prix. Et, si les marchandises étrangères pénètrent aujourd'hui plus facilement qu'autrefois sur le marché français, ce fait tient à ce que les conditions de la production se sont, depuis dix ans, modifiées au détriment de l'industrie française. Il suffit de rappeler les 700 millions d'impôts nouveaux votés depuis la guerre de 1870 et l'introduction en France du service militaire obligatoire, qui portent si grand trouble dans l'industrie nationale. Il suffit aussi de mentionner l'article 11 du Traité de Francfort qui oblige, à perpétuité, la France à accorder le traitement de la nation la plus favorisée à l'Allemagne, alors même que cette Puissance repousse, comme elle le fait aujourd'hui, les importations françaises par des droits protecteurs très élevés. On comprend qu'une telle situation impose au Gouvernement français une extrême circonspection en matière de concessions douanières.

Sir Rivers Wilson répond qu'il ne méconnaît ni les difficultés fiscales auxquelles le Gouvernement français doit faire face, ni la portée de l'article 11 du Traité de Francfort. Il a cru

devoir cependant formuler, dès le début de la discussion, ses réserves, au point de vue anglais, sur la base de la fixation des droits de Douane, le principe constamment affirmé par l'Angleterre ayant été le maintien du Traité de 1860, sinon dans sa lettre du moins dans son esprit.

M. le Président répond que, sur ce principe, il y a complet accord des deux parts. Le Gouvernement français a entendu maintenir le Tarif de 1860, avec tendance à l'abaissement plutôt qu'au relèvement des droits. Il s'est borné à rectifier, sur quelques points, des erreurs ou des anomalies notoires.

La suite de l'examen des demandes du Gouvernement anglais est renvoyée au lendemain mardi 20 septembre, à 9 heures et demie.

Signé : P. TIRARD.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : AMÉ.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,

RENÉ LAVOLLÉE.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : KENNEDY.

Signé : CROWE.

N° 190

Lord Lyons au comte de Granville.

Paris, le 25 septembre 1881.

Mylord,

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Seigneurie, un extrait du « *Journal officiel* » de ce jour contenant le décret du Président de la République prolongeant les Traités et conventions de commerce entre la Grande-Bretagne et la France, dont la déclaration a été signée par le Ministre des Affaires Étrangères de France et par moi le 21 de ce mois.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 190.

Extrait du *Journal Officiel* du 24 septembre 1881.

Le Président de la République Française.

Sur la proposition du Ministre des Affaires Étrangères.

Décrète :

Article 1^{er}. Une Déclaration, qui proroge les Traités de Commerce existants entre la France et la Grande-Bretagne, ayant été signée le 21 septembre 1881, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au « *Journal officiel* ».

« *Déclaration.*

« Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de S. M. Britannique, animés d'un égal et sincère désir d'arriver à la conclusion d'une Convention commerciale ;

« Considérant que les négociations entamées à Londres le 26 mai dernier ont eu pour résultat de déterminer les points sur lesquels il y avait eu lieu d'établir une entente préalable ;

« Considérant que la correspondance échangée depuis trois mois entre les deux Gouvernements ne laisse aucun doute sur la possibilité de conclure, dans le cours des présentes négociations, des Traités de commerce et de Navigation également satisfaisants pour les deux Pays ;

« Considérant qu'il importe au plus haut degré de mettre fin, dès à présent, à l'état d'incertitude où se trouve le commerce de la France et de la Grande-Bretagne, en ce qui concerne le régime auquel les relations commerciales des deux Pays seront soumises à l'expiration des Traités existants ;

« Conviennent de proroger pour une nouvelle période de trois mois, du 8 novembre 1881 au 8 février 1882 les Traités de Commerce et de Navigation en vigueur entre la France et la Grande-Bretagne.

« Le bénéfice de cette prorogation s'appliquera aux Actes Conventionnels énumérés ci-après, savoir :

« 1^o Traité de commerce du 23 janvier 1860.

« 2^o Article Additionnel du 25 février 1860.

« 3^o Second Article Additionnel du 27 juin 1860.

« 4^o Première Convention Supplémentaire du 12 octobre 1860.

« 5^o Seconde Convention Supplémentaire du 5 novembre 1860.

« 6^o Traité de commerce et de Navigation du 23 juillet 1873.

« 7° Convention Supplémentaire du 24 janvier 1874.

« 8° Déclaration du 24 janvier 1874.

« En foi de quoi, les Soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs, ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armées.

« Fait à Paris, en double exemplaire, le 21 septembre 1881.

« (L. S.) *Signé* : B. SAINT-HILAIRE. (L. S.) *Signé* : LYONS. »

Art. 2. Le Ministre des Affaires Étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 24 septembre 1881.

Signé : JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Signé : B. SAINT-HILAIRE.

N° 191

Les Commissaires Royaux au comte de Granville.

Paris, le 27 septembre 1881.

Mylord,

En confirmant notre dépêche du 22 courant, nous avons l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie des copies corrigées des procès-verbaux des dix-huitième et dix-neuvième séances de la Commission Mixte pour les négociations d'un nouveau Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la France.

Nous sommes, etc.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : C. RIVERS WILSON.

Signé : C. M. KENNEDY.

Signé : J. A. CROWE.

N° 192

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la dix-huitième séance de la Commission Mixte,
tenue le 20 septembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, Sous-Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Étrangères :

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

Il est convenu que le procès-verbal de la dix-septième séance sera imprimé et distribué en épreuves, avant qu'il soit statué sur son adoption.

La discussion est reprise sur les demandes de modification du Tarif français formulées par MM. les Commissaires britanniques et énumérées dans le relevé comparatif inséré à la suite du procès-verbal de la seizième séance.

En ce qui concerne les *laines en masse d'Australie et du Cap*, MM. les Commissaires anglais demandent que la rédaction de l'article 22 du Tarif soit modifiée comme suit :

« Laines en masse d'Australie, *y compris la Nouvelle-Zélande et la Tasmanie*, et du Cap, *y compris le Natal*, importées soit directement des lieux de production, soit des entrepôts du Royaume-Uni. »

M. le Président déclare accepter cette addition.

Sur l'article 45 du Tarif, *Poissons, harengs secs, salés ou fumés*, Sir Rivers Wilson s'exprime en ces termes :

« Je désire revenir sur la question des droits proposés pour les poissons secs. Au sujet de la pêche, nous vous avons déjà présenté quelques observations, sans que vous vous soyez montrés disposés à admettre la réduction que nous croyons cependant devoir réclamer de nouveau.

« Nous nous sommes permis de supposer que l'introduction en France d'un article de consommation abondant, sain et peu coûteux ne pouvait pas vous être indifférente; mais vous avez répondu que le droit proposé, qui est, en fait, un droit prohibitif, est imposé dans l'intérêt des pêcheurs français qui, d'ail-

leurs, fournissent déjà assez pour la consommation française. Mais, à ce sujet, je vous prie de tenir compte de l'argument que l'on peut tirer, par analogie, de l'expérience déjà faite par la Grande-Bretagne. Depuis l'abolition chez nous de tous droits sur les poissons importés dans notre pays, nous recevons, tous les ans, de grandes quantités de poisson. Non seulement cette mesure n'a pas nui aux pêcheurs anglais, comme vous paraîsez le redouter pour les pêcheurs de vos côtes, mais elle a poussé au plus grand développement de cette industrie. Les marchés y trouvent leur avantage et les pêcheurs ne se plaignent pas. De plus, les craintes qui ont été exprimées qu'en abolissant cette protection pour les pêcheurs, les intérêts de la marine marchande et ceux de l'État ne vinssent à en souffrir par suite de la diminution du nombre des marins, se sont trouvées complètement mal fondées. Le nombre des marins va croissant, et les volontaires se présentent pour le service de l'État en plus grand nombre que jamais.

« Je me plais à croire que le marin français, dont l'énergie et l'adresse sont si connues, est aussi capable que son confrère anglais de produire les mêmes résultats que ceux que je vous signale. Je dois ajouter que la suppression des primes qui, pendant de longues années, ont été accordées aux pêcheurs écossais n'a eu aucun effet nuisible à leur industrie. Au contraire, jamais elle n'a été plus florissante qu'aujourd'hui, où, ne jouissant ni de subsides, ni de protection de Tarif, elle doit, de plus, subir la concurrence des pêcheurs français, qui, sans entrave, droit ni prohibition quelconque, viennent déposer, préparer et vendre leurs poissons dans les ports du Royaume-Uni. Si l'expérience a quelque valeur, il me semble qu'elle peut bien s'appliquer dans cette circonstance, car elle se trouve appuyée par cette triple considération que le traitement demandé serait avantageux aux consommateurs français, ne nuirait pas aux pêcheurs français et permettrait un développement de commerce qui serait très apprécié par les pêcheurs anglais.

« En résumé, nous croyons nous tenir dans les limites de la raison et de la modération, en vous priant de nouveau de vouloir bien accueillir la demande que nous vous avons adressée, de fixer le taux du droit, pour les poissons secs, à 3 francs les 100 kilogrammes. »

M. Amé répond qu'il ne peut que se référer aux considérations qu'il a déjà développées dans les Conférences tenues à Londres, à l'occasion d'une demande analogue formulée par MM. les Commissaires britanniques. De ce que les pêcheurs

écossais ont pu supporter la suppression de la protection dont ils jouissaient autrefois, il ne s'en suit nullement qu'une mesure analogue puisse être prise sans dommage en France. La situation n'est pas la même des deux parts. Les pêcheurs français sont, en effet, soumis aux obligations résultant de l'inscription maritime, et la très légère protection que leur assure la perception d'un droit d'entrée sur les produits de la pêche étrangère est le seul avantage douanier qu'ils puissent considérer comme une compensation de ces charges. On ne saurait la leur enlever sans s'exposer à développer outre mesure les importations de produits de la pêche étrangère qui ont déjà une certaine importance, et sans compromettre ainsi une branche particulièrement intéressante de l'industrie nationale. Il ne faut pas, d'ailleurs, perdre de vue qu'en proposant le maintien de la taxe de 10 francs qui a été substituée à l'ancien droit de 40 francs, le Gouvernement français s'en tient au *statu quo*, bien que les départements du littoral aient, lors de la discussion de la nouvelle loi douanière, vivement insisté pour un relèvement du Tarif. La diminution du droit actuel, et surtout son abaissement au taux purement nominal de 3 francs sont donc tout à fait impraticables.

Sir Rivers Wilson demande pourquoi les poissons frais d'eau douce, aujourd'hui admis en franchise, sont soumis, d'après le nouveau Tarif Général, à un droit de 5 francs les 100 kilogrammes.

M. le Président répond que ce droit minime a dû être établi pour dédommager les pêcheurs français du préjudice que leur fait éprouver la concurrence des pêcheurs étrangers admis à pêcher dans les eaux territoriales et à vendre leur poisson sur le marché français.

M. Amé ajoute que ce droit se justifie d'autant mieux qu'il s'applique à un poisson de luxe.

Sir Rivers Wilson n'insiste pas, tout en faisant remarquer que les pêcheurs anglais sont exposés à une concurrence pareille de la part des pêcheurs français, qui viennent vendre leurs poissons, en toute liberté, dans les ports du Royaume-Uni, sans qu'il soit jamais question d'accorder aux pêcheurs anglais le dédommagement réclamé aujourd'hui par les pêcheurs français.

Sir Charles Dilke rappelle le désir du Gouvernement anglais d'obtenir une réduction de droits sur les biscuits sucrés.

Il est entendu que l'examen de cette question, ainsi que de toutes celles qui se trouvent énumérées dans les deux notes remises par le Gouvernement anglais depuis la clôture des Conférences de Londres, est renvoyé après l'achèvement de la discus-

sion sur les articles compris dans le relevé comparatif des demandes anglaises.

En ce qui concerne le *coton en laine*, il est convenu que, conformément à la demande de MM. les Commissaires anglais, la rédaction de l'article 131 du Tarif sera modifiée comme suit :

« Coton de l'Inde et d'Australie, *y compris les îles Fidji*, importé soit directement des lieux de production, soit des entrepôts du Royaume-Uni. »

Au sujet du régime des *fers et aciers*, M. Crowe présente les observations suivantes :

« MM. les Commissaires français ont bien voulu concéder une réduction de 50 centimes sur la fonte brute et une réduction de 1 franc sur le fer étiré en barres. Les autres droits sur les fers seraient réduits en proportion, sauf quelques exceptions.

« Nous serions bien obligés, si MM. les Commissaires voulaient bien nous dire s'ils ont exprimé leur dernière pensée, quant à la fonte et au fer en barres, et, de plus, sur quelles bases ils entendent établir les autres réductions. Nous faisons cette demande parce que la réduction concédée sur la fonte étant de 25 p. 100 et celle sur le fer en barres de 16 p. 100, nous ne savons pas sur lequel de ces deux chiffres la réduction des autres articles sous la rubrique des fers doit être établie. Nous désirerions enfin savoir à quelles sortes de fer le maintien du *Tarif à discuter* s'étendrait. Jusqu'à présent, Messieurs, le commerce des fontes entre la France et l'Angleterre n'a pas dépassé £ 160,000 en valeur (4 millions de francs). Ce chiffre minime d'affaires prouve surabondamment que les droits du Tarif Conventionnel sont à peu près prohibitifs.

« La concession qu'on veut bien nous faire, quant au fer en barres, ne réduit le droit de 60 francs qu'à 50 francs par tonne. A 50 francs comme à 60 francs, le commerce restera stationnaire, ces deux droits étant également prohibitifs. Et, si les réductions, à nous inconnues, sur les autres espèces de fer ne vont pas plus loin que celles concédées sur le fer en barres, nous verrions à regret qu'il est dans l'intention du Gouvernement de la République de conserver le système protecteur dans son ancienne vigueur.

« La position s'améliorerait jusqu'à un certain point, si les réductions sur les fers fabriqués se trouvaient proportionnées à celles qu'on nous promet pour les fontes.

« Mais, même pour celles-ci, nous sommes convaincus qu'il serait avantageux aux deux parties que les concessions fussent plus considérables. La France n'a importé dans tous les Pays,

en 1870, que pour £ 190,000 (4,750,000 francs) de fonte, dont 160,000 (4 millions de francs) venaient d'Angleterre. La France fabrique, pour son propre compte, pour plus de 3 millions et demi de £ (87,500,000 francs) de fonte. Elle n'en exporte pas pour plus de £ 40,000 (un million de francs) dans le monde entier.

« Nous sommes convaincus que la France, loin de craindre la concurrence, aurait plutôt besoin de plus que de moins de fonte qu'elle n'en importe. Le vrai moyen d'augmenter l'importation est d'abaisser les droits.

« Vous nous offrez 1^f 50 ; mais ce droit est encore plus haut que celui que prélève l'Allemagne. Il est bien éloigné du chiffre qu'on trouve au Tarif belge. Il pourrait être réduit avec avantage, et je ne puis, en concluant, que remettre devant vos yeux et recommander le droit de 1^f 25, que nous avons déjà présenté comme celui qui paraîtrait le plus convenable, vu les circonstances dans lesquelles vous vous trouvez vis-à-vis d'un des Pays dont la concurrence fixe le plus votre attention. »

M. Challemel-Lacour fait observer que, dans les Conférences tenues à Londres, l'entente sur cette partie du Tarif avait paru établie d'une manière définitive.

M. Crowe répond que les propositions de MM. les Commissaires français n'avaient été acceptées par les Commissaires britanniques que comme transaction à soumettre à leur Gouvernement. Or, le Gouvernement anglais verrait avec plaisir qu'il fût possible à la France d'étendre ses concessions sur ce point.

Sir Charles Dilke reconnaît qu'en ce qui concerne la métallurgie, le Gouvernement français consent à améliorer le *statu quo*, au moins en apparence, par l'abaissement des droits ; mais, comme les prix des produits métallurgiques ont baissé, depuis vingt ans, dans une proportion énorme, les droits, même réduits, se trouveraient encore, en fait, supérieurs à ceux qui avaient été établis en 1860.

M. le Président déclare que le Gouvernement français est prêt, comme il l'a déjà fait connaître au Gouvernement britannique, à rendre définitives les concessions dont les Commissaires français avaient pris l'initiative dans les Conférences de Londres ; mais il lui est tout à fait impossible de les étendre. Les articles du Tarif relatifs à la métallurgie sont de ceux qui ont été le plus soigneusement étudiés dans le nouveau Tarif Général et le plus vivement discutés devant les Chambres. Il a été très difficile d'empêcher des rehaussements de droits considérables, et si le Gouvernement français dépassait, dans ses négociations avec l'Angleterre, la limite des dégrèvements indiqués à Londres, il

risquerait de compromettre le sort même du Traité qu'il conclurait.

M. Crowe demande quelles sont les propositions définitives de MM. les Commissaires français, en ce qui concerne les produits dérivés du fer.

M. le Président répond qu'il sera en mesure de les faire connaître, lorsque l'ordre naturel de la discussion amènera l'examen de cette partie du Tarif.

M. Crowe demande si les fils de fer doivent être compris dans ces dégrèvements.

M. le Président répond négativement.

M. Amé fait remarquer que les importations de fils de fer anglais en France sont insignifiantes. Cet article intéresse presque exclusivement l'Allemagne.

M. Crowe reconnaît que la production du fil de fer est, en effet, énorme en Allemagne. Mais il fait observer que, vu la quantité produite, les maîtres de forge vendent l'excédent de leurs produits à l'extérieur au-dessous du prix de revient. Les anglais, afin de parer à cet inconvénient, ont réduit les salaires; mais cette résolution a provoqué des grèves qui ont porté atteinte à la production anglaise. Cet état de choses n'est, du reste, que passager, et l'on ne peut pas dire d'une manière absolue que le régime des fils de fer n'intéresse pas l'Angleterre.

M. Kennedy désire appeler de nouveau l'attention de la Commission sur le fait qu'il n'existe pas de catégorie pour les massiaux d'acier. Les nouveaux procédés permettent la production de ces massiaux sortant directement du fourneau. Il demande donc que certains produits spéciaux de la métallurgie (*ferrailles d'acier*; — *acier demi-façoné ou ébauché, massiaux et lingots d'acier martelés, cinglés ou dégrossis, billettes, ébauches, larges*; — *acier servant à la fabrication des fils d'acier*), qui ne se trouvent pas dénommés au Tarif Général, soient inscrits au Tarif Conventionnel avec la tarification de 2 francs pour le premier article, 4^f 50, pour le second et 6 francs pour le dernier.

M. le Président fait connaître que le Gouvernement français consent à l'inscription au Tarif des *ferrailles d'acier*, sous la dénomination de *débris de vieux ouvrages en acier*, avec un droit de 4 francs au lieu de celui de 9 francs qu'elles auraient à supporter, si elles n'étaient pas spécialement dénommées.

Quant à l'*acier demi-façoné* ou *acier en massiaux*, il a paru qu'en raison de l'impossibilité de le distinguer de l'acier façoné, il y aurait de graves inconvénients à l'inscrire au Tarif.

M. Crowe affirme que la distinction entre l'acier demi-façoné et les autres aciers est facile, et qu'elle se fait constamment en Allemagne.

M. Amé répond que la définition donnée par MM. les Commissaires anglais eux-mêmes de ce qu'ils appellent aciers demi-façonés suffit pour démontrer combien il serait difficile, dans la pratique du service des douanes, de les distinguer des aciers finis. La difficulté ne serait pas moins grande pour les massiaux.

M. Marie ajoute qu'en France, lorsqu'on a essayé d'établir un régime spécial pour le fer ébauché, on a dû y renoncer, à cause de l'extrême difficulté de distinguer le fer ébauché des autres fers. Il en serait de même, et à plus forte raison, pour l'acier.

M. le Président fait remarquer que la rédaction même proposée par M. Kennedy, et notamment les mots *martelés et cinglés*, semblent exclure l'idée d'un métal à demi-façoné ou ébauché. Il insiste donc pour que MM. les Commissaires britanniques veuillent bien retirer leur demande, que le Gouvernement français ne saurait, dans aucun cas, accueillir.

Il lui est également impossible de consentir à l'inscription au Tarif de l'acier *servant à la fabrication des fils d'acier*, avec un simple droit de 6 francs. On sait que l'acier-machine, avant d'arriver au point où il est propre à la tréfilerie, a dû subir toute une série d'opérations spéciales, qui nécessitent un surcroît considérable de main-d'œuvre, ainsi qu'une grande consommation de houille, et qui lui confèrent un notable supplément de valeur. Il serait donc absolument illogique et injuste de ne pas le taxer plus fortement que l'acier en barres.

Sir Charles Dilke exprime l'espoir que les décisions que vient de faire connaître M. le Président ne constituent pas l'extrême limite des concessions auxquelles le Gouvernement français serait disposé à consentir.

M. le Président répond que ses Déclarations sont le dernier mot du Gouvernement français, en ce qui concerne le Tarif de la métallurgie.

Sir Charles Dilke croit, dès lors, inutile de prolonger le débat. Il regrette que MM. les Commissaires anglais ne puissent obtenir que les concessions incomplètes qui leur sont faites.

Sur les articles, *Iode et iodure de potassium*, taxés par le Tarif Général, le premier à raison de 400 francs et le second à raison de 350 francs les 100 kilogrammes, et qui n'étaient pas compris dans le Tarif à discuter, M. le Président fait connaître que, pour déférer au désir du Gouvernement anglais, il consent

à leur inscription au Tarif Conventionnel avec une réduction de 50 p. 100.

Le Gouvernement français est également disposé à réduire, suivant la demande de MM. les Commissaires anglais, le droit sur le *phosphore blanc*, de 40 à 25 francs, et le droit sur le *phosphore rouge*, de 120 à 90 francs.

Pour l'*acide citrique cristallisé* à l'égard duquel un dégrèvement indéterminé avait été réclamé par MM. les Commissaires britanniques, il serait disposé à abaisser la taxe de 50 à 30 francs. Enfin, le droit conventionnel actuel de 32 francs sur le *chlorate de potasse*, dont MM. les Commissaires anglais avaient demandé la fixation à 13 francs, serait réduit à 15 francs, y compris la taxe de compensation des frais de surveillance des fabriques de soude. Après avoir ainsi témoigné de son esprit de conciliation par ces nombreux et larges dégrèvements, le Gouvernement français, — ajoute M. Tirard, — est d'autant plus autorisé à écarter les demandes anglaises en ce qui concerne les sels de soude et leurs dérivés. Ainsi que MM. les Commissaires français l'ont expliqué dans les Conférences de Londres, la situation de cette branche de l'industrie chimique française s'oppose à ce que les droits inscrits au *Tarif à discuter* subissent aucune réduction.

M. Crowe, appréciant l'ensemble des propositions françaises relatives aux produits chimiques, présente les observations suivantes :

« Sur l'iode et l'iodure de potassium, exempts au Tarif actuel, et qui n'étaient pas compris au *Tarif à discuter*, M. le Ministre et MM. les Commissaires français ont bien voulu réduire les droits proposés : celui sur l'iode, de 4 francs à 2 francs ; celui sur l'iodure de potassium, de 3' 50 à 1' 75.

« Nous avons eu l'espoir que, puisque jusqu'ici on n'avait pas tenu compte des prix, la proportion du droit au prix serait plus sensiblement diminuée.

« Ici, naturellement, il n'y a pas amélioration.

« Les Commissaires français veulent bien nous accorder, sur le phosphore rouge, une réduction en ramenant le droit du *Tarif à discuter* de 120 à 90 francs. Cela répond à peu près au droit de 10 p. 100 *ad valorem* du Tarif Conventionnel ; ce n'est pas une amélioration : c'est une péjoration.

« Sur le phosphore blanc, nous prenons acte de ce que le droit du *Tarif à discuter*, qui était de 40 francs les 100 kilogrammes, est réduit à 25 francs.

« Les considérations qui ont déterminé cet abaissement s'ap-

pliquent à tous les dérivés du sel ; car, comme l'avait remarqué mon Collègue, Sir Rivers Wilson, la position de nos fabricants sera nécessairement aggravée par le maintien de charges qui, au moment où on les a imposées, pouvaient ne représenter que 10 p. 100, et qui maintenant, en raison de la baisse des prix, se trouvent souvent augmentées du double.

« Pour le chlorate de potasse, MM. les Commissaires français ont bien voulu réduire le droit de 32 francs au *Tarif à discuter* à 15 francs. Ici, il y a amélioration ; mais le droit est toujours trop élevé.

« En ce qui concerne l'acide citrique cristallisé, MM. les Commissaires français consentent à réduire le droit de 50 francs du *Tarif à discuter* à 30 francs ; mais, au Tarif actuel, cet article est exempt ; nous sommes en présence d'une péréjoration et non d'une amélioration.

« Nous avons eu l'honneur de vous demander des réductions sur les droits de :

- 8 francs pour l'acide stéarique ;
- 6^f 50 pour la soude caustique ;
- 2 à 14 francs pour les soudes ;
- 4^f 20 pour le bicarbonate de soude ;
- 3^f 50 pour les sels de soude ;
- 3^f 50 pour le chlorate de chaux.

« Nous avons présenté nos arguments à l'appui.

« Pour l'acide stéarique, il me semble que vous n'allez pas au-delà du *statu quo*, si même vous le faites.

« Pour la soude caustique, le droit dépasse celui du Tarif Conventionnel (6^f 50 au lieu de 6^f 40).

« Pour les soudes non dénommées, il n'y a pas amélioration ; il en est de même pour le bicarbonate de soude et pour le chlorure de chaux.

« Nous espérons que le Gouvernement français reviendra sur sa résolution de ne pas réduire ces droits. »

M. le Président fait connaître que le Gouvernement français se trouve aujourd'hui en mesure de donner satisfaction à MM. les Commissaires britanniques en ce qui concerne l'acide citrique liquide, et de maintenir la franchise dont cet article jouissait, à l'entrée en France, d'après le Tarif de 1860.

M. Kennedy prend acte de cette détermination ; mais il n'en croit pas moins devoir appuyer les observations de M. Crowe. Au sujet du droit proposé pour l'iode, il fait remarquer que, quoique la fabrication n'en ait pas pris jusqu'ici un très grand développement dans le Royaume-Uni, elle a une certaine impor-

tance ; il ajoute que la Chambre de commerce de Glasgow attache un très grand prix à la réduction du droit.

M. Marie ne pense pas que cette réduction profite beaucoup aux fabriques de Glasgow qui retirent l'iode des soudes de varech, et qui ont à lutter contre les produits similaires obtenus par d'autres méthodes, et à bien meilleur marché, au Chili et en Allemagne.

M. le Président répond qu'il croit avoir donné, en ce qui concerne l'iode, à MM. les Commissaires anglais toute la satisfaction compatible avec la sauvegarde des intérêts français. Il déclare, d'un autre côté, qu'il ne saurait modifier le *Tarif à discuter*, en ce qui concerne la soude et ses dérivés.

M. Amé fait connaître que MM. les Commissaires français ont constaté l'impossibilité de donner suite à une demande de MM. les Commissaires britanniques tendant à ce que, « pour tous les produits dérivés du sel, il fût ajouté à la note inscrite au bas du Tarif, et relative à la taxe de compensation des frais de surveillance des fabriques de soude, une mention indiquant le montant de cette taxe. » Il s'agit là d'une taxe intérieure, susceptible de modifications, et pour la fixation de laquelle le Gouvernement doit conserver sa complète liberté d'action.

M. le Président ajoute que la liberté d'action conservée, sur ce point, par le Gouvernement français ne doit pas inquiéter l'industrie anglaise, les taxes intérieures de cette nature tendant plutôt à diminuer qu'à augmenter. Il reste, d'ailleurs, convenu que la note inscrite au Tarif Général sera rendue conventionnelle.

M. Kennedy rappelle qu'il avait, pendant les Conférences de Londres, demandé l'inscription du sel au Tarif.

M. le Président répond que cet article n'a jamais fait l'objet d'aucune stipulation internationale.

M. Kennedy le reconnaît ; mais il constate, en même temps, que, dès 1860, lors de la négociation du Traité de commerce, les Commissaires français avaient annoncé que leur Gouvernement rechercherait les moyens de comprendre le sel dans le Tarif Conventionnel. Cette promesse, rappelée depuis lors, à plusieurs reprises, au Gouvernement français, n'a pas encore pu être suivie d'effet ; le moment semblerait venu de la réaliser.

M. Amé répond que le Gouvernement français aurait désiré pouvoir donner, sur ce point, au Gouvernement britannique la satisfaction qu'il lui avait fait espérer ; mais, après un examen approfondi et réitéré de la question, on a dû reconnaître l'impossibilité de la résoudre dans le sens indiqué en 1860. La pro-

duction du sel est si abondante en France et les populations qui s'y livrent inspirent, à juste titre, tant d'intérêt, que le Gouvernement ne saurait consentir à une réduction assez forte pour ouvrir largement aux sels de provenance anglaise l'accès du marché national. D'un autre côté, en ne stipulant qu'une réduction minime, il s'exposerait, sans utilité réelle pour le commerce anglais, à se créer, à l'intérieur, de sérieux embarras.

M. le Président insiste sur cet argument et déclare que le Gouvernement français doit maintenir le sel en dehors du Tarif Conventionnel, car il éprouve déjà de très grandes difficultés à se défendre contre l'établissement de droits différentiels à l'intérieur.

Sur les articles 274 à 287, *Couleurs*, Sir Rivers Wilson renouvelle les observations qu'il a déjà présentées dans les Conférences de Londres, et réclame l'inscription au Tarif Conventionnel d'un certain nombre de ces produits, ainsi que la franchise pour quelques autres.

A la suite d'un débat sommaire, M. le Président consent à l'inscription, au futur Tarif Conventionnel, des variétés suivantes de couleurs :

« *Verts de Schweinfurth et verts métis, cendres bleues ou vertes, verts de montagne, de Brunswick et autres verts résultant du mélange du chromate de plomb et du bleu de Prusse* », en exemption de droits ;

« *Bleu de Prusse, couleurs broyées à l'huile, y compris le carbonate de plomb ayant reçu la même préparation ; couleurs en pâte préparées à l'eau pour papiers peints ; autres couleurs non dénommées* », aux droits du Tarif Général.

Cette tarification est acceptée par MM. les Commissaires britanniques.

Sir Rivers Wilson demande quel est le résultat de l'examen auquel le Gouvernement français a dû soumettre la question du régime des vernis à l'huile et à l'essence déjà traitée dans les Conférences de Londres. Les Commissaires anglais persistent à demander le droit de 20 francs pour tous les vernis autres que ceux à l'alcool.

M. le Président répond que ce droit est déjà applicable aux vernis à l'essence. Quant aux vernis à l'huile, leur prix varie de 800 à 400 francs les 100 kilogrammes, et il est, en moyenne, de 525 francs. Le droit de 40 francs inscrit au Tarif à discuter ne représenterait donc pas 10 p. 100 ; néanmoins, le Gouvernement français consent à le réduire à 30 francs, c'est-à-dire à 6 p. 100.

Sur l'article, *Chandelles à mèche tissée*, M. le Président, à la suite d'une courte discussion avec M. Kennedy, admet que le

droit soit abaissé, conformément à la demande de MM. les Commissaires anglais, de 12 à 10 francs.

Diverses observations sont échangées au sujet des articles 317 et 327, concernant les *poteries*, et de l'article 326, concernant les *faïences*.

Ces articles sont réservés, MM. les Commissaires britanniques désirant faire comparaître un expert lors de la discussion des questions relatives au régime de ces articles.

Il est, toutefois, entendu que, conformément à ce qui a été convenu entre les deux Gouvernements par la voie diplomatique, cet expert ne sera admis à déposer qu'à titre purement consultatif. Ses observations seront, d'ailleurs, limitées au régime des marchandises comprises sous le n° 326, spécialement des articles communs, et au taux de la tare applicable aux emballages des poteries.

M. Amé ne pense pas que le Gouvernement français puisse consentir à ce que le taux de la tare soit déterminé par voie de stipulation internationale. Il ne se refuserait sans doute pas à l'augmenter, s'il était reconnu insuffisant ; mais il importe que la Douane reste toujours libre de le modifier, suivant les transformations que subissent les procédés d'emballage.

M. le Président insiste sur cette observation. On ne saurait, en effet, stipuler de tare conventionnelle qu'à la condition de stipuler aussi des modes d'emballage conventionnels, ce qui est absolument inadmissible.

La demande formulée par MM. les Commissaires anglais en ce qui concerne l'inscription des *bouteilles* au Tarif avec un droit de 1 franc est ensuite retirée, sur l'observation faite par M. Amé que cet article n'offre aucun intérêt pour l'Angleterre dans ses rapports avec la France, l'importation anglaise en France n'ayant pas dépassé, en 1879, 79,000 kilogrammes sur une importation totale de 4,600,000 kilogrammes.

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain mercredi 21 septembre, à 9 heures et demie.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : KENNEDY.

Signé : AMÉ.

Signé : CROWE.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,

RENÉ LAVOLLÉE.

N^o 193

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la dix-neuvième séance de la Commission mixte,
tenue le 21 septembre 1881.

PRÉSIDENTE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

Le procès-verbal de la dix-septième séance est lu et adopté.

La discussion est reprise sur les demandes de modification du Tarif français formulées par MM. les Commissaires britanniques et énumérées dans le relevé comparatif inséré à la suite du procès-verbal de la seizième séance.

Sur la demande de MM. les Commissaires britanniques, l'examen des articles relatifs au régime des fils et tissus de lin et de chanvre, de jute, de coton et de laine est ajourné, sauf pour les n^{os} 351 et 387, *Toiles cirées de lin et de chanvre, toiles cirées de coton.*

Sur les articles 349 et 407, *Fils de bourre de soie et tissus de soie et de bourre de soie*, M. Crowe présente les considérations suivantes :

« Je n'ai pas beaucoup à ajouter aux observations qu'a faites, à Londres, mon collègue, M. Baxter, sur les fils et tissus de soie.

« Il m'a demandé qu'on voulût bien réduire les droits sur les fils de bourre de soie et de bourrette, simples et retors, de 25, 75 et 120 francs pour les simples, et de 32, 50, 97, 50 et 156 francs pour les retors, à un droit unique de 60 francs. Il a demandé, de plus, qu'on voulût bien supprimer tout à fait les droits de 400 et 500 francs sur les rubans de bourre de soie et de soie.

« MM. les Commissaires de France ont eu la bonté de déclarer que, si nous trouvions le taux du droit sur les retors trop élevé, ils ne refuseraient pas d'examiner dans quelle mesure une réduction serait possible. On ne semble pas avoir voulu prendre en considération nos autres demandes.

« Vous savez, Messieurs, que le principe nouveau qu'on a appliqué au nouveau Tarif, pour toutes les sortes de fils retors, ne nous a pas semblé juste. Nous avons toujours vu avec regret l'application du système qui substitue à la mesure ordinaire des fils retors la mesure de longueur de leurs bouts. Nous regrettons l'application de ce système aux fils de soie, et nous vous demandons instamment de vouloir bien accueillir notre demande de réduction qui, tout en assurant à vos produits une protection notable, donnerait à nos filateurs une certaine satisfaction.

« Quant aux rubans, on nous a dit que nous n'en envoyions en France qu'une quantité insignifiante, tandis que d'autres Pays en faisaient une importation considérable ; mais, Messieurs, d'abord les chiffres de l'importation autre qu'anglaise ne représentent eux-mêmes qu'une bagatelle, quand on embrasse l'ensemble des affaires que fait la France en soiries. Et ici, je crois qu'il y a lieu d'exprimer une pensée qui me revient chaque fois qu'on nous oppose l'objection que, dans telle et telle classe de produits, nous ne faisons pas d'affaires. L'importation en France se base, pour nous, sur les droits plus ou moins protecteurs qui régissent la matière. Les droits sur les rubans ne sont pas, il est vrai, aussi élevés que les droits sur d'autres produits de nos manufactures ; ils sont cependant assez forts pour établir une barrière presque infranchissable, et si d'autres Pays, au même taux, font plus d'affaires que nous, c'est qu'ils sentent moins le poids des droits que nous. Nous aurions probablement un commerce de rubans avec la France, si le droit était supprimé ou réduit.

« J'ai parlé de l'ensemble du commerce de soiries que fait la France avec l'Angleterre. Vous le savez, Messieurs, ce commerce est énorme. Rarement a-t-il été, pendant bien des années, au-dessous de £ 8 millions, c'est-à-dire de 200 millions de francs. Dans les cinq premiers mois de 1880, votre importation de soiries en Angleterre était de £ 5 millions (125 millions de francs) ; dans les cinq premiers mois de 1881, elle était de £ 4,235,000 (105,875,000 francs), tandis que l'Angleterre, aux mêmes époques, n'envoyait de soiries pures et mélangées en France que pour £ 220,000 et 229,000 (5,500,000 et 5,725,000 francs). Ces chiffres ont, pour les Anglais, une éloquence d'autant plus grande que le même fait se reproduit pour les tissus de laine, et nous ne pouvons pas empêcher que les esprits soient frappés de ce genre de contrastes.

« Je le répète, nos envois sont minimes ; mais, loin de nous en faire une objection, on pourrait se demander s'il ne vaudrait

pas mieux nous offrir la chance de les augmenter. On nous faciliterait cet accroissement en accueillant les demandes de réductions que nous avons eu l'honneur de vous adresser. »

M. Amé ne peut que se référer à la réponse qu'il a déjà faite, dans la quatorzième séance tenue à Londres, aux observations présentées par *M. Baxter*. Ainsi qu'il l'a fait remarquer, les droits français sur les rubans de soie sont très modérés. Ils ne représentent pas plus de 5 à 6 p. 100 de la valeur et ils permettent à la Suisse et à l'Allemagne d'envoyer sur le marché français pour environ 1,200,000 francs par an de tissus de cette catégorie. Si *Coventry* n'en importe pas, c'est, sans doute, qu'il les fabrique moins bien, ou à plus haut prix.

Quant aux fils de bourre de soie, rien n'est changé aux droits sur les fils simples. On s'est borné, dans le nouveau Tarif, à étendre aux fils retors de bourre de soie la surtaxe spéciale qui s'applique à toutes les autres variétés de fils, et dont, par suite d'une erreur évidente, on avait omis, en 1860, de les faire également bénéficier. *MM. les Commissaires français* avaient, toutefois, fait connaître, lors des conférences de Londres, que, si le Gouvernement britannique, sans contester le principe de cette surtaxe, en jugeait le taux trop élevé, ils ne refuseraient pas d'examiner dans quelle mesure une réduction serait réalisable. Ils se félicitent d'avoir à annoncer que le Gouvernement français, pour répondre autant que possible aux vœux du Gouvernement anglais, consent à réduire de 30 à 15 p. 100 la surtaxe afférente aux fils retors de bourre de soie.

M. le Président ajoute qu'il serait inutile de lui demander de plus larges concessions sur ce point. L'établissement d'une surtaxe sur les fils retors de bourre de soie se justifie, pour ainsi dire, d'elle-même. Si les Tarifs Conventionnels jusqu'à présent en vigueur n'en stipulaient aucune, c'était par suite d'une omission qu'il importait de réparer. Il était, en effet, inadmissible que cette surtaxe, dont profitent les retors de fils de laine, de coton, de lin et de chanvre, ne fût pas également accordée aux retordeurs de fils de bourre et de bourettes de soie. Le redressement de cette inégalité s'opposait d'autant plus que les populations qui se livrent à la filature de la bourre et de la bourrette de soie sont, depuis plusieurs années, dans une grande détresse.

M. le Président exprime l'espoir que *MM. les Commissaires britanniques* voudront bien reconnaître la valeur de ces considérations et consentir à la fixation du régime des fils et tissus de soie sur les bases qui viennent d'être indiquées.

Sir Charles Dilke répond que, d'après les observations qui

viennent d'être présentées, il croit, en effet, inutile d'insister davantage pour l'acceptation des propositions anglaises.

Les articles 351 et 387, *Toiles cirées de lin et de chanvre, toiles cirées de coton*, étant mis en discussion, Sir Charles Dilke s'exprime en ces termes :

« Je désire appeler l'attention de Votre Excellence sur deux articles sur lesquels les droits ont été considérablement augmentés : (351) *la toile cirée de lin ou de chanvre* et (387) *la toile cirée de coton*. Ces articles devraient rentrer dans la catégorie des tissus de lin et de coton ; mais il sera plus utile de les considérer à part. La toile cirée de lin ou de chanvre pour l'emballage est soumise actuellement à un droit de 5 francs les 100 kilogrammes, et, lorsqu'elle sert à l'ameublement, à un droit de 15 francs les 100 kilogrammes. Dans le *Tarif à discuter*, on propose de les frapper tous les deux d'un droit unique de 24 francs. Je puis ajouter que ce droit est plus élevé qu'en Allemagne, en Italie ou en Suisse. Quoique l'Angleterre ne fasse pas un grand commerce de cette marchandise avec la France (en 1879, il montait à 180,000 francs), les six septièmes de l'importation française provenaient d'Angleterre, et je crois de mon devoir de demander que le droit soit réduit au taux déjà proposé par nous à Londres, c'est-à-dire à 15 francs par 100 kilogrammes, ou trois fois le droit actuel sur la toile cirée pour l'emballage.

« En ce qui concerne *la toile cirée de coton pour emballage*, on se propose de substituer au droit actuel de 5 francs un droit de 6 francs, et à celui de 15 francs sur la toile pour ameublement un droit de 25 francs.

« Nous demandons, et nous croyons que notre demande est fort raisonnable, un droit de 15 francs.

« Je dois ajouter que, sur la valeur de 4 millions de francs de toiles cirées importées en France en 1879, les quatre cinquièmes provenaient d'Angleterre. »

A la suite de quelques observations échangées entre MM. les Commissaires français et anglais, M. le Président fait connaître que le Gouvernement est disposé à consentir aux modifications demandées sur ces deux articles par Sir Charles Dilke.

Sur les articles 409 et 410, *Papiers et cartons*, Sir Rivers Wilson rappelle que MM. les Commissaires britanniques avaient, dans les Conférences de Londres, demandé la fixation des droits à 9 francs et 4' 50, avec une classification nouvelle :

« Papier soie, papier à cigarettes, papier parchemin, papier à lettres et papier à écrire de qualité supérieure, 9 francs.

« Autres de toute sorte, y compris les papiers de tenture, 4^f 50. »

Sir Rivers Wilson ajoute :

« Lors de la discussion qui s'est engagée dans nos Conférences, à Londres, au sujet du papier, M. Amé nous a donné à espérer que le Gouvernement français consentirait à une modification des propositions primitives qu'il nous avait soumises.

« Un nouvel examen des propositions contenues dans le Tarif à discuter nous confirme dans l'opinion que nous avons exprimée alors, qu'il serait peu raisonnable de frapper du même droit des articles de valeurs tellement diverses et pour lesquels, cependant, il ne serait pas difficile d'établir des catégories plus équitables. Nous prions MM. les Commissaires français de vouloir bien nous faire savoir si, en effet, ils ont pu tenir compte de nos observations et de nos contre-propositions, et s'ils peuvent nous annoncer qu'elles seront acceptées. »

M. Amé répond qu'après avoir examiné de nouveau la question, le Gouvernement français consent à réduire le droit de 9 francs à 8 francs. Ce dégrèvement, s'ajoutant à la suppression du droit de sortie sur les drilles, longtemps réclamée avec insistance par l'Angleterre, constitue une concession des plus sérieuses. Le Gouvernement français ne saurait aller au delà. Quant à la classification proposée par MM. les Commissaires anglais, elle aurait l'inconvénient de soulever de sérieuses difficultés d'application, car il serait souvent fort délicat de distinguer des papiers de qualité supérieure des papiers de qualité moyenne ou inférieure.

Sir Rivers Wilson insiste sur sa demande, en faisant valoir que c'est surtout au remaniement de la classification, qui met obstacle à l'importation des papiers de qualité inférieure, que le commerce anglais attacherait de l'importance.

M. Marie fait observer que la question offre relativement peu d'intérêt pour l'Angleterre, car, sur 7,700,000 kilogrammes de papiers importés en France, en 1879, elle n'en a introduit que 865,000. alors que les envois de la Belgique s'élèvent à 2,800,000 kilogrammes et ceux de l'Allemagne à 3,300,000 kilogrammes. Il ajoute que, d'après la classification proposée par *Sir Rivers Wilson*, des papiers d'une valeur assez élevée, tels que les papiers de tenture, les papiers à écrire, à imprimer, à dessiner, et les papiers de musique, seraient assimilés aux papiers d'emballage et admis au droit minime de 4^f 50, qui serait, en ce qui les concerne, absolument insuffisant.

Sir Rivers Wilson rappelle que la papeterie française est

dans un état de prospérité qui lui permet de défier la concurrence étrangère, car ses exportations s'élèvent à 22 millions de francs. Il ajoute que la classification qu'il a proposée ne lui semblait pas de nature à effrayer, par sa complication, les négociateurs français, car les Tarifs appliqués en France pour la perception de la taxe intérieure sur le papier contiennent déjà ces distinctions qu'il désire voir dans le Tarif douanier.

M. le Président répond que, sans doute, les exportations françaises de papiers sont considérables actuellement, mais qu'elles sont menacées par les Tarifs protecteurs que la plupart des Puissances européennes ont mis en vigueur dans ces dernières années. Il ajoute que l'on ne saurait arguer, pour la rédaction d'un Tarif de Douane, de la texture d'un Tarif établi en vue de la perception d'une taxe intérieure. La taxe intérieure s'acquitte sur des produits généralement uniformes sortant de la fabrique, tandis que le droit de douane se prélève à la frontière sur des envois comprenant souvent des marchandises de la nature la plus diverse : l'application du droit donnerait donc lieu, dans ce dernier cas, aux vérifications les plus compliquées et les plus difficiles, si la classification établie par le Tarif manquait de netteté ou de simplicité. C'est par ce motif que le Gouvernement français est obligé d'écarter les nouvelles catégories proposées par Sir Rivers Wilson. Il est, d'ailleurs, convaincu que le commerce anglais trouvera une satisfaction très suffisante dans la réduction du droit d'entrée s'ajoutant à la suppression du droit de sortie sur les chiffons.

M. Marie fait remarquer que cette dernière concession est considérable, et que le Gouvernement anglais donne la mesure de l'importance qu'il y attache en demandant avec insistance qu'elle soit consacrée dans le futur Tarif Conventionnel.

M. le Président fait connaître que, sur l'article 412 du Tarif, *Carton coupé et assemblé, albums et cartonnages décorés de peinture, étoffe, bois, paille tressée, métaux*, le droit de 70 francs, dont MM. les Commissaires anglais avaient demandé la réduction à 60 francs, pourra être, après démajoration de 24 p. 100, ramené à 56 francs.

Il espère que, moyennant cet élément de transaction, MM. les Commissaires anglais voudront bien accepter la tarification proposée, qui est celle de 1860, avec amélioration sur un point.

Sur la réponse affirmative de Sir Charles Dilke, le projet de Tarif, en ce qui concerne les papiers, se trouve ainsi fixé :

Papier dit de fantaisie, colorié, marbré, qu'il soit ou non recouvert de métal, 25 francs.

Papier autre de toutes sortes, 8 francs.

Carton en feuilles, 8 francs.

Carton coupé et assemblé, albums et cartonnages décorés de peinture, étoffe, bois, paille tressée, métaux, 56 francs.

Sir Rivers Wilson, abordant la question du régime applicable aux *peaux et pelleteries ouvrées*, insiste pour l'adoption de la classification nouvelle qu'il avait proposée lors des Conférences de Londres, et d'après laquelle les peaux vernies, maroquinées ou teintées en couleur auraient été frappées d'un droit de 30 francs, et toutes les autres peaux, d'un droit de 10 francs. Il réclame, en particulier, contre le droit de 50 francs établi, d'après le *Tarif à discuter*, sur les *peaux non dénommées, autres*.

« Nous avons, dit-il, relu avec attention les réponses qui ont été faites à Londres par MM. Amé et Marie à nos déclarations contre l'augmentation proposée des droits sur les peaux et cuirs, sans pouvoir nous rendre un compte bien exact des raisonnements à l'aide desquels ces Messieurs ont voulu justifier cette mesure. Nous avons dû remarquer que, malgré les déclarations du Gouvernement français relatives au maintien en principe du Tarif de 1860 et à la démajoration de 24 p. 100 sur le Tarif Général, les droits proposés constituent une aggravation de la situation actuelle, déjà assez onéreuse pour ces articles. Si j'ai bien compris M. Amé, les rédacteurs du *Tarif à discuter* auraient voulu réparer une prétendue erreur du Tarif de 1860. Nous ne pouvons admettre l'exactitude de cette affirmation ; car, comme nous avons eu l'honneur de vous le démontrer, ces droits dépassent souvent de beaucoup les 10 p. 100 sur la valeur qui devaient servir de base pour la fixation des droits de l'ancien Tarif.

« Pour les peaux et cuirs, comme dans le cas du papier dont nous avons déjà entretenu la Commission, nous avons trouvé que la classification proposée créait des inégalités frappantes, et nous vous en avons suggéré une qui vous permettait de reproduire exactement les différences de qualité et de valeur, ainsi que des taux qui correspondaient plus correctement à l'idée du Tarif de 1860.

« Quel est le résultat de l'examen de nos propositions ? »

M. Amé fait connaître que le Gouvernement français a recherché les moyens de donner satisfaction, sur cet article, aux désirs exprimés par MM. les Commissaires anglais. Il propose, en conséquence, de modifier, dans les proportions suivantes, les droits inscrits au *Tarif à discuter* :

« *Peaux préparées, vernies ou maroquinées*, 60 francs au lieu de 74 francs.

« *Peaux teintes, de mouton*, 45 francs au lieu de 56 francs.

« *Peaux teintes autres*, 60 francs au lieu de 74 francs. »

Le droit de 10 francs serait maintenu, sans changement, sur les *peaux non dénommées de chèvre, de mouton et d'agneau*. Quant à celui de 50 francs sur les *peaux non dénommées, autres*, il ne pourrait être abaissé au-dessous de 40 francs. Ainsi que les Commissaires français l'ont expliqué à Londres, cette taxe n'est pas dirigée contre les provenances anglaises, mais contre les envois des États-Unis, qui frappent les ouvrages en peau français de droits prohibitifs, et, comme il est à peu près impossible de distinguer l'origine de peaux de cette nature, on s'exposerait, en réduisant le droit dans des proportions considérables, à voir les peaux d'Amérique affluer sur le marché français en passant par l'Angleterre.

M. le *Président* ajoute que, dès à présent, une grande quantité de peaux non dénommées américaines sont importées en France comme peaux anglaises. C'est pour mettre un terme à ces introductions indirectes et parfaitement constatées que le droit de 10 francs a été établi sur les peaux non dénommées.

Sir Charles Dilke accepte les dégrèvements proposés par MM. les Commissaires français sur les trois premières variétés de *peaux et pelleteries ouvrées*. En ce qui concerne les *peaux non dénommées, autres*, il croit être en mesure d'affirmer, d'après les renseignements fournis au Gouvernement anglais, qu'il est possible de les distinguer, en fait, d'après leur provenance, et il pense qu'un expert anglais pourrait être utilement entendu, sur cette question spéciale, par la Commission franco-anglaise. Il demande donc l'ajournement de la discussion.

L'article est réservé.

Pour les ouvrages *en peau et en cuir*, MM. les Commissaires français déclarent consentir aux réductions suivantes :

Bottines pour hommes et femmes, 1 franc la paire, au lieu de 1^f 20, inscrit au *Tarif à discuter*.

Souliers pour hommes et femmes, 50 centimes la paire, au lieu de 60 centimes, inscrit au *Tarif à discuter*.

Selles pour hommes, 6 francs la pièce au lieu de 8 francs, inscrit au *Tarif à discuter*.

Selles pour femmes, 8 francs la pièce, au lieu de 10 francs, inscrit au *Tarif à discuter*.

La discussion de la partie du *Tarif* relative aux *ouvrages en métaux* est réservée d'un commun accord; mais, sur l'invita-

tion de M. le Président, M. Amé indique les diminutions de droits auxquelles le Gouvernement français serait disposé à consentir, dès à présent. Il ne pourrait, sans doute, accepter, en principe, qu'il fût effectuer sur ces articles, comme l'avaient demandé MM. les Commissaires britanniques, une réduction exactement correspondante à celle qui a été consentie sur les fers et qui s'élève à un sixième. En effet, le dégrèvement opéré sur la matière première n'atteint que l'un des éléments du prix de revient et ne touche pas au coût de la main-d'œuvre. La réduction du droit sur les ouvrages en fonte et en fer se renfermerait donc, en général, dans la limite de 10 p. 100.

En conséquence :

Les machines à vapeur, locomotives, locomobiles, payeraient 9 francs au lieu de 10 francs.

Les cardes non garnies payeraient 9 francs au lieu de 6 et de 10 francs.

Les machines et mécaniques, appareils complets pour la filature et pour le tissage, payeraient 5 francs au lieu de 6 et de 10 francs.

Les machines agricoles payeraient 5 francs au lieu de 10 francs.

Les pièces détachées, en fer forgé, polies, limées et ajustées, y compris les essieux, ressorts et bandages de roues, payeraient 9 francs au lieu de 10 francs.

Les outils en fer rechargés d'acier payeraient 13' 50 au lieu de 15 francs.

Les vis à bois, pitons ou crochets, munis de pas de vis, ayant de diamètre 7 millimètres ou moins, payeraient 10' 80 au lieu de 12 francs.

Les vis à bois ayant plus de 7 millimètres payeraient 7' 20 au lieu de 8 francs.

Les tubes étirés (suivant les catégories) payeraient de 9' 90 à 18 francs au lieu de 11 à 20 francs.

Les ouvrages en fer ou en fonte non polis payeraient, suivant les catégories 4' 50, 7' 20, 9' 80, au lieu de 5 à 12 francs.

Il est convenu que la question de l'assimilation à établir, d'après la demande de MM. les Commissaires anglais, entre les ouvrages en métaux non dénommés, étamés, émaillés ou vernissés et les mêmes ouvrages nickelés est ajournée jusqu'à ce que M. Kennedy ait bien voulu fournir des explications qui permettent d'apprécier de quelle nature d'articles il s'agit en réalité.

La question du régime de la coutellerie est ajournée, sur la

demande de MM. les Commissaires anglais. *M. Amé* signale, à cette occasion, les exagérations qu'il a relevées dans la note émanée des couteliers de Sheffield.

Sir Charles Dilke prend acte des propositions de MM. les Commissaires français, en ce qui concerne les *ouvrages en métaux*, et se réserve d'y répondre ultérieurement.

M. le Président fait connaître que, suivant le désir exprimé, à Londres, par MM. les Commissaires britanniques, il a examiné s'il serait possible de réduire le droit sur les *chapeaux de paille*. Il se félicite d'avoir à leur annoncer qu'il serait en mesure de ramener cette taxe à l'ancien taux de 10 francs les 100 kilogrammes.

Sir Charles Dilke prend acte avec satisfaction de ce large dégrèvement; mais il faut remarquer qu'il ne s'applique ni aux tresses de paille fine, ni aux chapeaux garnis ou dressés.

M. le Président répond que, pour les tresses de paille, le Gouvernement français serait disposé à réduire à 5 francs le droit de 10 francs inscrit au Tarif Général.

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain jeudi 22 septembre, à 9 heures et demie.

Signé : P. TIRARD.

Signé : Charles W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : KENNEDY.

Signé : AMÉ.

Signé : CROWE.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,

RENÉ LAVOLLÉE.

N° 194

Les Commissaires Royaux au comte de Granville.

Paris, le 30 septembre 1881.

Mylord,

Nous vous confirmons nos dépêches des 22 et 27 courant et nous avons maintenant l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie les procès-verbaux des 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e et 26^e séances de la Commission mixte pour la négociation d'un nou-

veau Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la France.

Dans une autre dépêche nous donnerons les raisons qui nous forcent à demander maintenant un ajournement de nos séances.

En ce qui touche la question des cotons, nous avons à faire remarquer que :

Les présents droits ont été déjà trouvés onéreux par les négociants en cotons du Royaume-Uni, dans les séances de la Commission Mixte à Londres, nous avons expliqué que le Tarif proposé pour les cotons par le Gouvernement français augmenterait plutôt que de diminuer les droits payés maintenant. Nous avons proposé alors des réductions de droits dans certains cas et dans d'autres le maintien du *statu quo*. Les Commissaires français n'ont pas accepté cette proposition. Certaines modifications ont été offertes, indiquées dans le Mémorandum confidentiel de M. Challemel-Lacour en date du 27 juillet. Mais en acceptant même ces modifications les droits seront encore augmentés.

Afin de résoudre cette difficulté, nous avons demandé une réduction générale sur les droits payés par les tissus écrus, les droits sur les tissus blanchis, teints et imprimés étant basé sur les droits payés par les produits écrus, avec augmentation de droits pour les procédés manufacturiers.

Dans le cas où nous aurions pu arriver à nous entendre et à faire accepter cette proposition comme base par nos Collègues français nous l'aurions recommandée au Gouvernement de Sa Majesté pour adoption.

Les Commissaires français n'ont pas accepté cette proposition, mais ont déclaré qu'ils étaient prêts à discuter l'augmentation proposée pour les produits blanchis, teints et imprimés.

Après nous être consulté, nous avons cru devoir ajourner la discussion sur ce point et soumettre le cas au Gouvernement de Sa Majesté.

Nous sommes, etc.

Signé : Charles. W. DILKE.

Signé : C. RIVERS WILSON.

Signé : C. M. KENNEDY.

Signé : J. A. CROWE.

N° 195

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingtième séance de la Commission mixte,
tenue le 22 septembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU
COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

La discussion est reprise sur les demandes de modification du Tarif français formulées par MM. les Commissaires britanniques et énumérées dans le relevé comparatif inséré à la suite du procès-verbal de la seizième séance.

Sur l'article 538, *Sir Rivers Wilson* rappelle les observations qu'il a déjà présentées dans les Conférences de Londres au sujet des nouveaux droits proposés pour les cordages et du préjudice qu'ils porteraient au commerce anglais. Le droit conventionnel de 15 francs, qui s'appliquait aux cordages mesurant moins de 6,000 mètres par kilogramme de fil simple, serait remplacé, en effet, par des taxes de 18^f 50 pour les cordages mesurant moins de 500 mètres, et de 22^f 50 pour ceux qui mesurent de 500 à 2,000 mètres. Au-dessus de ce dernier métrage, le droit sur les cordages serait le droit du fil retors de lin ou de chanvre. Cette augmentation des droits, et surtout l'abaissement considérable de la limite de métrage au-dessus de laquelle le droit du fil retors devient applicable aux cordages, compromettraient sérieusement les intérêts des exportateurs anglais. Aussi MM. les Commissaires britanniques insistent-ils pour l'adoption de la tarification suivante, qu'ils avaient proposée à Londres : sur les cordages écrus mesurant moins de 6,000 mètres par kilogramme de fil simple, 5 francs ; sur les mêmes, teints ou blanchis, 6 francs ; au-dessus de 6,000 mètres par kilogramme, mêmes droits que sur les fils de lin.

M. le Président explique que le droit unique de 15 francs établi en 1860 sur tous les cordages de lin, de chanvre et d'étaupe ne représentait même pas la taxe du fil simple, pour ceux de ces

cordages qui mesuraient plus de 2,000 mètres par kilogramme de fil simple. On se trouvait là en présence d'une de ces inégalités choquantes que l'on a relevées dans les Traités de 1860, et dont M. le Président parlait, dans une des dernières séances, en annonçant l'intention de relever le Tarif Conventionnel là où des anomalies de cette nature auraient été reconnues. C'est pour réparer, sur ce point, l'erreur commise en 1860 que les nouveaux droits sur les cordages ont été inscrits au Tarif Général et reproduits dans le *Tarif à discuter*. Ils se décomposent de la manière suivante : sur les cordages mesurant, par kilogramme de fil simple, 500 mètres et au-dessous, le droit de 18' 50 représente le montant du droit sur le fil simple augmenté d'une surtaxe de fabrication de 3' 50 ; sur les cordages mesurant de 501 à 2,000 mètres, le droit de 22' 50 n'est encore que le droit du fil simple, avec une très légère augmentation pour frais de fabrication ; au-dessus de 2,000 mètres, c'est le droit du fils retors qui devient applicable.

Cette tarification est rationnelle et modérée, et la base doit en être maintenue. Désirant cependant tenir compte des réclamations dont MM. les Commissaires anglais se sont faits les organes, le Gouvernement français serait disposé à rétablir, pour tous les cordages au-dessous de 2,000 mètres au kilogramme de fil simple, l'ancien droit de 15 francs, c'est-à-dire le droit même du fil simple, sans aucune surtaxe de fabrication ; mais il ne saurait pousser plus loin ses concessions.

Tout en reconnaissant la valeur des considérations développées par M. le Président, *Sir Charles Dilke* exprime le regret que les concessions du Gouvernement français ne soient pas plus considérables.

M. le Président fait connaître qu'il consent à ce que, suivant le désir de MM. les Commissaires britanniques, les *bateaux de rivière* (n° 544), non dénommés au *Tarif à discuter*, soient inscrits au Tarif Conventionnel avec les droits du Tarif Général.

Sur l'article 547, *Ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha*, MM. les Commissaires britanniques avaient demandé la réduction à 100 francs du droit de 200 francs applicable aux tissus élastiques.

M. Amé expose que ce droit, établi en 1860, ne représente pas plus de 10 p. 100 de la valeur de la marchandise qu'il frappe. Il ne serait donc pas possible de consentir à la diminution de moitié réclamée, dans les Conférences de Londres, par MM. les Commissaires britanniques. Mais le Gouvernement français, tenant compte des arguments développés par M. Kennedy et pre-

nant en considération l'intérêt sérieux que cet article présente pour l'industrie anglaise, propose de ramener le droit de 200 francs à 150 francs.

Sir Charles Dilke prend acte de cette concession. Il se plaît à reconnaître qu'elle peut être d'un certain prix pour le commerce anglais.

Sur la demande de MM. les Commissaires britanniques, l'article 549, *Feutres*, est réservé, pour être examiné en même temps que le régime des tissus de laine.

A propos de la *tabletterie d'ivoire et de nacre*, *Sir Rivers Wilson* demande soit l'admission au droit de 5 francs les 100 kilogrammes des *touches de piano, manches de couteau ou de fourchette et autres objets à l'état d'ébauche*, soit une très large réduction des droits sur l'ensemble des articles dont se compose la tabletterie d'ivoire et de nacre. Il constate que ces produits, qui, d'après le Tarif Conventionnel, n'avaient à payer que 10 p. 100 de la valeur, seraient aujourd'hui taxés, d'après le *Tarif à discuter*, les uns à raison de 500 francs, les autres à raison de 1,000 francs.

Il paraît indispensable de diminuer notablement ces droits, qui revêtent, pour les objets à peine ébauchés, un caractère absolument prohibitif. Il ne serait que juste d'adopter la distinction admise par le tarif allemand qui impose un droit de 3 marcs aux touches de piano et autres objets dans un état analogue, tout en frappant les articles fabriqués d'un droit de 200 marcs. Il est, d'ailleurs, à remarquer que le Tarif français impose aux cornes préparées ou débitées en feuilles un droit de 3 francs seulement.

M. le Président répond que, s'il s'agissait simplement d'ivoire débité par le sciage, ce produit devrait, aux termes d'une note du Tarif des douanes, être admis en franchise comme ivoire brut ; mais les touches de piano et les autres objets à l'état d'ébauche indiqués par MM. les Commissaires anglais ont non seulement été débités par le sciage, mais encore soumis à un équarrissage qui leur donne leur forme propre, et pour lequel il y a lieu de tenir compte d'un déchet souvent très considérable.

Il y aurait, d'autre part, des inconvénients à créer, pour ces articles, une catégorie spéciale avec droits réduits, car il serait toujours très difficile de déterminer où finit l'état d'ébauche et à quels signes il se reconnaît. On a bien dit que les ouvrages en ivoire simplement ébauchés portent encore la marque de la scie ; mais cette indication n'est ni constante ni suffisante, et il serait à craindre que la distinction entre les objets finis et les

objets ébauchés ne devint l'occasion de fréquentes contestations en douane. Il semblerait, dès lors, préférable de procéder par voie de dégrèvement sur toute la classe de la tabletterie d'ivoire et de nacre, à moins que MM. les Commissaires britanniques ne consentent à retirer leur demande.

Sir Charles Dilke répond que les Commissaires anglais insistent, au contraire, pour un abaissement très considérable des droits de 500 francs et de 1,000 francs, qui sont jugés exagérés.

A la suite de diverses autres observations échangées entre MM. les Commissaires, les droits sur la tabletterie d'ivoire et de nacre sont réduits de 50 p. 100, soit à 250 francs et 500 francs.

Sur l'article 568, *Tabletterie de caoutchouc*, MM. les Commissaires britanniques avaient demandé : 1° que les *peignes en caoutchouc* fussent reportés au n° 547 du Tarif, sous la rubrique *Ouvrages en caoutchouc*, avec un droit réduit de 150 francs à 90 francs ; 2° que le droit sur les boîtes en papier qui les contiennent ne dépassât pas 18 francs.

A la suite d'un court échange d'observations, il est convenu que le droit sur les peignes en caoutchouc sera ramené à 100 francs. En retour de cette concession, MM. les Commissaires anglais n'insistent pas sur leur demande relative aux boîtes en papier servant à l'emballage des peignes.

M. le Président fait connaître que, sur l'article, *Boutons de verre cerclés en métal doré, argenté, plaqué, oxydé ou nickelé recouverts d'étoffe ou autres*, il croit pouvoir consentir à ce que, suivant la demande de MM. les Commissaires anglais, le droit soit abaissé de 120 francs à 100 francs. Il ajoute que, pour certaines variétés spéciales de boutons *en corne moulée, en bois, en corozo ou en buffalo*, le Gouvernement français se propose de créer une classe spéciale au droit réduit de 40 francs ; il est naturellement disposé à faire profiter l'Angleterre de cette concession.

Pour les *parapluies et parasols*, MM. les Commissaires anglais avaient proposé de substituer aux droits de 25 centimes à 1' 25, une *tarification correspondante aux droits sur les substances dont ils sont composés*. Sur l'observation présentée par *M. Amé* qu'une telle tarification, en compliquant la tâche de la Douane, donnerait lieu à des difficultés fréquentes et pourrait aboutir souvent à une augmentation de droits, la demande est retirée.

MM. les Commissaires français consentent à ce que la sup-

pression des droits de sortie sur les chiffons soit stipulée dans le Tarif Conventionnel en discussion.

Sir Charles Dilke rappelle que, dans une note spéciale remise au Gouvernement français, après la clôture des Conférences de Londres, le Gouvernement britannique avait demandé l'inscription au Tarif Conventionnel, avec droits réduits, des biscuits sucrés, de la bière et de l'amidon. Il désire savoir si MM. les Commissaires français sont en mesure d'aborder la discussion des conclusions de cette note.

Sur la réponse affirmative de M. le Président, *Sir Charles Dilke* demande quel est le motif de l'augmentation du droit sur les biscuits sucrés, qui devrait, d'après le nouveau Tarif, être porté de 24 francs à 30 francs.

M. Amé explique que le droit sur les biscuits sucrés a été mis en harmonie avec les droits actuels sur les sucres et très sensiblement réduit. Il se compose de la moitié de la taxe afférente au sucre, plus une surtaxe de fabrication fixée à 3' 75. Les droits sur les sucres raffinés étant de 25' 50, pour les provenances des pays étrangers, la taxe sur les biscuits sucrés importés d'Angleterre s'est trouvée ramenée à 30 francs, dont 26' 25, pour la moitié du droit de 52' 50, et 3' 75, en sus pour la surtaxe.

Sir Charles Dilke fait remarquer que ce remaniement de Tarif aurait pour effet de fermer le marché français aux produits d'une industrie anglaise très développée et fort digne d'intérêt. Il insiste tout particulièrement pour que la situation de cette industrie ne soit pas aggravée.

M. le Président répond que les droits ont été réduits et non augmentés, mais qu'en raison des observations présentées par MM. les Commissaires anglais, il offre de faire disparaître, dans le calcul du droit sur les biscuits sucrés, l'écart existant entre la taxe du sucre colonial et la taxe du sucre étranger. Le droit serait donc de la moitié du droit sur le sucre colonial, soit 20 francs, plus 3' 75; en tout, 23' 75.

Sir Charles Dilke accepte et remercie M. le Président de cette proposition.

En ce qui concerne l'amidon, *M. Amé* fait remarquer qu'il n'y a aucun motif de consentir, pour cet article, à une réduction du droit, surtout dans un Tarif Conventionnel avec l'Angleterre. Ce produit n'a qu'un intérêt secondaire pour le commerce anglais, qui n'en envoie pas en France plus de 17,000 quintaux. C'est de Belgique, d'Allemagne et des États-Unis par voie indirecte que la France tire la plus grande partie de ses approvisionnements d'amidon étranger.

M. Kennedy répond que, d'après les informations parvenues au Gouvernement britannique, cette question aurait une certaine importance pour le commerce anglais. Une grande partie des amidons de provenance belge ne seraient, en effet, que des amidons d'Écosse, empruntant, pour pénétrer en France, la voie de la Belgique, moins dispendieuse au point de vue des frais de transport.

M. Amé fait remarquer que, s'il en est ainsi, la modification du taux du droit ne changerait rien à la situation. Du moment où la modicité des frais de transport par la Belgique encourage les fabricants anglais d'amidon à expédier leurs produits par cette voie, il est évident qu'ils continueraient, en toute hypothèse, à la préférer. C'est donc vis-à-vis de la Belgique qu'il conviendrait de laisser la France discuter et régler le taux du droit conventionnel. Il ne faut pas oublier, d'un autre côté, qu'en accordant une réduction de droits aux amidons de provenance anglaise, on s'exposerait à voir affluer sur le marché français les amidons de maïs américains, dont la production fait de rapides progrès aux États-Unis et que l'on cherche déjà à introduire en France sous des marques anglaises.

M. Mariani confirme cette observation, en rappelant que le Gouvernement anglais a déjà eu l'occasion d'appuyer une réclamation concernant les amidons que la Douane française avait reconnus être d'origine américaine et qui avaient été introduits par la voie d'Angleterre.

Sir Charles Dilke exprime le désir que la bière soit inscrite au Tarif Conventionnel en préparation, avec maintien du droit actuel de 5' 75.

M. Amé constate que l'Angleterre n'importe en France que 18,000 hectolitres de bière, alors que l'importation allemande est de 300,000 hectolitres. Il ajoute que le droit de 7' 75, inscrit au Tarif Général comprend l'impôt intérieur de 3' 75, et n'augmente que de 2 francs la taxe actuellement en vigueur ; il ajoute que le droit sur la bière en Angleterre s'élève à 16 francs. Dans de telles conditions, on ne s'expliquerait pas bien que l'Angleterre ne laissât pas à la France, pour cet article, la liberté de son Tarif.

Sir Charles Dilke répond que *M. Amé* a dû faire erreur sur le droit imposé à la bière, en Angleterre. Le droit de douane (qui n'est qu'un droit compensateur) est de 7 à 12 francs par hectolitre. Le Gouvernement de la Reine attache un grand prix au développement de ce commerce important, et aucun motif n'a été produit pour justifier l'augmentation proposée.

M. Amé explique que le droit de 16 francs figure au Tarif anglais.

Sir Charles Dilke demande à M. le Président quelles sont les intentions du Gouvernement de la République, en ce qui concerne le règlement des questions spéciales sur lesquelles l'attention de MM. les Commissaires français a été appelée dans la seizième séance, et qui sont :

Le courtage maritime ;

La surtaxe d'entrepôt ;

Les primes à la marine marchande ;

Les primes sur le sucre ;

Les expertises en douane ;

La question d'une convention consulaire ;

Les brevets d'invention ;

La convention pour le règlement des pêcheries et les négociations coloniales.

La discussion de cette dernière question et de celle de la surtaxe d'entrepôt a paru pouvoir être renvoyée à la suite de l'examen du Tarif douanier proprement dit ; mais, sur les autres points qui viennent d'être énumérés, les Commissaires anglais seraient désireux de connaître les vues du Gouvernement français.

M. le Président renouvelle la remarque qu'il a déjà faite, à ce sujet, le jour même de la reprise des Conférences. À son avis, la plupart des questions indiquées par *Sir Charles Dilke* touchent à divers principes de la législation intérieure de la France et ne peuvent être utilement rattachées à la négociation d'un Traité de commerce.

Ainsi, le courtage maritime est constitué, en France, par des lois spéciales qui ont fait des offices de courtiers des charges privilégiées et cessibles comme celles des notaires, des avoués, des agents de change, etc. ; la réforme de cette organisation ne saurait rentrer dans le mandat des négociateurs.

Une loi toute récente vient de fixer les primes à la marine marchande ; mais les auteurs de cette loi ont eu soin de n'y insérer aucune disposition qui fût de nature à motiver les réclamations des Puissances européennes : ils ont notamment évité de toucher à la législation sur le grand cabotage.

Quant à la question du régime des sucres, le Gouvernement français ne peut que se féliciter de voir le Cabinet anglais désireux de la résoudre. Il n'est pas besoin de rappeler l'échange de vues qui a eu lieu, sur ce point, entre les deux Gouvernements. Ainsi que MM. Challemel-Lacour et Amé l'ont indiqué dans les

Conférences de Londres, la France, qui n'accorde plus aucune prime sur les sucres, a pensé que le seul moyen d'arriver à un règlement international de la question et d'égaliser les conditions de la concurrence serait d'établir sur les sucres provenant de Pays où les exportateurs sont notoirement primés, des surtaxes égales au montant des primes ainsi accordées. L'Angleterre s'est refusée à l'adoption d'une mesure de ce genre, qu'elle juge contraire aux principes de sa législation économique. Le Gouvernement français ne peut, dès lors, qu'attendre de nouvelles propositions. Il est prêt à entrer en conférence, dès qu'un procédé pratique et précis pour arriver à la suppression des primes lui aura été suggéré; mais, dans tous les cas, la question devrait être traitée, comme elle l'a toujours été, en dehors des négociations commerciales de la nature de celles qui se poursuivent aujourd'hui.

Au sujet des expertises, MM. les Commissaires français ont déjà formulé, à Londres, des réserves que *M. le Président* croit devoir rappeler et maintenir. La question a, du reste, beaucoup perdu de son importance, depuis la substitution des taxes spécifiques aux droits à la valeur, car la tarification spécifique, et ce n'est pas son moindre avantage, doit précisément avoir pour résultat de mettre un terme aux difficultés sans cesse renaissantes que soulevait la fixation de la valeur des marchandises et qui nécessitaient l'intervention d'experts, le plus souvent intéressés eux-mêmes aux questions soumises à leur examen; le nouveau système douanier, une fois entré en vigueur, ne laissera plus subsister la nécessité de l'expertise que dans les cas de contestation sur l'origine ou sur la classification des produits importés.

En ce qui concerne la question des brevets d'invention, le Gouvernement de la République aurait à présenter des réclamations beaucoup plus fondées que celles qui peuvent être dirigées contre la législation française. Mais *M. le Président* ne pense pas que cette question puisse être abordée à propos du Traité de commerce : il rappelle à MM. les Commissaires anglais qu'elle a été discutée l'année dernière, dans une conférence à laquelle ont pris part presque tous les États de l'Europe. Un projet de Convention a été élaboré; il est en ce moment soumis à l'examen des Puissances, dont il convient d'attendre les réponses avant d'entamer des négociations particulières.

Quant à la conclusion d'une convention consulaire, elle présenterait de grands avantages; mais elle est absolument indépendante de la négociation du Traité de commerce et pourra

être spécialement étudiée, en même temps que la Convention pour les pêcheries et les négociations coloniales.

M. le Président demande à ajouter aux propositions du Gouvernement anglais l'élaboration d'une Convention sur la propriété artistique et littéraire. Cette dernière question présente un intérêt considérable pour les auteurs français, qui ne cessent d'adresser au Gouvernement des réclamations très fondées et qui méritent, à tous égards, d'être prises en très sérieuse considération.

Sur la proposition de *Sir Charles Dilke*, il est convenu que, dans la prochaine séance, fixée au vendredi 23 septembre, à 9 heures et demie, la Commission franco-anglaise s'occupera du régime des huiles minérales et entendra *M. Abel*, professeur de chimie à l'arsenal royal de Woolwich, qui a déjà pris part, en 1877 et 1878, aux négociations internationales sur cette question spéciale, ainsi qu'un autre expert anglais.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : KENNEDY.

Signé : AMÉ.

Signé : CROWE.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,

RENÉ LAVOLLÉE.

N° 196

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-et-unième séance de la Commission Mixte, tenue le 23 septembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, sous-secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

Il est donné lecture du procès-verbal de la dix-huitième séance.

A l'occasion du passage de ce procès-verbal relatif aux dérivés du fer, *M. Crowe* présente les observations suivantes :

« Nous avons cru qu'il était dans les intentions de *M. le Ministre* de soumettre les tôles aux droits qui régissent la fonte.

« La question des tôles nous intéresse beaucoup, quoiqu'à un moindre degré que celle des fils de fer. Les droits actuels de 75 à 110 francs sur les tôles varient de 33 à 50 p. 100 *ad valorem* sur les prix moyens adoptés par la statistique française, en 1879. C'est ce qui explique pourquoi notre importation en France ne dépasse pas 1,896,577 kilogrammes. Il n'y a que les fers-blancs qui soient, pour nous, de plus d'importance dans le commerce général des fers. Mais, pour les fers-blancs, vous ne nous avez pas fait espérer de réduction, tandis que nous avons vu, dans les paroles de Son Excellence, une intention bien exprimée de réduire les droits sur les tôles noires. *M. le Ministre* voudra-t-il bien tenir compte de ce fait, et nous offrir un allègement sur cet article ? »

M. le Président répond qu'il n'a jamais cru ni voulu faire espérer une réduction des droits sur les tôles à l'entrée en France. Quelques dégrèvements partiels résultent, pour cet article, du Tarif Général, et ils ont déjà été indiquées ; mais le Gouvernement français est dans l'impossibilité de les étendre.

Lorsque, dans la dix-huitième séance, j'ai été amené, — ajoute *M. le Président*, — à parler du régime de la métallurgie, j'ai, il est vrai, déclaré que les produits dérivés du fer pourraient être l'objet de réductions correspondantes à celles qui étaient déjà consenties sur les fontes et les fers ; mais j'entendais parler exclusivement des ouvrages en métaux, au sujet desquels *M. Amé* a, du reste, fait connaître, dès la séance suivante, les intentions du Gouvernement français. Quant aux tôles, qui peuvent être considérées comme une véritable matière première, elles n'ont jamais été comprises, dans ma pensée, comme devant subir une réduction proportionnelle.

Sir Charles Dilke dit que des communications adressées, avant la reprise des Conférences, au Cabinet de Londres, il avait cru pouvoir inférer que l'abaissement des droits sur les tôles rentrait dans les intentions du Gouvernement français.

M. Amé rappelle que l'idée exprimée dans ces communications était seulement que le Gouvernement français se réservait de rechercher si quelques-uns des dérivés de la fonte et du fer que l'Angleterre fournit le plus habituellement à la France ne pourraient pas être l'objet de réductions correspondantes à celles qui seraient consenties sur les fers et les fontes.

A la suite de cet échange d'observations, le procès-verbal est adopté.

M. le Président propose d'aborder, suivant ce qui avait été convenu la veille, la discussion du régime des huiles minérales à l'entrée en France.

Sir Charles Dilke annonce que, conformément à ce qui avait été annoncé dans la précédente réunion, MM. les Commissaires britanniques demandent à leurs Collègues français de vouloir bien entendre deux experts des plus compétents, en ce qui concerne les huiles minérales. L'un est M. Abel, professeur de chimie à l'arsenal royal de Woolwich, qui a déjà, à plusieurs reprises, discuté avec les Délégués du Gouvernement français, notamment avec M. Amé, la question des droits imposés en France aux huiles d'origine britannique ; l'autre est M. Brown, l'un des principaux représentants de l'industrie anglaise du raffinage des huiles minérales.

« MM. Abel et Brown, — ajoute *Sir Charles Dilke*, — ont bien voulu venir pour assister à la séance d'aujourd'hui et pour donner des éclaircissements sur deux points qui s'y rattachent, c'est-à-dire : 1° sur l'écart qui existe entre les droits sur les huiles brutes ou raffinées ; et 2° sur l'équivalent du droit spécifique qui doit être substitué au droit actuel de 5 p. 100 à la valeur. Le régime actuel pour les huiles lourdes s'est établi à la suite d'une entente entre feu M. Sainte-Claire Deville et M. Abel, en 1878. Le Gouvernement de la Reine est fondé à croire que ce régime a très bien fonctionné. Les questions relatives aux huiles minérales sont des plus techniques, et je suis persuadé que MM. les Commissaires français prêteront avec plaisir l'oreille aux éclaircissements que M. Abel est prêt à leur fournir. »

M. le Président répond que les Commissaires français sont tout disposés à entendre MM. les Experts anglais.

MM. Abel et Brown sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, *M. Abel* prend la parole et développe les considérations suivantes :

La question des huiles minérales britanniques lui paraît se lier intimement à celle des huiles de pétrole d'Amérique. La détermination du régime applicable aux huiles britanniques dépend tout entière de ce fait que la densité de ces huiles est plus considérable que celle des huiles de pétrole : il en résulte que les prix de vente des huiles minérales britanniques sont inférieurs à ceux des huiles de pétrole et que l'on doit, par conséquent, pour maintenir l'équilibre, les soumettre à un droit de douane spé-

cial. Les assujettir au paiement des mêmes taxes équivaut à les exclure du marché français. Jusqu'en 1871, les huiles minérales britanniques ne payaient que les deux tiers environ du droit imposé aux huiles de pétrole, et grâce à ce régime, le commerce dont elles faisaient l'objet avait pu, sinon devenir très considérable, du moins prendre quelque développement. Depuis 1871, elles sont frappées du même droit, et ce changement de tarification a eu pour résultat l'exclusion totale des huiles britanniques du marché français. Il continuera nécessairement à en être ainsi tant que le droit de douane imposé aux huiles minérales raffinées d'Écosse ou d'Angleterre n'aura pas été modifié, car il y a entre elles et les huiles de pétrole raffinées un écart de prix qui représente 5 à 6 francs par 100 kilogrammes. En d'autres termes, si la différence de droits entre l'huile brute de pétrole et l'huile raffinée de pétrole est de 7 francs les 100 kilogrammes, elle ne devrait être que de 2 francs à 2 fr. 50 cent. entre l'huile de pétrole brute et l'huile minérale britannique à l'état raffiné.

On objecte, il est vrai, qu'à la faveur de la différence de 5 francs réclamée entre le droit sur le pétrole raffiné et les huiles britanniques, une fraude pourrait avoir lieu par l'expédition, sur le marché français, de mélanges d'huiles raffinées de pétrole et d'huiles raffinées d'Écosse; mais l'importateur n'aurait, en réalité, aucun avantage à procéder de la sorte, à cause du fret supplémentaire qu'il aurait à payer pour faire venir le pétrole d'Amérique en Écosse et pour le réexpédier ensuite, après le mélange, d'Écosse en France. Si l'on tient compte, en outre, des frais de manutention et des faux frais divers qu'exigerait une telle opération, on reconnaît que les industriels anglais n'en retireraient aucun profit.

Quant aux huiles minérales lourdes d'origine britannique, qui payent aujourd'hui un droit de douane de 5 p. 100 *ad valorem*, c'est-à-dire environ 1^r 50 les 100 kilogrammes, elles devraient, si elles n'étaient pas spécialement dénommées, acquitter la même taxe que les huiles grasses, c'est-à-dire qu'elles seraient grevées à raison de 25 p. 100 de la valeur.

M. le Président demande à M. Brown s'il a quelques observations à ajouter à celles que vient de présenter M. Abel.

M. Brown répond qu'il ne peut que s'associer aux conclusions de M. Abel. L'importation des huiles minérales raffinées de provenance britannique a commencé en 1863; elle s'était développée à partir de 1867; mais, depuis 1871, elle est, de fait, complètement prohibée. La place que ces huiles pourraient prendre sur le marché français, à côté du pétrole américain, ne

serait jamais, du reste, que très limitée, et les importations d'huiles mélangées n'auraient, comme l'a indiqué M. Abel, aucune chance de devenir fructueuses. L'écart de valeur entre le produit écossais et le produit américain est si considérable que, même en supposant le droit actuel de 25 francs réduit à 20 francs, les raffineurs britanniques d'huiles minérales ne pourraient faire que très exceptionnellement des affaires avec la France.

Il ne leur est resté que le commerce peu important des huiles minérales lourdes servant au graissage des machines. Ces huiles se vendent de 25 à 30 francs et payent aujourd'hui 5 p. 100; si elles devaient être frappées d'un droit de 6 francs, soit de 7^f 50, sur le poids net, qui équivaldrait à 25 p. 100 de leur valeur, elles disparaîtraient nécessairement du marché français.

M. le Président rappelle que les huiles minérales lourdes n'étaient pas spécialement dénommées dans le Tarif de 1860. C'est par assimilation à l'essence de houille qu'elles ont été admises au droit de 5 p. 100. Aujourd'hui, il s'agirait de les inscrire au Tarif sous une rubrique distincte et de déterminer le droit qu'elles auraient à payer.

M. le Président demande à M. Brown s'il considère comme normal l'écart de 18 à 25 francs entre le droit sur les huiles brutes et les huiles raffinées, et s'il admettrait qu'il fût maintenu proportionnellement, dans le cas de réduction de la taxe sur les huiles raffinées.

M. Brown répond que, sans apprécier l'écart en question, il admettrait, dans le cas où le droit sur les huiles raffinées britanniques serait réduit à 20 francs, que celui sur les huiles brutes fût établi dans la même proportion.

M. Amé demande à M. Brown si les huiles minérales produites dans les différents pays d'Europe n'atteignent pas des degrés de richesse très variables, et si, même en Amérique, les huiles brutes naturelles ne diffèrent pas beaucoup les unes des autres, au point de vue de leur rendement en huiles éclairantes.

M. Brown répond qu'en effet, le rendement en huile lampante des huiles brutes américaines varie de 85 à 92 p. 100, tandis que celui des huiles brutes britanniques oscille entre 35 et 50 p. 100; mais ce dernier chiffre n'est atteint qu'à un degré de densité très élevé, au degré de 815.

M. le Président demande à M. Brown quelle est, en Angleterre, la valeur de 100 kilogrammes d'huile de schiste raffinée.

M. Brown répond que cette huile se vend, en Angleterre, à peu près le même prix que l'huile de pétrole raffinée, parce

qu'elle est connue et adoptée depuis plus longtemps que cette dernière, et que les consommateurs étaient déjà pourvus des lampes spéciales nécessaires pour sa combustion, lorsque l'emploi du pétrole a commencé à se répandre.

M. Abel ajoute que l'huile de schiste est d'un usage moins dangereux que l'huile de pétrole.

M. le Président croit pouvoir conclure des réponses de MM. Abel et Brown qu'ils demandent moins une réduction du droit sur les huiles minérales qu'une taxe différentielle en faveur des huiles de provenance anglaise. Ne motivent-ils pas cette demande sur l'écart de rendement entre l'huile de schiste brute et l'huile de pétrole brute ?

M. Brown répond qu'ils demandent cette différence de droits, en se fondant sur l'écart qui existe entre le prix de revient de l'huile raffinée de schiste et celui de l'huile raffinée de pétrole.

M. le Président fait observer que cette proposition ne paraît pas justifiée.

On aurait compris que les industriels britanniques se fussent attachés à établir que le droit actuel est trop élevé en lui-même et que le déchet résultant de l'opération du raffinage est, en réalité, inférieur à celui qui a été pris comme base du calcul des droits ; mais une demande tendant à l'établissement d'une taxe différentielle basée sur la différence des prix de revient en Angleterre et en Amérique n'a aucune chance d'être admise.

M. Abel fait remarquer qu'un traitement différentiel paraît cependant indispensable, du moment qu'il existe un écart de 5 francs les 100 kilogrammes entre le prix de vente des huiles minérales raffinées d'Ecosse et celui des huiles raffinées de pétrole.

M. Brown ajoute qu'en 1869, 1870 et 1871, alors que le pétrole se vendait 60 francs, l'huile minérale anglaise ne valait que 55 francs. Le raffinage de l'huile de schiste exige plus de travail que celui du pétrole, il nécessite deux traitements par les acides, plusieurs lavages et une distillation de plus.

M. le Président remercie MM. Abel et Brown des renseignements qu'ils ont bien voulu fournir à la Commission.

MM. Abel et Brown se retirent.

M. le Président fait observer que, d'après les paroles mêmes de Sir Charles Dilke, il avait supposé que les observations de MM. les Experts anglais porteraient uniquement sur deux points : 1^o sur l'écart qui existe entre le droit sur les huiles brutes et le droit sur les huiles raffinées ; 2^o sur la quotité du droit spécifique qui doit être substitué, en ce qui concerne les huiles lourdes, au droit actuel de 5 p. 100 à la valeur.

Or, MM. Abel et Brown ont admis l'écart existant entre le droit sur les huiles brutes et les huiles raffinées; mais ils ont demandé un droit différentiel au profit des huiles de schiste de provenance écossaise. Portée sur ce terrain, la discussion n'aurait aucune chance d'aboutir, l'établissement d'un droit différentiel de cette nature étant en dehors du programme des travaux de la Commission, ainsi que des intentions du Gouvernement français.

Quant à la réclamation relative au régime des huiles lourdes, elle paraît plus motivée, et le Gouvernement français se réserve de rechercher s'il n'y aurait pas lieu d'inscrire ces huiles au Tarif sous une rubrique spéciale avec un droit inférieur à celui de 6 francs qu'elles auraient à payer par assimilation aux huiles grasses non dénommées. Dans tous les cas, les Commissaires français ne manqueront pas de faire connaître prochainement leur réponse sur ce point à MM. les Commissaires britanniques.

La Commission s'ajourne au lundi 26 septembre, à 9 heures et demie, pour l'audition des experts anglais sur les articles du Tarif français relatifs aux glaces, aux poteries, et pour la discussion du régime des fils et tissus de lin, de coton et de laine.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : KENNEDY.

Signé : AMÉ.

Signé : CROWE.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,
RENÉ LAVOLLÉE.

N° 197

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-deuxième séance de la Commission Mixte,
tenue le 26 septembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

M. le Président transmet à la Commission l'expression des regrets de M. le Comte de Choiseul, qui se trouve empêché d'assister à la Conférence.

Le procès-verbal de la dix-neuvième séance est lu et adopté.

Conformément à la résolution prise à la fin de la précédente réunion, il est procédé à l'audition de MM. les Experts britanniques pour les diverses branches des industries verrière, céramique et textile.

MM. Pilkington et Gwilliam, experts pour l'industrie de la verrerie, sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Pilkington demande, au nom des fabricants de glaces anglais, une réduction importante des droits dont le Traité de 1860 frappe les glaces et les verres à vitres du Royaume-Uni à leur entrée en France.

L'industrie française, qui fournit chaque année pour 1,500,000 francs de glaces à l'Angleterre et qui défie la concurrence des produits similaires anglais sur tous les marchés du monde, n'a, suivant lui, aucun besoin d'être protégée.

L'inégalité de traitement des produits des deux Pays est, en ce moment, un des principaux arguments mis en avant par le parti protectionniste en faveur de la politique de représailles qu'il conseille et qui pourrait avoir quelque chance d'être adoptée pour cet article, si l'on n'abaissait pas le droit à environ 5 p. 100 ; ce droit, avec les frais de transport, d'emballage et autres, constituerait encore, pour les fabricants français, une protection de 15 à 20 p. 100 (1).

Comme conclusion de sa déposition, M. Pilkington demande que l'échelle des droits imposés aux produits de l'industrie verrière soit modifiée de la manière suivante :

« Glaces polies d'un mètre carré et au-dessus, 1^r 25 le mètre carré, au lieu du droit actuel de 4 francs.

« Glaces polies d'un demi-mètre à un mètre carré, 1 franc le mètre carré, au lieu du droit actuel de 10 p. 100 *ad valorem*.

« Glaces polies de moins d'un demi-mètre carré, 6 francs les 100 kilogrammes, au lieu du droit actuel de 10 p. 100 *ad valorem*.

« Verres à vitres, 1 franc les 100 kilogrammes, au lieu de 3 50.

« Glaces dépolies d'un mètre carré et au-dessus, 75 centimes, au lieu de 1^r 50.

« Glaces dépolies d'un demi-mètre carré à un mètre carré,

(1) Voir (Annexe A au présent procès-verbal) la déposition *in extenso* de M. Pilkington.

50 centimes les 100 kilogrammes, au lieu du droit de 10 p. 100 *ad valorem*. »

MM. Pilkington et Gwilliam se retirent.

Sir Rivers Wilson résume, en les appuyant, les considérations développées par M. Pilkington. L'industrie de la verrerie anglaise est une de celles qui sont le plus fréquemment citées, à l'appui de leur thèse, par les protectionnistes anglais. Les verriers anglais soutiennent que, s'ils avaient été entendus en 1860, les droits du Tarif français n'auraient pas été fixés aux taux élevés qu'ils atteignent, et ils espèrent obtenir aujourd'hui la satisfaction qui leur a été refusée il y a vingt ans. Il est certain que, depuis la suppression des droits sur les glaces à l'entrée en Angleterre, les glaces étrangères, principalement de provenance française, affluent sur le marché anglais, sans qu'il y ait réciprocity. D'un autre côté, les fabricants de glaces français ont peu de chose à craindre de l'étranger. On n'a pas importé en France, en 1879, plus de 1,040 mètres carrés de glaces ; et, quant à la concurrence belge, elle s'exerce déjà en France même, puisque des fabricants belges ont transporté leurs établissements sur le sol français, pour échapper à l'application du Tarif.

M. Amé juge exagérées les demandes de dégrèvements formulées par les Représentants de l'industrie anglaise des glaces et appuyées par *Sir Rivers Wilson*. Il ne saurait, à son avis, être question de concessions aussi étendues de la part du Gouvernement français ; mais peut-être, en raison de la situation de l'industrie verrière dans les deux Pays et du chiffre des échanges de cette catégorie de marchandises, serait-il possible à la France de concéder à l'Angleterre un abaissement de droits sur les glaces polies d'un mètre carré et au-dessus qui intéressent particulièrement le commerce britannique. M. Amé proposerait donc, sauf l'assentiment de M. le Président, de modifier comme suit l'échelle des droits : sur les glaces polies d'un mètre carré et au-dessus, la taxe serait réduite de 4 à 3 francs et de 1^r 50 à 1 franc sur les glaces brutes de la même dimension.

M. Kennedy exprime l'opinion que, même ainsi abaissés, les droits dépasseraient encore 10 p. 100 de la valeur.

M. Amé répond que, d'après ses calculs, ils ne représenteraient pas plus de 6 ou 7 p. 100.

M. le Président ajoute que, pour les glaces de 2 ou 3 mètres carrés, ils tomberaient même à 4 ou à 5 p. 100.

Sir Rivers Wilson objecte que les frais de transport constituent, au profit du conducteur français, un supplément de protection considérable.

M. le Président répond que, pour un article tel que les glaces, les frais de transport sont extrêmement élevés par la voie de terre, et que des glaces, expédiées de l'est de la France dans l'ouest, ont à supporter autant sinon plus de charges que des glaces envoyées d'Angleterre en France.

M. Marie fait observer que l'article *verres à vitres*, sur lequel MM. les Experts de l'industrie verrière anglaise ont demandé un dégrèvement très considérable, n'offre, en réalité, aucun intérêt pour l'Angleterre dans ses rapports avec la France. C'est de la Belgique que proviennent, pour les neuf dixièmes, les verres à vitres importés en France.

La discussion étant ouverte sur le régime des « *poteries* », MM. Wedgwood, Président de la Chambre de commerce du Strffordshire, et Moore, tous deux experts pour l'industrie céramique, sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Wedgwood prend la parole. Il signale la disproportion qui existe entre les envois de produits céramiques français en Angleterre et ceux des produits céramiques anglais en France : les chiffres, pour les vingt dernières années, sont de 102 millions et demi de francs d'un côté et de 35 millions seulement de l'autre. L'industrie céramique française est ancienne et puissante, elle soutient bien la concurrence sur les marchés tiers : elle n'a pas besoin de protection. Si les fabricants français en conservent encore une, c'est au détriment de la masse des consommateurs, qui trouveraient un grand avantage à se procurer, à meilleur marché, la poterie très solide que pourrait leur fournir l'industrie anglaise.

D'un autre côté, la tare réelle est fixée à un taux très insuffisant, eu égard à l'épaisseur des emballages qu'exige un article tel que la faïence, surtout lorsqu'il doit être expédié outre mer. Il en résulte, pour l'industrie céramique anglaise, une cause d'infériorité très sérieuse, qu'elle attacherait un prix tout particulier à voir supprimer ou, tout au moins, atténuer.

Les industriels anglais désireraient, en conséquence, un notable relèvement du taux de la tare légale, et une modération de droits qui permit aux articles à bon marché de se vendre en France (1).

M. Moore, appuyant les observations présentées par M. Wedgwood, fait ressortir l'importance que le commerce des faïences à bon marché a acquise depuis deux ans en Angleterre, par suite d'une réduction d'environ 22 p. 100 dans les prix de revient,

(1) Voir Annexe B au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de M. Wedgwood.

portant pour 12 1/2 p. 100 sur le coût de la main-d'œuvre et pour 10 p. 100 sur la valeur du combustible.

On serait récemment parvenu à fabriquer à si bon marché qu'un service de table de 74 pièces se vend au détail, à Paris, pour 38 francs.

D'après M. Moore, le droit de 12 francs les 100 kilogrammes, moins 12 p. 100 de tare, représenterait :

Pour les articles communs, à 2^f 25 la douzaine, 47 p. 100 de la valeur ;

Pour les articles un peu meilleurs, à 2^f 50 la douzaine, 44 p. 100 de la valeur ;

Pour les articles moyens, à 2^f 80 la douzaine, 38 p. 100 de la valeur.

Le droit atteindrait :

Pour les services de table ordinaires, 26 1/2 p. 100 de la valeur.

Pour les services de table de qualité un peu supérieure, 24 p. 100 de la valeur ;

Pour la garniture de toilette (cuvette et pot à eau), à 1^f 25 les deux, 25 1/2 p. 100 de la valeur ;

Pour celles à 2^f 70, 21 1/2 p. 100.

Tous ces articles entrent, à présent, à raison de 15 p. 100 de la valeur, et un tel relèvement des droits d'entrée leur fermerait absolument le marché français (1).

MM. Wedgwood et Moore se retirent.

M. Amé fait observer que les importations de faïence anglaises en France ont très notablement progressé, dans ces dernières années. Sans insister, d'ailleurs, sur cet argument, M. Amé rappelle que les demandes présentées par MM. les Commissaires britanniques dans les Conférences de Londres ne portaient que sur deux points : en premier lieu, sur le mode de computation et sur le taux de la tare légale ; en second lieu, sur la création d'une classe spéciale à droits réduits pour les faïences fines, décorées d'une seule couleur.

MM. les Commissaires français ont examiné dans quelle mesure il serait possible de donner satisfaction à cette dernière partie des *desiderata* du Gouvernement anglais, et ils croient pouvoir proposer la substitution au droit unique de 12 francs les 100 kilogrammes sur les *faïences fines décorées*, de deux taxes distinctes, l'une de 8 francs sur les faïences décorées d'une seule

(1) Voir (Annexe C au présent procès-verbal) la déposition *in extenso* de M. Moore.

couleur, l'autre de 12 francs sur les faïences décorées à plusieurs couleurs.

Quant au taux de la tare légale, le Gouvernement français ne refuse pas d'examiner s'il y aurait lieu de le modifier, et il sera tout disposé à l'élever, s'il est reconnu insuffisant ; mais comme MM. les Commissaires français ont déjà eu occasion de le faire remarquer, cette question ne saurait faire l'objet d'une stipulation internationale.

M. le Président insiste sur cette dernière observation. Confirmant ses déclarations antérieures, il fait connaître que la fixation du taux de la tare ne saurait être, à ses yeux, qu'une question d'administration intérieure. Il est nécessaire que la Douane reste armée de tous les pouvoirs dont elle a besoin pour exercer efficacement son droit de vérification, et il serait difficile d'insérer dans un Traité une disposition qui serait de nature à entraver son contrôle. Pour qu'il pût y avoir une tare conventionnelle, il faudrait, d'ailleurs, qu'il y eût, en quelque sorte, un mode d'emballage conventionnel, invariable pendant la durée du Traité ; il faudrait, en outre, presque autant de tares que d'États différents. Il est donc indispensable de laisser à la Douane toute la latitude qui lui est nécessaire pour pouvoir suivre le commerce dans la transformation de ses procédés. L'Administration des Douanes est, au surplus, disposée à examiner dans quelle mesure elle pourrait, sans compromettre les intérêts du service, donner satisfaction aux réclamations qui lui sont adressées.

Sir Charles Dilke prend acte de cette déclaration, ainsi que des propositions de dégrèvement formulées par M. Amé, en ce qui concerne les *faïences fines décorées*.

Il fait, d'ailleurs, observer que la réduction consentie sur cet article n'a pas, en réalité, toute l'importance qu'au premier abord elle semblerait avoir, parce qu'elle n'est pas complétée par la fixation d'une tare ou par le privilège d'acquitter le droit sur le poids net de la marchandise. Il paraît que la Douane française a maintenant la coutume de permettre aux importateurs de déclarer le poids net des marchandises et de ne payer le droit de Douane que sur le poids net, lorsque ce droit dépasse 10 francs les 100 kilogrammes. Mais, lorsqu'il est de 10 francs et au-dessous, ce privilège n'est pas accordé, et le droit doit se payer sur le poids brut. Or, le droit de 12 francs les 100 kilogrammes acquitté sur le poids net de la marchandise reviendrait à peu près aux mêmes chiffres que le droit proposé de 8 francs, payé sur le poids brut. Il n'y a d'exception que pour les assiettes.

Dans ces conditions, les droits, soit de 12 francs, soit de 8 francs, sont si élevés relativement à la valeur de la marchandise qu'ils échappent à la discussion : les faïences ne pourraient entrer, en aucun cas, avec les droits offerts par MM. les Commissaires français. A moins donc qu'ils ne puissent accorder soit une tare légale considérable, soit le privilège de déclarer le poids net des marchandises (sauf vérification, quand cela sera nécessaire), la concession qu'ils ont faite serait sans valeur pour le commerce anglais.

M. Amé répond que les importateurs ont toujours la faculté de réclamer le bénéfice de la tare réelle, c'est-à-dire de ne payer la taxe de Douane que sur le poids net de leurs marchandises, suivant leurs déclarations et sauf vérification. Ils tiennent ce droit non d'un usage de la Douane, mais de la loi. Il est vrai qu'en principe, la tare n'est pas applicable lorsque le droit de Douane ne dépasse pas 10 francs ; mais, en vertu d'une note du Tarif, il est fait exception à cette règle générale pour certains articles limitativement énumérés, et il serait sans doute possible, pour donner satisfaction à MM. les Commissaires britanniques, de comprendre les faïences parmi les articles qui, même avec un droit de moins de 10 francs, sont admis au bénéfice de la tare.

Les articles du Tarif français relatifs aux *fils de coton* sont ensuite mis en discussion.

MM. Slagg, membre du Parlement pour Manchester ; Cross, membre du Parlement pour Bolton ; Holland et Ross, représentants de la Chambre de commerce de Manchester ; Midgley et Andrew, représentants de la Chambre de commerce d'Oldham, sont introduits et présentés à la Commission comme experts pour l'industrie de la filature de coton.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Cross présente quelques observations, au nom de la Chambre de commerce de Manchester. Il se place surtout au point de vue de l'intérêt que présenterait pour les industriels français, la diminution, ou même l'abolition des droits sur les fils de coton qu'ils emploient comme matière première.

La baisse qui s'est produite, depuis 1860, sur les filés de coton porterait, en réalité, suivant lui, à 17 p. 100 les droits sur les fils simples, pour lesquels le Traité de 1860 avait pris comme base une taxe *ad valorem* de 10 p. 100.

Ces droits représentent 60 p. 100 des salaires payés en France pour la fabrication de cette classe de fils ; s'ils étaient réduits à 40 p. 100 pour la main-d'œuvre, ce qui permettrait d'abaisser le Tarif de 33 p. 100, les filateurs français jouiraient encore d'une

très large protection. *M. Cross* réclame donc une réduction de 30 p. 100 sur tous les fils simples ; il demande également que, de 12 p. 100, la tare soit élevée à 15 p. 100 sur les fils expédiés en fûts, à 18 p. 100 sur les fils importés en fûts partagés par une cloison centrale ; il pense même que, dans le but d'éviter des difficultés à la Douane, il serait préférable de consentir à une déduction uniforme de 18 p. 100 (1).

M. Holland développe les considérations présentées par *M. Cross*. Il affirme que les filateurs français n'ont besoin d'aucune protection, car il est établi que les filateurs alsaciens (précédemment français) peuvent aujourd'hui lutter avantageusement sur le marché de Lyon, avec les filateurs anglais, dans des conditions d'égale concurrence.

Il ajoute qu'au contraire un Tarif libéral sur les fils de coton est indispensable au développement de l'industrie du tissage à Lyon, Saint-Étienne, Calais et Tarare. Il demande en conséquence :

1° Pour les fils simples, au-dessous du n° 70, une réduction de 30 p. 100 des droits du Tarif Conventionnel, et pour les fils simples au-dessus du n° 70, les droits du n° 70 ;

2° Pour les fils à deux bouts, les droits réduits du fil simple, avec 30 p. 100 en sus ;

3° Pour les fils à simple torsion (quel que soit le nombre des fils), les mêmes droits que sur les fils retors, les frais étant moindres ;

4° Pour les fils à double torsion, les droits réduits du fil simple, avec 50 p. 100 en sus (2).

M. Andrew demande également une réduction des droits sur les filés de coton. Il exprime, au nom des filateurs de coton d'Oldham, la conviction que l'abaissement des droits sur les fils simples serait à l'avantage des deux Pays, mais profiterait encore plus à la France qu'à l'Angleterre.

Il évalue à 8,000 fûts de fils l'importation annuelle des filatures anglaises en France : c'est un peu moins, dit-il, que ce que pourrait produire en un an un des grands établissements du centre industriel qu'il représente et dont les affaires avec la France ont été jusqu'ici fort limitées.

Les filateurs d'Oldham ne sauraient fournir à la France des quantités plus considérables de leurs produits, en fils simples ou

(1) Voir Annexe D au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de *M. Cross*.

(2) Voir Annexe E au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de *M. Holland*.

doubles, qu'à la condition d'une réduction assez sensible des droits (1).

MM. Slagg, Cross, Holland, Ross, Midgley et Andrew se retirent.

M. le Président fait remarquer que les observations des déposants ne semblent pas avoir apporté d'éléments nouveaux à la discussion. Ils ont particulièrement insisté, en effet, sur les avantages que l'industrie des tissus en France retirerait de l'abaissement des droits sur les filés de coton étrangers. Cet argument a déjà été présenté maintes fois, en France même, par les fabricants de tissus, et le débat, sur ce point, peut être considéré comme épuisé. Le Gouvernement de la République a jugé que, quel que pût être l'intérêt de l'industrie du tissage dans la question, la situation de la filature ne permettait de consentir, sauf pour ce qui concerne les fils retors, à aucun remaniement du Tarif des fils de coton. Il offre donc au Gouvernement anglais le maintien des droits établis en 1860 sur les filés de coton, c'est-à-dire le *statu quo*, amélioré sur un point, par la réduction de 30 à 20 p. 100 de la surtaxe afférente au retordage.

Quant aux réclamations relatives au taux de la tare, le Gouvernement français est tout disposé à en tenir compte, mais sous la réserve déjà formulée à propos du régime des poteries.

Sir Charles Dilke fait remarquer que, d'après le *Tarif à discuter*, les droits sur les fils retors à quatre bouts ou plus, seraient augmentés.

M. le Président répond que le nouveau Tarif étend aux fils retors à trois bouts le régime applicable aux fils retors à deux bouts, ce qui constitue un avantage évident pour les importateurs. Au-dessus de la limite de quatre bouts, le droit a été, par contre, légèrement relevé. Le droit du fil retors devenait, en effet, pour cette catégorie de produits, inférieur au droit du fil simple. Les rédacteurs du nouveau Tarif se sont bornés à réparer cette anomalie; mais, en somme, sur l'ensemble des fils retors, il y a compensation, et plutôt même diminution qu'augmentation.

Sir Charles Dilke fait observer que le droit sur les fils câblés à double torsion se trouve augmenté, par ce fait qu'il devra désormais être calculé par 1,000 mètres de fil simple, au lieu de l'être, comme dans l'ancien Tarif Conventionnel, par 1,000 mètres de la longueur du fil câblé.

M. Marie répond que cette modification du précédent Tarif se

(1) Voir Annexe F au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de M. Andrew.

justifie aisément. Suivant l'ancienne classification, quel que fût le nombre de bouts du fil câblé, on calculait le droit sur la longueur de ce fil, aux 1,000 mètres. Il en résultait que, lorsqu'on arrivait à un certain nombre de bouts, le droit sur chacun des fils dont se composait le fil câblé se trouvait plus faible que le droit sur le fil simple. Il y avait là une inégalité choquante, qui a été signalée aux rédacteurs du nouveau Tarif et qu'ils ont naturellement tenu à faire disparaître.

M. le Président annonce qu'il est en mesure de faire connaître à MM. les Commissaires britanniques la réponse du Gouvernement français relativement au régime des huiles minérales.

Ainsi qu'il l'avait indiqué dans la dernière séance, il a paru absolument impossible d'établir, comme l'avaient demandé MM. les Experts anglais, des taxes différentielles sur les huiles minérales brutes ou raffinées, suivant leur provenance; mais il a été tenu compte de leur réclamation en ce qui concerne les huiles lourdes: ces huiles pourraient être inscrites au Tarif Conventionnel, sous une rubrique spéciale, avec un droit de 2^f 50 les 100 kilogrammes, au lieu de celui de 6 francs dont elles sont actuellement grevées.

Sir Charles Dilke prend acte de cette proposition.

La suite de l'examen du Tarif des textiles est renvoyée au lendemain mardi 27 septembre.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : AMÉ.

Signé : KENNEDY.

Signé : MARIE.

Signé : CROWE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,

RENÉ LAVOLLÉE.

ANNEXE A AU N° 197.

Industrie verrière.

Déposition de M. Pilkington.

Les fabricants de glaces du Royaume-Uni demandent une réduction importante des droits actuellement imposés sur les glaces. Le droit fixé par le Traité de 1860, s'élevant à 20 p. 100

de la valeur, a été presque prohibitif pour l'importation des glaces anglaises en France. Les quantités qui ont été importées pendant le cours des vingt dernières années sont tout à fait insignifiantes, et il continuera à en être de même sous le régime du nouveau Traité, à moins d'une diminution considérable des droits.

Il n'y a aucune raison pour protéger les fabricants français qui produisent plus que ceux de l'Angleterre, et dont les produits sont d'aussi bonne qualité que les nôtres. Les capitalistes engagés dans cette industrie sont aussi riches que les compagnies anglaises et parviennent, en s'entendant, à maintenir des prix fort élevés. Les exportations françaises vers les différents marchés du monde dépassent celles de l'Angleterre, et les produits français luttent avantageusement contre les produits similaires du Royaume-Uni, en Angleterre même où les fabricants français ont des dépôts importants, en Europe, en Amérique et dans les colonies anglaises.

Il résulte de cet ensemble de faits que les fabricants français n'ont aucun besoin de protection.

La Belgique est, avec l'Angleterre, le seul Pays qui produise, en grandes quantités, des produits d'aussi bonne qualité que les glaces françaises ; mais le syndicat des fabricants belges a établi deux grandes usines en France même et n'y envoie pas de glaces fabriquées en Belgique.

Les Anglais considèrent le droit proposé comme une injustice monstrueuse. Tandis que leurs glaces sont grevées de 20 p. 100 à leur entrée en France, les glaces françaises sont admises en franchise en Angleterre, et s'il entre en France très peu de produits anglais aussi lourdement imposés, l'Angleterre importe chaque année 1,500,000 francs de glaces françaises qui n'ont à supporter aucun droit.

Ces observations s'appliquent également aux verres à vitres. Les Français en fabriquent et exportent plus que nous ; leur industrie n'a pas besoin d'être protégée. Pourquoi, les verres français étant admis en franchise en Angleterre, le marché français serait-il fermé par un droit prohibitif aux verres anglais ?

Ces considérations sont, en ce moment, exploitées chez nous par le parti protectionniste, qui ne cesse de répéter aux fabricants et aux ouvriers que, si les nations étrangères imposent nos produits, nous devons, pour nous défendre, user de représailles envers les leurs ; et, dans le désir d'être équitablement traités, les travailleurs anglais entendront probablement cet appel, à moins que l'on ne leur accorde des conditions plus favorables. Si

le droit de 20 p. 100, actuellement perçu en vertu du Traité de 1860, n'est pas considérablement réduit, l'industrie verrière du Royaume-Uni saura, tout au moins, que la France ne veut pas de ses produits et ne se soucie nullement de ses envois.

Nous espérons toutefois que les Commissaires français apprécieront la justesse de ces considérations et établiront les droits, dans le nouveau Traité, sur une base d'environ 5 p. 100 qui, avec le prix de transport et les frais, conservera encore au fabricant français une protection de 15 à 20 p. 100.

ANNEXE B AU N° 197.

Industrie céramique.

Déposition de M. Wedgwood.

J'ai l'honneur de me présenter aujourd'hui devant vous, en qualité de Président de la Chambre de Commerce des poteries, au sujet de l'effet du nouveau Tarif sur l'article céramique, et de vous prier d'accorder votre considération sérieuse aux recommandations que je vous adresse, de la part de la Chambre dont je suis le Représentant. Nous avions espéré qu'après vingt années de relations commerciales, période pendant laquelle les importations de céramiques françaises ont énormément augmenté chez nous sous le régime de libre entrée que nous leur accordons, il était temps que la France nous concédât des avantages réciproques. D'après le calcul de la Chambre de Commerce de Paris, la France, depuis les Traités de 1860, aurait exporté en Angleterre pour 102,500,000 francs ; quel écart entre ce chiffre et les 35 millions de francs de céramique et verrerie que l'Angleterre a exportés en France pendant ces vingt années !

Une telle industrie française n'a pas besoin de protection. Les potiers français savent trop bien leur métier et possèdent trop d'avantages naturels. Ils rougiraient avec raison d'entendre que leurs fabrications doivent être inférieures aux nôtres, et cependant on craint de laisser entrer nos marchandises sur le pied des leurs. Les fabricants de porcelaine français sont même partisans du libre-échange, et nous avons souvent entendu rapporter que les fabricants de faïence ne redoutent aucune concurrence de notre part. Du moins, ils ont tellement à faire qu'ils viennent de

hausser leurs prix courants de 10 à 15 p. 100 et qu'ils ne peuvent pas exécuter les ordres qu'ils reçoivent. Si donc on leur donne une protection à laquelle ils ne tiennent guère, ce ne sera que pour augmenter les profits déjà considérables qu'ils font.

Nous avons la preuve, de plus d'un côté, que la Chambre syndicale de céramique et verrerie, en vous soumettant le projet du Tarif dans lequel la faïence fine ne devrait supporter qu'un droit de 10 francs la décorée et 6 francs la blanche par 100 kilogrammes, n'a proposé ces chiffres que dans l'attente qu'on les baisserait de moitié en négociant le Traité.

Nous vous prions donc, Messieurs, de favoriser ces principes de liberté des échanges qu'a professés la Commission du Corps législatif, et de nous accorder la même liberté d'entrée que nous accordons à votre céramique. Il existe chez nous, surtout parmi les ouvriers, un sentiment assez prononcé contre l'attitude de la France dans cette affaire. Nous n'avons pas osé tenir un meeting public au sujet du Tarif, de peur qu'on y eût adopté quelque résolution protectionniste.

Je me permets, en passant, de faire observer que le Commerce de faïence fine et de porcelaine anglaises en France est plus important qu'il ne paraît l'être d'après les chiffres donnés par le *Board of Trade*, sur l'autorité de la Douane française. D'après ces chiffres, les importations de faïence fine, en 1879, ne représenteraient qu'une valeur de £ 27,000 (675,000 francs), et celles de porcelaine, une valeur de £ 8,000 (200,000 francs); tandis que nous avons la preuve fournie par trois importateurs seulement de Paris que leurs affaires en ce genre d'articles montent ensemble à plus d'un million de francs par an, et cela pour la consommation intérieure, et non pour la réexportation.

Si vous ne pouvez nous accorder le libre-échange, nous vous prions de remanier ainsi qu'il suit le Tarif en notre faveur :

- 1° Nous donner une tare se rapprochant de la tare réelle ;
- 2° Nous accorder une modification de droits qui permette aux articles à bon marché d'entrer chez vous.

Nous tiendrions beaucoup à la perception des droits de douane *ad valorem*. Cependant, puisque le Gouvernement français ne le veut pas, nous devons nous soumettre aux circonstances. Dès qu'on adopte la méthode spécifique, la question de la tare nous devient une question vitale. La tare légale de 12 p. 100 sur les articles frappés d'un droit d'au-dessus de 10 francs ne représente nullement la tare réelle. Pour subir les accidents de quatre ou cinq déchargements en route, un article fragile comme l'est le nôtre demande un emballage spécial, et le poids de l'em-

ballage devient important relativement à celui des marchandises. Il varie suivant les articles, soit platerie, soit articles creux, de 20 à 60 p. 100. Or les Allemands, Belges et autres nations qui possèdent l'avantage d'une ligne de chemin de fer non interrompue emballent en vrac, en wagon couvert, et ne payent de douane que sur le poids net, ou à peu près, de la marchandise. Si nous mettons le poids de l'emballage de notre marchandise à 35 p. 100 en moyenne, ces marchandises payeront 50 p. 100 de droits de plus que ne payent celles emballées en vrac. De sorte que le nouveau Tarif agira contre notre article et en faveur de celui des Allemands que vos fabricants ont plus de raison de craindre.

Nous demandons donc que le Traité ne soit pas conclu sans une augmentation de tare qui nous placera sur un pied d'égalité avec ces concurrents.

Disons une tare légale de 30 p. 100 sur les harasses et de 40 p. 100 sur les tonneaux, soit de 35 p. 100 sur tous les deux. Ceci nous est plus important que la baisse des droits. Nous y tenons plus qu'à tout autre point.

La classe de faïence fine qui se vend surtout chez vous est celle à impression, forte et lourde de fabrique, et à très bon marché ; les assiettes de 7 pouces (25 centimètres) se vendent 1'50 la douzaine, et celles de 8 pouces 1'80 ; c'est l'article qui se vend par quantités aux pauvres, en France, parce qu'il supporte le feu en cuisant mieux que l'article à bon marché français.

Sous le Tarif actuel, une harasse de 80 douzaines, valeur de 125 francs, payera 18' 75 de douane ; sous le Tarif Général modifié, de 15 à 12 francs par 100 kilogrammes, la harasse qui pèse 600 kilogrammes payera 63' 40. Il ne fallait lui imposer qu'un droit de 3 francs par 100 kilogrammes pour qu'elle ne fût pas frappée plus fort qu'à présent. Or, si on nous accordait une tare de 30 p. 100, un droit de 4' 50 reviendrait à la même chose.

Il est vrai que les articles creux pèsent moins et entrent maintenant sous le Tarif actuel spécifique plutôt que par déclaration de la valeur. Il en est de même des articles de plus haut prix. Mais les colis qu'on peut ainsi payer au poids plutôt qu'à la valeur ne sont que dans la proportion de 1 sur 30. La majeure partie du Commerce anglais est en platerie et en articles communs. Fixer les droits au détriment de ces articles, en favorisant les articles fins, serait priver le pauvre du nécessaire pour donner au riche plus de choix dans son luxe.

Nous soumettons donc avec confiance cette modification du Tarif, et nous espérons que vous nous accorderez ces réductions,

si vous ne pouvez pas nous donner les mêmes avantages que nous vous avons faits nous-mêmes.

Comme conclusion de ces observations, je propose la modification suivante du Tarif Général :

Modification du Tarif Général proposé par la Chambre de commerce du North Staffordshire, c'est-à-dire des poteries d'Angleterre :

	Par 100 kilogrammes.
Carreaux blancs.	libre.
Carreaux à impression et décorés de couleurs variées. . .	2 francs.
Faïence fine, soit à pâte blanche, soit à pâte colorée et à impression d'une couleur	3 francs.
Faïence fine, décorée d'émaux ou dorée	
Les majoliques	6 francs.
Porcelaine blanche et à impression d'une couleur	6 francs.
Porcelaine décorée de plusieurs couleurs et dorée	10 francs.

ANNEXE C AU N° 197.

Industrie céramique.

Déposition de M. J.-C. Moore.

Le commerce en faïences fines anglaises (à impression) de la classe de fabrication que je représente (fabrication en gros et pour le million) provient d'une réduction des prix de vente de 22 p. 100 faite depuis deux ans, qui a été rendue possible par suite d'une baisse sur le coût de la main-d'œuvre de 12 1/2 p. 100 et des combustibles de 10 p. 100. Ce commerce n'est nullement fait aux dépens de celui des potiers français, mais il croît à côté de celui-ci. Tandis qu'il y a deux années le peuple français ignorait ces marchandises, maintenant il commence à s'en servir, toutefois sans renoncer à la fabrication indigène, mais en sus de celle-ci. Ce sont les pauvres qui s'en servent. Autrefois ils achetaient quelques assiettes à impression, une soupière blanche, bref, ce qui s'offrait au meilleur marché; maintenant ils peuvent acheter un service de table entier de 74 pièces, pour 38 francs, de ces marchandises anglaises. Ce commerce est une question de petits gains, une question de centimes, et la moindre augmentation de droits de douane y mettra fin assurément. Nous sommes d'autant plus désireux d'avoir un dégrèvement de droits du Tarif qu'il est probable qu'avant peu de temps nous

perdrions ces avantages du coût de la main-d'œuvre et des combustibles, qui nous ont permis de créer ce commerce.

Tableau indicatif de l'incidence du tarif proposé et du tarif actuel sur ces articles.

MARCHANDISES	ÉCHELLE des Prix courants	TARIF actuel <i>ad valorem</i>	TARIF proposé : 12 fr. par 100 kil., moins une tare de 12 p. 0/0
Assiettes seules (Faisan) ordinaires.	2 fr. 25	15 p. 100.	47 p. 100.
— à impressions diverses . .	2 fr. 50	15 p. 100.	44 p. 100.
— à impressions diverses . .	2 fr. 80	15 p. 100.	38 p. 100.
Services de table à impression. . .	2 fr. 50	15 p. 100.	26 1/2 p. 100.
de table à impression. . .	2 fr. 80	15 p. 100.	24 p. 100.
Aiguïères et cuvettes, forme française.	1 25 la paire.	15 p. 100.	25 1/2 p. 100.
Aiguïères et cuvettes, forme anglaise.	2 70 la paire.	15 p. 100.	21 1/2 p. 100.

ANNEXE D AU N° 197.

Industrie de la filature de coton.

Déposition de M. Cross.

J'ai été chargé par la Chambre de commerce de Manchester de vous soumettre une ou deux observations sur le Tarif proposé sur les filés de coton.

Les Commissaires français savent, je n'en doute pas, qu'une réduction des droits sur cette classe de filés, ou leur abolition, serait un grand avantage pour les manufacturiers français qui les emploient comme matière première.

La valeur des fils de coton produits en Angleterre est annuellement d'environ 1,500,000,000 de francs ; de cette production totale 12,500,000 francs environ sont exportés en France, c'est moins de 1 p. 100 de l'ensemble de la production anglaise.

Le prix payé par les manufacturiers français sera le prix de l'article sur les marchés anglais accru des frais de transport et des droits.

Les droits actuellement perçus constituent une lourde taxe pour l'industrie française et l'empêchent d'acheter des quantités

considérables de filés anglais et suisses, qu'elle aurait avantage à employer, si le Tarif était réduit.

Si les filés étaient à meilleur compte, les fabricants français pourraient lutter avec avantage, pour les tissus, sur les marchés tiers, avec les producteurs anglais, suisses et allemands, et ils conserveraient leur marché intérieur.

Le prix élevé résultant du droit empêche les industriels français de soutenir sur les marchés étrangers, pour les tissus, la concurrence des Pays qui peuvent acheter leurs filés à de meilleures conditions.

Les droits établis en 1860 étaient basés sur une taxe *ad valorem* de 10 p. 100. Mais la baisse considérable qui s'est produite, depuis lors sur les filés porte actuellement à 17 p. 100, en moyenne, les droits sur les filés simples ; ils sont de 10 p. 100 sur le n° 26 et de 23 p. 100 sur le n° 90.

Ces droits représentent 60 p. 100 des salaires payés en France pour la production de cette classe de filés, et s'ils étaient réduits à 40 p. 100 pour la main-d'œuvre, ce qui permettrait d'abaisser le Tarif de 33 p. 100, les filateurs français seraient encore protégés dans une très large mesure. Je demande donc une réduction de 30 p. 100 sur tous les fils simples qui probablement n'occasionnerait aucune perte pour le Trésor, et constituerait un grand avantage pour les manufacturiers et les ouvriers français.

Nous ne sommes pas satisfaits de la tare (12 1/2 p. 100) qui devrait être élevée à 15 p. 100 sur tous les filés expédiés en fûts, et à 18 p. 100 sur les filés importés en fûts partagés par une cloison centrale.

ANNEXE E AU N° 197.

Filature de coton.

Déposition de M. W.-H. Holland.

(Traduction.)

Effets du Tarif élevé. — Voici quelques-uns des effets de la grande élévation des droits sur les fils de coton :

L'activité des fabricants français de tissus est constamment portée vers la production de nouveautés.

Si ces nouveautés ne trouvent pas de grand écoulement, personne ne cherche à leur faire concurrence.

Mais si, au contraire, les nouveautés introduites sur le marché se vendent facilement pour l'exportation, elles peuvent aussitôt être facilement imitées à l'étranger, où les frais de production sont moindres, parce que les fils employés ne sont pas renchérissés par un Tarif élevé.

Et ainsi, le goût et l'habileté supérieurs des dessinateurs, teinturiers et finisseurs français ne *reçoivent pas la récompense qui leur est due*.

Nous soutenons que, pour les fils simples, la protection n'est pas nécessaire au filateur français et qu'il est parfaitement capable de lutter contre l'Angleterre sur le pied d'égalité. Et si la raison qui nous fait affirmer cela, c'est que les filateurs alsaciens, qui, en 1860, firent valoir leur impuissance à lutter contre l'Angleterre, luttent maintenant contre elle et avec succès à Lyon et sur les autres places, bien que leurs fils soient actuellement soumis aux mêmes droits que les fils anglais. Et, pour le prouver, nous pouvons constater qu'en ce qui concerne les qualités bien peignées des *weft cops* (fils en bobines pour trames) (30^e à 45^e), les filateurs anglais ne peuvent pas en France enlever le marché aux maisons alsaciennes.

Tout le monde admet également que Tarare se distingue dans la production de mousselines, tarlatanes, etc., faites avec du fil simple fin.

Un Tarif favorable assurerait certainement à la France un grand commerce d'exportation.

Mais les droits élevés sur les fils augmentent les frais à ce point que l'industrie (dans laquelle Tarare occupait la première place) est forcée d'émigrer à Glasgow où les fils coûtent meilleur marché, parce qu'ils sont exempts de droits. La perte tombe ainsi presque en entier sur la France, parce que ce sont des filateurs anglais qui fournissent les fils aux fabricants de Glasgow.

On dit que M. Cherpin a, il y a quelques mois, soumis au Sénat un projet de résolution en vue d'appliquer les droits perçus sur le n° 70 également à tous les numéros plus fins que le n° 70. Les filateurs de Manchester applaudiraient de tout cœur à une résolution de cette nature.

341, *fil double*. — Ces fils sont employés sur une grande échelle à Lyon et à Saint-Étienne.

Nous croyons fermement que ces deux marchés seraient capables de battre tout le monde (dans leur spécialité), si on leur permettait de lutter dans des conditions d'égalité, mais ils sont surchargés, au profit de leurs concurrents, par les droits élevés imposés aux fils qu'ils emploient. Voici la conséquence : les in-

dustries textiles de Crefeld sont encouragées ; le tableau suivant le prouve :

Numéros français		Droits français.		Droits allemands.	
2/70	14.	1	p. 100 <i>ad valorem</i>	8.3	p. 100
2/130	20.	5	p. 100	4.5	p. 100
2/170	17.	6	p. 100	2.5	p. 100

La perte est subie par le fabricant français plutôt que par le filateur anglais, car le fabricant de Crefeld emploie les fils anglais.

L'intérêt de la France exige, par conséquent, une grande réduction des Tarifs.

341, *quadruples et au-dessus (simple torsion)*. — Nous faisons observer que, si le coût de production de ces fils est *inférieur* à celui du fil double (retors en deux bouts), les droits perçus sur eux doivent aussi, par conséquent, être moindres, ou, de toute manière, il ne doit pas être supérieur, tandis qu'en proposant 0,15 centimes pour les 1,000 mètres, le taux serait beaucoup plus élevé. L'ancien Tarif était prohibitif ; mais la nouvelle proposition impliquerait une augmentation considérable pour les fils doubles ayant plus de quatre bouts.

Quadruples et au-dessus (double torsion, c'est-à-dire câblés). — Ces fils sont employés pour les cotons à coudre et aussi (par les fabricants de tissus) pour les lisses (*healds*), et en grand pour les filets de pêche. La justice exige que la vente de ces articles cesse d'être un monopole.

Nous déclarons que les taux du Tarif Conventionnel, ainsi que les propositions du « Tarif Général », sont absolument injustifiables. Pour cette classe de fil, tout commerce avec l'Angleterre est tout à fait impossible. Les profits des fabricants français leur sont assurés par des droits s'élevant, en certains cas, à 40 p. 100 de la valeur, et à 60 p. 100 et 70 p. 100 du coût de fabrique du fil.

Dans l'intérêt de la justice, nous appelons l'attention sur ce point.

Une protection suffisante serait assurée par un droit de 50 p. 100 supérieur à celui du fil simple. Et de cette manière, le Tarif serait grandement simplifié.

Malgré les droits élevés actuels, le nouveau *Tarif Général* propose d'augmenter comme suit les droits actuels :

9 bouts,	50 p. 100 d'augmentation.
12 —	100 p. 100
15 —	150 p. 100
18 —	200 p. 100

Nous protestons contre cette exagération de droits.

Fils ourdis. — Les procédés d'ourdissage sont très peu coûteux et l'augmentation de 30 p. 100 est inutile. Nous pensons qu'aucune industrie n'en demanderait le maintien.

Pour conclure, nous exposons :

1° Que les filateurs français n'ont pas besoin de protection, car nous avons démontré que les filateurs alsaciens (autrefois français) luttent maintenant avec succès, à conditions égales, avec les filateurs anglais à Lyon :

2° Qu'au contraire, un Tarif favorable pour les fils de coton est indispensable au progrès des industries du tissage de Lyon, Saint-Étienne, Calais et Tarare.

Et nous résumons nos demandes comme suit :

1° *Fil simple* :

Au-dessous de 70, une réduction de 30 p. 100 sur le Tarif Conventionnel ;

Au-dessus de 70, les mêmes droits que pour 70.

2° *Fil double* (retors en deux bouts) :

30 p. 100 en plus du Tarif *réduit* sur les fils simples.

3° *Fil à simple torsion* de tous bouts :

Les mêmes droits que pour le fil double, parce que le coût est moindre.

4° *Fil à double torsion* :

50 p. 100 en plus du Tarif *réduit* sur les fils simples.

ANNEXE F. AU N° 197.

Filature de coton.

Déposition de M. Andrew.

En nous présentant devant les Commissaires français au nom des filateurs de coton de Oldham, nous ne pouvons naturellement que leur présenter quelques suggestions, et nous sommes animés, en le faisant, de l'esprit le plus conciliant. Nous sommes sincèrement convaincus qu'un abaissement des droits sur les fils simples serait à l'avantage réciproque des deux Nations, mais serait encore plus profitable à la France qu'à l'Angleterre. Nous représentons le plus grand centre de filature de coton du monde, et si nous insistons sur une modification du

Tarif en ce sens, c'est uniquement parce que le commerce des filés d'Oldham avec la France étant peu considérable, nous désirons le voir s'accroître dans une certaine mesure.

Une évaluation approximative porte à 8,000 fûts de fils (représentant environ les deux tiers de l'importation totale des filés en France) les expéditions annuelles des filatures anglaises en ce Pays. C'est un peu moins que ce que pourrait produire un de nos plus grands établissements. La marge de profits que laisse cette fabrication est tellement réduite que nous voudrions demander une abolition totale du droit ; mais, si l'on considère que c'est impraticable, nous demandons tout au moins une réduction considérable, de façon que notre commerce dans cette classe de produits, au lieu d'être sujet à de grandes intermittences, s'affermisse et s'augmente.

Nos usines produisent également des quantités considérables de fils doubles employés pour la fabrication des fils et des cotons à crochet, pour lesquels nous avons à faire les mêmes observations que pour les fils simples. Cette branche de notre production se trouvait, même sous le Tarif actuel, dans une situation peu satisfaisante, et le nouveau régime lui serait encore plus défavorable que l'ancien.

N° 198

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-troisième séance de la Commission Mixte,
tenue le 27 septembre 1831.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires Etrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

L'ordre de discussion adopté par la Commission appelle l'examen des articles du Tarif français relatifs aux fils et tissus de lin et de chanvre.

MM. Reade, président de la Chambre de commerce de Bel-

fast ; Crawford, Jaffé et Sgal, experts pour l'industrie britannique des fils et tissus de lin et de chanvre, sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Reade prend la parole. Il expose que les droits établis en 1860 sur les fils et tissus de lin, à l'entrée en France, ont revêtu, en fait, un caractère presque absolument prohibitif.

Il s'est produit, en 1875, 1876, 1877, une augmentation des importations irlandaises de ces tissus, mais elle a été très peu considérable.

Les industriels français peuvent produire dans d'aussi bonnes conditions que les industriels anglais. La journée de travail est plus longue en France qu'en Irlande, le charbon coûte plus cher en Irlande que dans la région de la France où se trouve le siège de l'industrie linière. Aussi l'Irlande n'a-t-elle de supériorité que pour certains tissus de très belle qualité, tels que les mouchoirs fins, auxquels son climat lui permet de faire subir, dans des conditions particulièrement favorables, l'opération du blanchiment. Pour les qualités courantes, l'industrie française soutient aisément la concurrence (1).

M. Jaffé appuie les observations présentées par M. Reade. Il insiste sur l'importance croissante des exportations de tissus de lin français, sur le peu de développement et sur l'état stationnaire du commerce d'importation de ces mêmes tissus en France. Il conclut à l'admission en franchise des fils et tissus de lin anglais, ou, tout au moins, à une réduction de 50 p. 100 des droits actuels (2).

M. Crawford signale une augmentation de 20 p. 100 sur les toiles de 7 et 8 fils, ainsi que d'autres aggravations plus ou moins considérables sur les toiles de 11 fils, de 18 à 20 et de 21 à 23 fils. Il demande, sur tous les tissus unis, une réduction de 50 p. 100 des droits inscrits au nouveau Tarif Général, une réduction de 25 p. 100 des droits sur les coutils et la tarification des mouchoirs brodés d'après les droits des toiles unies augmentés de 20 p. 100. Enfin, il réclame contre le nouveau mode de computation des fils en trame et en chaîne, et il juge équitable que, dans le compte des fils en chaîne et en trame, les fractions de fil ne soient jamais comptées comme fil entier (3).

(1) Voir Annexe A au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de M. Reade.

(2) Voir Annexe B au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de M. Jaffé.

(3) Voir Annexe C au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de M. Crawford.

M. Sgal confirme les appréciations et les demandes des précédents déposants (1).

MM. Reade, Grawford et Jaffé se retirent.

MM. Walker, président de la Chambre de commerce de Dundee; Robert Sturroch, George Halley, Victor Fraenkl et Sgal, experts pour l'industrie britannique des fils et tissus de jute, sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, *M. Walker* prend la parole. Il demande la suppression complète des droits à l'entrée des fils de jute; il ajoute qu'il préférerait l'absence de Traité à la conclusion d'un Traité qui serait très désavantageux à l'industrie anglaise et ne lui permettrait pas de faire des affaires avec la France.

M. Sgal réclame également l'admission en franchise de fils de jute. Il constate que le nouveau Tarif porterait de 10 à 16 francs le droit sur la première classe des tissus de jute (de 1 à 3 fils) et il désire une réduction considérable des droits du Tarif Conventionnel actuel (2).

MM. Walker et Fraenkl appuient ces observations (3).

MM. Walker, Sturroch, Halley, Fraenkl et Sgal se retirent.

Sir Charles Dilke rappelle que, dans les Conférences de Londres, MM. les Commissaires français avaient formulé quelques propositions de dégrèvement sur les fils et tissus de lin. D'après la communication qu'ils avaient faite dans la dixième séance, la dernière classe des fils de lin aurait été supprimée; le droit *maximum* aurait été ainsi fixé à 120 francs, au lieu de 160 francs les 100 kilogrammes. Comme conséquence de cet abaissement du droit sur les filés fins, la taxe sur les tissus de lin de plus de 23 fils aurait été ramenée de 370 francs à 320 francs, et la taxe sur les tissus damassés de plus de 23 fils, de 427 francs à 380 francs les 100 kilogrammes. *Sir Charles Dilke* fait connaître que ces concessions avaient été jugées insuffisantes par le Gouvernement anglais et il demande si le Gouvernement français consentirait à les étendre.

M. le Président répond qu'après un nouvel examen de la question, il serait disposé à accorder les réductions suivantes :

Pour les fils simples, écrus, mesurant de 40,000 à 60,000 mètres au kilogramme, le droit, qui aurait été, d'après le *Tarif à dis-*

(1) Voir Annexe D au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de *M. Sgal*.

(2) Voir Annexe E au présent procès-verbal la déposition *in extenso* de *M. Sgal*.

(3) Voir Annexes F et G au présent procès-verbal les dépositions *in extenso* de MM. Walker et Fraenkl.

cuter, de 56^f 45, serait de 55 francs; pour les fils de 60 à 80,000 mètres, il serait ramené de 79^f 75 à 75 francs; pour les fils de plus de 80,000 mètres, de 120 à 100 francs, comme l'avaient demandé MM. les Commissaires britanniques.

Rien ne serait changé au régime des six classes inférieures, qui, de l'aveu même de MM. les Commissaires britanniques, intéressent très peu l'Angleterre.

M. Amé fait remarquer que ces nouvelles propositions constituent une amélioration très sensible comparativement au Tarif actuel.

Sir Charles Dilke répond qu'il se plaît à le reconnaître.

M. Kennedy demande si le Gouvernement français serait disposé à réduire le supplément de droits de 30 p. 100 sur les fils de lin blanchis ou teints.

M. le Président répond qu'une diminution spéciale de cette surtaxe serait impossible; les droits sur les fils blanchis ou teints devraient être les nouveaux droits sur les fils écrus, augmentés de 30 p. 100.

En ce qui concerne les tissus de lin, *M. le Président* se déclare disposé à revenir, pour les quatre classes supérieures, au Tarif Conventionnel actuel. Les droits seraient en conséquence:

De 115 francs pour la 6^e classe (15, 16 et 17 fils);

De 170 francs pour la 7^e classe (18, 19 et 20 fils);

De 260 francs pour la 8^e classe (21, 22 et 23 fils);

De 300 francs pour la 9^e classe (plus de 23 fils).

Pour les classes inférieures qui n'intéressent pas le commerce anglais, les droits applicables seraient ceux du Tarif Général démajorés de 24 p. 100.

M. Crowe fait observer que le droit sur les toiles d'emballage se trouverait ainsi fixé à 22^f 50, taux qu'il considère comme exagéré.

M. Kennedy demande si une réduction notable des droits sur les tissus blanchis ne serait pas jugée possible par le Gouvernement français.

M. le Président répond que, tout au plus, la surtaxe de blanchiment pourrait être réduite de 30 à 25 p. 100 pour les fils et les tissus.

M. Kennedy exprime le désir de savoir quel serait le droit imposé aux tissus damassés.

M. le Président répond que ces droits seraient les nouveaux droits des tissus unis augmentés de 15 p. 100, taux adopté comme représentant la différence de valeur entre l'uni et le damassé.

M. Kennedy se réserve de calculer quelles devraient être,

d'après cette base, les chiffres des nouveaux droits sur les damassés, ainsi que sur les coutils écrus.

Sir Rivers Wilson se réfère, en ce qui concerne les fils et tissus de jute, aux observations qu'il a déjà présentées dans les Conférences de Londres. Il fait ressortir que les importations anglaises de fils de cette catégorie en France sont absolument insignifiantes, bien qu'elles représentent les huit dixièmes de l'importation totale. Il rappelle que les fils et tissus de jute fabriqués en France soutiennent avec avantage la concurrence anglaise sur les marchés tiers, et il conclut qu'en raison de la situation prospère de cette industrie en France, une réduction considérable des droits sur les tissus et la suppression des droits sur les fils de jute sembleraient légitimes.

Après diverses observations échangées sur cette question, *M. le Président* propose la tarification suivante :

Pour les fils de jute pur écrus :

Au-dessous de 1,400 mètres, 3 francs les 100 kilogrammes ;

De 1,400 à 3,700 mètres, 4 francs les 100 kilogrammes ;

De 3,700 à 4,200 mètres, 5 francs les 100 kilogrammes ;

De 4,200 à 6,000 mètres, 7 francs les 100 kilogrammes.

Pour les fils de jute blanchis et teints, une réduction proportionnelle serait opérée.

Pour les tissus de jute pur écrus, rétablissement des droits du Tarif Conventionnel :

11 francs pour la classe de 3 fils au plus ;

16 francs pour la classe de 4 et 5 fils ;

24 francs pour la classe de 6, 7 et 8 fils.

Pour les tissus de jute pur blanchis ou teints, les droits réduits du tissu écreu, plus la surtaxe de blanchiment et de teinture, c'est-à-dire, après arrondissement des chiffres, et suivant les classes, 15 francs, 23 francs et 35 francs.

Sir Charles Dilke prend acte de ces diverses propositions.

Les articles du Tarif concernant les tissus de coton sont ensuite mis en délibération.

M. Slagg membre du parlement pour Manchester, *MM. Lee* frères et *M. Hill*, tous quatre experts pour l'industrie britannique des tissus de coton, sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de *M. le Président*, *M. Hill* prend la parole. Il fait connaître que l'industrie anglaise de la bonneterie est opposée à la conversion des droits à la valeur en taxes spécifiques, à cause de la difficulté que l'on éprouve à proportionner exactement la taxe à chaque variété de produits. Il cite, comme

exemple, les chaussons d'enfants et les gilets et caleçons d'hommes, qui se trouvent compris dans la même classe. Le droit fixé pour le premier de ces articles sera nécessairement prohibitif pour le second. Si le principe de la tarification spécifique ne peut être abandonné, la bonneterie anglaise demanderait une réduction considérable des droits inscrits au nouveau Tarif, qui paraissent beaucoup trop élevés et amèneraient la cessation de tout commerce.

Le Tarif pourrait être rédigé comme suit :

« *Bonneterie.*

« Ganterie, 500 francs les 100 kilogrammes ;

« Autre, coupée et sans couture, 50 francs les 100 kilogrammes ;

« Autre, proportionnée ou avec pied proportionné, 150 francs les 100 kilogrammes. »

M. Hill dépose, d'ailleurs, un tableau comparatif de la valeur des principaux articles de bonneterie, ainsi que des droits auxquels ils sont soumis d'après le Tarif actuel, et de ceux que leur imposerait le nouveau Tarif (1).

M. Slagg présente ensuite quelques considérations générales sur le régime des tissus de coton à l'entrée en France. Il insiste sur ce que les conditions de production se trouvant égales pour les fils comme pour les tissus, en Angleterre et en France, l'industrie française n'a aucun besoin de protection.

Les droits de 1860 excluent déjà presque complètement les tissus du Royaume-Uni du marché français, et si les nouveaux arrangements ne devaient pas améliorer cette situation, accroître le commerce de cet article entre les deux Pays et le rendre plus facile, au lieu de le compliquer par des restrictions nouvelles, l'industrie de Manchester serait unanime à préférer qu'il ne fût pas conclu de Traité du tout.

La fin des dépositions sur le Tarif des tissus de coton est renvoyée à la séance suivante, qui est fixée au lendemain 28 septembre, à 9 heures et demie.

Signé : TIRARD.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : AMÉ.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : RIVERS WILSON.

Signé : KENNEDY.

Signé : CROWE.

Le Secrétaire-Rédacteur,
RENÉ LAVOLLÉE.

(1) Voir l'annexe H au présent procès-verbal.

ANNEXE A AU N° 198.

Industrie des fils et tissus de lin.

*Déposition de M. Reade,**Président de la chambre de commerce de Belfast,*

(Traduction.)

On doit admettre que, pour être réciproquement avantageux, un Traité de Commerce entre deux Nations doit être profitable aux productions de chacun des deux Pays.

Remplit-il cette condition, il donne satisfaction aux intérêts et concourt à entretenir entre les deux peuples des relations de concorde et d'amitié. Dans le cas contraire, il doit vraisemblablement être considéré comme une entrave et devenir une source d'irritation et de discorde.

Je suis assuré que ni Votre Excellence, ni le Gouvernement français ne désirent conclure un Traité qui pût mécontenter quelque branche de l'industrie britannique. Aussi, comme j'ignore si l'intention du Gouvernement français est de limiter ses concessions sur le Tarif Général à ce qui est nécessaire pour revenir à l'ancien Tarif Conventionnel, ou s'il est disposé à aller plus loin, et comme l'industrie que mes Collègues et moi avons l'honneur de représenter ne se contenterait pas des droits inscrits à l'ancien Traité, il est de mon devoir de faire connaître ses vues à Votre Excellence et d'exposer très brièvement les raisons sur lesquelles elle fonde sa demande d'une réduction supplémentaire et notable.

Je commencerai par appeler l'attention de Votre Excellence sur le chiffre de nos échanges de fils et de tissus de lin avec la France. Si l'on jette les yeux sur le tableau dressé par le *Board of Trade*, des exportations annuelles de fils et tissus de lin d'Angleterre en France, de 1861 à 1880 exclusivement, on voit que la valeur des tissus de lin envoyés en France en 1861, c'est-à-dire durant la première année après le Traité de 1860, a été de £ 184,588 (4,614,700 francs). D'après le même tableau, en 1880, c'est-à-dire après une période de vingt années, amplement suffisante pour que nos produits aient pu se faire parfaitement connaître des consommateurs français et devenir d'un usage général, s'ils avaient présenté quelque avantage au point

de vue du bon marché relatif, leur importation en France ne représente plus que £ 178,000 (4,450,000 francs), soit, en définitive, £ 6,000 (150,000 francs) de moins.

Il est vrai que, pendant les années 1875, 1876, 1877, on est arrivé, en moyenne, à des chiffres d'environ £ 430,000 (10,750,000 francs) ; mais, si l'on se rappelle que la consommation française de tissus de lin est évaluée à un *minimum* de £ 10 millions (250 millions de francs), l'insignifiance du commerce des tissus de lin anglais est remarquable et prouve que le Tarif Conventionnel a été, de fait, prohibitif.

Il est intéressant de remarquer le contraste qui existe entre le développement des exportations de soieries françaises à destination de l'Angleterre et celui des exportations anglaises des fils et tissus de lin à destination de la France. Les premières (soieries importées de France en Angleterre) ont représenté, en 1871, £ 5,830,000 (145,750,000 francs), et, en 1880, £ 10,150,000 (253,750,000 francs).

Les dernières (tissus de lin importés d'Angleterre en France) ont représenté, en 1871, £ 172,688 (4,317,200 francs), et, en 1880, £ 178,000 (4,450,000 francs).

Il n'est cependant pas surprenant que les tissus de lin irlandais (variété des produits de l'industrie linière anglaise à laquelle je bornerai désormais mes observations et qui compose la grande masse des exportations à destination de France), il n'est pas surprenant, dis-je, que les tissus de lin irlandais n'aient pu pénétrer en France sous l'empire d'un droit de 15 p. 100, car les conditions dans lesquelles cette industrie fonctionne en France sont absolument plus favorables à la production à bon marché que celles dans lesquelles se trouve l'industrie irlandaise. Du lin de bonne qualité et en abondance croit dans les districts manufacturiers, et si les filateurs veulent s'en procurer d'espèces différentes, ils n'ont qu'à les tirer de la frontière belge. Le prix de la main-d'œuvre est moins élevé en France qu'en Irlande ; le charbon, qui ne se trouve pas en Irlande et qu'il faut y amener, à grands frais, d'Angleterre, du Pays de Galles ou d'Écosse, coûte plus cher qu'en France ; mais le principal avantage que la manufacturier français a sur son concurrent irlandais consiste dans le nombre des heures de travail, qui est en France de 72 par semaine, tandis qu'en Irlande les lois de fabrique (*factory acts*) le limitent à 56 1/2.

Quand l'industrie française réclame une protection, elle semble oublier que la France a été le berceau de l'industrie linière, du moins dans les temps modernes ; que cette industrie a été

introduite en Irlande par les Huguenots exilés et que, depuis cette époque jusqu'à nos jours, la France a gardé sa supériorité pour beaucoup de variétés de tissus, particulièrement pour le linge de table damassé, qui, grâce à la supériorité de goût des Français en matière de dessin, est, en France, le plus beau du monde, et pour les belles batistes qui sont souvent de véritables merveilles d'habileté de main et de délicatesse de travail.

Le faible commerce que l'Irlande fait encore avec la France est dû à un avantage unique que possède l'Irlande : à son climat d'une humidité et d'une égalité exceptionnelles qui lui permet de donner à ses tissus de lin, avec peu de risques et à peu de frais une pureté de blanc qui ne peut être égalée dans aucun autre Pays. Grâce à cette particularité, les tissus de lin irlandais qui entrent en France sont employés exclusivement pour la fabrication des chemises d'hommes, industrie très importante qui s'exerce surtout à Paris ; et comme les chemises confectionnées avec la toile d'Irlande sont généralement exportées, il s'en suit que les tissus de lin irlandais peuvent être considérés comme la matière première d'une industrie française importante et ne doivent pas être rangés parmi les tissus faisant concurrence aux produits de l'industrie linière française. Ils ont donc des droits tout particuliers à un traitement libéral de votre part.

Peut-être me sera-t-il permis d'appeler votre attention sur les conséquences du régime libéral appliqué par votre voisine, la Belgique, Pays qui, au point de vue de la fabrication des tissus de lin, n'a aucun avantage naturel sur la France. En Belgique, il n'y a pas de droit d'importation sur les fils de lin, et les tissus de lin payent moins de 10 p. 100. De ceux-ci, la Belgique en importe à peine de l'Irlande. En fait de fils, elle importe des numéros fins et exporte, en très grande quantité, les gros numéros, qui sont maintenant devenus un article de consommation courante dans les manufactures de Belfast.

En terminant, je vous citerai les paroles de M. Gambetta :
 « Le peuple français possède, au moins au même degré que
 « les autres nations, l'expérience, la capacité, l'adresse ; il n'a
 « donc pas besoin d'un secours artificiel pour être en état de
 « tenir sa place dans le monde du commerce et de l'industrie. »

Demandes de Belfast.

1° *Fils de lin écrus* (n° 337). Belfast réclame 50 p. 100 de réduction des droits du Tarif Général et proteste contre la multiplication des catégories qu'elle juge gênante et onéreuse.

2° *Tissus de lin purs* (n° 350). Belfast réclame 50 p. 100 de

réduction des droits du Tarif Général. Nous protestons contre le compte des chaines en trame comme propre à amener des difficultés en douane ; mais nous sommes disposés à consentir à ce mode de calcul, pourvu qu'après division de la somme des fils de chaine et de trame par 2, toute fraction du quotient soit négligée.

3° *Coutils écrus* (n° 354). Nous demandons le maintien de la classification du Tarif Conventionnel en vigueur :

8 fils, 35 francs les 100 kilogrammes ;

9 à 11 fils, 55 francs les 100 kilogrammes ;

12 à 14 fils, 90 francs les 100 kilogrammes ;

15 et plus, 115 francs les 100 kilogrammes ;

mais nous insistons pour que ces droits soient réduits de 25 p. 100.

4° *Mouchoirs brodés* (n° 358). Nous demandons qu'ils soient classés comme tissus de lin unis et qu'ils payent les droits de ces tissus augmentés de 20 p. 100.

ANNEXE B AU N° 198.

Industrie des fils et tissus de lin.

Déposition de M. Jaffé.

M. Reade, président de notre Chambre de commerce, vient de vous donner un exposé de la situation que je voudrais, avec votre permission, compléter par quelques mots.

L'industrie linière que nous représentons a été implantée en Irlande par vos compatriotes, Messieurs, par les Huguenots, et je crois qu'elle a un droit spécial à votre sympathie. La France a toujours été prééminente pour la fabrication de la toile ; aussi elle en consomme le plus, près de 300 millions de francs, qu'elle fabrique presque exclusivement elle-même. Vos producteurs peuvent tenir tête à la concurrence, puisque l'importation est insignifiante en comparaison de la consommation et qu'elle tend à diminuer : elle s'élevait, en effet, en 1861, à 14 millions, et en 1880, à 10,750,000 francs seulement. D'un autre côté, l'exportation s'élevait, en 1861, à 15 millions, et en 1880, elle a atteint presque le double : 29 millions. Vous avez donc exporté, en 1880, presque trois fois autant de toile que vous en avez im-

porté, tandis qu'en 1861, l'exportation et l'importation étaient presque égales. C'est là un magnifique progrès.

Pour ces vingt années, vous avez importé des toiles pour 275 millions ou 13 millions $\frac{3}{4}$ par an, tandis que votre exportation s'est élevée à 487 millions, soit plus de 24 millions par an. L'excédent des exportations est donc de 60 p. 100. Est-ce que cela justifie de la protection ?

Pour les fils, la position est plus égale. L'exportation s'équilibre à peu près avec l'importation : la première monte à 191 millions ou 9 millions et demi par an, tandis que la dernière s'élève à 180 millions ou 9 millions par an, c'est-à-dire que vous avez exporté 6 p. 100 de plus que vous n'avez importé.

Après ces quelques mots sur l'état général de l'industrie, prenons à présent la position spéciale. Eh bien, Messieurs, nos fabricants de toile n'ont pas fait de progrès chez vous, ils vous ont vendu en 1880 seulement le même chiffre de toile qu'en 1861 (4 millions et demi de francs), et cela sous l'empire du Traité qui devait développer le commerce entre les deux Pays ; de votre côté, il s'est développé ; du nôtre, non.

Pour les fils, je n'ai les chiffres que pour les dernières dix années, pendant lesquelles notre exportation est tombée de 3,625,000 francs à 3 millions, soit 20 p. 100 de diminution. Remarquez, je vous prie, combien notre commerce de fils et toiles est peu important avec vous, ne s'élevant guère à plus de 3 p. 100 environ de la consommation entière ; de plus, ce que vous importez et ce que vous pouvez importer de chez nous devait être considéré comme matière première, puisque les fils s'emploient à la fabrication et que nos toiles servent exclusivement à la confection de chemises et de lingerie, dont une grande partie est exportée de nouveau et pour laquelle on les préfère à cause de leur blanc, dû, paraît-il, à notre climat spécial.

Classez donc nos produits dans votre Tarif avec les matières premières et laissez-les entrer sans droits.

Vos riches et influents filateurs peuvent fabriquer à aussi bon marché que nous, ils ne payent pas les ouvriers plus cher que nous ; mais ils les laissent travailler 15 heures $\frac{1}{2}$ de plus par semaine, ce qui est déjà, en soi, une protection formidable ; la matière première ne leur coûte pas plus cher qu'à nous, ils ont à présent des machines aussi perfectionnées que les nôtres ; excepté dans les fils très fins que, bientôt sans doute, ils arriveront à faire aussi bien, ils produisent de beaux articles qui rivalisent avec n'importe quels autres, sauf de rares exceptions. Vos fabricants de toile ne demandent pas la protection ; les fils

entrant sans droits leur profiteraient, même si cela n'avait pour effet que de tenir les prix des filateurs en échec ; ils savent que nous ne pouvons rivaliser pour la toile de la consommation indigène, et aux toiles que nous vendons ici ils ne peuvent presque pas faire la concurrence, puisque c'est le blanc qui les vend. Le fabricant de lingeries s'en réjouirait beaucoup ; il regagnerait sans doute une partie de l'exportation qui lui a été enlevée par les fabricants de Berlin.

Voilà, Messieurs, la situation : il ne serait que trop juste de supprimer tout droit sur nos produits ; mais, si vous croyez ce changement trop brusque, vous pourriez réduire immédiatement votre Tarif Général de 50 p. 100 et compléter l'abolition des droits sous peu d'années ; de cette manière, nous attendrions avec patience le seul régime que nous croyons juste pour nos produits entre ces deux Pays.

Quant aux changements dans les Tarifs des fils, nous serons encore dans une pire position, après la réduction de 20 p. 100 et la suppression du groupe 10. Nous serons très gênés par l'augmentation des groupes qui n'étaient pas plus de six et que vous portez à neuf : or, comme il faut faire emballer séparément les fils de chaque groupe, il en résulterait, en dehors de l'augmentation des droits d'entrée, un accroissement considérable des frais d'emballage et de transport. Nous n'exportons en France que les numéros fins, du n° 40 et au-dessus, mais surtout du n° 100 et au-dessus.

Voici le détail des augmentations :

Les n ^{os} 50 à 60 subiraient une augmentation de.	11 p. 100
Les n ^{os} 100 à 120 subiraient une augmentation de.	33 p. 100
Les n ^{os} 135 et au-dessus.	20 p. 100

Les réductions que l'on effectuerait sur quelques numéros intermédiaires ne pourraient compter pour beaucoup, puisque ce sont des numéros que nous exportons le plus qui souffriraient principalement des augmentations.

ANNEXE C AU N° 198.

Industrie linière.

Déposition de M. Crawford.

Nos importations de tissus de lin en France sont restées peu importantes. Ne pouvant lutter avec les fabricants français dans

les genres qu'ils font, nous ne faisons entrer que des articles spéciaux, tels que toiles fines blanchies, à cause du désir des acheteurs d'avoir notre blanc d'Irlande. Dans la pratique, nous nous trouvons rarement en concurrence avec des toiles françaises. Nos toiles sont employées principalement pour les devants, cols et poignets de chemises, et si on les admettait à bon marché, cela profiterait à l'industrie très française de la fabrication de lingerie pour exportation.

Sur les 7 et 8 fils, vous nous demandez une augmentation considérable. Même après la diminution de 20 p. 100, ce serait 34 francs au lieu de 28 francs. Nous introduisons cette finesse en blanchi pour doublure des poignets de chemises. Il est proposé aussi de faire payer les 11 fils au même prix que les 12 fils. Sur les 18 à 20 et 21 à 23 fils, il y a encore une augmentation considérable, et ce sont justement ces qualités qui nous intéressent le plus et qui sont déjà le plus fortement imposées.

Nous demandons, sur tous les tissus unis, une diminution de 50 p. 100 sur le nouveau Tarif Général.

Quant aux coutils écrus, il y a dans le Tarif Conventionnel actuel quatre classes, savoir :

8 fils qui payent 35 francs ; 9 à 11 qui payent 55 francs ; 12 à 14 qui payent 90 francs ; plus de 14 qui payent 115 francs les 100 kilogrammes. Il est proposé de ne plus faire qu'une classe, au droit de 120 francs fixé par le Tarif Général. Aux droits actuels nous n'importons rien. Nous demandons de maintenir ces quatre classes, mais en diminuant les droits de 25 p. 100.

Pour les mouchoirs brodés, il est proposé de ne faire également qu'une seule classe basée sur l'article le plus fin. Si nous arrivons jamais à vous vendre de ces marchandises, ce ne sera que dans les qualités communes. Nous demandons que les mouchoirs brodés soient taxés comme les toiles unies, en augmentant les droits de 20 p. 100 pour la broderie.

Quant au nouvel arrangement de compter les fils de trame, cela soulèvera des difficultés à la douane, car la trame n'est jamais régulière comme compte et ne peut l'être surtout dans les qualités fines tissées à la main. Nous n'avons jamais fabriqué spécialement pour la France des tissus ayant plus de trame que de chaîne ; mais, dans notre fabrication usuelle, il y a généralement un fil de plus en trame. Ce seul fil nous obligerait souvent à payer les droits d'une classe plus élevée si, après division du total de chaîne et de trame par 2, le demi-fil qui peut rester était compté comme fil entier. Nous demandons donc instamment que ce demi-fil ne soit pas compté, car autre-

ment ce serait nous imposer sous une autre forme une augmentation considérable des droits actuels.

ANNEXE D AU N° 198.

Industrie linière.

Déposition de M. Sgal.

Fils de lin. — Les gros numéros de fils de lin sont particulièrement produits à Dundee. Nous avons eu peu d'exportation de fils de lin en France et seulement durant des périodes de dépression, quand les prix étaient bas chez nous et le commerce florissant en France. Le seul numéro qui a été exporté était du n° 19, de la classe actuelle, 6 à 12,000 mètres, payant 20 francs, qu'on propose d'élever, d'après la nouvelle classification, à 33 francs, soit 65 p. 100 d'augmentation. Nous demandons plutôt une réduction d'au moins 10 francs sur le Tarif actuel, d'autant plus qu'on importe plusieurs numéros de fils de lin à Dundee.

Tissus de lin. — Notre fabrication de tissus de lin est limitée à la classe de 7 à 8 fils et a été déjà presque entièrement entravée par le Tarif actuel; par conséquent, nous attendons une réduction considérable de ce même Tarif actuel.

ANNEXE E AU N° 198.

Industrie des fils et tissus de jute.

Déposition de M. Sgal.

Fils de jute. — Le Tarif actuel est augmenté de 25 p. 100 sur un article qui a jusqu'ici été importé chez nous de France : c'est un motif suffisant de supprimer complètement le droit d'entrée sur les fils de jute.

Tissus de jute. — La première classe de 1 à 3 fils paye actuellement 10 francs; le taux proposé de 16 francs représen-

terait donc une augmentation de 60 p.100. En outre, le système proposé de compter les fils en chaîne et en trame transporterait une partie des qualités qui rentrent sous le Tarif actuel dans la première classe, dans la classe supérieure, qui payerait 28 francs. Puisque, sous le Tarif actuel, notre exportation restait très limitée, le nouveau Tarif, avec les augmentations qui viennent d'être indiquées, deviendrait absolument prohibitif et nous nous considérons comme autorisés à demander une réduction considérable, même des droits inscrits au Tarif actuel.

ANNEXE F AU N° 198.

Industrie des fils et tissus de jute.

*Déposition de M. P.-G. Walker,
Président de la Chambre de Commerce de Dundee.*

(Traduction).

FILS DE JUTE.

On propose d'augmenter de 25 p. 100 les droits sur les fils de jute.

Il ne se fait aucune exportation de fils de jute de Dundee à destination de la France ; mais on en expédie constamment de France une grande quantité à destination de Dundee. Par suite de la grande importation des numéros les plus élevés provenant de France, les filateurs de Dundee se sont trouvés forcés de renoncer presque entièrement à la production de ces numéros. Il est donc évident que les filateurs français peuvent fabriquer ces fils à bien meilleur marché que ne peuvent le faire les filateurs de Dundee, et qu'ils n'ont nullement besoin de protection. Il ne paraît pas déraisonnable de demander, par conséquent, que les droits d'exportation sur les fils de jute soient complètement abolis.

TISSUS DE JUTE.

La plupart des différentes espèces de tissus de jute se sont trouvées entièrement exclues par le Tarif actuel. Il ne se fait des transactions, et cela sur une échelle très restreinte, que dans la classe des tissus à 1, 2 ou 3 fils, à cause des droits élevés qui,

ajoutés aux frais de transport, pèsent très lourdement sur ces tissus à bas prix. Il semblerait donc que, au lieu d'augmenter le droit sur les tissus de jute, on devrait l'abaisser d'au moins la moitié du droit perçu d'après le Tarif actuel.

La proposition de modifier le mode de numération des fils soulève de très graves objections, lorsqu'il s'agit de tissus aussi grossiers que ceux que l'on fabrique généralement avec le jute, car il est pratiquement impossible de vérifier le nombre des fils de la trame de manière à assurer la régularité. Par conséquent, on ne devrait pas insister sur cette mesure. Le tissu de jute de la classe à bon marché, la plus lourde et la plus grossière, se fait de fils doublés à la chaîne, uniquement pour la solidité, et non pour la finesse. Actuellement, chaque fil double compte pour deux fils, au lieu de compter pour un seul ; à l'avenir, tous fils doubles à la chaîne devraient être comptés pour un seul fil.

Lorsqu'on négociait le Traité de 1860, il existait sur le jute brute importé en France, un droit considérable d'environ 50 francs par tonne, soit plus de 12 1/2 p. 100, au préjudice des filateurs français. Les Commissaires français pourront facilement constater le montant exact de ce droit. Or, ce droit a été complètement aboli, quand on a définitivement établi les droits sur les fils et les tissus de jute ; ce qui a aussitôt rendu le Traité de 1860 inutile en ce qui concerne les fabricants de Dundee ; et, de fait, le Traité en vigueur nous a presque complètement exclus des marchés français. Si nous obtenions l'abolition totale des droits actuellement perçus, nous ne nous trouverions en réalité que dans la position où nos Délégués nous avaient placés en 1860 ; et nous serions toujours à attendre l'amélioration promise.

Si les propositions du Gouvernement français sont adoptées, le Traité, en ce qui concerne le commerce de Dundee, serait si exclusivement favorable à une seule des Parties contractantes que, dans la pratique, il deviendrait absolument nul. Il est impossible que l'on ait pareille intention.

ANNEXE G AU N° 198.

Industrie linière.*Déposition de M. V. Fraenkl.**Délégué de la Chambre de Commerce de Dundee.*

(Traduction.)

FILS DE LIN.

Sous le régime du Traité actuel, les transactions en fils de lin ne se font qu'à certains intervalles, et sur une petite échelle. Dans le nouveau Tarif, on propose de modifier la classification, ce qui affecterait d'une manière très préjudiciable le commerce de Dundee.

Actuellement, les fils de lin simples écrus, mesurant plus de 6,000 mètres par kilogramme, et ne dépassant pas 12,000, payent 20 francs par 100 kilogrammes ; tandis que, d'après la nouvelle classification, le n° 19, de 10,000 à 20,000 mètres, sera frappé de 33 francs, soit une augmentation de 65 p. 100 de droits. Loin d'être augmenté ainsi, le droit devrait être abaissé à 10 francs, soit à la moitié du droit actuel.

TISSUS DE LIN.

Il se fait fort peu d'affaires, si même il s'en fait, en tissus de lin venant de Dundee. Actuellement, les sortes les plus lourdes, ayant 8 fils au moins de chaîne, par 5 millimètres carrés, payent 25 francs par 100 kilogrammes. Ce droit est aujourd'hui porté à 42 francs, soit une augmentation de 50 p. 100. Or, le droit actuel devra être supprimé, ou tout au moins considérablement réduit.

FILS DE JUTE.

Dans le nouveau Tarif, on propose d'ajouter 25 p. 100 aux droits actuels sur l'importation des fils de jute. Or, bien loin que des fils de jute soient jamais exportés de Dundee à destination de la France, c'est tout le contraire qui a lieu, c'est-à-dire que les filateurs français les expédient à Dundee, où ils font concurrence aux filateurs de Dundee. Dans ces conditions, ce droit devrait être entièrement aboli.

TISSUS DE JUTE.

Les droits sur les tissus de jute seront aussi considérablement augmentés. Pour la classe de tissus donnant lieu à de faibles transactions, — 1, 2 et 3 fils, — le droit par 100 kilogrammes est porté de 10 francs à 16 francs, soit une augmentation de 60 p. 100, ce qui équivaut à la prohibition. En outre, par suite du changement dans la manière de compter les fils, — c'est-à-dire, au lieu de ne compter que les fils de chaîne seulement, compter le nombre des fils en chaîne et en trame, et les diviser par 2, — certaines catégories de tissus actuellement expédiées en France se trouveront portées dans une classe plus élevée et frappées du droit de 28 francs par 100 kilogrammes.

Vu le peu d'affaires qui se font dans cet article, il n'est pas déraisonnable de demander que le droit actuel soit réduit à 5 francs par 100 kilogrammes, pour les tissus de 1, 2 et 3 fils ; et que, si la nouvelle classification est adoptée, il soit également fait une réduction proportionnelle.

ANNEXE H AU N° 198.

Industrie de la Bonneterie.

Tableau A communiqué par M. Hill.

NUMÉROS	DÉNOMINATION des Articles.	VALEUR par douzaine.	PRIX du travail.	POIDS.	TARIF ACTUEL 15 p. 0/0.	Nouveau Tarif Général.	Augmentation.
	BONNETERIE COMMUNE DE COTON (COUPÉE ET SANS COUTURE).	Fr. c.	Fr. c.	kilog.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
1	Bas de coton, blancs, pour femmes	3 85	» 95	0 775	0 52	» 95	» 43
2	Bas de coton, blancs, pour femmes	5 75	2 40	1 275	0 85	1 60	» 75
3	Chemises de coton, écruës, pour hommes.	19 35	3 45	4 087	2 90	2 05	5 15
	BONNETERIE ÉLÉGANTE DE COTON. (Proportionnée sur mesure.)						
4	Chaussettes de coton, écruës, pour hommes.	7 80	3 15	0 795	1 20	2 30	1 10
5	Bas de coton, blancs, pour femmes	13 40	5 65	1 755	2 »	3 20	1 20
6	Caleçons de coton, écruës, pour hommes	31 85	6 90	4 077	4 75	14 25	9 50
7	Caleçons de coton, écruës, pour hommes	35 »	7 40	4 031	5 20	12 80	7 60
8	Chemises de coton, écruës, pour hommes.	35 »	7 10	3 755	5 20	11 10	5 90
	MÉRINO. (Laine mélangée.)						
9	Chaussettes de mérino, pour hommes	10 20	3 15	0 750	1 60	2 20	» 60
10	Chaussettes de mérino, pour hommes	11 85	3 75	0 800	1 70	2 40	» 70
11	Bas de mérino, pour femmes.	15 »	5 65	1 250	2 25	3 75	1 50
12	Idem.	20 »	8 15	1 140	2 95	3 40	» 45
13	Chemises de mérino, pour hommes	47 50	4 46	4 100	7 10	12 30	5 20
14	Chemises de mérino, pour hommes	55 »	8 15	3 500	8 20	10 40	2 20
15	Caleçons de mérino, pour hommes	62 50	9 40	4 550	9 40	13 60	4 20

ANNEXE H AU N° 198.

Ganterie. (N°s du Répertoire : 377 et 394.)

Tableau B communiqué par M. Hill.

NUMÉROS	DÉNOMINATION DES ARTICLES	VALEUR	POIDS	TARIF ACTUEL	NOUVEAU TARIF général	AUGMENTATION
				— 10 p. 0/0 de la valeur	— 50 francs par 100 kilog.	
		fr. c.	kilog.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	H. RINGWOOD GANTS.					
	10 douzaines	100 00	3 750	10 00	24 37	14 37
2	H. RINGWOOD GANTS.					
	10 douzaines	153 10	4 250	15 30	27 62	12 32
3				15 p. 0/0 de la valeur.	C. 1,000 ^l	
	10 douzaines	184 40	9 500	27 60		67 40

N° 199

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-quatrième séance de la Commission Mixte,
tenue le 28 septembre 1881.

PRÉSIDENTE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

Le procès-verbal de la vingtième séance est lu et adopté.

Il est ensuite donné lecture du procès-verbal de la vingt-et-unième séance.

A l'occasion du passage de ce procès-verbal relatif au régime des produits dérivés du fer, M. Crowe présente les observations suivantes :

« Nous croyons devoir insister de nouveau sur la question du fer-blanc. MM. les Commissaires français savent que nous avons proposé la réduction du droit de 13 francs les 100 kilogrammes sur le fer-blanc à 6^f 25.

« L'importation totale des fers-blancs en France a été de 2,336 tonnes en 1879, dont 2,327 tonnes venaient d'Angleterre (valeur environ £ 46,540, soit 1,163,500 francs). Nous sommes donc seuls intéressés.

« On nous propose le *statu quo* ; mais le droit de 130 francs la tonne équivaut au moins à 25 p. 100 sur les prix de 1880 (512^f 50, la tonne) et environ à 30 p. 100 sur les prix de 1881.

« Nous sommes donc fondés à insister de nouveau pour que le Gouvernement français veuille bien réduire le droit qui est beaucoup trop élevé, puisqu'il ne permet que l'introduction en France de £ 46,540 (1,163,500 fr.) de valeur de fer-blanc, sur £ 4 millions (100 millions de francs). »

M. Kennedy s'associe aux considérations développées par M. Crowe. Il fait remarquer que le fer-blanc paye actuellement, à l'entrée en France, 13 francs les 100 kilogrammes, soit, déduction faite de la tare qui est de 12 p. 100, à peu près 12 francs. Ce droit paraît excessif ; il ne représente pas moins de 40 p. 100.

M. Amé répond que le Gouvernement français n'a jamais contesté le caractère protectionniste des taxes imposées aux produits de l'industrie métallurgique. Il n'a jamais entendu s'en tenir, pour cette partie du Tarif, à la base générale de 10 à 16 p. 100 qui a servi, en 1860, pour la fixation des droits à la valeur. Les importations de fer-blanc anglais en France ne sont pas, d'ailleurs, aussi insignifiantes que le pense M. Crowe. Si elles sont minimales comparativement à l'exportation totale de l'Angleterre, elles sont, au contraire, assez considérables relativement au chiffre de la production française. Enfin, il convient de rappeler que, comme M. Crowe l'a lui-même reconnu dans la vingt-et-unième séance, le Gouvernement français n'a jamais annoncé de dégrèvement sur les fers-blancs. Il a réservé et il réserve encore son opinion à cet égard.

M. Marie ajoute qu'aucune concession n'ayant été faite sur

le droit des tôles, il ne semble pas qu'il y ait lieu de réduire les droits des fers-blancs. Dans le Tarif actuel, l'écart entre le droit de 11 francs sur les tôles minces et celui de 13 francs sur les fers-blancs est de 2 francs ou de 18 p. 100; et dans les propositions anglaises, le droit sur les tôles de toutes sortes étant abaissé à 3^f 75, le droit sur les fers-blancs est porté à 6^f 25, avec un écart de 40 p. 100. La différence est donc plus considérable dans le dernier cas que dans le premier, et le droit de 13 francs sur les fers-blancs ne peut qu'être maintenu, tant que le droit sur les tôles minces n'aura pas lui-même été modifié.

A l'occasion des observations échangées sur la tarification des fers-blancs, *Sir Rivers Wilson* entretient la Commission d'une réclamation formulée par quelques industriels anglais. Ils se plaignent de ce que des caisses de fer-blanc servant d'emballage à des marchandises exemptes de droits soient taxées par la Douane comme caisses, alors que leur contenu entre en franchise.

M. Amé explique quelles sont les règles établies, à cet égard, par le Tarif des douanes. Lorsqu'une marchandise est taxée, on admet généralement que l'emballage échappe au droit; mais, si l'objet importé est exempt, la franchise ne s'étend aux récipients que lorsqu'ils n'ont pas par eux-mêmes une valeur marchande.

En réponse à une question de *Sir Charles Dilke*, *M. Marie* fait, du reste, observer qu'une note spéciale du Tarif des Douanes accorde l'exemption aux caisses et autres emballages qui ne peuvent plus être utilisés après avoir servi.

Sous réserve des observations qui précèdent, le procès-verbal de la vingt-et-unième séance est adopté.

La Commission reprend ensuite l'examen des articles du Tarif français concernant l'industrie cotonnière.

MM. Lee frères, *Andrew, Carver et Underwood* sont introduits et présentés à la Commission comme experts pour l'industrie anglaise des tissus de coton.

Sur l'invitation de *M. le Président*, *M. Andrew* prend la parole au nom des industriels d'Oldham, et spécialement des fabricants de velours de coton, de cords et de moleskines. Il insiste sur les augmentations considérables de droits qu'auraient à subir, par suite de l'application du nouveau Tarif français, les articles importés d'Oldham; il fait connaître que les fabricants de velours seraient disposés à se contenter du maintien du *statu quo*, mais qu'ils préféreraient l'absence de tout Traité à la conclusion d'un arrangement moins favorable que le précédent. Ils désireraient,

dans tous les cas, que le Traité à intervenir eût une durée moindre que celle du Traité de 1860 (1).

M. J.-C. Lee réclame, au nom de l'industrie cotonnière anglaise, un abaissement général des droits sur tous les tissus compris sous les n^{os} 364 à 374. Il insiste surtout pour le maintien de la classification actuelle et pour la fixation à 40 et 64 francs les 100 kilogrammes des droits sur la première classe des tissus de coton pur, écrus.

Il présente, en outre, des observations de détail sur chacun de ces articles, et il demande à MM. les Commissaires des explications qui lui sont fournies au sujet de la tarification de certains produits, tels que les mouchoirs de coton, serviettes, éponges de coton, garnitures de toilette, *Coton Honeycomb*, toiles pour reliure unies, blanches, teintes et brodées (2).

M. Carver présente ensuite quelques observations au nom de l'industrie de Nottingham et en ce qui concerne spécialement les n^{os} 375 (*guipures pour ameublement*), 380 (*tulles gros bobins*) et 382 (*dentelles et blondes*). — Il reproche au nouveau Tarif proposé par le Gouvernement français sa classification défectueuse et le caractère prohibitif des droits qu'il établit. Il demande le maintien du Tarif actuel, de préférence sous forme de droits à la valeur ; il réclame une taxation distincte pour les dentelles et guipures faites à la main, qui n'intéressent pas l'industrie britannique (3).

M. Amé fait remarquer que M. Carver a, comme il l'indique lui-même, pris pour base de ses calculs le Tarif Général sans démajoration des 24 p. 100. Il demande à M. Carver si les prix qu'il a indiqués sont des prix de fabrication.

M. Carver répond que les prix qui ont servi de base à ses évaluations sont les prix de vente à Nottingham.

Il présente enfin quelques observations sur le régime des tissus de bourre de soie, et il demande que ces tissus soient admis en franchise comme les tissus de soie pure.

M. Amé demande à quelle proportion peut s'élever, relativement à la valeur, la taxe dont sont grevés, à l'entrée en France, les tissus de bourre de soie dont a parlé M. Carver.

M. Underwood répond que le droit est de 5 à 6 p. 100 pour les tissus mélangés, et de 2 p. 100 seulement pour les tissus en bourre de soie pure.

(1) Voir (Annexe A au présent procès-verbal) la déposition *in extenso* de M. Andrew.

(2) Voir (Annexe B au présent procès-verbal) la déposition *in extenso* de M. Lee.

(3) Voir (Annexe C au présent procès-verbal) la déposition *in extenso* de M. Carver.

La suite de l'audition de MM. les Experts anglais est renvoyée au lendemain 29 septembre.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : KENNEDY.

Signé : AMÉ.

Signé : CROWE.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,
RENÉ LAVOLLÉE.

ANNEXE A AU N° 199.

Velours de Coton, Cords et Moleskines.

Déposition de M. Andrew.

La fabrication des cords et moleskines est l'une des plus anciennes industries que nous possédions à Oldham ; et, tandis que toutes les autres industries ont pris de l'extension, celle-ci est demeurée stationnaire, montrant par son arrêt de développement que, depuis de longues années et malgré l'activité de ses chefs, elle n'a pu réussir à attirer à elle de nouveaux capitaux.

On propose l'insertion dans le Traité à intervenir de droits variant, sur ces articles, de 2 5/8 deniers à 4 3/8 deniers par livre pour les écrus et de 3 11/16 deniers à 5 3/4 deniers pour les articles teints et imprimés. Cette augmentation énorme des droits est de nature à porter un grave préjudice à cette industrie, qui semblerait cependant avoir plutôt droit à une amélioration du régime sous lequel elle est placée.

Quant aux velours de coton, dont une grande quantité se fabrique à Oldham, leur commerce subit des fluctuations correspondant aux changements incessants de la mode. Je crois que les fabricants de velours accepteraient le *statu quo* ; ils sont, d'ailleurs, disposés à vivre sans Traité plutôt que d'en conclure un mauvais, et, autant que je puis en juger, ils préféreraient des Traités de courte durée à un Traité conclu pour dix ans, comme celui de 1860.

ANNEXE B AU N° 199.

Industrie des Tissus de Coton.

Déposition de M. J.-C. Lee.

Nous demandons le maintien de la classification du Tarif Conventionnel pour le n° 364.

Les réductions suivantes nous paraîtraient devoir être accordées :

1 ^{re} classe, 11 kil. et au-dessous		35 fils et moins.	40 francs les 100 kilogrammes.
1 ^{re} —	—	36 — et plus.	. 64 —
2 ^e —	7 à 11 —	35 — et moins.	48 —
2 ^e —	—	36 à 43 fils.	. 80 —
2 ^e —	—	44 fils et plus.	160 —
3 ^e —	5 à 7 —	27 — et moins.	64 —
3 ^e —	—	28 à 35 fils.	. 96 —
3 ^e —	—	36 à 43 fils.	. 152 —
3 ^e —	—	44 et plus.	. 240 —

Pour les deux autres classes, nous demandons le maintien du *statu quo*.

Sur le n° 365, nous demandons que la surtaxe de blanchiment ne dépasse pas 10 p. 100.

Sur le n° 366, nous demandons les droits du n° 364, accrus de 10 p. 100 et sans distinction de couleurs.

Sur le n° 367, nous demandons les droits sur les tissus du n° 364, calculés aux 100 mètres carrés (et non aux 100 mètres de longueur, sans tenir compte de la largeur). Nous demandons que, comme les n°s 365 et 366, la surtaxe d'impression soit uniformément de 10 p. 100, au lieu de varier suivant le nombre des couleurs.

Nous demandons que tous les tissus de fantaisie susceptibles de rentrer sous le n° 371 soient soumis au régime que nous indiquons à ce numéro.

Sur les n°s 368 et 369, nous demandons le *statu quo*.

Sur l'article 370, nous demandons les mêmes droits que sur les articles 367 et 371.

Sur l'article 371, nous demandons que tous les tissus de fantaisie n'ayant qu'une chaîne (*warp*), et dont la trame n'est pas double (c'est-à-dire la face tissée par une navette et le revers par une autre navette, comme les tissus sous le n° 372), soient tarifés non d'après les fils supplémentaires employés pour varier le dessin, mais d'après le fond, de la manière suivante :

Les tissus unis sont tissés avec deux fils à chaque peigne, et quand, pour faire ou varier des dessins, on fourre dans un peigne plus de deux fils, en en laissant d'autres vides, nous demandons qu'ils ne soient considérés que comme deux fils. En outre, un tissu composé de fils à deux bouts, ou même de six bouts et plus devrait être considéré comme composé de fils à un seul bout.

Nous demandons que cette classe soit tarifée comme n° 364, accru de 10 p. 100, mais sans autre surtaxe pour teinture, couleurs ou blanchiment.

Pour les n°s 372, 374, nous demandons que le droit soit de 60 francs les 100 kilogrammes.

Le marchand français achète ses tissus en petites quantités, mais de genres très variés. Les tissus sont emballés dans des caisses assorties, pour répondre à toutes ses demandes, et, d'après le Tarif Général proposé, ils sont soumis à des droits divers. Aussi la simplification proposée dans le taux des droits dispenserait-elle d'ouvrir les caisses et épargnerait-elle ainsi à l'importateur un préjudice et un retard.

ANNEXE C AU N° 199.

Dentelles, Tulles et Guipures pour ameublements.

Déposition de M. F. Carver.

de la chambre de commerce de Nottingham.

Nous avons deux griefs contre le nouveau Tarif proposé.

1° Sa classification est défectueuse ;

2° Les droits, augmentés dans des proportions considérables, sont prohibitifs.

1° CLASSIFICATION.

Art. 375. *Guipures pour ameublement écruës.* — Pour que le classement des guipures pour rideaux soit indiscutable, nous suggérons le changement suivant : « Guipures de coton, pour ameublement, faites au métier.

Art. 330. — La dénomination « Tulles gros bobins, etc. » est inapplicable. « Tulle de coton fait au métier » comprendrait tout

Art. 382. — « Dentelles et blondes, soit à la mécanique, soit au fuseau et à la main. » Il serait plus clair et plus compréhensible de changer cette désignation et de lui substituer celle-ci. « Dentelles de coton faites au métier. » On pourrait ainsi distinguer les dentelles de Nottingham des vraies dentelles à la main.

2° ÉLEVATION ÉNORME DES DROITS.

Art. 375. — Ces articles, en écriu, valent de 3' 50 à 9 ou 10 francs le kilogramme ; mais nous exportons si peu de l'article fin que la valeur moyenne de nos exportations de guipures ne s'élève qu'à 4' 65 le kilogramme. Donc le droit spécifique équivalent aux droits actuels de 15 p. 100 *ad valorem* serait de 52 centimes le kilogramme pour les qualités les plus basses, et de 70 centimes sur la moyenne valeur. (Pour le chiffre de 4' 65 consultez les acquits de Douane depuis six mois.)

Art. 380. — Valeur très variée. Les « gros grecs » valent de 5 à 8 francs le kilogramme. Les « moustiquaires » et les tulles fins pour broderie valent de 6 ou 7 francs à 30 ou 55 francs. Le droit de 4 francs le kilogramme serait prohibitif pour les basses qualités. Nous demandons ou le maintien des droits actuels, ou bien un grand abaissement sur le prix de 4 francs le kilogramme.

Art. 382. — Les dentelles dites « tattings, crotchetlace, etc., » sont d'une fabrication lourde et commune. Elles valent de 5 à 10 ou 13 francs le kilogramme. D'autres dentelles de mode passagère, sont plus fines et valent jusqu'à 50 ou 60 francs le kilogramme. Mais la grande majorité de nos exportations se compose d'articles ordinaires valant de 5 à 10 francs en écriu. En face de l'impossibilité d'établir un droit spécifique qui soit équitable, nous demandons le maintien des droits *ad valorem*.

Art. 407. — Tissus de soie mélangée de bourre de soie. Nous demandons que ces articles soient admis en franchise, comme soie pure, et que les tissus de bourre de soie ne payent pas plus que la bourre de soie en fil.

En résumé, Saint-Pierre-lès-Calais et d'autres villes de fabrique font le même article que nous, mais en plus fin et plus beau. Elles vendent sur nos places, en Angleterre, sans aucune entrave et nous battent sur nos propres marchés. Nous sommes menacés de droits prohibitifs pour nos articles communs et ne vendons l'article fin que lorsque Calais ne peut suffire.

N° 200

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-cinquième séance de la Commission Mixte
tenue le 29 septembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le *Comte de Choiseul*, Sous-Secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

L'ordre de discussion adopté par la Commission appelle l'examen des articles du Tarif français relatifs aux fils et tissus de laine.

MM. les Experts britanniques qui doivent être entendus à cette occasion n'étant pas encore arrivés, *Sir Rivers Wilson* présente quelques observations sur le Tarif des couvertures (n° 400 du répertoire). Il considère le droit unique de 55 francs proposé par le Gouvernement français comme satisfaisant pour les couvertures de laine pure, mais trop lourd pour les couvertures de laine mélangée. Aussi insiste-t-il en faveur de la création d'une catégorie spéciale aux couvertures de laine mélangée, avec un droit de 25 francs. Il demande également qu'afin d'éviter les difficultés en Douane MM. les Commissaires français veuillent bien définir la classe des couvertures.

M. *Amé* constate que cet article n'a jamais donné lieu, en Douane, à aucune difficulté.

Sir Charles Dilke répond qu'il convient d'en prévoir avec le régime spécifique.

M. *Marie* lit la note suivante :

« N° 537 du répertoire du Tarif Général des Douanes, qui définit ainsi l'article *couvertures* :

« Les couvertures sont des tissus à longs poils, beaucoup plus épais que le drap, et qui, fabriqués en morceaux de différentes dimensions, mais dont chacun forme un tout complet, servent comme objet de literie ou pour couvrir les chevaux. »

La discussion est suspendue pour l'audition de MM. les Délégués de l'industrie britannique pour l'industrie lainière.

MM. Behrens, représentant des Chambres du Yorskshire ; Ward, de la Chambre de commerce de Bradford, et Morris, de la Chambre de commerce de Halifax, experts pour l'industrie britannique de la filature de laine, sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, *M. Behrens* prend la parole. Il entre dans des considérations générales sur les progrès de l'industrie lainière en France. L'Angleterre achète beaucoup plus de fils de laine en France que la France n'en importe d'Angleterre.

Le droit de 10 p. 100 à la valeur est devenu très onéreux pour l'importation anglaise. Il conviendrait de la réduire sensiblement, si l'on ne peut aller jusqu'à la franchise. En aucune façon, on ne saurait admettre la transformation des droits, car le calcul d'une moyenne est impossible et l'introduction de nouvelles catégories aurait les résultats les plus funestes. *M. Behrens* conclut en exprimant le vœu que les négociations actuelles soient couronnées par un Traité qui ferait reposer les négociations commerciales, politiques et sociales entre les deux Pays sur la base solide de l'intérêt réciproque.

M. Ward s'étonne de voir frapper de droits les fils de laine qui peuvent, à bon droit, être considérés comme une matière première. Et cela en face d'une exportation de 43,600,000 francs. La France achète les laines étrangères aux mêmes marchés que l'Angleterre ; les frais de transport de Londres à Roubaix sont actuellement moindres que ceux de Londres à Bradford. Les conditions du travail sont meilleures en France qu'en Angleterre. En résumé, la filature française n'a pas besoin de protection. Les droits proposés n'augmenteront ni la fabrication, ni la consommation en France ; l'abolition de tout droit, ou du moins la réduction à un simple droit de balance, pourrait donner un nouvel élan à la fabrication de certains articles qui, à présent, ne peuvent supporter la concurrence étrangère ni en France, ni à l'étranger.

M. Behrens fait ressortir les difficultés que créera en Douane le Tarif établissant une différence entre les fils de laine cardée et les fils de laine peignée.

MM. Ward et Morris se retirent.

MM. Mitchell, de Bradford ; Bousfield, de la Chambre de commerce de Leeds ; Tiele, de Dewsbury ; Terry, de Huddersfield ; Lang, des comtés sud de l'Écosse, et Sheard, experts de l'industrie britannique pour les tissus de laine, sont introduits et présentés à la Commission.

Sur l'invitation de M. le Président, *M. Mitchell* prend la parole sur les tissus de laine mélangés compris sous l'article 203 et pesant 200 grammes au plus.

Le Yorkshire a dû renoncer, selon lui, sous le Tarif de 1860, à envoyer en France ses produits de qualité supérieure, notamment les lainages valant de 1 à 2 shillings le yard, et il ne peut plus fournir à la France que des articles à très bas prix.

Tandis que les importations françaises en Angleterre accusent un accroissement considérable, les envois du Royaume-Uni à destination de la France ont presque complètement cessé, et c'est à rétablir l'égalité de traitement entre les deux Pays que doivent surtout tendre les conventions nouvelles.

Si le Traité en discussion ne constituait pas un progrès sérieux sur celui de 1860, l'industrie lainière anglaise du Royaume-Uni préférerait de beaucoup ne pas le voir conclure.

M. Amé demande si *M. Mitchell* n'aurait pas pris pour base de ses calculs des qualités exceptionnellement basses.

M. Behrens déclare avoir contrôlé les calculs de *M. Mitchell* qui ont porté sur 1,608 articles de toute qualité, et dont les valeurs étaient garanties par les factures de sa maison. Or, sur ces 1,608 pièces, il ne s'en trouve que 12 ou 15 que le Tarif Général ne frapperait que de 18 à 20 p. 100 à la valeur, tandis que la moyenne arrive à 33 p. 100.

M. Bousfield constate, à son tour, que ses calculs sur les qualités de toutes sortes des tissus de Leeds ont établi que les nouveaux droits spécifiques représentaient de 15 à 45 p. 100 de la valeur. Avec un tel système, l'Angleterre n'importerait plus de lainages en France.

M. le Président fait observer que l'application des droits spécifiques à l'entrée en Allemagne et en Autriche et dans d'autres Pays n'empêche pas l'Angleterre d'envoyer dans ces Pays des quantités considérables de lainages. La tarification spécifique n'est ni une anomalie ni une nouveauté ; l'Europe entière l'a adoptée avec succès, et l'on ne voit pas pourquoi la France ne serait pas autorisée à profiter pour elle-même de ce qui réussit fort bien aux autres.

M. Bousfield dit que, loin d'empêcher la fraude, la tarification spécifique la rendra plus facile, tandis qu'il ne serait pas impossible de trouver un système intermédiaire pouvant prévenir toute déclaration frauduleuse. En tout cas, si le régime spécifique doit prévaloir, *M. Bousfield* souhaiterait vivement qu'au lieu de multiplier les catégories, le Gouvernement français en réduisit le nombre au strict nécessaire. La multiplicité de classes actuelle-

ment proposée est l'un des plus grands inconvénients de la tarification spécifique (1).

MM. Terry, Thiele et Lang confirment ces observations (2).

M. Behrens assure que les déclarations anglaises en Douane sont correctes. Tout au plus y en a-t-il une sur mille qui ne soit pas conforme à la vérité. Avec les catégories spécifiques, au contraire, la vérification sera si longue et les procédés seront si excessifs, que les douaniers finiront bientôt par reculer devant la nécessité de débiller et de déployer les pièces, et admettront, dès lors, de confiance, les dires des importateurs ; ou bien la marchandise soumise à tous les contrôles réglementaires arrivera à sa destination dans une condition déplorable et invendable (3).

M. Amé explique que les vérifications à faire sont, au contraire, plus délicates et entraînent plus de difficultés pour l'application des droits à la valeur que pour l'application des droits spécifiques.

MM. Behrens, Mitchell, Bousfield, Terry, Thiele et Lang se retirent.

MM. Marchetti, Renhsaw et Firth, experts pour l'industrie des tapis, sont introduits et présentés à la Commission ; ils exposent les inconvénients des droits spécifiques appliqués aux tapis et demandent la création d'une classe à très bas prix pour les tapis mélangés à fibres végétales (4).

MM. Marchetti, Renshaw et Firth se retirent.

MM. Jackson, membre du Parlement anglais, Alfred Lafone, Charles Ward, J. Donner et Greatrex, Délégués des négociants en cuirs de la Grande-Bretagne, sont introduits et présentés à la Commission.

Ils donnent lecture d'une note générale sur le commerce des cuirs entre l'Angleterre et la France (5).

Au cours de cette lecture, M. le Président fait observer *pro memoria* qu'il a été prouvé qu'une grande partie des cuirs importés en France par l'Angleterre est de provenance américaine.

MM. les Délégués de l'industrie des cuirs se retirent.

Il est convenu qu'à la prochaine séance, fixée au lendemain

(1) Voir (Annexe A au présent procès-verbal) la déposition *in extenso* de M. Bousfield.

(2) Voir (Annexe B et C au présent procès-verbal) les dépositions *in extenso* de MM. Terry et Thiele.

(3) Voir (Annexe D au présent procès-verbal) la déposition *in extenso* de M. Behrens.

(4) Voir (Annexe E et F au présent procès-verbal) les dépositions de MM. Marchetti et Renshaw.

(5) Voir (Annexe G au présent procès-verbal) la note lue *in extenso* par MM. les Délégués de l'industrie du cuir.

30 septembre, MM. les Experts pour la coutellerie anglaise seront entendus.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CH. W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : C. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : KENNEDY.

Signé : AMÉ.

Signé : CROWE.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Adjoint,
F. DELONGLE.

ANNEXE A AU N° 200.

Industrie des Tissus de Laine.

Déposition de M. Bousfield,

Représentant de la chambre de commerce de Leeds.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser quelques paroles, de la part de la Chambre de commerce de Leeds et de l'industrie lainière du district.

Il n'est pas nécessaire de vous dire que Leeds est le centre le plus important de cette industrie. Les fabricants et négociants de cette ville furent les premiers à profiter du Traité de 1860, et, par suite de leurs efforts, il s'est établi un mouvement d'affaires annuelles assez important avec la France.

Nous avons à constater cependant, dans les dernières années, une diminution considérable des articles fins et moyens, contre une augmentation des articles tout à fait à bas prix. Il n'est pas douteux que la concurrence de la fabrique française en est la cause, et, en effet, la plus grande partie de nos exportations se compose d'articles qui ne sont pas jusqu'à présent fabriqués en France.

En présence de ces faits, nous ne voyons pas la possibilité de maintenir le chiffre de nos affaires, sous un régime de droits aussi élevés que 10 p. 100. Par conséquent, la proposition d'un nouveau Traité, qui devrait être une amélioration du *statu quo*, fut accueillie avec une satisfaction générale.

Depuis vingt ans, à côté des relations commerciales, se sont créés aussi des rapports sociaux et personnels, ce qui me permet de vous dire qu'il existe un grand désir que toutes ces bonnes relations soient conservées et étendues; et, dans cette intention, nous avons examiné très sérieusement et très loyalement toutes les propositions qui nous ont été faites. Nous avons, cependant, le regret de vous dire que celles qui traitent de la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques sur nos articles ne nous semblent nullement acceptables. Sans être contraires au principe des droits au poids, nous constatons qu'ils ne peuvent pas s'appliquer à nos articles, pour la simple raison qu'il n'y existe aucune corrélation entre le poids et la valeur.

Nous avons examiné de très près et d'une manière très attentive les diverses catégories qui nous sont proposées pour égaliser les droits spécifiques dans leur perception, mais toujours avec le même résultat. En voici la raison : les catégories qui sont applicables aux genres de marchandises où les articles les moins chers sont les plus *lourds*, ne peuvent pas, sans qu'il y ait une grande injustice, s'appliquer aux genres où les articles les moins chers sont les plus *légers*.

En appliquant le Tarif Général à une vingtaine de types des articles exportés de notre district en France, que j'ai l'honneur d'exposer en tableau, et dont le double a été remis à Londres, nous constatons qu'il existe des écarts de 15 à 47 1/2 p. 100 (une moyenne de 30 p. 100); mais, vu que les articles les plus grevés sont précisément ceux qui sont exportés en quantités les plus considérables, cette moyenne de 30 p. 100 se rapproche, en fait, de 35 ou 40 p. 100. Il est inutile d'ajouter qu'un système pareil serait, pour nous, tout simplement la prohibition.

On prétend qu'un système de droits spécifiques est devenu nécessaire pour éviter les fraudes que la Douane a dû subir par suite de fausses déclarations de la valeur; mais il ne faut pas se dissimuler que la fraude peut très bien se glisser dans les déclarations en douane avec un système de droits spécifiques et des catégories nombreuses. La porte qu'on a voulu fermer à la fraude par les droits spécifiques a été rouverte par les catégories. Je vais vous expliquer comment. Il y a certaines sortes de marchandises se trouvant, en fait de poids, très près des limites des catégories, les catégories applicables à ces étoffes étant fixées par suite de calculs faits sur le métrage, la largeur et le poids de la pièce. Si l'on diminue de quelques mètres seulement les métrages des étiquettes, on arrive tout de suite à une catégorie moins chère que celle qui doit s'appliquer à la pièce en

question, et la douane est fraudée de la différence, qui peut s'élever à 6, 8, 10 p. 100, soit 20 à 35 p. 100 du montant des droits. La largeur et le poids sont très faciles à vérifier, mais la douane peut-elle s'occuper à vérifier constamment les métrages?

En regardant ce tableau d'échantillons des articles exportés du Yorkshire, je m'aperçois qu'une opération pareille pourrait être appliquée, au préjudice de la douane, à un quart des échantillons, soit à 5 sur les 20.

Un honorable membre de la Commission faisant observer que la fraude, par suite de faux métrages, peut se faire également, sous le régime des droits *ad valorem*, j'ai l'honneur de vous dire que, dans ce dernier cas, le préjudice causé à la douane est peu important relativement à la perte supportée sous le régime des droits spécifiques avec catégories. Pour en citer un exemple, prenez l'article « Olive Beaver à 2/9 » qui, suivant le Tarif Général, payerait un droit de 25^f 85; si on déclarait que la pièce avait seulement 38 mètres au lieu de 39^m30, le droit à percevoir, par suite du changement de catégorie, serait de 17^f 45, différence au préjudice de la douane : 8^f 48, ou 33 p. 100, — tandis que, sous le régime conventionnel, le 1^m30 ne fait qu'une valeur de 5 francs, soit à 10 p. 100, 50 centimes ou 3 1/3 p. 100, au préjudice de la douane. Les autres exemples donnent des résultats *analogues*.

En réponse à une observation de M. le Président, qui pense que la douane peut toujours se rendre compte du poids réel par mètre carré de toutes marchandises, en coupant et pesant un certain nombre de centimètres carrés, j'ai à vous faire observer qu'il existe dans toutes marchandises, surtout dans les bas prix, des écarts de poids très sensibles, en sorte qu'il arrive souvent qu'une partie des pièces du même lot se trouve dans une certaine catégorie, tandis que le reste se trouve dans une autre. Il existe même des cas, dans les étoffes à très bas prix, où les deux bouts d'une pièce se trouvent dans deux catégories différentes. Toute question de fraude à part, comment voulez-vous que l'on déclare ces marchandises?

Nous avons été invités, à plusieurs reprises, à proposer des moyens d'éviter les fraudes qui existent, dit-on, sous le régime des droits *ad valorem*, et nous y avons répondu en faisant diverses propositions et en expliquant les systèmes que nous avons avec d'autres Pays. Quant à nous, nous sommes prêts à appuyer la douane dans la défense de ses intérêts et nous croyons que toutes difficultés seraient tranchées si les factures originales étaient toujours exigées des personnes faisant les déclarations et

si les arbitres de la douane, tout en étant connaisseurs et compétents, n'étaient pas intéressés.

Je termine, en vous remerciant, Monsieur le Président, de la patience et de la bienveillante attention que vous avez bien voulu m'accorder.

ANNEXE B AU N° 200.

Industrie des Tissus de Laine.

Déposition de M. Terry,

Représentant de la chambre de commerce de Huddersfield.

Messieurs,

Je me présente ici comme Délégué de la Chambre de commerce de Huddersfield. Vous savez que cette ville est l'une des plus importantes de l'Angleterre, sous le rapport de la fabrication de la draperie : on y fabrique des étoffes de tous prix, depuis le plus bas jusqu'aux plus élevés. Par conséquent, on y est tout à fait à même d'émettre une appréciation sérieuse sur le changement proposé par la France dans la perception des droits de douane, et qui consiste à remplacer les droits *ad valorem* par les droits spécifiques.

Quand on nous a dit que la France désirait ce changement, non point pour augmenter les droits, mais uniquement dans l'intention d'empêcher les déclarations frauduleuses et, par suite, d'éviter les expertises, nous avons fait le meilleur accueil à cette proposition, et nous avons été tout d'abord disposés à l'accepter, si elle était praticable, car nous sommes animés du même désir d'empêcher toute fraude ou toute tentative de fraude.

Mais, après avoir examiné attentivement la question, nous n'avons pas tardé à éprouver une grande déception, puisque, suivant le Tarif Général, tous les types que nous avons calculés et que nous mettons à votre disposition sont grevés, sur toute la ligne, d'une augmentation considérable, qui les porte de 15 à 59 p. 100, au lieu de 10 p. 100 que l'on paye actuellement.

Ensuite, au point de vue des catégories, les déclarations deviendront impossibles. Permettez-moi de donner un exemple de ce qui se passe dans nos livraisons. Un fabricant reçoit une

commande de 100 pièces qui doivent avoir 56 pouces de largeur ; par suite du foulage, de l'apprêt, etc., ces pièces ont inévitablement des largeurs inégales : une partie a bien 56 pouces, mais d'autres auront 57 et 58 pouces, et quelques-unes n'en auront que 55 ; ce qui produit, dans un lot de marchandises fabriquées en même temps, un écart de 3 pouces, soit 7 centimètres $1/2$ sur une étoffe de 1^m50 de largeur.

Ces différences admises dans un même lot, il faudrait, pour faire une déclaration exacte, l'établir dans deux catégories ; mais, alors, comment le négociant pourra-t-il calculer son prix de revient d'une manière sérieuse ?

De plus, si nous rencontrons des difficultés lorsqu'il y a des différences de largeur entre les pièces d'un même lot, comment ferons-nous lorsque ces différences se produisent dans la même pièce ? Car nous pouvons vous prouver que nous trouvons souvent des écarts de 1, 2 et même 3 pouces dans la même pièce. Comment faire une déclaration dans ces conditions-là ? Est-il possible de déclarer une partie d'une pièce dans une catégorie et le reste dans une autre ?

En raison de ces considérations, la Chambre de commerce de Huddersfield me charge d'avoir l'honneur de vous déclarer qu'elle juge tout à fait impraticable le système des droits spécifiques avec catégories, et qu'on espère que vous voudrez bien maintenir le système des droits *ad valorem* avec une réduction très sensible sur le Tarif de 10 p. 100 actuel.

M. Sheard, qui est venu ici pour représenter la Chambre de commerce de Batley, ne parlant pas français, me charge de vous dire, en son nom, qu'il partage, sur la question qui nous occupe, l'opinion que j'ai l'honneur de vous exposer.

Je vous remercie, Messieurs, d'avoir bien voulu m'écouter.

ANNEXE C AU N° 200.

Industrie des Tissus de Laine mélangée.

Déposition de M. C. Thiele,

Délégué de la chambre de commerce de Dewsbury.

Je représente Dewsbury, qui, avec la ville voisine de Batley, forme le centre de la fabrication de drap d'hiver en tissus mélangés (403) ; je ne puis que confirmer les observations de MM. mes

Collègues ; nous avons constaté que, pour notre industrie, il nous est impossible de trouver une échelle de droits spécifiques qui puisse donner les avantages nécessaires aux genres inférieurs : aussi ne saurions-nous recommander autre chose que les droits *ad valorem*, sur lesquels nous désirerions cependant une réduction importante, vu la diminution des affaires dans ces dernières années.

ANNEXE D AU N° 200.

Industrie des Tissus de Laine.

Déposition de M. Behrens,

Représentant des chambres de commerce du Yorkshire.

J'ai l'honneur de représenter l'industrie de la laine du Yorkshire et du sud de l'Écosse, et d'être accompagné des Délégués des principales Chambres de commerce de ces deux régions.

Inutile, de ma part, de citer des statistiques qui vous sont parfaitement connues, et dont il résulte que l'Angleterre achète beaucoup plus de tissus de laine à la France que la France n'en importe de l'Angleterre (£ 2,974,000 contre £ 2,051,000 ; 75 millions de francs contre 51,250,000 francs en 1879).

Il suffit de dire que les tissus de Reims et de Roubaix remplacent, de jour en jour, les produits de Bradford dans les magasins du Royaume-Uni.

Mes constituants sont donc d'avis que la France pourrait bien admettre leurs tissus sans aucun droit d'importation, comme elle le permet pour les tissus de soie pure, et précisément pour la même raison.

Les articles que nous exportons sont, outre les tapis et les couvertures : les tissus de laine peignée et de laine cardée composés ou de laine pure ou de laine mélangée de coton et d'autres fibres.

Les tissus de laine peignée sont connus sous la dénomination d'*étoffes de Bradford*, classées sous le n° 403 du Tarif Général, et pèsent 200 grammes au plus au mètre carré. *Les tissus de laine cardée ou draperies* pèsent 201 grammes et plus.

Les déposants qui me suivront prouveront que le droit d'entrée de 10 p. 100 de la valeur fixé en 1860 est devenu tellement oné-

reux que le nombre des articles qu'il est encore possible de vendre en France diminue d'année en année.

Cette diminution a spécialement frappé les tissus mélangés de Bradford.

Les alpagas, les mohairs, de même que tous les autres articles de haut prix, qui autrefois se vendaient largement en France, sont à présent remplacés par les étoffes de pure laine produites à Roubaix et Reims, et Bradford est forcé de s'appliquer presque exclusivement à la fabrication des qualités les plus basses, demandées par les classes ouvrières.

La conversion du droit d'entrée à la valeur en droits spécifiques serait donc funeste à la vente de la plupart des tissus que le Yorkshire peut encore envoyer en France.

La tentative de rectifier l'imperfection et l'injustice du système spécifique par des catégories compliquées ne fera qu'empirer la situation, car il n'existe aucune corrélation entre la valeur et le poids.

M. Bousfield a montré que, loin d'empêcher la fraude résultant de fausses déclarations, les catégories multipliées la rendront plus facile.

Les fausses déclarations de valeur, dont on se plaint en France, ne peuvent pas être attribuées aux exportateurs anglais, et, si elles existent, leurs auteurs seront aisément découverts ailleurs.

Il serait facile de les rendre presque impossibles par quelques mesures douanières, sans gêner le commerce ni l'administration.

En terminant ces observations générales, permettez-moi d'offrir à Votre Excellence et aux membres de la Commission française nos remerciements sincères de nous avoir donné l'occasion de soumettre nos vues et ceux de nos Constituants à la considération des négociateurs réunis et d'exprimer, en même temps, le vœu que vos efforts soient couronnés par un Traité qui fera reposer les relations commerciales, politiques et sociales des deux Nations sur la base solide et permanente de leur intérêt commun.

Il me reste encore à remplir un devoir imposé par nos constituants et à dire aux membres anglais de la Commission que l'industrie importante que nous représentons réclame toujours l'amélioration du *statu quo* promise par la France et acceptée par le Gouvernement anglais dans la réponse de Lord Granville donnée à une députation des Chambres de commerce du Royaume-Uni, quand il disait :

« Que les bases convenues pour le nouveau Traité sont non seulement le maintien, mais encore l'amélioration de l'état actuel

en vue du plus grand développement des relations internationales et commerciales des deux Nations. »

Il est donc impossible de supposer que le Gouvernement de la République puisse insister à proposer, ou que le Gouvernement de Sa Majesté consente à signer un Traité non progressif.

Nous sommes persuadés que l'Angleterre entière ne pardonnerait jamais à son Gouvernement la conclusion d'un Traité ne tendant pas au libre-échange entre les deux Pays.

ANNEXE E AU N° 200.

Industrie des Tapis.

Déposition de M. Marchetti.

J'ai l'honneur de représenter les intérêts de la maison John Crossley et Sons Limited et aussi les intérêts, conjointement avec M. Renshaw, qui représente les fabricants écossais, de Kidderminster.

Je trouve que les droits d'entrée proposés dans le Tarif Général sont presque le double de ce qu'ils sont maintenant dans les bonnes qualités et l'augmentation atteint jusqu'à 130 p. 100 dans les qualités basses. Pour réduire les droits spécifiques au même niveau à peu près que les droits *ad valorem* qui ont été en vigueur jusqu'à ce jour, je propose 35 francs pour les 100 kilogrammes sur les *tapestries* (moquette bouclée); 45 francs, sur les *tapestries velvet* (moquette veloutée), et 45 francs sur les *wiltons* (tapis à la Jacquard).

En demandant ces réductions, j'aime à croire qu'elles seront acceptées par le Gouvernement français, d'autant plus que les intérêts français, dans l'article « moquette bouclée » et « moquette veloutée, » sont d'une importance très restreinte, cet article n'étant pas fabriqué en France, si l'on en excepte la maison Tétard.

Les chiffres que j'ai l'avantage de soumettre à MM. les Commissaires peuvent être aisément vérifiés, en les soumettant à toute maison d'importation de tapis telle que la maison Louvet et C^{ie}, veuve Morand et autres.

ANNEXE F AU N° 200.

Industrie des Tapis.

Déposition de M. Renshaw.

Pour éviter les difficultés qui pourraient résulter, pour MM. les Commissaires français, de ma connaissance imparfaite de la langue française, j'ai préparé et j'ai le plaisir de vous soumettre les statistiques suivantes. Elles vous feront voir aussi clairement qu'il est possible l'effet du Tarif qui existe, en ce moment-ci, sur les articles de ma fabrication en *tapestry* bouclé et en *tapestry* velouté, et l'augmentation énorme des droits qu'entraînerait l'application du nouveau Tarif Général qui a été proposé. J'aime à croire que les dispositions des fabricants de tapis en Grande-Bretagne ne sont pas absolument contraires au système des droits spécifiques en préférence aux droits *ad valorem*, car nous croyons que les droits spécifiques favoriseront les affaires honnêtes, et nous espérons que, si les droits spécifiques sont fixés à un cours inférieur à celui qui existe à présent, ils pourront développer notre commerce de ces articles. Dernièrement il s'est produit une grande demande, qui s'augmente d'année en année, des marchandises que nous fabriquons. Ces articles étaient demandés pour être transmis par la France aux Pays étrangers ; nous craignons que ce mouvement ne soit tout à fait arrêté, s'il y a augmentation quelconque du Tarif actuel. Je crois que c'était l'intention du Gouvernement français, en proposant un Tarif spécifique, de le baser sur l'équivalent précis du 10 p. 100 *ad valorem* ; je sou mets très respectueusement cette supposition : les chiffres sur lesquels les calculs ont été basés n'auraient-ils pas été inexacts ? Je sais que, dans les affaires en tapis expédiés de l'Angleterre en France, les tapis *tapestry* bouclés et veloutés et les tapis feutres sont les plus demandés ; aussi mes chiffres se rapportent-ils aux *tapestries*.

Dans la première statistique que j'ai l'honneur de présenter à Messieurs de la Commission, on voit l'incidence précise du Tarif à 10 p. 100 *ad valorem*, et l'équivalent en francs les 100 kilogrammes, sur le prix moyen de ces quatre dernières années, ainsi que l'augmentation énorme résultant du nouveau Tarif Général qui a été proposé.

Il est entendu qu'il y a plusieurs qualités de *tapestry* bouclé

et velouté, et, en proposant un Tarif à raison de 35 francs et 45 francs respectivement, les fabricants anglais pensent que ces droits sont plus élevés que les droits moyens, payables sur les marchandises réellement expédiées, dans ces dernières années, en France, parce que la proportion des qualités à bon marché dépasse de beaucoup celle des qualités supérieures. Si Messieurs les Commissaires français pouvaient proposer 25 francs et 35 francs les 100 kilogrammes, ce régime sans doute ferait augmenter nos affaires commerciales.

Je crois, Messieurs, qu'il existe un proverbe français disant que : « Les chiffres sont toujours les chiffres ; j'aime à croire que les chiffres que j'ai le plaisir de vous soumettre pourront être vérifiés très facilement, en vous référant aux factures et frais de Douane, etc., entre les mains des maisons de tapis à Paris.

Tableau comparatif entre les droits d'entrée ad valorem payés jusqu'à ce jour en France sur les tapis anglais et les droits spécifiques proposés dans le Tarif Général.

TAPESTRY (MOQUETTE BOUCLÉE.)

Qualité A à 2 sh. 6 d. par yard paye, <i>ad valorem</i> , par mètre	0 34
1 mètre pèse 886 grammes, et, à 74 francs pour 100 kilogrammes, payerait par mètre . . .	0 66
AUGMENTATION de. . .	<u>94 p. 100.</u>
Qualité X à 2 sh. 3 d. paye, <i>ad valorem</i> , par mètre. .	0 31
1 mètre pèse 824 grammes, et, à 74 francs pour 100 kilogrammes, payerait par mètre . . .	0 61
AUGMENTATION de. . .	<u>97 p. 100.</u>
C × à 1 sh. 11 d. par yard paye, <i>ad valorem</i> , par mètre	02 7
1 mètre pèse 718 grammes, et, à 73 francs pour 100 kilogrammes, payerait par mètre . . .	05 2
AUGMENTATION de. . .	<u>96 p. 100.</u>
C × <i>motte</i> à 1 sh. 8 1/2 d. par yard paye, <i>ad valorem</i> , par mètre . . .	0 22
1 mètre pèse 772 grammes, et, à 74 francs pour 100 kilogrammes, payerait par mètre . . .	0 53
AUGMENTATION de. . .	<u>141 p. 100.</u>

VELVET TAPESTRY (MOQUETTE VELOUTÉE).

Qualité G à 3 sh. 6 d. par yard paye, <i>ad valorem</i> , par mètre	0 48
1 mètre pèse 923 grammes, et, à 99 francs pour 100 kilogrammes, payerait	0 49
AUGMENTATION de.	<u>90 p. 100.</u>
Qualité H à 2 sh. 8 d. par yard paye, <i>ad valorem</i> , par mètre	0 38
1 mètre pèse 784 grammes, et, à 99 francs pour les 100 kilogrammes, payerait	0 78
AUGMENTATION de.	<u>111 p. 100.</u>

ANNEXE G AU N° 200.

Industrie des Cuirs.

Déposition de divers négociants.

De la part d'une députation représentant l'industrie du cuir dans la Grande-Bretagne et composée de :

NN. Jackson (W.-L.) M. P., tanneur et corroyeur de Leeds ;

Henderson (Frank) M. P., de maison Henderson et fils, tanneurs et corroyeurs de Dundee ;

Lafone (Alfred), de la maison Boucher, Mortimore et Co, commissionnaires en cuirs, de Londres et Liverpool ;

Ward (Charles-William-Rushworth), de la maison Fisher King et Co, commissionnaires en cuirs, à Londres ;

Barrow (Samuel), de la maison Samuel Barrow et frère, tanneurs, négociants commissionnaires, représentés par George WHITECHURCH, Londres et Leicester ;

Angus (W.-M.), de la maison George Angus et fils, négociants en cuirs et fabricants de courroies de transmission, à Newcastle-on-Tyne et Liverpool ;

Donner (J.), de la maison de Clermont et Donner, négociants à Londres et Liverpool ;

Stokes (Stephen), de la maison Stokes et Co, tanneurs et corroyeurs, à Walsall et Birmingham ;

Thompson (A.), représentant de la maison Holden (E.-T.) et fils, tanneurs et corroyeurs, à Walsall ;

Greatrex (H.-G.), de la maison *Greatrex frères*, tanneurs et corroyeurs, à *Walsall* ;

Coldwell (Ja^s S), de la maison *Coldwell et fils*, corroyeurs, à *Glasgow*.

Nous regrettons d'apprendre que les conditions proposées par le Gouvernement français pour le nouveau Traité de commerce sont plus défavorables au commerce des cuirs de la France et de la Grande-Bretagne que le Traité actuellement en vigueur.

On nous avait donné l'espoir d'une réduction dans le présent Tarif ; mais on nous propose, au contraire, des conditions qui, si elles sont appliquées, tueront complètement l'exportation des cuirs de la Grande-Bretagne en France, et ce commerce s'est développé sous le Traité de 1860.

Les exportations de cuirs de la Grande-Bretagne en France ont été :

En 1876, de.	..	..	..	5,842,175 francs.
— 1877 —	..	..	..	6,669,150
— 1878 —	..	..	..	6,462,675
— 1879 —	..	..	..	9,715,750
— 1880 —	..	..	..	6,555,125

D'après cette statistique, on voit que les affaires en cuirs, sous le présent Traité, se soutiennent difficilement ; au contraire, les importations en Angleterre de cuirs de manufacture française ont largement augmenté.

Plus de 90 p. 100 des cuirs de fabrication anglaise importés en France sont passibles de droits sous la section *non dénommés* (Répertoire français, n° 420) et, pour cette section, on propose maintenant un droit de 50 francs par 100 kilogrammes, au lieu du droit actuel de 10 francs, ce qui ferait une augmentation de 400 p. 100.

La majeure partie de ce cuir est en matière brute employée par les corroyeurs et les fabricants de chaussures français pour leur fabrication, ce qui permet à ces industriels de fournir des marchandises à bon marché à la classe ouvrière et de fabriquer pour l'exportation.

Par conséquent, nous ne pouvons croire qu'une pareille augmentation fût venue à la pensée du Gouvernement français, s'il avait été mis au courant des faits ci-dessus mentionnés, et nous sommes à même de pouvoir assurer que ces faits seraient entièrement confirmés par les corroyeurs et fabricants de chaussures français, si on les consultait à ce sujet.

Nous venons donc appeler l'attention du Gouvernement français sur le revenu obtenu par les présents droits sur les cuirs,

qui seraient totalement perdus pour l'État, si l'on établissait le Traité de commerce sur la base proposée, cette base étant prohibitive, et nous venons respectueusement exposer qu'il serait tout à fait à l'avantage de la France qu'un Traité favorisant le développement de ce commerce fût conclu.

Enfin, nous venons vous exprimer notre opinion bien arrêtée que, quant au commerce des cuirs, il serait bien préférable de ne pas avoir de Traité plutôt que d'en conclure un qui augmentât les Tarifs existants dans des conditions par trop onéreuses.

Nous venons aussi vous dire qu'il n'y a aucune difficulté, pour des experts compétents, de distinguer le cuir de fabrication anglaise du cuir de fabrication américaine ou d'autres Pays ; et la preuve la plus convaincante est que, pendant les vingt-et-un ans que le présent Traité a duré, les autorités françaises de la Douane ont montré une très grande intelligence et un discernement éclairé en empêchant toute importation de cuirs étrangers cherchant à s'introduire frauduleusement en France sous la dénomination anglaise.

Le tableau ci-contre, d'autre part, indique ce que nous considérons comme représentant un Tarif équitable et rationnel pour le cuir anglais importé en France.

Et ceci, seulement dans le cas où l'on n'admettrait pas le cuir anglais en exception de droits.

Numéros du Répertoire.	FABRICATIONS.	Valeur approximative.
420 A	Vernies, maroquinées, teintes en couleurs	30 francs pour 100 kilogr.
420 B	Non dénommées : chèvres, moutons et agneaux	10 — —
420 C	Peaux grain de Levant noir.	10 — —
420 D	Non dénommées, autres	Exempt.
421	Bottes	1 60
	Bottines pour hommes et pour femmes.	60 centimes.
422	Souliers	30 centimes.
423	Brides pour sabots	30 francs pour 100 kilogr.
428	Courroies de transmission.	Exempt.
420	Tuyaux de cuirs.	Exempt.

N° 201

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-sixième séance, tenue le 30 septembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, Sous-Secrétaire d'État au département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente séance.

Il est donné lecture du procès-verbal de la vingt-deuxième séance.

A l'occasion des dépositions faites par MM. les Experts britanniques et reproduites en substance dans ce procès-verbal, *M. le Président* annonce que le Gouvernement français aura probablement à demander que des experts français soient également entendus par la Commission. Il se réserve, le moment venu, de faire connaître les noms de ces experts et de proposer la fixation d'un jour pour leur audition.

Sir Charles Dilke répond que l'audition d'experts français ne saurait soulever aucune objection de la part de MM. les Commissaires britanniques.

M. Kennedy rappelle les propositions formulées, dans une séance précédente, par *M. Amé*, en ce qui concerne le régime des glaces. Il reconnaît que la réduction du droit de 4 francs à 3 francs sur les glaces polies d'un mètre carré et plus constitue une concession véritable ; mais, pour les glaces d'un demi-mètre à un mètre, il y a aggravation. La fixation à 3 francs de la taxe spécifique équivaldrait à une augmentation de 50 p. 100, comparativement au régime actuel. MM. les Commissaires britanniques demandent s'il ne serait pas possible de conserver les quatre classes du Tarif, en maintenant la distinction entre les glaces d'un mètre carré et au-dessus et celle d'un demi-mètre à un mètre carré. Ces dernières devraient, dans cette hypothèse, n'être soumises qu'à un droit réduit.

M. Amé répond qu'il y a là une question de prix à vérifier et que les Commissaires français s'en occuperont.

Le procès-verbal de la vingt-deuxième séance est ensuite adopté.

Le procès-verbal de la vingt-troisième séance est également lu et adopté.

MM. les Commissaires britanniques demandent à faire entendre M. Brittain, expert pour l'industrie de la coutellerie.

M. Brittain est introduit et prend la parole sur l'invitation de M. le Président. Il signale l'excessive élévation des nouveaux droits de 100, 200 et 300 francs les 100 kilogrammes sur les articles de coutellerie ordinaire, dont se compose, en majeure partie, l'exportation anglaise, et qui n'ont, le plus souvent, qu'une très faible valeur. Il présente, à l'appui de cette assertion, divers échantillons et cite les prix de différents articles importés en France : par exemple, de couteaux pesant un kilogramme la douzaine et coûtant 3^f 75 la douzaine ; de rasoirs pesant également un kilogramme la douzaine et valant 4^f 15 la douzaine. Il considère que, pour des articles de cette catégorie, les droits inscrits au « *Tarif à discuter* » ont un caractère prohibitif, et il propose de les ramener au taux uniforme de 60 francs. Il ajoute que, même en adoptant cette taxation, il y aurait une choquante anomalie à faire payer 60 francs aux couteaux de poche, alors que les petits objets en acier, composés d'une matière exactement identique, ne sont taxés qu'à raison de 20 francs les 100 kilogrammes.

Il appelle, en terminant, l'attention de la Commission sur l'exagération des droits imposés aux ouvrages en étain allié d'antimoine (1).

M. Brittain se retire.

M. Amé rappelle que, depuis la clôture des Conférences de Londres, une note émanant du Gouvernement anglais et reproduisant, à l'appui de ses conclusions, des observations des couteliers de Sheffield, a été remise à MM. les Commissaires français. Après avoir examiné attentivement cette note et entendu M. Brittain, M. Amé croit devoir constater, tout d'abord, que le régime de la coutellerie fine n'est l'objet d'aucune critique. Quant à la coutellerie commune, les couteliers de Sheffield avaient basé leurs appréciations sur des articles qui ne se rencontrent sans doute pas dans le commerce ; ils avaient cité, par exemple, des ciseaux ordinaires à cinq centimes la paire. M. Brittain a fait porter ses observations sur des produits moins exceptionnels ; toutefois, il ne s'est guère occupé que de la coutellerie très

(1) Voir, à la suite du présent procès-verbal, la disposition *in extenso* de M. Brittain.

commune, oubliant que le droit de 300 francs, contre lequel il a particulièrement réclamé, a été établi non pas seulement sur la coutellerie de qualité tout à fait inférieure, mais aussi sur la coutellerie moyenne.

Sir Rivers Wilson fait remarquer que, cependant, d'après l'assertion de M. Brittain, la masse des exportations de coutellerie anglaise se composerait de coutellerie de qualité inférieure. Les échantillons qu'il a produits devant la Commission représenteraient presque la moitié des exportations de Sheffield.

M. Amé répond que M. Brittain a surtout parlé de la coutellerie très grossière cotée à des prix beaucoup plus bas qu'on ne les connaît en France. Quoi qu'il en soit, les Commissaires français n'admettent pas qu'il soit possible de ramener le droit de 300 francs au chiffre de 60 francs, proposé par M. Brittain; mais ils reconnaissent que le droit de 300 francs ne paraît pas correspondre exactement, pour certaines catégories, à l'ancienne taxe *ad valorem* de 15 p. 100, et ils se réservent d'examiner dans quelle mesure il pourrait être réduit.

M. Crowe rappelle que, d'après les estimations de M. Brittain, le droit de 300 francs n'équivaldrait jamais à 15 p. 100; il représenterait, dans les cas les plus favorables, 30 p. 100, et, pour certains articles, jusqu'à 377 p. 100 de la valeur.

M. le Président répond que ces évaluations seront examinées, et que les Commissaires français se réservent de formuler ultérieurement, s'il y a lieu, leurs propositions définitives.

Avant de reprendre la discussion des articles du Tarif français, *M. le Président* croit devoir prévenir MM. les Commissaires britanniques qu'il se propose de demander, comme les négociateurs français l'avaient déjà fait en 1877, une réduction des droits sur les vins à l'entrée en Angleterre.

Sir Charles Dilke répond qu'il prend note de cette demande.

L'examen des articles du *Tarif à discuter* est repris, aux numéros 364 et suivants (*tissus de coton*).

Sir Charles Dilke rappelle que les Commissaires britanniques avaient, dans les Conférences de Londres, demandé, en ce qui concerne les tissus écrus (numéro 364 du Tarif) : 1° le maintien de la classification actuelle; 2° une réduction de 10 p. 100 quand le Traité entrerait en vigueur et une seconde réduction de 10 p. 100 deux ans plus tard. Il exprime le désir de savoir si MM. les Commissaires français, après avoir entendu les experts anglais, n'ont pas reconnu la nécessité d'étendre les offres primitives de leur Gouvernement. Les Commissaires britanniques croient devoir insister particulièrement pour la réduction des

droits sur les tissus écrus inscrits sous le numéro 364, parce que le droit du tissu écreu est, en quelque sorte, la base de tout le Tarif des tissus de coton.

M. le Président répond que les remaniements introduits dans la première classe des tissus de coton écrus (11 kilogrammes et plus) sont loin de porter préjudice aux importateurs. Cinq numéros, il est vrai (les n^{os} 31, 32, 33, 34 et 35 fils), ont été transportés de la première catégorie dans la seconde, et ils auront ainsi à payer, au lieu de 50 francs les 100 kilogrammes, le droit de 72 francs indiqué en dernier lieu, par le Gouvernement français, comme l'extrême limite de ses concessions; mais ce même droit réduit s'applique, en revanche, à tous les tissus au-dessus de la limite de 35 fils, qui se trouvent ainsi dégrevés de 8 francs, comparativement au Tarif de 1860. Il y a là plus que compensation.

Sir Charles Dilke répond que, dans l'opinion de MM. les Commissaires anglais, il n'y aurait pas compensation.

M. Amé rappelle les considérations générales qui obligent le Gouvernement français à ne modifier qu'avec une extrême réserve la tarification des cotonnades. La production française de fils et tissus de coton ne dépasse pas 400 millions de francs par an, et elle subit, sur le marché national, une importation représentant environ 100 millions de francs, dont 40 millions de francs pour les seuls envois de l'Angleterre. On ne saurait guère imposer de nouveaux sacrifices à une industrie serrée d'aussi près par la concurrence étrangère.

Si, de cet aperçu d'ensemble du Tarif des cotonnades, on passe à l'examen détaillé des dernières propositions françaises, on reconnaît qu'elles sont loin d'aboutir toutes à des augmentations de droits. Dans la classe de 11 kilogrammes et plus, s'il y a, comme l'a expliqué *M. le Président*, une augmentation sur cinq numéros, elle est compensée par une réduction d'un dixième sur tous les numéros supérieurs au numéro 35.

Dans la classe de 5 à 7 kilogrammes, on ne constate que le maintien ou l'abaissement des droits actuels :

Pour la catégorie de 27 fils ou moins, maintien du droit de 80 francs ;

Pour la catégorie de 28 à 35 fils, réduction de 120 à 117 francs ;

Pour la catégorie de 36 à 43 fils, maintien du droit de 190 francs ;

Pour la catégorie au-dessus de 44 fils, réduction de 300 à 242 francs.

Sans doute, les mêmes compensations ne se rencontrent pas

pour les augmentations de droits portant sur la classe suivante (de 3 à 5 kilogrammes) ; mais ces relèvements de droits ne sont, comme MM. les Commissaires français l'ont déjà expliqué à MM. les Commissaires anglais, que la réparation d'une erreur commise en 1860. L'ancienne classe des tissus de 3 à 7 kilogrammes contenait, en effet, des tissus dont le droit était insuffisant à ce point qu'il équivalait à peine et restait même, dans nombre de cas, inférieur au droit afférent aux fils employés dans la fabrication de ces tissus. Ces choquantes anomalies avaient provoqué, dès l'origine, des réclamations très vives et, il faut le reconnaître, très légitimes, dont le législateur a dû tenir compte dans le remaniement du Tarif des Douanes.

Quant à la classe des tissus pesant 3 kilogrammes et moins, elle intéresse peu le commerce anglais, ce qui explique que MM. les Commissaires britanniques aient eux-mêmes proposé de la laisser en dehors des négociations.

En résumé, sans déclarer absolument inadmissible toute concession nouvelle sur les tissus de coton écrus, les Commissaires français croient devoir répéter que le terrain transactionnel est ici très limité.

Sir Charles Dilke insiste sur la nécessité de dégrèvements plus considérables. Il fait remarquer que, pour les tissus inscrits sous les numéros suivants, tels que les piqués et les basins, les anciens droits *ad valorem* ont été convertis en taxes spécifiques. Or les Commissaires britanniques ont trouvé une extrême difficulté à se rendre compte de cette conversion et à en déterminer la base. C'est pour ce motif qu'ils réclament une réduction des droits sur les tissus écrus, qui sont le point de départ de tout le reste du Tarif.

M. Marie fait remarquer que les droits applicables aux tissus brillantés et aux basins ont été calculés par un procédé fort simple. On s'est borné à appliquer à ces variétés de tissus les droits du tissu écreu augmentés d'un tant pour cent correspondant au coût de la façon supplémentaire qu'ils reçoivent et à la plus-value qui en résulte. Ce calcul a été fait avec le plus grand soin, lors de l'élaboration du Tarif Général. Le coût de cette façon supplémentaire varie suivant la nature des métiers employés, et représente de 10 à 15 p. 100 de la valeur de l'écreu ; mais c'est le chiffre le plus faible qui a été pris pour base.

M. le Président ajoute qu'il serait très facile, sans modifier les droits applicables au tissu écreu, de chercher si l'écart entre cette taxe et celle dont sont frappés les succédanés du tissu écreu tels que les piqués et les basins, correspond exactement au sur-

croit de valeur que leur confère la façon spéciale dont ils sont l'objet. On pourrait ainsi discuter utilement les droits applicables aux piqués et aux basins, sans changer le droit du tissu éçu.

Sir Charles Dilke répond que l'insistance avec laquelle les Commissaires britanniques demandent un abaissement des droits sur les tissus écus s'explique par ce fait que, pour les autres catégories de tissus, la tarification spécifique est substituée aux droits *ad valorem*.

M. le Président tient à rappeler que, sur la question de la tarification spécifique, le Gouvernement français est lié par les décisions du Parlement. La question du mode de perception des droits de Douane a été, en France, l'objet d'un examen approfondi, qui n'a pas duré moins de six années. Elle a été discutée à tous les degrés de la filière administrative et législative : par les Chambres de commerce, par le Comité consultatif des arts et manufactures, par le Conseil supérieur de l'agriculture et du commerce, par les Commissions d'enquête, par la Chambre des Députés et par le Sénat. Or, tous ces corps délibérants l'ont tranchée dans le même sens, c'est-à-dire dans le sens de la tarification spécifique. Il ne s'est pas élevé, dans les Chambres, une seule voix pour défendre le système des droits *ad valorem*.

Il est donc absolument impossible au Gouvernement d'y revenir, même partiellement.

Sir Charles Dilke rappelle que le Gouvernement anglais n'a pas fait d'objection de principe à la conversion des droits à la valeur en taxes spécifiques. Bien qu'il en connaisse toutes les difficultés, il ne refuse pas de se prêter à la transition d'un système à l'autre. Il s'abstient même, pour les articles secondaires, d'insister sur les inconvénients que le changement de tarification lui paraît pouvoir entraîner ; mais, lorsqu'il s'agit d'articles vitaux pour l'industrie anglaise, tels que les lainages et les cotonnades, il a le devoir de s'assurer que la transformation du Tarif ne leur sera pas préjudiciable. De plus, la France ayant pris l'initiative d'une modification du régime commercial établi depuis vingt ans, l'Angleterre est autorisée à demander une réduction des droits sur les tissus écus qui ne lui paraissent plus en rapport avec les conditions actuelles de la production. Du moment où MM. les Commissaires français ne peuvent pas consentir à cette réduction et qu'ils ne formulent pas d'autres propositions sur ce point, les Commissaires britanniques se trouvent dans la nécessité d'en référer à leur Gouvernement. Ils y sont d'autant plus obligés qu'ils ont à lui demander des instructions

sur la question du régime des vins français en Angleterre, qui introduit dans la négociation un élément nouveau.

M. le Président fait observer que cette question n'est pas nouvelle, car elle était comprise dans les bases posées, il y a quinze mois, par M. Léon Say d'accord avec le Cabinet de Londres. La discussion pourrait, d'ailleurs, en être remise à la fin des négociations ; en attendant, les Commissaires des deux Puissances poursuivraient utilement l'examen du Tarif français et chercheraient à se mettre d'accord sur les questions importantes qui restent encore à régler. Une suspension des travaux de la Commission présenterait, au contraire, de graves inconvénients. Elle pourrait ne pas laisser aux deux Gouvernements un délai suffisant pour achever les négociations, conclure le Traité et obtenir des Chambres l'autorisation de le ratifier avant l'expiration du délai de prorogation, qui prend fin le 8 février prochain. On se verrait donc exposé à vivre encore quelque temps sous un régime provisoire et incertain, et c'est cette incertitude que l'industrie et le commerce redoutent par-dessus tout en France. Ils aspirent depuis longtemps à un règlement définitif et durable des relations commerciales avec les Nations étrangères, particulièrement avec l'Angleterre. Si, contre l'espérance du Gouvernement et contre l'attente générale, ce résultat se trouvait retardé ou compromis par un nouvel ajournement, il se produirait une inquiétude et une sorte d'irritation qui pourraient réagir sur la marche des négociations ultérieures.

Sir Charles Dilke répond, en ce qui concerne la question du régime des vins français à l'entrée en Angleterre, qu'elle était, en effet, comprise dans les bases arrêtées, en 1880, entre M. Léon Say et le Cabinet de Londres. Mais la situation, ajoutait-il, n'est plus la même qu'à cette époque, car le Gouvernement anglais avait refusé d'admettre le principe de la conversion des droits à la valeur en taxes spécifiques. D'autre part, on se trouvait alors en présence d'une amélioration du *statu quo*, et cette amélioration signifiait, dans l'opinion du Gouvernement anglais, une réduction de droits sur les principaux produits de l'industrie britannique.

M. le Président fait observer que, si la principale base de négociation posée, en 1880, par le Gouvernement anglais était l'amélioration du *statu quo*, il a satisfaction sur les articles qui ont été, jusqu'ici, discutés par la Commission.

Sir Charles Dilke ne méconnaît pas les améliorations obtenues jusqu'à présent. Il admet que les conférences tenues depuis quinze jours ont aplani beaucoup de difficultés, et que, de part

et d'autre, on se trouve aujourd'hui plus près d'une solution favorable. Mais il reste à régler un certain nombre de questions importantes, sur lesquelles les Commissaires anglais ne peuvent prendre de décision sans en référer à leur Gouvernement, et, les membres du Cabinet anglais ne devant pas se trouver réunis avant quelques semaines, il semble préférable de suspendre les délibérations de la Commission jusqu'au moment où l'on aura pu, des deux parts, arrêter ses résolutions. Sir Charles Dilke se plaint, d'ailleurs, à déclarer que, dans sa pensée, cette suspension devrait être courte et ne pas se prolonger au-delà de quelques semaines.

M. Challemeil-Lacour pense que cette interruption des négociations, si courte qu'elle dût être, ne serait pas sans inconvénient. Il avait espéré qu'après les négociations prolongées qui ont eu lieu à Londres et celles qui se continuent à Paris depuis une quinzaine, le Gouvernement anglais aurait déjà pris des résolutions définitives.

La séance reste suspendue pendant quelques instants.

A la reprise de la séance, *Sir Rivers Wilson* appuie les observations précédentes de Sir Charles Dilke. Il importe, dit-il, de définir la situation, pour empêcher l'opinion publique de s'égarer, au sujet de la séparation momentanée de la Commission. Les Commissaires britanniques comprennent parfaitement les difficultés que rencontre le Gouvernement français, en ce qui concerne le mode de taxation, par suite des votes formels des Chambres. D'un autre côté, les Commissaires britanniques se trouvent en face d'un Tarif nouveau qui leur est proposé comme la reproduction exacte de l'ancien Tarif, sous une autre forme. Il ne leur appartient pas de refaire, après le Gouvernement français, la conversion des droits *ad valorem* en taxes spécifiques ; mais, après avoir examiné attentivement le nouveau Tarif, de concert avec les industriels anglais les plus compétents, ils sont arrivés à cette conclusion qu'il porterait un sérieux préjudice au commerce britannique. En présence de cette difficulté, il est naturel qu'ils désirent suspendre les séances et en référer à leur Gouvernement.

Sir Charles Dilke ajoute qu'il espère que cet ajournement sera court et qu'il permettra aux Commissaires respectifs de préparer l'accord pour la conclusion d'un Traité.

M. le Président répond que tel est aussi son espoir. Il regrette que MM. les Commissaires anglais ne croient pas pouvoir poursuivre actuellement les négociations jusqu'à leur conclusion définitive, et il reste convaincu qu'on aurait pu terminer, dès à

présent, l'examen des questions importantes qui restent encore à résoudre, notamment en ce qui concerne le régime des cotons.

Sir Charles Dilke répond qu'il a dû, sur ce point, réclamer d'abord une réduction des droits sur le tissu écri, parce que, d'après les assertions des négociants anglais, la conversion des droits à la valeur en taxes spécifiques sur les brillantés, les piqués, les basins et les autres tissus analogues aggraverait notablement la situation du commerce anglais.

M. Marie fait remarquer que les réclamations du commerce anglais sur ce point s'expliquent par ce fait que, sous l'empire de l'ancien Tarif, et grâce aux atténuations constatées dans les Déclarations à la valeur, les tissus brillantés n'acquittaient même pas toujours le droit afférent au tissu simple, écri ou blanchi, de même duitage.

M. Amé fait remarquer, à ce sujet, que ce qui se passe sous le régime des droits à la valeur explique bien des divergences : pour les Commissaires français, le droit *ad valorem* à comparer au droit spécifique est celui qui se trouve inscrit au Tarif ; pour beaucoup d'industriels et de commissionnaires, c'est celui qu'ils payent, en réalité, grâce à leurs procédés de Déclarations, et l'écart est trop souvent considérable.

A ce propos, *M. le Président* soumet à la Commission des échantillons de cotonnades imprimées, récemment introduites en France, et qui ont été déclarées à une valeur de 40 à 50 p. 100 au-dessous de leur valeur réelle.

A la suite de quelques autres observations échangées entre MM. les Commissaires, la Commission fixe au 24 octobre la date de la vingt-huitième séance.

Il est, en outre, convenu que la Commission se réunira le lendemain 1^{er} octobre, à deux heures, pour entendre la lecture des procès-verbaux des vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième séances.

Sir Chartes Dilke présente, au sujet des surtaxes d'entrepôt, les observations suivantes :

« En ce qui concerne les surtaxes d'entrepôt je me suis exprimé, d'une manière générale, à la seizième séance tenue à Londres. Je me suis permis d'espérer que le Gouvernement de la République trouverait moyen de supprimer la surtaxe ou de réduire le nombre d'articles auxquels elle s'applique. J'ai protesté surtout contre la perception de cet impôt sur les denrées provenant des colonies britanniques lorsqu'elles passent par un port du Royaume-Uni, tandis que les mêmes marchandises n'en sont pas frappées, si elles passent par un port d'un Pays tiers.

Ainsi il arrive que les produits du Canada importés en France par voie de Liverpool sont grevés de la surtaxe, mais qu'importés par voie de New-York, ils en sont exempts. J'ai proposé que le Gouvernement de la République affranchit de la surtaxe d'entrepôt au moins tout produit des colonies britanniques ou des Indes importé en France par la voie du Royaume-Uni et toute marchandise expédiée sous lettres d'envoi ou connaissance direct et qui ne subit qu'un simple transbordement dans les ports du Royaume-Uni.

« Cet impôt est perçu sur toutes les marchandises, sur les produits agricoles, les matières premières et les produits fabriqués. *Sir Charles Dilke* ajoute qu'il signale particulièrement au Gouvernement français les surtaxes d'entrepôt sur les graines oléagineuses, les riz et les graisses. Elles augmentent le droit actuel, la première de 20 p. 100, la seconde de 100 p. 100, la troisième de 50 p. 100. »

M. le Président fait connaître que le Gouvernement français examinera cette note et communiquera ultérieurement sa réponse à MM. les Commissaires britanniques.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : KENNEDY.

Signé : AMÉ.

Signé : CROWE.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,
RENÉ LAVOLLÉE.

ANNEXE AU N° 201.

Industrie de la Coutellerie.

Déposition de M. Brittain.

(Traduction.)

Je suis fabricant d'acier, d'outils, etc., et je n'ai qu'un très faible intérêt dans l'industrie de la coutellerie. C'est comme président de la Chambre de commerce de Sheffield et comme

représentant des fabricants de coutellerie que je viens présenter ma déposition.

Les droits du nouveau Tarif Général représentent une augmentation énorme comparativement à ceux qui sont imposés aujourd'hui aux variétés de coutellerie les plus exportées d'Angleterre en France. Il y a deux classes de coutellerie, dont je produis des échantillons, qui représentent plus du tiers et peut-être près de la moitié de l'exportation totale de la Grande-Bretagne en France; ces deux classes sont celles des couteaux de table et celle des couteaux de poche communs, avec manches en corne, en os ou en autres substances à bon marché.

Les droits du nouveau Tarif Général représentent, dans un cas, 60 p. 100, et, dans l'autre, près de 100 p. 100. On vend, à Paris surtout, une faible quantité de coutellerie chère, et, sur cette variété d'article, les droits du nouveau Tarif Général ne ressortiraient pas à une augmentation très sensible de ceux qui sont actuellement en vigueur; mais, pour la plupart des sortes courantes, ils seraient prohibitifs.

Un tableau dressé à l'appui de la présente déposition indique quels seraient les droits spécifiques qui représenteraient le droit conventionnel actuel de 15 p. 100. Il a été dressé, d'après des moyennes, de manière à comprendre toute la coutellerie en quatre classes, comme le Tarif Général. Pour y parvenir, plusieurs articles ont dû être entièrement sacrifiés, d'autres ont été favorisés. Il serait difficile, à moins de faire une autre classe, de tarifier les ciseaux en acier fondu, couteaux à découper, etc., comme ceux dont j'ai ici des échantillons.

Le droit de 60 francs proposé pour les couteaux de poche communs représenterait plutôt moins de 45 p. 100 pour les couteaux de table et plutôt plus de 15 p. 100 pour les couteaux de poche des qualités les plus courantes; mais il serait impossible de faire un Tarif représentant un taux uniforme de 15 p. 100, sans multiplier le nombre des classes.

Même à 60 francs les 100 kilogrammes, le droit serait encore beaucoup plus élevé que celui qui est actuellement imposé aux outils de pur acier, fabriqués avec une matière première souvent plus chère et qui payent seulement 20 francs.

Les couteaux et rasoirs à manche d'ivoire tiennent le milieu entre les qualités communes et les qualités fines; ils peuvent être compris dans la classe payant 120 francs, avec les *ciseaux de couturières et à ongles et autres ciseaux fins*.

Je désire aussi appeler votre attention sur les droits imposés aux objets en métal anglais et aux objets en argent allemand.

Les premiers payent 30 francs les 100 kilogrammes et les seconds 100 francs, alors que le droit sur les mêmes articles argentés est, dans les deux cas, de 100 francs. Je ne demande pas qu'il y ait des droits différents sur les articles en argent allemand argenté et sur les articles en métal anglais argenté, mais que le droit sur les articles en argent allemand non argenté soit réduit. Il y a, dans le Tarif actuel, une contradiction qui demande à être rectifiée.

N° 202

Les Commissaires Royaux au comte de Granville.

Paris, le 30 septembre 1881.

Mylord,

Nous avons l'honneur d'informer Votre Seigneurie que depuis notre arrivée à Paris pour les négociations du nouveau Traité de Commerce avec la France, nous avons tenu dix séances avec les Hauts Commissaires français, et que la Commission mixte a reçu les dépositions des Délégués anglais pour les commerces de la porcelaine, faïence, verrerie, cuirs, jute, toiles, cotons, laines et lainages, tapis, velours, coutellerie et huiles minérales.

Votre Seigneurie trouvera dans les procès-verbaux que nous lui avons envoyé les travaux de la Commission mixte et les dépositions des Délégués.

La Commission mixte a examiné certains détails du Tarif proposé pour les articles produits et fabriqués dans le Royaume-Uni; certaines concessions ont été faites sur nos représentations, ce qui sera une amélioration dans le nouveau Traité pour certains commerces et surtout pour l'industrie métallurgique.

Nous n'avons pu accepter les propositions concernant les produits de coton; à notre avis, elles n'étaient pas assez considérables d'accord avec les intérêts du commerce de notre Pays et les Déclarations du Gouvernement de Sa Majesté. En conséquence nous n'avons pas encore commencé les discussions sur les Tarifs proposés pour le commerce des laines et des lainages. Nous considérons qu'il est de notre devoir de consulter Votre Seigneurie sur les divergences d'idées qui existent entre nos Collègues français et nous concernant les produits en coton qui

doivent s'étendre selon nous aux produits de laines et de lainages.

Dès que nous avons vu les Hauts Commissaires français rejeter notre proposition sur les produits de coton, nous avons compris la nécessité d'ajourner les séances, afin que le Gouvernement de Sa Majesté puisse prendre connaissance des procès-verbaux et nous munir d'instructions. La nécessité de cette demande d'ajournement est encore augmentée par l'avis donné par M. Tirard, Ministre du Commerce de France et Président de la Commission Mixte, de l'intention qu'a le Gouvernement français de demander une réduction des droits payés sur les vins français à leur entrée dans le Royaume-Uni. Nous sommes obligés d'en référer au Gouvernement de Sa Majesté, et dans ces circonstances nous avons proposé et obtenu de nos Collègues français un ajournement de nos séances au 24 octobre afin de recevoir les instructions nécessaires sur les points que nous avons soumis dans la présente dépêche à Votre Seigneurie.

A la séance de demain (27) un ajournement jusqu'au 24 octobre sera convenu.

Nous sommes, etc.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : C. RIVERS-WILSON.

Signé : C. M. KENNEDY.

Signé : J. A. CROWE.

N° 203

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-septième séance de la Commission Mixte
tenue le 1^{er} octobre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Etaient présents :

M. le Comte de Choiseul, sous-secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

Les procès-verbaux des vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième séances sont lus et adoptés.

La Commission s'ajourne ensuite au 24 octobre.

Signé : P. TIRARD.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : AMÉ.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : KENNEDY.

Signé : CROWE.

Le Secrétaire-Rédacteur,
RENÉ LAVOLLÉE.

N° 204

M. Challeemel-Lacour à lord Tenterden.

L'Ambassadeur de France présente ses compliments à lord Tenterden et a l'honneur de lui rappeler que la Commission Mixte pour la négociation du Traité de Commerce a, dans la réunion du 30 septembre, fixé au 24 octobre prochain la date de la vingt-huitième séance.

Il s'empresse de l'informer, en outre, que la réunion se tiendra, comme précédemment, au Ministère des Affaires Étrangères, et pourrait avoir lieu à 2 heures, si les Commissaires britanniques n'y voient pas d'objection.

Londres, le 19 octobre 1881.

N° 205

Le comte de Granville aux Commissaires royaux.

Foreign Office, le 22 octobre 1881.

Gentlemen,

Le Gouvernement de Sa Majesté a pris en considération votre dépêche du 23 septembre dernier, concernant les divergences de vue entre vos Collègues français et vous, au sujet des droits sur les produits de coton. Vous avez cru nécessaire d'ajourner vos séances au 24 courant et les Commissaires français l'ont accepté, afin que vous soyez à même de recevoir les instructions de votre

Gouvernement à ce sujet. J'ai à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté approuve votre façon d'agir et porte à votre connaissance pour votre gouverne les instructions suivantes :

L'évidence donnée à la Commission Mixte par des témoins experts, qui a été confirmée par l'enquête faite par Sir C. Rivers Wilson et M. Austin Lee pendant la suspension des séances, démontre d'après l'avis du Gouvernement de Sa Majesté que les droits proposés pour les tissus de coton gris, desquels dépendent la totalité des tissus de coton, dépassent, dans certains cas, l'impôt de 15 p. 100 *ad valorem* dont ils étaient considérés comme étant l'équivalent en 1860, et dans d'autres, sont une grande augmentation sur le *statu quo*. Vous aurez donc, à la réunion du 24, à informer les Hauts Commissaires français que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut vous autoriser à accepter les présentes propositions, et qu'il espère que les Commissaires français seront à même de proposer des réductions plus satisfaisantes que celles déjà proposées.

En ce qui concerne les droits sur les laines et lainages, cette question n'ayant pas été discutée, le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas à s'en occuper, pourtant, d'après ses vues, les propositions soumises à la Commission royale devront être considérablement modifiées pour arriver à être acceptées par la Commission Mixte et par le Gouvernement.

Vous devrez de plus informer les Hauts Commissaires français que si ils ne sont pas à même d'accepter les réductions demandées par vous, le Gouvernement de Sa Majesté considère que le maintien des droits *ad valorem*, dans certaines catégories de produits, est indispensable.

En ce qui concerne les droits payés à l'entrée des vins français dans le Royaume-Uni, dans le cas où le Ministre du Commerce de France y référerait encore, vous l'informerez que le Gouvernement de Sa Majesté ne voit pas le moyen de subir le déficit que causerait cette réduction, vous ajouterez de plus que, comparés aux droits payés par les vins d'Espagne, du Portugal et de l'Italie, les droits payés sur les vins français sont si bas, que des remontrances ont déjà été faites à ce sujet par les Gouvernements de ces Pays, et que dans des négociations commerciales nouvelles avec eux, le Gouvernement de Sa Majesté sera obligé d'adopter un système qui réduirait la disproportion existant entre les deux Tarifs de droits.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 206

Les Commissaires royaux au comte de Granville.

Paris, le 24 octobre 1881.

Mylord,

Nous référant à la dépêche de Votre Seigneurie, en date du 22 courant, contenant les instructions pour notre gouverne à la reprise des séances de la Commission Mixte du Traité, nous avons l'honneur de vous informer qu'aujourd'hui Sir Charles Dilke a fait, au nom des Commissaires royaux, une déclaration concernant les droits proposés sur les produits de coton, et le maintien des droits *ad valorem*, le tout dans les termes de la dépêche de Votre Seigneurie.

M. Tirard n'a rien répondu à ce sujet, Son Excellence a pour-tant demandé quelle réponse le Gouvernement de Sa Majesté avait fait à la demande de réduction des droits sur les vins de France importés au Royaume-Uni. Sir Charles Dilke a lu et laissé une déclaration rédigée dans le sens indiqué dans les instructions de Votre Seigneurie.

Nous sommes, etc.

*Signé : CHARLES W. DILKE.**Signé : CH. RIVERS WILSON.**Signé : J. A. CROWE.*

N° 207

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-huitième séance de la Commission Mixte,
tenue le 22 octobre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, sous-secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères.

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion, à l'exception de M. Kennedy, retenu à La Haye par les travaux de la Conférence internationale pour le règlement des pêcheries.

Le procès-verbal de la vingt-septième séance est adopté.

M. le Président demande à MM. les Commissaires anglais s'ils sont en mesure de faire connaître le résultat de l'examen dont les offres du Gouvernement français ont dû être l'objet, de la part du Gouvernement britannique.

Sir Charles Dilke répond que suivant ce qui avait été convenu dans la séance du 30 du mois dernier, les Commissaires anglais ont demandé les instructions du Gouvernement de la Reine au sujet des dernières propositions de MM. les Commissaires français, relativement au régime des tissus de coton. Le Cabinet de Londres les a examinés avec le plus grand soin et il a constaté à regret qu'elles sont encore loin de répondre aux demandes qu'il avait chargé ses représentants de soumettre à leurs Collègues français. Il ne peut pas, par conséquent, autoriser les Commissaires anglais à les accepter, et il exprime le désir qu'à la suite d'un nouvel examen MM. les Commissaires français soient à même de faire des offres plus favorables. Les dépositions des industriels anglais, les calculs et les échantillons présentés à l'appui par les Commissaires britanniques démontrent que les chiffres proposés dépassent le taux de 15 p. 100 et constituent, dans nombre de cas, une forte aggravation du *statu quo*. *Sir Charles Dilke* croit devoir ajouter que lui et ses Collègues sont tout prêts à voir et à étudier les échantillons et les prix sur lesquels les rédacteurs du Tarif à discuter ont basé leurs calculs.

Le Gouvernement de la Reine a, en outre, chargé les Commissaires britanniques de déclarer que, dans le cas où les Commissaires français se trouveraient dans l'impossibilité de consentir aux réductions demandées, le maintien, par exception, des droits *ad valorem* pour certaines catégories de tissus lui paraîtrait indispensable.

Sir Charles Dilke demande ensuite à M. le Président de vouloir bien indiquer l'ordre des discussions ultérieures de la Commission. Il exprime, en outre, le désir de connaître le résultat de l'examen auquel le Gouvernement français a dû soumettre les questions réservées, notamment celles des surtaxes d'entrepôts, des peaux préparées, de la coutellerie et les autres sur lesquelles un accord n'a pu encore s'établir, par exemple le régime des fils de laine, des tapis, de certains produits chi-

miques, des teintures, des fils de bourre de soie retors, des glaces, des savons, des étiquettes, etc.

M. le Président fait connaître, en réponse, que le Gouvernement de la République a, de nouveau, recherché, pendant la suspension des négociations, les moyens de donner satisfaction aux désirs exprimés par MM. les Commissaires anglais et qu'il se trouve en mesure d'étendre encore ses concessions sur plusieurs articles.

Ainsi, dans la catégorie des produits chimiques, en outre du maintien de la franchise pour l'acide citrique liquide et des réductions de droits accordées pour l'iode, l'iode de potassium, le phosphore rouge et blanc, l'acide citrique et le chlorate de potasse (voir le procès-verbal de la dix-huitième séance), le Gouvernement français consent aux dégrèvements suivants :

N° 218. Acide gallique extrait du châtaignier et autres sucres, tannins, liquides ou concrets, extraits des végétaux	Exemption, au lieu de	1 ^f 20 les 100 kil.	
Acide nitrique.	—	2 50	—
— oléique.	—	5 00	—
— stéarique.	8 ^f 00 les 100 k. au lieu de	10 00	—
N° 236. Alun d'ammoniaque ou de potasse et sulfate d'alumine .	0 90	—	1 50 —
N° 240. Carbonate de magnésie.	Exemption au lieu de	6 25	—
N° 241. Citrate de chaux. . .	—	7 50	—

Sir Charles Dilke prend acte de ces propositions et exprime le regret qu'il ne soit pas possible à MM. les Commissaires français de consentir à une diminution des droits sur les produits chimiques dérivés de la soude.

Sur la catégorie *teintures préparées, couleurs et vernis*, M. le Président formule comme suit les nouvelles propositions du Gouvernement français :

N° 273. Outremer naturel ou factice	15 ^f 00 les 100 k. au lieu de	20 ^f 00 les 100 k.	
N° 280. Ocre broyés ou autrement préparés pour peinture.	Exemption, au lieu de	0 25	—

Pour les vernis à l'huile, le droit serait ramené, suivant l'offre faite dans la dix-huitième séance, de 40 à 30 francs.

Sir Charles Dilke demande s'il ne serait pas possible de supprimer ou de réduire notablement les droits sur les teintures dérivées du goudron de houille qui étaient admises en franchise

d'après le Tarif Conventionnel. Le commerce de ces produits tend à prendre un certain développement que l'établissement d'une taxe nouvelle risquerait d'arrêter. Ne pourrait-on, tout au moins, admettre en franchise l'alizarine dont la fabrication augmente ?

M. Amé fait remarquer qu'il n'était pas rationnel d'admettre en franchise des fabrications dérivant de produits taxés. Il ajoute que cette variété de teintures s'importe, en grande partie, d'Allemagne : en 1879, sur 4,700,000 francs d'importation, la part de l'Angleterre n'a pas dépassé 863,000 francs. Néanmoins, si, après examen, il est reconnu que les prix de base ont été exagérés, le Gouvernement français ne se refusera pas à une réduction.

M. le Président fait connaître que le Gouvernement français est disposé à réduire de 4 à 6 francs les 100 kilogrammes le droit sur l'amidon.

Sir Charles Dilke constate que, comparativement à la tarification actuelle, le droit, même ramené au taux de 4 francs, constitue encore une aggravation pour les importateurs anglais.

M. le Président continue, en ces termes, l'énumération des nouvelles concessions du Gouvernement français :

Compositions diverses et matériaux.

N° 296. — Féculs indigènes	4 ^f 00 au lieu de 6 ^f 00 les 100 kg.
N° 298. — Bougies de toutes sortes.	16 00 — 19 00 —
N° 299. — Cire et acide stéariques ou-	
vrés autrement qu'en bougies. . . .	16 00 — 19 00 —
N° 168. — Carreaux, briques et tuiles.	Exempt. au lieu de 1 ^f 00 le mille.
— Briques en terre réfractaire.	Exemption — 3 00 —

Métaux.

N° 188. — Fer en massiaux ou prismes retenant encore des scories. (Ne seront considérés comme retenant encore des scories que les massiaux ou prismes qui en contiendront au moins 4 p. 100, — au lieu de 6 p. 100.)

N° 192. — Tôles laminées ou martelées, planes de plus d'un millimètre d'épaisseur : non découpées 7^f 00 au lieu de 7^f 50 les 100 kg.

N° 192. — Tôles laminées ou martelées, planes de plus d'un millimètre d'épaisseur, découpées d'une façon quelconque 7 50 — 8 00 —

Tôles minces et fers noirs en feuilles planes d'un millimètre d'épaisseur ou moins : non découpées. 9 00 — 10 00 —

Tôles minces et fers noirs en feuilles planes d'un millimètre d'épaisseur ou moins : découpées d'une façon quelconque. 10 00 au lieu de 11 00 les 100 kg.

N° 193. — Fer étamé (fer-blanc), cuivré, zingué ou plombé. 12 00 — 13 00 —

N° 195. — Acier en barres : rails.
Ajouter les mots : *Essieux et bandages de roues bruts de forge.*

Ouvrages en métaux.

N° 452. — Machines à vapeur fixes. —
Ajouter les mots : *et locomobiles*, — avec ou sans chaudières, avec ou sans volants.

N° 455. — Machines autres qu'à vapeur, tenders de locomotives. 7^f 00 — 8^f 00 —

N° 465. — Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs. Ajouter les mots : *et chaudières à deux ou trois tubes ou bouilleurs intérieurs en fer.*

N° 488. — Autres ouvrages en métaux : en fonte moulée, non tournée, ni polie, coussinets de chemins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert . . . 2^f 50 au lieu de 3^f 00 les 100 kg.

N° 489. — En fonte moulée, ni tournée, ni polie, tuyaux cylindriques droits, poutrelles et colonnes pleines ou creuses, cornues pour la fabrication du gaz, barreaux pleins et leurs assemblages, grilles et plaques de foyers, arbres de transmission, bâtis de machines et autres objets sans ornement ni ajustage. . . . 3 25 — 3 75 —

N° 490. — En fonte moulée, non tournée ni polie, poterie et tous autres objets non désignés dans les deux classes ci-dessus. 4 00 — 4 50 —

N° 511. — Armes de commerce à feu, se chargeant par la culasse. 300 00 — 360 00 —

Sir Charles Dilke fait remarquer que, pour ce dernier article, le droit du Tarif Conventionnel ne dépasse pas 240 francs. Il y a donc, sur ce point, non pas amélioration, mais aggravation du *statu quo*.

M. le Président répond que le droit sur les armes se chargeant par la bouche n'a pas été modifié. Quant aux armes se chargeant par la culasse, l'usage en était encore, en 1860, extrêmement restreint, et elles devaient être alors considérées

comme armes de luxe. On s'explique, dès lors, qu'elles n'aient pas, à cette époque, été spécialement dénommées au Tarif. Aujourd'hui, la situation s'est absolument modifiée ; l'emploi des armes se chargeant par la culasse s'est généralisé, et leur prix de revient étant notablement supérieur à celui des armes se chargeant par la bouche, il est naturel qu'elles soient soumises à un droit un peu plus élevé. Ce droit, d'ailleurs, n'a rien d'exagéré : il était originairement de 360 francs, et le Gouvernement français offre de le réduire à 300 francs.

Sir Rivers Wilson constate que l'écart entre la taxe sur les armes se chargeant par la culasse serait, même après réduction de cette dernière, de 60 francs et constituerait une augmentation d'autant sur la situation actuelle. Il doute que la différence des prix entre ces deux variétés d'armes soit proportionnellement aussi considérable.

M. Amé répond que la proportion lui paraît exacte. Il fait, d'ailleurs, observer que les armes sont, en France, un article d'importation exclusivement belge, sans intérêt pour l'Angleterre.

Sur les articles *Cartouches de chasse, vides (enveloppes de cartouches, amorcées ou non)* (n° 514), et *Canons de fusil, bruts de forge* (n° 511), *M. Crowe* présente les observations suivantes :

« Pour les *cartouches vides*, on ne nous accorde pas le bénéfice de l'inscription au Tarif Conventionnel. On frappe les cartouches du même droit que les canons de fusil bruts de forge, c'est-à-dire de 60 francs. Pour correspondre à 10 p. 100 *ad valorem*, ce droit ne devrait pas dépasser 30 francs les 100 kilogrammes. Le taux de 10 p. 100 sur 1,000 douilles au prix de 38 francs est actuellement de 3^f 80 ; le droit de 60 francs les 100 kilogrammes équivaldrait à 7^f 68 les 1,000 douilles.

« Pour les *canons de fusil, bruts de forge*, le droit du Tarif actuel est de 20 francs ; le Tarif Général le porte à 60 francs. Ce nouveau droit nous semble très exagéré, et nous vous demandons de revenir au taux actuel ou de réduire la taxe proposée, de telle sorte que, tout en vous protégeant contre l'importation belge, elle cesse d'être prohibitive pour nous. »

M. Amé fait remarquer que les importations de cartouches vides en France sont à peu près insignifiantes et sont surtout de provenance belge. Le droit de 60 francs semble, d'ailleurs, modéré : il a été calculé avec l'intention formelle de ne pas dépasser le taux de 10 p. 100 et il est à peu près certain qu'il ne l'exécède pas, en moyenne. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'applique

indistinctement aux cartouches amorcées et aux cartouches non amorcées. Peut-être représente-t-il un peu plus de 10 p. 100 pour les cartouches non amorcées ; mais il n'atteint certainement pas ce taux pour les cartouches amorcées.

Sir Charles Dilke demande s'il ne serait pas possible de distinguer entre ces deux variétés de cartouches et de les soumettre à des droits différents.

M. Amé répond que cette distinction obligerait la Douane à des vérifications compliquées et pourrait devenir une cause d'embarras pour le commerce. Il vaudrait mieux, à son avis, maintenir la taxe unique, en la réduisant, que d'établir deux droits distincts.

Après quelques autres observations échangées entre *M. le Président* et *Sir Charles Dilke*, il est convenu que le droit sur les cartouches vides (amorcées ou non) sera ramené de 60 à 50 francs.

M. le Président reprend ensuite l'énumération des réductions de droit proposées par le Gouvernement de la République.

- | | |
|--|--|
| N° 44. — Poissons frais d'eau douce | Exemption, au lieu de 5 fr. les 100 k. |
| N° 409. — Papier dit de fantaisie, colorié, marbré, qu'il soit ou non recouvert de métal . . . | 15 francs au lieu de 25 fr. les 100 k. |
| N° 417. — Étiquettes imprimées, gravées ou coloriées . . . | Exemption au lieu de 9 fr. les 100 k. |

Sir Rivers Wilson demande si le Gouvernement français consent à adopter, pour les papiers, la classification nouvelle proposée par les Commissaires britanniques.

M. le Président répond négativement.

Sur l'article : « Peaux préparées, non dénommées, autres, » (n° 420), *M. le Président* fait connaître qu'en raison de l'importance que les Commissaires anglais paraissent attacher à une réduction considérable du droit de 50 francs, le Gouvernement français consent à le ramener à 20 francs, mais à la condition que le Gouvernement britannique veuille bien coopérer aux mesures à prendre pour empêcher que les peaux d'origine américaine ne soient introduites en France comme cuirs de provenance anglaise.

Sir Charles Dilke répond que le commerce des peaux non dénommées présente, en effet, un intérêt très considérable pour l'Angleterre, dans ses rapports avec la France. Les Commissaires britanniques ne peuvent, en conséquence, qu'accueillir

avec satisfaction la diminution proposée par M. le Président ; mais ils ne sauraient perdre de vue que le droit actuel imposé à cette catégorie de peaux préparées ne dépasse pas 10 francs et que même mitigé dans la mesure que vient d'indiquer M. le Président, le nouveau Tarif augmenterait de 100 p. 100 la taxe en vigueur. Ils ont donc le devoir d'insister encore pour que le droit soit maintenu purement et simplement à 10 francs.

M. Amé fait observer que les peaux dont il s'agit valent, en moyenne, 300 francs les 100 kilogrammes ; le droit de 20 francs ne représenterait donc pas plus de 6 à 7 p. 100.

Sir Rivers Wilson insiste sur le peu de chances qu'il y aurait de voir, comme le craignent MM. les Commissaires français, des peaux de provenance américaine s'introduire en France comme peaux anglaises. Les fabricants de cuirs les plus honorables et les plus compétents affirment qu'il est très facile de distinguer entre ces deux variétés de peaux, même corroyées.

M. le Président doute que la distinction entre ces deux variétés de peaux soit aussi facile que le supposent les industriels anglais.

M. Marie ajoute que tous les cuirs de provenance américaine ne sont pas préparés à l'hemlock. Les Américains emploient pour le tannage des peaux, des écorces de chêne et font usage des mêmes procédés que les tanneurs de France et d'Angleterre. C'est là ce qui rend les distinctions de provenance particulièrement délicates.

M. le Président demande si MM. les Commissaires anglais seraient en mesure de prouver, par la production d'échantillons, la possibilité de distinguer aisément entre les cuirs anglais et les cuirs américains.

Sir Rivers Wilson répond affirmativement. Il ajoute que ces échantillons pourraient ensuite être déposés à la Douane pour y servir de types. Les industriels anglais sont les premiers à désirer que l'on empêche l'introduction en France, comme provenances anglaises, des peaux préparées américaines ; ils acceptent d'avance l'établissement de pénalités sévères contre ce genre de manœuvres.

Sir Charles Dilke exprime de nouveau le désir et l'espoir que le Gouvernement français consente au rétablissement du droit de 10 francs les 100 kilogrammes.

M. le Président fait connaître que les Commissaires français sont en mesure d'offrir une réduction générale de 50 p. 100 des droits sur les gants (n° 424) :

Gants d'agneau ou de veau, simplement cousus	0 ^f 50 ^c au lieu de 1 ^f 00 ^c les 12 paires.	
Gants d'agneau ou de veau, simplement piqués	0 75 au lieu de 1 50	—
Gants de chevreau ou chevrette, simplement cousus	1 00 au lieu de 2 00	—
Gants de chevreau ou chevrette, simplement piqués	1 25 au lieu de 2 50	—

Sir Charles Dilke, appréciant l'ensemble des nouvelles propositions de dégrèvement formulées par M. le Président, s'exprime en ces termes :

« Nous avons reçu avec satisfaction les communications que Votre Excellence a bien voulu nous faire, au sujet des réductions des droits proposés que les Commissaires français se trouvent à même d'accorder. Mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer que, dans la plupart des cas, ces réductions intéressent plutôt les autres Puissances avec lesquelles la France négocie actuellement des traités que l'Angleterre. Quant aux concessions à nous faites, elles n'atteignent pas les chiffres que nous avons demandés et que nous avons appuyés de toutes les façons possibles. »

M. le Président fait remarquer que, sur plusieurs points, au contraire, le Gouvernement de la République propose une amélioration notable du *statu quo*. Par le compte qu'ils ont tenu des demandes anglaises, les Commissaires français croient avoir largement témoigné de leur désir d'arriver à une entente, et ils ont lieu de s'étonner de l'appréciation de M. le Sous-Secrétaire d'État.

A la suite de diverses observations échangées entre MM. le Président, Bouillat, Marie, *Sir Charles Dilke* et *Sir Rivers Wilson*, il est entendu que la question du droit afférent aux ouvrages en métaux nickelés sera réservée, jusqu'à ce que MM. les Commissaires anglais aient bien voulu préparer une note indiquant exactement sur quel genre d'articles portent leurs réclamations.

La discussion est également ajournée, en ce qui concerne les glaces d'un demi-mètre à un mètre d'épaisseur, les feutres, les semelles en tissus de jute et les futailles vides.

Sir Rivers Wilson demande la réduction du droit sur les savons alcooliques, qui a été élevé de 15 à 37^f 50.

M. le Président explique que l'on s'est borné à relever la taxe, en proportion de l'augmentation du droit sur l'alcool qui a été porté de 15 à 30 francs et que l'on répète sur le savon alcoolique qu'il sert à fabriquer.

M. Marie fait remarquer qu'en Angleterre le droit sur les

savons alcooliques a été également relevé dans des proportions considérables, par suite de la répétition du droit d'accise sur l'alcool. Un acte du 14 juillet 1876 dispose en effet « qu'à l'importation dans la Grande-Bretagne et en Irlande, les articles dans la fabrication desquels sont employés les spiritueux seront frappés, pour la quantité des spiritueux employés dans cette fabrication, du droit applicable dans le Royaume-Uni à ladite quantité de spiritueux. » En vertu de cette disposition, les ordres généraux des 6 mars et 18 juin 1880 ont frappé les savons transparents alcooliques d'un droit de 69 francs les 100 kilogrammes. On a procédé de même en France, en répétant sur le savon alcoolique les deux taxes qui grèvent l'alcool étranger : la taxe de douane et celle de consommation intérieure.

La discussion du régime de la coutellerie est ajournée. Il est convenu que MM. les Commissaires britanniques rechercheront s'il serait possible de créer une classe spéciale pour certains articles communs, sur lesquels ont particulièrement porté leurs réclamations antérieures.

La liste des principales questions qui restent à examiner se trouve, en conséquence, dressée comme suit :

- Tissus de coton,
- Tissus de laine,
- Coutellerie,
- Fils de laine,
- Tapis de laine (question de l'établissement d'une nouvelle classe pour les tapis de laine mélangée).
- Feutres et chapeaux de feutre,
- Semelles en tissus de jute,
- Futailles vides,
- Glaces d'un demi-mètre à un mètre,
- Surtaxes d'entrepôt.

M. le Président fait remarquer, en ce qui concerne les surtaxes d'entrepôt, que le Gouvernement de la République s'est borné à les rétablir aux mêmes taux qu'auparavant.

Sir Charles Dilke répond que le règlement de cette question présente un sérieux intérêt pour l'Angleterre. Comme il l'a déjà indiqué, le Gouvernement britannique ne peut admettre notamment qu'une marchandise expédiée du Canada soit plus lourdement taxée quand elle vient en France par la voie de Liverpool que lorsqu'elle arrive par la voie de New-York.

M. le Président constate que toutes les questions relatives aux relations commerciales entre la France et le Canada gagneraient à être réglées d'ensemble, soit par le traité actuellement

en discussion, soit par une convention séparée que la France serait toute disposée à négocier avec cette colonie.

M. Mariani rappelle que cette question rentre dans la catégorie des questions réservées qui ne seront abordées qu'après l'achèvement de la discussion du Tarif.

M. le Président exprime ensuite le désir de savoir quelle réponse le Gouvernement anglais se propose de faire à la demande de réduction des droits sur les vins français à l'entrée en Angleterre.

Sir Charles Dilke répond en ces termes :

« Quant à la réduction des droits sur les vins français, il est à remarquer que ces droits ont un caractère exclusivement fiscal, et le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas en mesure actuellement d'accepter la perte qu'une telle réduction entraînerait.

« Je dois ajouter que le taux minime des droits imposés aux vins français, en comparaison de ceux qui frappent les vins d'Espagne, de Portugal et d'Italie, a provoqué de vives réclamations de la part des Gouvernements de ces pays, en raison sans doute de leur caractère quasi-différentiel. Dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté entrerait en négociation avec ces Gouvernements, il est fort probable qu'ils demanderaient une modification du système actuel, afin de réduire l'écart qui existe entre les droits affectant les pays respectifs. »

M. Amé fait remarquer que l'inégalité entre les droits sur les vins français et les droits sur les vins espagnols, portugais et italiens se justifie très aisément. En effet, presque tous les vins de ces provenances expédiés en Angleterre et tirant plus de 14.9 degrés centésimaux sont des vins fortifiés artificiellement.

Sir Charles Dilke répond qu'il a été, au contraire, démontré que la force naturelle de ces vins était très supérieure à 26 degrés Sykes. Or, ils payent 2 sh. 6 pence, alors que les vins français ne payent que 1 shelling.

M. Amé conteste l'assertion de *Sir Charles Dilke*. Il est convaincu que les vins espagnols, portugais et italiens titrant naturellement 15 degrés centésimaux (26 de l'alcoomètre de Sykes) et plus sont une fort rare exception.

M. Mariani fait observer que la réduction du droit consentie en faveur des vins français a été accordée en retour d'avantages considérables faits aux produits de l'industrie anglaise, tandis que l'Espagne n'a jamais traité dans des conditions analogues avec la Grande-Bretagne.

Sir Rivers Wilson constate que non seulement l'Espagne et

le Portugal, mais encore les colonies anglaises du Cap et de l'Australie se plaignent de la situation privilégiée faite, en Angleterre, aux importateurs de vins français.

M. le Président insiste sur la nécessité d'un nouveau dégrèvement sur cet article. On ne s'expliquerait pas qu'après avoir fait des concessions considérables à l'Angleterre, les négociateurs français n'eussent pas obtenu, en retour, la diminution des droits élevés dont se trouve encore frappé, à l'entrée dans le Royaume-Uni, l'un des principaux produits du sol français.

Sir Charles Dilke ne croit pas que, sur l'ensemble du Tarif, il y ait concession de la part de la France. Pour les deux principaux articles, pour les tissus de coton et les tissus de laine, il y a, dans l'opinion des Commissaires anglais, aggravation considérable du *statu quo* ; pour les cuirs non dénommés, pour les fils retors de bourre de soie et certains produits chimiques, il y a également augmentation ; sur une partie du reste, il y a abaissement, mais peu considérable.

M. le Président conteste absolument cette assertion. Le Gouvernement français s'est efforcé, tout en rectifiant quelques erreurs sur les tissus de coton, de compenser, par des diminutions largement correspondantes, les augmentations qu'il a dû faire subir à quelques-uns de ces articles. En ce qui concerne les fils de laine, la diminution est considérable, et la conversion des droits sur les tissus de laine ne présente aucune augmentation. Le Tarif de la métallurgie a été abaissé, et, quant aux autres produits, les diminutions l'emportent de beaucoup sur les augmentations. Il y a donc, sur l'ensemble, une très notable amélioration du *statu quo*.

M. Amé rappelle que, pour être exacte, la comparaison devrait s'établir, non pas entre les propositions actuelles de la France et le Tarif Conventionnel, tel qu'il résulte de l'ensemble des Traités conclus par la France, mais entre le Tarif Conventionnel franco-anglais de 1860 et les offres présentes du Gouvernement français. Ce que le Gouvernement anglais a, en effet, constamment réclamé et ce que l'on a pu lui faire espérer, c'est la conservation du régime de 1860.

Sir Charles Dilke répond qu'il s'agit, dans la pensée du Cabinet de Londres, du maintien du *statu quo*, c'est-à-dire du Tarif Conventionnel actuel, tel qu'il résulte non seulement des Traités de 1860, mais encore de tous les Traités de commerce conclus, depuis cette époque, par la France et dont le bénéfice a été étendu à l'Angleterre, en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

M. Amé fait remarquer que ce n'est pas dans ces termes que M. Gladstone s'en expliquait tout récemment encore.

La Commission s'ajourne au lendemain mardi 25 octobre, à neuf heures et demie, pour la discussion du régime des tissus de coton.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : CROWE.

Signé : AMÉ.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

N° 208

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la vingt-neuvième séance de la Commission Mixte, tenue le 25 octobre 1881.

PRÉSIDENTE DE M. TIRARD, MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU COMMERCE.

Étaient présents :

M. le Comte de Choiseul, sous-secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais, et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

Avant d'aborder la discussion du régime des tissus de coton, *Sir Charles Dilke* exprime le désir d'obtenir de MM. les Commissaires français quelques explications complémentaires au sujet d'un certain nombre d'articles d'importance secondaire dont la tarification a été fixée ou discutée dans la dernière séance.

Sur les articles n° 195 « *acier en barres, rails* » et 474 « *machines et mécaniques : pièces détachées* », M. Crowe présente les observations suivantes :

« M. le Ministre nous a fait part d'un changement apporté à la rédaction du n° 195. On ajouterait aux mots « *acier en barres*,

rails, » ceux-ci : « *essieux et bandages de roues bruts de forge* », afin de ramener ces articles au taux de 6 francs.

« Mais, au n° 474, je trouve, sous la rubrique « *machines et mécaniques, pièces détachées* » la sous-rubrique : « *autres en fer forgé polies, limées, ajustées ou non (y compris les essieux, ressorts et bandages de roues)*, » puis la seconde sous-rubrique : « *bandages de locomotives et de wagons.* » Puis-je espérer qu'en rectifiant cette nomenclature, on mettra les objets énumérés sous le n° 474 au même taux que ceux qui viennent d'être introduits au n° 195 ? »

M. le Président répond que, du moment où le droit a été abaissé à 6 francs pour les essieux et bandages de roues en acier de première fusion, la même tarification réduite semble devoir naturellement s'étendre aux ouvrages analogues en fer forgé, pourvu toutefois qu'ils ne soient ni polis ni limés. Quant aux pièces polies ou limées, qu'elles fussent en fer ou en acier forgé, elles devraient acquitter le droit de 10 francs, réduit à 9 francs, suivant les propositions antérieures du Gouvernement français (1). Les mots « *ou non* », insérés dans l'article 474, ne paraissent s'appliquer qu'aux mots « *ajustées* » et non à ceux « *polies et limées.* » Les Commissaires français examineront, du reste, s'il y aurait lieu de modifier la rédaction de l'article, et ils se réservent de faire connaître prochainement leurs propositions.

Au sujet de l'*acide stéarique* (n° 218), M. Crowe pose la question suivante :

« Je n'ai malheureusement pas complètement saisi le sens des observations que M. le Ministre a bien voulu nous faire, quant à l'*acide stéarique*. J'ai cru comprendre qu'il avait réduit le droit sur cet article de 10 à 8 francs. Mais déjà ce droit de 8 francs se trouve au Tarif à discuter. La réduction dont on nous a parlé serait-elle autre chose qu'une constatation de la différence qui existe entre le Tarif Général et celui qu'on nous a donné, de prime abord, à discuter ? »

M. le Président répond qu'il a simplement entendu rappeler et maintenir la réduction de 10 à 8 francs du droit sur l'*acide stéarique*. Cette concession est confirmée, mais elle n'est pas étendue.

En ce qui concerne les *Teintures dérivées du goudron de houille* (nos 271 et 272), Sir Charles Dilke s'exprime en ces termes :

« Ces couleurs étaient exemptes de droit. Le droit proposé

(1) Voir le procès-verbal de la dix-neuvième séance.

(1'25 par kilogramme) est prohibitif : les prix des couleurs varient suivant leur richesse. S'il y en a quelques-unes qui dépassent 50 francs le kilogramme, la plupart sont au-dessous de 30 francs le kilogramme.

	Valeurs moyennes.	Taux du droit.
La fuchsine. . . .	15 francs le kilogramme.	8 p. 100 de la valeur.
Le ponceau	7 —	18 —
Les bruns.	6 —	21 —
Les oranges et jaunes.	6 —	21 —
Les grenats	4 —	31 —

« Le droit de 125 francs les 100 kilogrammes serait donc prohibitif pour la plupart des couleurs; un droit de 50 francs serait plus que suffisant pour protéger les fabricants français. »

M. le Président fait remarquer que les calculs présentés par *Sir Charles Dilke* portent exclusivement sur les couleurs à bon marché. Il y a des couleurs d'un prix beaucoup plus élevé qui n'y sont pas comprises.

Sir Charles Dilke répond que les couleurs citées par les Commissaires britanniques sont celles qui intéressent le plus le commerce anglais.

M. Marie rappelle que, dans la rédaction originaire du Tarif Général, les droits devaient être établis sur les teintures vertes, violettes ou bleues tarifées à 300 francs les 100 kilogrammes, et sur les autres teintures soumises à un droit de 100 francs les 100 kilogrammes. On a renoncé à cette classification basée sur la nuance, et l'on s'est arrêté à la division des teintures dérivées du goudron de houille en deux classes : celle des couleurs sèches et celle des couleurs en pâte renfermant au moins 50 p. 100 d'eau, taxées les unes à raison de 125 francs, les autres à raison de 70 francs les 100 kilogrammes. Dans leurs appréciations, MM. les Commissaires anglais semblent avoir complètement négligé cette dernière catégorie.

Sir Charles Dilke répond que les teintures importées d'Angleterre en France sont sèches et non pas en pâte, de sorte qu'elles doivent payer le taux de 125 francs les 100 kilogrammes.

M. le Président demande que la question soit réservée.

Sir Charles Dilke exprime le désir de savoir si MM. les Commissaires français sont en mesure de faire connaître leurs propositions, en ce qui concerne les droits sur les glaces polies ou brutes d'un demi-mètre à un mètre carré, dont les Commissaires anglais avaient réclamé l'abaissement.

M. Amé répond qu'après un nouvel examen de la question,

les Commissaires français ont reconnu la possibilité d'effectuer, sur cette catégorie de glaces, une réduction de 25 p. 100 à peu près correspondante à celles auxquelles ils ont déjà consenti, pour les glaces de dimensions supérieures. Le droit sur les glaces polies d'un demi-mètre à un mètre carré se trouverait ainsi ramené de 3 francs à 2^{fr} 75, et le droit sur les glaces brutes de la même classe de 1 franc à 75 centimes. Ainsi diminuées, les taxes spécifiques établies sur ces glaces ne dépasseraient certainement pas 10 p. 100.

Sir Charles Dilke prend acte de ces propositions, mais ne croit pas qu'elles paraissent suffisantes au Gouvernement britannique.

M. Marie annonce que, pour les *futailles vides*, les Commissaires français sont en mesure de consentir aux dégrèvements suivants :

N° 524. Futailles vides, neuves, montées ou démontées, cerclées en bois. Exemption, au lieu de 2^{fr} 00 les 100 k.
— en fer. 1 franc 2 50

Sir Charles Dilke déclare considérer cette question comme réglée.

Sir Rivers Wilson rappelle que, dans la précédente séance, MM. les Commissaires français avaient invité les Commissaires anglais à indiquer, pour la coutellerie, une classification nouvelle permettant de soumettre à des droits réduits certains articles à bon marché sur lesquels le droit de 300 francs avait paru au Gouvernement britannique peser trop lourdement. Pour répondre à ce désir, *SIR RIVERS WILSON* propose la tarification suivante, qui a de l'analogie avec d'autres Tarifs et qui sauvegarderait suffisamment les intérêts de la production à bon marché :

N° 485. — COUTELLERIE.

Fine. — Couteaux de table et à dessert; canifs; couteaux de poche; services à découper et rasoirs avec manches en écaille ou nacre, ou en métal doré ou argenté.

Ciseaux de couturières, à ongles et autres ciseaux fins

Commune. — Couteaux de table et à dessert; fourchettes; couteaux de poche; canifs; services à découper et rasoirs avec manche en corne, en os, en bois, en baleine, en celluloïde ou en autres matières analogues.

Lames seules pour *idem*

Manches seuls pour *idem*

Ciseaux de tailleurs et couteaux de bouchers, de cuisine, à pain, et avec gaine

DROITS PER 400 KILOGRAMMES	
fr.	c.
300	00
120	00
60	00
40	00

MM. les Commissaires français répondent qu'ils feront connaître ultérieurement leurs contre-propositions.

Le régime des tissus de coton à l'entrée en France étant ensuite remis en discussion, M. le Président demande à MM. les Commissaires britanniques de vouloir bien entendre un expert français, M. Gustave Roy, Président de la Chambre de commerce de Paris, qui sera en mesure de fournir à la Commission de très utiles éclaircissements.

M. Gustave Roy est introduit et présenté à la Commission.

M. Crowe développe les considérations suivantes :

« N° 364. — Lorsque mon collègue, M. Baxter, présenta ses premières observations sur les cotonnades aux Conférences de Londres, M. Amé lui répondit qu'il ne croyait guère possible de régler la question des tissus de coton, tant que l'accord ne serait pas établi sur les filés.

« Messieurs, l'effort que nous avons fait pour établir l'accord sur les filés n'a pas abouti, puisque nous ne pouvons pas accepter comme satisfaisants le maintien du *statu quo* sur les fils simples et les faibles réductions qu'on a bien voulu faire sur les retors. — Nous arrivons maintenant de nouveau aux cotonnades, avec le désir d'obtenir quelque chose de plus que ce que vous nous avez offert jusqu'ici. Sur ce terrain encore, M. Amé a bien voulu nous dire que, sans déclarer absolument inadmissible toute concession nouvelle, les Commissaires français croient le terrain transactionnel très limité. Je serais au désespoir s'il en était absolument ainsi. Je vous ai parlé, à Londres, des droits sur les tissus écrus, et, après délibération, vous avez réduit le droit à 50 francs, pour les tissus au-dessous de 30 fils, et pour les tissus de 31 fils et plus, de 80 à 72 francs. Mais, dans cette transaction, vous n'avez pas tenu compte de nos observations qui portent, d'abord, sur ce qu'en changeant la catégorie de 35 fils et moins et 36 et plus en 30 et moins et 31 et plus, pour la classe de 11 kilogrammes et plus, vous nous faites un tort considérable que la réduction de 80 à 72 francs ne répare nullement. Déjà, nous trouvions que les droits de 50 et 72 francs étaient beaucoup trop élevés pour le tout; mais le maintien de la classification est une chose encore bien plus sérieuse. Elle augmente, pour toute une série de nos produits, les droits du Tarif Conventionnel; elle est prohibitive non seulement pour les tissus ordinaires que leur poids exclut du marché, mais par répercussion, pour les blanchis, les teints, les imprimés, dont les droits sont fixés en partie sur la base des écrus et en partie *ad valorem*.

« Sur la classe de 7 à 11 kilogrammes, nous sommes aussi

peu satisfaits des réductions proposées de 68, 40 et 180 francs que de celles de la classe au-dessous de 11 kilogrammes. Déjà, les tissus passibles du droit actuel de 50 francs payent, à la valeur, 16, 19, 20, 22 p. 100; ceux aux droits de 80 francs, 18, 21, 24 p. 100; mais ceux qui payeront désormais, si vous ne nous faites pas de concessions, de 68^{fr} 40 à 180 francs, seront imposés de 23 p. 100 et plus, jusqu'à ce qu'en descendant dans les catégories de moindre poids, nous retrouvions les chiffres exorbitants de la classe de 3 à 5 kilogrammes, où les charges actuelles se trouvent presque doublées.

« N° 365 — Messieurs, les blanchis sont soumis, en ce moment, à deux sortes de droits. Les tissus fins, chargés moins relativement que les tissus plus grossiers, n'en payent pas moins 15, 18 et 21 p. 100 de la valeur, tandis que les sortes grossières payent jusqu'à 21 p. 100 *ad valorem*. Par le fait des augmentations qui vont frapper les écrus, la position des blanchis va être aggravée de telle sorte que la charge sera positivement intolérable. C'est pour cela que nous vous demanderons non seulement de réduire les droits sur les écrus, mais encore de réduire l'augmentation, pour le blanchissage, de 15 à 10 p. 100.

« N° 366. — Ici, nous passons sur les « *teints en rouge d'Andrinople* » que vous avez bien voulu assimiler aux « *autres teints* », et nous vous demandons, comme pour les blanchis, une diminution de l'augmentation afférente à la teinture. Les 15 p. 100 que vous imposez sur la teinture dépassent de beaucoup la protection qu'on voudrait accorder à la main-d'œuvre : 10 p. 100 serait plus équitable, en tenant compte toujours des diminutions que nous demandons pour les écrus. Si vous ne teniez pas compte de ces derniers, nous trouverions 10 p. 100 encore trop élevé.

« N° 367. — Je vous ai déjà signalé, à Londres, comment les nouveaux droits pèseraient sur les cretonnes imprimées. Nous importons, en cretonnes imprimées, à peine pour £ 250,000 (6,250,000 francs) en France, aux droits actuels de 15 p. 100 *ad valorem*.

« Le système d'après lequel on nous demande d'augmenter les droits est non seulement difficile à comprendre, mais il nous semble vicieux. On pourrait nous donner 60 francs pour le tout ou de 53 à 216 francs par 100 kilogrammes, et calculer les droits par mètre carré, en nous donnant les droits sur les écrus plus 10 p. 100. Nous croyons, en effet, qu'il sera impossible de déclarer le nombre des couleurs, à cause des superpositions et qu'il vaudrait mieux biffer cette partie du Tarif, au si bien que

celle qui consiste à compter les fils dans des articles de fantaisie où le comptage est impossible, selon nous. En tout cas, le Tarif à discuter équivaut, pour nous, à une augmentation qui, dans certains cas, n'est que de 33, mais qui souvent va jusqu'à 160 p. 100.

« N^{os} 368, 369. — Sous ces deux rubriques, Messieurs, vos propositions offrent des surcharges considérables. Nous ne vous demandons que le *statu quo*. Si l'on allait au-delà, on mettrait fin à nos affaires, qui déjà sont en déclin, grâce à la concurrence active de Roubaix, Amiens et Lyon.

« Pour les *velours écrus*, l'augmentation que vous nous faites subir ne représente pas moins que la différence entre 3 3/4 d. et 6 1/4 d. par livre, et le Tarif nouveau établit un droit à peu près égal au prix de la main-d'œuvre.

« Sur les *cords*, l'augmentation que vous nous proposez équivaut, de même, à une différence entre 2 5/8 d. et 4 3/8 d. par livre.

« N^o 370. — Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit à Londres sur les tissus fabriqués avec des fils teints. Vous semblez faire une concession, lorsque vous réduisez l'augmentation de 60 francs à 50 francs; mais, à ce taux, les zéphyrs payeront encore 78 p. 100, et les Orléans, 28 à 67 p. 100 de plus qu'ils ne payent, à l'heure qu'il est.

« Le droit devrait être le même que celui que nous proposons pour les imprimés, c'est-à-dire le droit des écrus, plus 10 p. 100.

« Il y a une différence notable entre le droit actuel, qui est le même que celui des tissus teints et le droit proposé. »

M. le Président fait connaître que, sur l'ensemble de l'article « *tissus de coton écrus, simples, unis* », le Gouvernement français consentirait à remanier comme suit les taxes inscrites au Tarif Général démajoré :

PREMIÈRE CLASSE.

Au-dessus de 11 kilog.	30 fils et moins.	50 francs.
—	31 fils et plus . .	72 francs au lieu de 80 francs.

DEUXIÈME CLASSE.

De 7 à 11 kilogrammes	35 fils ou moins.	60 francs au lieu de 76 francs.
—	36 à 43 fils . . .	100 francs.
—	44 fils et plus . .	180 francs au lieu de 290 francs.

TROISIÈME CLASSE

De 5 à 7 kilogrammes,	27 fils et moins.	80 francs.
—	28 à 35 fils . . .	117 francs au lieu de 120 francs.
—	36 à 43 fils . . .	190 francs.
—	44 fils ou plus . .	242 francs au lieu de 300 francs.

QUATRIÈME CLASSE

De 3 à 5 kilogrammes, 20 fils et moins.	110 francs au lieu de 185 francs.
— 21 à 27 fils . . .	148 — 185
— 28 à 35 fils . . .	193 — 242
— 36 à 43 fils . . .	270 — 338
— 44 fils ou plus . .	403 — 504

M. le Président ajoute qu'il a déjà été répondu en grande partie, par avance, aux observations de *M. Crowe*. Comme les Commissaires français l'ont indiqué dans les Conférences de Londres, comme *M. Amé* et *M. le Président* lui-même l'ont dernièrement rappelé dans la vingt-sixième séance, le nouveau Tarif proposé n'a relevé les droits du Tarif Conventionnel que pour la classe des tissus de 3 à 5 kilogrammes, sur laquelle une erreur manifeste commise en 1860 appelait nécessairement une rectification. Pour toutes les autres classes, il y a plutôt réduction qu'augmentation. Dans la première classe, la limite entre la catégorie supérieure et la catégorie inférieure a été reportée de 35 à 30 fils; il en résulte que cinq numéros (31, 32, 33, 34 et 35 fils) auraient ainsi à payer, au lieu de 50 francs les 100 kilogrammes, le droit de 72 francs; mais ce même droit réduit s'applique, en revanche, à tous les tissus au-dessus de la limite de 35 fils, c'est-à-dire à huit ou dix numéros, qui étaient jusqu'ici taxés à raison de 80 francs et qui se trouvent ainsi dégrevés de 8 francs, comparativement au Tarif de 1860. Il y a là compensation plus que suffisante.

Dans la deuxième classe (de 7 à 11 kilogrammes), les droits actuels sont maintenus ou réduits.

Dans la troisième classe (de 5 à 7 kilogrammes, formée par le dédoublement de l'ancienne classe de 7 à 3 kilogrammes), les droits du Tarif Conventionnel sont également maintenus ou même réduits.

Ceux de la nouvelle classe (la quatrième comprenant les tissus de 3 à 5 kilogrammes), ont été augmentés; mais le relèvement du Tarif était indispensable sur ce point, car le tissu de cette catégorie est actuellement taxé à un prix inférieur à celui que payent les fils qui le composent. Du reste, d'autres Pays, bien autrement intéressés dans cette question que l'Angleterre, ont reconnu la légitimité de ce remaniement. Tenant compte, d'ailleurs, des observations qui lui ont été présentées au sujet de l'échelle des droits dont se compose cette classe du Tarif, le Gouvernement français a recherché s'il n'y aurait pas lieu de soumettre à un droit réduit certaines variétés inférieures des tissus qu'elle comprend, et il a créé une catégorie nouvelle comprenant

les tissus de 20 fils et moins pesant de 3 à 5 kilogrammes et taxée à raison de 110 francs, au lieu de 185 francs. Cette concession, très appréciable, serait naturellement étendue au commerce anglais.

M. Gustave Roy, invité ensuite à prendre la parole, fait remarquer que la classe de tissus de coton écrus qui intéresse surtout l'Angleterre est celle des tissus de 7 à 11 kilogrammes. L'importation de Manchester en France se compose à peu près exclusivement de tissus de cette classe; elle comprend : les « *domestics* » pesant tous 11 kilogrammes et plus, et comptant moins de 31 fils; les « *t. cloths* » et les « *shirtings* » qui rentrent dans la classe de 7 à 11 kilogrammes. Or, les droits afférents à ces tissus n'ont subi aucune augmentation; ils ont même été réduits d'un dixième (de 200 à 180 francs) pour une des catégories, celle des tissus comptant 44 fils et plus. Dans d'autres parties du Tarif pour les tissus de 3 à 5 kilogrammes, des considérations d'équité ont nécessité des relèvements de droits, qui, d'ailleurs, n'atteignent le commerce anglais que dans une proportion insignifiante; sur la classe de 7 à 11 kilogrammes, au contraire, il a été possible de maintenir le régime actuel, notamment le droit fondamental de 60 francs sur les tissus de 35 fils ou moins, les intérêts du commerce britannique ne semblent donc pas atteints.

M. Crowe répond que ce droit de 60 francs lui-même est jugé trop élevé et rend les affaires très difficiles. Il en est de même, du reste, pour la taxe de 100 francs maintenue dans la seconde classe, et que les Commissaires anglais avaient cru pouvoir s'attendre à voir diminuer.

Sir Rivers Wilson ajoute que, par suite de la baisse des prix, les droits imposés aux tissus de 7 à 11 kilogrammes dépassent de beaucoup le taux de 15 p. 100 adopté en 1860; ils représentent, selon les catégories, 18, 20, 28 et 18 p. 100.

M. Amé fait observer qu'ils n'empêchent cependant pas le commerce anglais d'importer en France pour 4 millions de francs environ de ces tissus.

Sir Rivers Wilson présente un certain nombre d'échantillons de cotonnades de cette classe qui auraient à supporter des droits atteignant les proportions qu'il vient d'indiquer.

Ces échantillons sont remis à *M. Gustave Roy* qui se réserve de les soumettre à un examen dont le résultat sera porté ultérieurement à la connaissance de la Commission.

M. Gustave Roy fait, d'ailleurs, observer que, fût-on animé de convictions libre-échangistes, on doit tenir compte des cir-

constances et des possibilités. Or, il ne faut pas perdre de vue qu'en raison des dispositions actuelles et de la situation de l'industrie cotonnière, il serait très difficile de ne pas rectifier, sur la troisième classe, le Tarif Conventionnel. En voulant le réduire, on s'exposerait presque infailliblement à un échec.

Sir Rivers Wilson constate que, sous l'empire du Tarif Conventionnel actuel, les importations de tissus de coton anglais en France vont déclinant. Cette diminution devrait rassurer l'industrie cotonnière française.

M. le Président répond que la décroissance des importations anglaises s'explique par ce fait que la fabrique française, notamment dans la région vosgienne, maintient ses prix de vente presque au-dessous du prix de revient, pour empêcher une invasion de tissus anglais. Les prix du marché anglais règlent constamment les prix du marché français, et ces derniers prix, comme le prouvent les assertions des industriels les plus dignes de foi, corroborées par la production de leurs factures et de leurs correspondances, sont des prix exceptionnels, des prix de crise dont on ne saurait tirer argument.

Sir Rivers Wilson objecte que la masse de la population profite de cette concurrence, grâce à laquelle elle peut se procurer les étoffes à meilleur marché.

M. le Président répond que cette concurrence ne peut se continuer qu'à la condition que l'industrie cotonnière française soit préservée de la ruine dont elle serait menacée, si les droits du Tarif Conventionnel sur les tissus de coton étaient aujourd'hui abaissés; lorsqu'elle aurait disparu, les producteurs étrangers, maîtres du marché français, ne tarderaient pas à relever leurs prix, et ainsi seraient perdus, pour la masse de la population française, les avantages dont *Sir Rivers Wilson* vient de parler. *M. le Président* ajoute que l'industrie cotonnière est évidemment en décadence : le nombre des broches, celui des métiers diminue, les salaires ont une tendance à la baisse. Découvrir une industrie ainsi menacée serait risquer de la sacrifier.

Sir Rivers Wilson fait observer que les avantages de la concurrence seraient également perdus pour le public français, si l'élévation des droits de douane excluait les produits étrangers du marché français.

M. Crowe insiste sur les augmentations de droits que consacre le nouveau Tarif Général, par suite du dédoublement de l'ancienne troisième classe. Il admet qu'une partie considérable des importations de tissus de coton anglais en France se compose de tissus de 7 à 11 kilogrammes, mais il tient à constater que le

commerce anglais est néanmoins intéressé à ce que le régime des autres classes de tissus, notamment des tissus au-dessus de 11 kilogrammes et de ceux de 3 à 5 kilogrammes, ne soit pas aggravé.

M. Marie fait remarquer que, si le dédoublement de l'ancienne classe de 3 à 7 kilogrammes a eu pour conséquence un relèvement des droits sur les tissus de 3 à 5 kilogrammes, elle a, par contre, abouti à une réduction du Tarif Conventionnel sur les tissus de 5 à 7 kilogrammes qui intéressent davantage l'Angleterre.

M. Crowe répond qu'il n'y a pas compensation, le dégrèvement d'une catégorie étant bien moindre que l'augmentation des droits sur l'autre.

M. Gustave Roy insiste sur ce fait que le dédoublement de la classe de 3 à 7 kilogrammes profitera surtout à l'Angleterre; en effet, les tissus de Glasgow, les seuls tissus fins qu'elle importe en France, rentrent dans la catégorie des tissus de 5 à 7 kilogrammes dont les droits ont été diminués.

M. Crowe répond que ces tissus sont précisément ceux que l'industrie française importe sur le marché de Glasgow.

M. Gustave Roy le conteste. D'après ses informations, les tissus expédiés de France à Glasgow sont des tarlatanes qui pèsent moins de 3 kilogrammes. Les tarlatanes importées en France proviennent, en général, de la Suisse : quant aux tissus fins anglais qui entrent en France, ils pèsent presque tous plus de 5 kilogrammes.

Sir Rivers Wilson fait observer que la première classe (tissus de 11 kilogrammes et moins) présente également beaucoup d'intérêt pour l'industrie anglaise qui emploie, pour les impressions, des tissus de cette qualité. Or, le déplacement de la limite des catégories dans cette classe porte préjudice au commerce britannique, parce qu'elle a précisément pour effet de faire passer dans la catégorie supérieure les numéros les plus importants.

M. Gustave Roy répond que les tissus servant à l'impression, c'est-à-dire les cretonnes, comptent, en général, moins de 30 fils aux 5 millimètres carrés.

M. Marie insiste sur ce fait que le déclassement dont se plaignent MM. les Commissaires britanniques a eu pour objet d'empêcher que des tissus de finesse moyenne comme les calicots et des tissus moins duités, tels que les cretonnes, ne fussent, comme ils l'avaient été jusqu'ici, confondus dans la même classe. Il en résultait que la même catégorie comprenait des tissus communs,

d'une valeur de 2'30 le kilogramme, et des tissus de qualité supérieure, plus fortement duités et valant de 4 francs à 4'50 le kilogramme. En remaniant les catégories de la classe des tissus pesant 11 kilogrammes et plus, on a cherché seulement à mettre le Tarif en harmonie avec les faits.

Pour ce qui concerne les *tissus de coton imprimés* (n° 367), M. le Président fait connaître la nouvelle tarification proposée par le Gouvernement français.

La surtaxe afférente au rouge d'Andrinople serait supprimée ; la rubrique « *doublures* » disparaîtrait ; la surtaxe d'impression serait perçue non plus aux 100 mètres de longueur, mais aux 100 mètres carrés ;

Enfin, elle serait réduite de 3 francs (droit du Tarif à discuter) à 2 francs pour les impressions de 1 à 2 couleurs, de 5 à 4 francs pour les impressions de 3 à 6 couleurs, et de 8 francs à 7'50 pour les impressions de 7 couleurs et plus.

M. Gustave Roy fait ressortir le caractère libéral de cette tarification qui est particulièrement favorable aux imprimés anglais, dont la largeur varie, en général, entre 75 et 80 centimètres, et il exprime la conviction que les droits ainsi réduits sont certainement inférieurs à 15 p. 100.

M. Crowe remercie M. le Président de ces propositions qui vont, jusqu'à un certain point, au-devant de ses demandes, sans y répondre complètement.

Sur les articles 368 et 369, *velours façon soie* dits *velvets*, et *autres, cords, moleskines*, M. Gustave Roy fait remarquer que l'on s'est borné, suivant la demande très légitime des fabricants d'Amiens, à mettre le droit afférent aux velours en harmonie avec la tarification des autres tissus de coton. Sous l'empire du Tarif de 1860, cette parité de traitement n'existait pas, et les velours se trouvaient relativement moins protégés que les tissus simples unis dont ils n'étaient que les dérivés. Il est naturel que l'on ait fait disparaître cette anomalie.

Sir Rivers Wilson répond que, dans l'opinion des négociants anglais, les droits nouveaux sont très exagérés et rendraient la continuation du commerce impossible.

M. Crowe estime que, pour les *velvets*, les droits seraient portés de 3 3/4 d. à 6 1/4 d. la livre, et sur les *cords*, de 2 1/2 d. à 4 3/8 d. la livre.

M. Marie explique comment seraient calculés les droits sur les *cords* et *moleskines*. Ces articles seraient taxés comme tissus pesant 11 kilogrammes et plus et comptant plus de 36 fils. Ils auraient ainsi à payer, à l'état écriu, le droit réduit de 72 francs

les 100 kilogrammes; teints, ils acquitteraient le même droit, plus 25 francs de surtaxe de teinture, soit, en tout, 97 francs. Pour les *velvets*, le droit, qui reste à déterminer, serait fixé de la même manière et en conservant l'écart qui, dans l'ancien Tarif, existait entre les droits afférents aux *cords* et aux *velvets*.

On se borne donc, sur ce point, à faire rentrer, pour ainsi dire, dans le droit commun des tissus qui s'en trouvaient exclus, bien que fortement duités et exigeant une main-d'œuvre considérable. Il était impossible de ne pas réparer cette erreur évidente.

M. *Crowe* estime que l'augmentation du droit sur les numéros 31, 32, 33, 34 et 35 fils, de la classe de 11 kilogrammes, porte préjudice aux importateurs de velours et de *cords*.

M. *Gustave Roy* répond que les tissus compris sous les numéros 368 et 369 se fabriquent avec des écrus de 35 fils et plus. L'augmentation du droit sur les numéros 31 à 35 ne les atteint donc pas. Il ajoute que, l'opération de la coupe faisant perdre une partie des velours fabriqués, il y avait encore, de ce chef, une nouvelle cause d'infériorité pour cette catégorie de tissus.

MM. les *Commissaires anglais* déclarent prendre acte de ces diverses propositions et réserver d'y répondre dans la prochaine séance.

La suite de la discussion du régime des tissus de coton à l'entrée en France est renvoyée au lendemain mercredi 26 octobre, à neuf heures et demie.

Signé : P. TIRARD.

Signé : CHARLES W. DILKE.

Signé : HORACE DE CHOISEUL.

Signé : CH. RIVERS WILSON.

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

Signé : CROWE.

Signé : AMÉ.

Signé : MARIE.

Signé : MARIANI.

Signé : BOUILLAT.

Le Secrétaire-Rédacteur,
RENÉ LAVOLLÉE.

ERRATUM.

Page 94. — Au lieu de *11 juillet 1881* lire *11 juin 1881*.

TABLE

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES

LE LIVRE BLEU

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE CONCERNANT LE RENOUELEMENT DES TRAITÉS DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE.

1881

Juin.	18	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Londres. Onzième séance. Procès-verbal. Discussion du projet de Tarif à l'entrée en France (suite) : réponse de M. Baxter aux propositions de MM. les Commissaires français concernant les fils et tissus de lin. Régime des tissus de coton : basins, etc. Guipures et couvertures. Tissus de coton : reprise de la discussion générale. Tissus fabriqués avec des fils teints. Observations au sujet des expertises	5
—	21	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Londres. Douzième séance. Procès-verbal. Discussion du projet de Tarif à l'entrée en France (suite) : fil de laine; discussion générale. Fils de laine peignés et cardés à la fois. Observations générales	18
—	21	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Envoi d'un article de la « <i>République française</i> ». Nécessité de signer un Traité fixant les conditions générales et de régler après la clôture du Congrès les détails d'applications.	27
—	21	Annexe à la précédente. — Extrait de la <i>République française</i>	28
—	23	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Londres. Treizième séance. Procès-verbal. Observations de M. Challemel-Lacour. Discussion du projet de Tarif à l'entrée en France (suite) : tissus de coton; demandes de l'Angleterre. Tissus de laine : discussion générale. Tapis. Couvertures	30

Juin	23	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à lord Lyons. Entrevue avec M. Amé. Négociations peu satisfaisantes des deux Gouvernements sous la pression des fabricants. Indignation causée en Angleterre après la visite de M. Léon Say. Réponse de M. Amé. Clause proposée de Nation la plus favorisée.	44
—	24	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Dépôt par M. Tirard à la Chambre des députés d'un projet de loi relatif à la prolongation des Traités de commerce. Observations	47
—	25	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Londres. Quatorzième séance. Procès-verbal. Discussion du projet de Tarif à l'entrée en France (suite) : fils de bourre de soie et soieries. Papier et ses applications. Règlement de l'ordre du jour. Observations générales	47
—	28	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Londres. Quinzième séance. Procès-verbal. Discussion du projet de Tarif à l'entrée en France (suite) : machines agricoles. Châles de l'Inde. Peaux et pelleteries ouvrées. Tresses et chapeaux de paille.	56
—	29	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Entrevue avec M. Barthélemy St-Hilaire, la Commission semble disposée à accepter les déclarations, autorisant le Gouvernement à prolonger les Traités pendant trois mois	68
—	30	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Londres. Seizième séance. Procès-verbal. Discussion du projet de Tarif à l'entrée en France (suite) : aciers. Pièces détachées de machines. Pelles d'acier, machines et mécaniques. Grillages de fer. Aiguilles à coudre, vis de bois et pitons. Tubes en fer étirés et soudés. Ouvrages en fer et en fonte. Ouvrages en nickel. Boutons. Réponse générale des Commissaires français sur les aciers, ouvrages en métaux et boutons. Coutellerie. Cordages. Tissus élastiques. Tabletterie d'ivoire et de nacre. Peignes en caoutchouc. Toiles cirées de coton. Chapeaux en toile cirée doublés de laine. Filets de pêche en coton. Bateaux de rivière. Parapluies. Note de Sir Charles Dilke relative à diverses questions générales : courtage maritime; surtaxes d'entrepôt; primes à la marine marchande; primes sur les sucres; expertises en douane; convention consulaire; brevets d'invention; pêcheries; négociations coloniales. Réponse provisoire de MM. les Commissaires français à la note de Sir Charles Dilke : M. Challemel-Lacour, sur les pêcheries, les primes à la marine marchande et le régime des sucres. M. Amé : régime des sucres; expertises en douane. Suspension des conférences. Déclaration de M. Challemel-Lacour. Réponse de Sir Charles Dilke. Indication de la date des réunions ultérieures. Communication officieuse des réponses du Gouvernement français	69

Juillet.	6	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Envoi de l'exposé des motifs et du projet de loi pour la prolongation des Traités de commerce	90
		Annexe à la précédente. — Extrait du <i>Journal Officiel</i> du 2 juillet 1881. Projet de loi relatif à la prorogation des Traités de Commerce présentée au nom de M. Jules Grévy, président de la République française, par M. Tirard, ministre de l'agriculture et du commerce et par M. Barthélemy St-Hilaire, ministre des Affaires Étrangères	91
—	7	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Le projet de loi a été voté. Le Gouvernement est autorisé à proroger pour trois mois les Traités et Conventions de commerce. Incident à la Chambre des députés.	92
—	11	<i>Grande-Bretagne.</i> Les Commissaires royaux au comte de Granville. Rapport sur les seize séances de la Conférence de Londres. Concessions obtenues et acceptées. Différends sur certains points, produits de coton et de laine. Appréciations. Proposition des Commissaires français de renouer à Paris les négociations à la fin du mois. Observations. Envoi des procès-verbaux et d'un relevé comparatif des propositions inscrites au « Tarif à discuter » et des demandes des Commissaires royaux.	94
		Annexe à la précédente. Relevé comparatif des propositions inscrites au « Tarif à discuter » et des demandes de MM. les Commissaires anglais	97
—	13	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Le projet de loi a été voté par le Sénat	105
—	21	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Adams au comte de Granville. Envoi du <i>Journal Officiel</i> contenant la promulgation par le président de la République de la loi pour la prolongation pendant trois mois des Traités de Commerce.	105
		Annexe à la précédente. Extrait du « <i>Journal officiel</i> » du 21 juillet 1881. Loi relative à la prorogation des Traités de Commerce	106
—	23	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Le comte d'Aunay au comte de Granville. Demande que la Commission anglaise reprenne les négociations relatives au Traité de Commerce le 1 ^{er} août prochain	106
—	23	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville au comte d'Aunay. Accusé réception de la note en date de ce jour. Demande d'éclaircissements	107
—	26	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Entrevue avec l'Ambassadeur de France, les concessions accordées par la France sont considérables d'après M. Challemel-Lacour. Propositions	108
—	26	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Adams au comte de Granville. M. Barthélemy St-Hilaire a dit devoir envoyer ce jour à M. Challemel-Lacour une note de M. Tirard donnant le résultat de l'enquête faite sur les propositions anglaises	109

Juillet. . . 27	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Mémorandum communiqué par M. Challemel-Lacour à Sir Charles W. Dilke. Lainages. Fils. Tissus. Toiles écrues. Tissus teints. Tissus imprimés. Velours. Guipures pour ameublements. Couvertures. Tulle. Métallurgie. . .	109
— 28	<i>Grande-Bretagne</i> Le comte de Granville à M. Adams. Entrevue avec M. Challemel-Lacour, promesses de communiquer confidentiellement les détails précis des concessions offertes	112
— 29	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Les Commissaires royaux au comte de Granville. Examen de la note remise par M. Challemel-Lacour. Observations. . .	113
— 30	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Entrevue de Sir Charles W. Dilke et de M. Challemel-Lacour. Appréciations sur la note. Observations sur la date de la réunion à Paris. Question de la prorogation. Espoir d'y aboutir	114
— 30	<i>Grande-Bretagne — France.</i> Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour. Appréciations sur la communication. Difficulté d'arriver rapidement à la conclusion d'un Traité. Proposition de proroger pour trois mois les Traités en vigueur afin d'éviter la période électorale en France	115
Août . . . 1 ^{er}	<i>France — Grande-Bretagne.</i> M. Challemel-Lacour au comte de Granville. Réponse à la note du 30 juillet écoulé. Appréciations. Le Gouvernement français n'est pas libre de proroger pour trois mois les Traités existants. Nécessité de reprendre les négociations	115
— 2	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour. Nouvelles observations sur la note. Question des fers et des aciers, des cotons et des laines. Le Gouvernement de la Reine pourra donner une assurance au Gouvernement français qui le mettra à même d'accorder la prorogation de trois mois	117
— 3	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Nouvelles communications avec M. Challemel-Lacour. Appréciations sur la demande de prorogation.	118
— 4	<i>France — Grande-Bretagne.</i> M. Challemel-Lacour au comte de Granville. Observations sur les droits afférents aux lainages et aux cotonnades. Espoir que le Gouvernement anglais n'insistera pas sur la demande de déclaration.	119
— 6	<i>Grande-Bretagne — France.</i> Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour. Réponse à la note du 4. Satisfaction éprouvée par le Gouvernement de la Reine. Nouvelle demande d'une déclaration.	120
— 8	<i>France. — Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Nouvelles communications avec l'Ambassadeur de France. Maintien de la demande de prorogation.	121

Août 9	<i>France. — Grande-Bretagne.</i> M. Challemel-Lacour au comte de Granville. Le Gouvernement de la République trouvera-t-il l'assurance offerte comme suffisamment explicite pour se croire autorisé à faire la Déclaration demandée? Le Gouvernement de la Reine a laissé de côté la question de la reprise des négociations. Demande de ce que sont les intentions sur ce point.	122
— 10	<i>Grande-Bretagne. — France.</i> Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour. Réponse à la note du 9. Les Commissaires anglais sont prêts à se rendre à Paris. Demande d'informations. Observations.	123
— 10	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Envoi de la substance des nouvelles communications à M. Challemel-Lacour.	125
— 10	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Entrevue avec M. Challemel-Lacour. Question de l'amélioration des relations commerciales proposées comme base par M. Léon Say. Observations à ce sujet.	126
— 10	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Adams au comte de Granville. Entrevue avec M. Barthélemy St-Hilaire. Espoir d'arriver à une entente. Nouvel offre de réductions.	128
— 11	<i>France. — Grande-Bretagne.</i> M. Challemel-Lacour au comte de Granville. Question des deux phrases des notes du 4 et du 9 courant. Observations. Le Gouvernement de la République se déclare prêt à reprendre les négociations.	129
— 11	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Adams au comte de Granville. Visite à M. Barthélemy St-Hilaire. Appréciations. Promesse de conférer avec M. Tirard.	131
— 11	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Adams au comte de Granville. Crainte éprouvée par M. Barthélemy St-Hilaire, que si la communication des détails concernant les marchandises de laines et de coton n'est pas donnée, que les négociations soient rompues.	132
— 12	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Envoi d'un Mémoire sur certaines marchandises omises dans le Tarif à discuter.	133
	Annexe à la précédente. — Mémoire sur certaines marchandises omises dans le Tarif à discuter.	133
— 12	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Il n'a rien été encore communiqué par M. Challemel-Lacour. Observations.	134
— 12	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Approbation du langage tenu le 11 de ce mois.	135
— 13	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Envoi d'une note de M. Challemel-Lacour.	135
— 12	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Adams au comte de Granville. Entrevue avec MM. Barthélemy St-Hilaire et Tirard. Explication détaillée du cours des événements par ce dernier. Rédaction d'un Mémoire.	136

Août.	13	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Entrevue de Sir Charles Dilke et de M. Challemel-Lacour. M. Barthélemy St-Hilaire prépare une Déclaration. Appréciations. Question de la prorogation des Traités.	138
—	16	<i>France.</i> Annexe à la précédente. — M. Barthélemy St-Hilaire à M. Challemel-Lacour. Appréciations sur la note remise à M. Adams. Nécessité que le Gouvernement soit autorisé à consentir une nouvelle prorogation. Observations. Instructions.	139
—	17	<i>France.</i> — <i>Grande-Bretagne.</i> M. Challemel-Lacour au comte de Granville. Envoi d'une dépêche de M. Barthélemy St-Hilaire.	139
—	18	<i>Grande-Bretagne.</i> — <i>France.</i> Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour. Réponse à la note de M. Barthélemy St-Hilaire. Observations. Les Commissaires anglais ne peuvent accepter l'invitation de se réunir à Paris le 22.	142
—	18	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Envoi des copies de la nouvelle correspondance avec M. Challemel-Lacour. Demande de renseignements.	144
—	22	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Question des offres que les Commissaires français doivent faire dans les réunions de la Commission.	144
Septembre. 5		<i>Grande-Bretagne.</i> M. Adams au comte de Granville. Envoi de deux Mémoires de Sir Charles Dilke contenant le compte-rendu des conversations qu'il a eues avec plusieurs membres du Cabinet français	147
		Première annexe à la précédente. — Mémoire de Sir Ch. W. Dilke.	148
		Deuxième annexe à la précédente. — Mémoire de Sir Ch. W. Dilke.	149
—	12	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Entrevue de Sir Ch. Dilke et de M. Challemel-Lacour. Question de la reprise des négociations. Acceptation de la prolongation.	149
—	13	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Challemel-Lacour. Acceptation de la date du 19 courant pour la réunion de la Commission Mixte.	150
—	13	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Information de l'acceptation de la date du 19 courant pour la réunion de la Commission Mixte.	150
—	14	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Adams. Question de la déposition d'experts aux séances de la Commission Mixte. Instructions.	151
—	14	<i>Grande-Bretagne</i> — <i>France.</i> — M. Adams à M. Barthélemy St-Hilaire. Acceptation par le Gouvernement de la Reine de la date du 19 courant pour la réunion de la Commission Mixte.	155
—	14	<i>France</i> — <i>Grande-Bretagne.</i> — M. Barthélemy St-Hilaire à M. Adams. réponse à la précédente	155

Septembre.	15	<i>France</i> . M. Barthélemy St-Hilaire à M. Challemel-Lacour. Envoi du texte de la prorogation. Appréciations.	152
—	15	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. Adams. Communication du texte de la Prorogation	154
—	15	<i>Grande-Bretagne</i> . M. Adams au comte de Granville. Envoi d'une note à M. Barthélemy St-Hilaire et réponse de ce dernier.	151
—	16	<i>France</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . M. Challemel-Lacour au comte de Granville. Accusé réception de la note du 13. La Prorogation est convenue	156
—	16	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. Adams. Communication de la réponse de M. Challemel-Lacour. La Commission Royale part	157
—	16	<i>Grande-Bretagne</i> . M. Adams au comte de Granville. Communication à M. Barthélemy St-Hilaire de la question des Experts	157
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . Circulaire aux Chambres de Commerce. Associations commerciales. Sociétés privées, etc. Reprises des séances de la Commission Mixte à Paris. Question des Experts	158
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Communication de la note adressée au Chargé d'Affaires de France au sujet de la Déclaration. Acceptation avec omission d'un paragraphe. Instructions.	158
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Communication de deux notes envoyées au Chargé d'Affaires de France.	159
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> — <i>France</i> . Première Annexe à la précédente. — Le comte de Granville au comte d'Aunay. Acceptation de la Déclaration. Instructions données à l'Ambassadeur du Gouvernement de la Reine à Paris de la signer	159
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> — <i>France</i> . Deuxième Annexe à la précédente. — Le comte de Granville au comte d'Aunay. Accusé réception de la note du 16. La Commission Royale part pour Paris	160
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville aux Commissaires Royaux. Instructions de se rendre de suite à Paris.	160
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . M. Adams au comte de Granville. Communication d'une note verbale remise par M. Barthélemy St-Hilaire.	161
—		Annexe à la précédente. — Note verbale de M. Barthélemy St-Hilaire.	162
—	19	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Proposition de supprimer l'article IV du projet de Déclaration. Acceptation. Demande d'instructions.	162
—	19	<i>France</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Première séance. Dix-septième séance de la Commission Mixte. Procès-verbal. Reprise des Conférences. Discours de M. Tirard. Réponse de Sir	

	Charles Dilke. Fixation de l'ordre des travaux de la Commission. Base des délibérations. Questions générales : surtaxe d'entrepôt, régime des sucres. Discussion des demandes anglaises d'après le « <i>relevé comparatif</i> » : proposition générale de retour aux pourcentages de 1860 et 1864, en tenant compte de la baisse des prix	171
Septembre. 20	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Autorisation de signer la Déclaration . . .	163
— 20	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi du texte de la Déclaration	164
—	Annexe à la précédente. — Déclaration relative à la Prorogation des Traités	164
— 20	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi d'un extrait du <i>Journal Officiel</i> . Le texte n'est pas exact	165
—	Annexe à la précédente. — Extrait du <i>Journal Officiel</i> du 20 septembre 1881	166
— 20	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Deuxième séance (Dix-huitième séance de la Commission Mixte.) Procès-verbal. Discussion des demandes anglaises d'après le « <i>relevé comparatif</i> ». (Suite) : laines en masse. Poissons secs, salés ou fumés. Poissons frais d'eau douce. Biscuits sucrés. Coton en laine. Fers et aciers : discussion générale ; offres de la France. Fils de fer. Ferrailles d'acier : proposition française. Acier mi-façonné et acier en massiaux. Aciers machine. Iode, iodure de potassium et phosphore : propositions de la France. Acide citrique cristallisé et chlorate de potasse : propositions de la France Produits chimiques en général : observations de MM. les Commissaires anglais. Acide citrique liquide : proposition de la France. Sel. Couleurs : proposition française, acceptation. Chandelles : proposition française, acceptation. Poteries, faïences : réserve. Question de la tare. Bouteilles	181
— 21	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Troisième séance. (Dix-neuvième séance de la Commission Mixte.) Procès-verbal. Discussion des demandes anglaises d'après le « <i>relevé comparatif</i> ». (Suite) : Fils de bourre de soie : propositions françaises. Papiers et cartons : proposition française. Soieries. Toiles cirées de lin, de chanvre et de coton : proposition française. Papiers et cartons : accord établi. Peaux et pelleteries ouvrées : proposition française : réserve. Propositions françaises : bottines, souliers, selles. Ouvrages en métaux. Propositions françaises. Ouvrages nikelés. Coutellerie : réserve. Tresse et chapeaux de paille : propositions françaises : accord établi	193

Septembre. 21	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi de la Déclaration signée. Demande d'instructions.	169
—	Annexe à la précédente. — Déclaration signée à Paris le 21 septembre 1831	169
— 22	<i>Grande-Bretagne</i> . Les Commissaires Royaux au comte de Granville. Envoi du procès-verbal de la dix-septième séance de la Commission Mixte	170
— 22	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Quatrième séance. (Vingtième séance de la Commission Mixte). Procès-verbal. Discussion des demandes anglaises d'après le « relevé comparatif » (suite) : cordages. Proposition française. Bateaux de rivière : accord établi. Ouvrages en caoutchouc ou en gutta-percha : proposition française ; accord établi. Tabletterie d'ivoire et de nacre : proposition française ; accord établi. Caoutchouc. Accord établi. Boutons : proposition française. Parapluies et parasols. Chiffons. Biscuits sucrés : proposition française ; accord établi. Amidon. Bière. Questions générales, courtage maritime, surtaxe d'entrepôt, primes à la marine marchande, primes sur les sucres, expertises en douane. Convention consulaire, brevets d'invention, pêcheries, négociations coloniales. Réponse de M. Tirard sur ces diverses questions. Observations de M. Tirard au sujet de la propriété artistique et littéraire	201
— 23	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Cinquième séance. (Vingt-et-unième séance de la Commission Mixte). Procès-verbal. Observation de M. Crowe ; réponse de M. Tirard. Discussion des demandes anglaises d'après le relevé comparatif (suite) : huiles minérales. Audition d'experts anglais. Déposition de MM. Abel et Brown. Observation de M. Tirard. Ajournement	212
— 25	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi du <i>Journal Officiel</i> contenant le décret prorogeant les Traités de Commerce.	178
—	Annexe à la Précédente. — Extrait du <i>Journal Officiel</i> du 25 septembre 1831	179
— 26	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Sixième séance. (Vingt-deuxième séance de la Commission Mixte). Procès-verbal. Discussion des demandes anglaises d'après le « relevé comparatif » (suite). Verrerie. Audition d'experts anglais : déposition de M. Pilkington. Discussion. Propositions françaises. Poterie. Audition d'experts anglais : déposition de MM. Wedgwood et Moore. Propositions françaises. Questions de la tare. Discussion des propositions françaises. Fils de coton. Audition d'experts anglais : dépositions de MM. Cross, Holland et Andrew. Discussion. Proposition française.	

	Question de la tare. Fils câblés à double torsion.	
	Huiles minérales : proposition française	218
	Annexe A. — Industrie verrière. Déposition de M. Pilkington	227
	Annexe B. — Industrie céramique. Déposition de M. Wedgwood	229
	Annexe C. — Industrie céramique. Déposition de M. Moore	232
	Annexe D. — Industrie de la filature de coton. Déposition de M. Cross.	233
	Annexe E. — Industrie de la filature de coton. Déposition de M. Holland.	234
	Annexe F. — Industrie de la filature de coton. Déposition de M. Andrew	237
Septembre. 27	<i>Grande-Bretagne.</i> Les Commissaires royaux au comte de Granville. Envoi des copies corrigées des procès-verbaux des dix-huitième et dix-neuvième séances de la Commission Mixte	180
— 27	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Paris. Septième séance. (Vingt-troisième séance de la Commission Mixte). Discussion des demandes anglaises d'après le « <i>relevé comparatif</i> » (suite) : fils et tissus de lin et de chanvre. Audition d'experts anglais : dépositions de MM. Reade, Jaffé, Crawford et Sgal. Fils et tissus de jute. Audition d'experts anglais : dépositions de MM. Walker, Sgal et Fraenkl. Discussion. Propositions françaises. Fils de lin blanchis ou teints. Tissus de lin : propositions françaises. Surtaxes de blanchiment. Tissus damassés. Fils et tissus de jute : propositions françaises. Tissus de coton. Audition d'experts anglais : dépositions de MM. Hill et Slagg	238
	Annexe A. — Industrie des fils et tissus de lin. Déposition de M. Reade	244
	Annexe B. — Industrie des fils et tissus de lin. Déposition de M. Jaffé	247
	Annexe C. — Industrie des fils et tissus de lin. Déposition de M. Crawford	249
	Annexe D. — Industrie des fils et tissus de lin. Déposition de M. Sgal	251
	Annexe E. — Industrie des fils et tissus de jute. Déposition de M. Sgal	251
	Annexe F. — Industrie des fils et tissus de jute. Déposition de M. Walker	252
	Annexe G. — Industrie linière. Déposition de M. Fraenkl	254
	Annexe H. — Industrie cotonnière. Déposition de M. Hill	256
— 28	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Paris. Huitième séance. (Vingt-quatrième séance de la Commission Mixte). Procès-verbal. Observations de MM. Crowe, Kennedy et de Sir Rivers Wilson ; réponses de MM. Amé et Marie (régime des caisses de	

	fer-blanc servant d'emballage). Discussion des demandes anglaises d'après le « <i>relevé comparatif</i> » (suite) : tissus de coton. Audition d'experts anglais : dépositions de MM. Andrew, Lee et Carver	257
	Annexe A. — Industrie cotonnière. Déposition de M. Andrew	261
	Annexe B. — Industrie cotonnière. Déposition de M. Lee	262
	Annexe C. — Industrie cotonnière. Déposition de M. Carver	263
Septembre. 29	<i>France. — Grande-Bretagne. Conférences de Paris. Neuvième séance (vingt-cinquième séance de la Commission Mixte.) Procès-verbal. Discussion des demandes anglaises d'après le « relevé comparatif » Suite : couvertures de laine. Fils de laine. — Audition d'experts anglais : Déposition de MM. Bekrens et Ward. Tissus de laine. — Audition d'experts anglais : Dépositions de MM. Mitchell, Bonsfield, Terry, Thiele, Lang et Behrens Tapis. — Audition d'experts anglais : Dépositions de MM. Marchetti et Renshaw. Cuirs. — Audition d'experts anglais : Déposition collective</i>	265
	Annexe A. — Industrie des tissus de laine. Déposition de M. Bonsfield.	269
	Annexe B. — Industrie des tissus de laine. Déposition de M. Terry.	272
	Annexe. C. — Industrie des tissus de laine mélangée. Déposition de M. Thiele.	273
	Annexe D. — Industrie des tissus de laine. Déposition de M. Behrens.	274
	Annexe E. — Industrie des tapis. Déposition de M. Marchetti.	276
	Annexe F. — Industrie des tapis. Déposition de M. Renshaw	277
	Annexe G. — Industrie des cuirs. Déposition de divers fabricants	279
—	30 <i>France — Grande-Bretagne. Conférences de Paris. Dixième séance. (Vingt-sixième séance de la Commission Mixte). Procès-verbal. Observations de M. le Président au sujet de l'audition éventuelle d'Experts français; de M. Kennedy au sujet du régime des glaces. Réponse de M. Amé. Discussion des demandes anglaises d'après le « relevé comparatif » (Suite) : Contellerie. Audition de M. Brittain, Expert anglais. Régime des vins français à l'entrée en Angleterre. Annonce d'une demande de dégrèvement. Reprise de la discussion des demandes anglaises : Tissus de coton écrus. Observations générales : Substitution des taxes spécifiques aux droits <i>ad valorem</i>. Dégrèvement en faveur des vins français. Amélioration du <i>statu quo</i>. Proposition d'une nouvelle suspension des conférences. Fixation au 24 octobre de la date de la vingt-hui-</i>	

	tième séance. Question des surtaxes d'impôt, observations de Sir Charles Dilke	282
	Annexe. — Industrie de la coutellerie. Déposition de M. Brittain	291
Septembre. 30	<i>Grande-Bretagne</i> . Les Commissaires Royaux au comte de Granville. Envoi des procès-verbaux des 20 ^e , 21 ^e , 22 ^e , 23 ^e , 24 ^e , 25 ^e , et 26 ^e séances. Question des cotons. Appréciations, nécessité d'obtenir une réduction générale. Demande d'instructions	202
— 30	<i>Grande-Bretagne</i> . Les Commissaires Royaux au comte de Granville. Résumé des Conférences. Divergence d'idées entre les deux Commissions. Question des cotons et laines. Nécessité de suspendre les Conférences	293
Octobre 1 ^{er} . .	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Onzième séance. Vingt-septième séance de la Commission Mixte. Procès-verbal. Suspension des Conférences	294
— 19	<i>France — Grande-Bretagne</i> . M. Challemel-Lacour à lord Tenterden. Information de la reprise des Conférences fixées au 24 octobre prochain	295
— 22	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville aux Commissaires Royaux. Réponse à la dépêche du 23 septembre. Appréciations. Questions des laines et cotons. Instructions	295
— 24	<i>Grande-Bretagne</i> . Les Commissaires royaux au comte de Granville. Réponse à la dépêche du 22. Déclaration faite par Sir Charles Dilke. Question des vins.	297
— 24	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Conférences de Paris. Douzième séance. Vingt-huitième séance de la Commission Mixte. Procès-verbal. Réponse du Gouvernement anglais aux dernières propositions françaises. Ordre de discussion. Propositions nouvelles du Gouvernement français sur les articles suivants : acide gallique, acide nitrique, acide oléique, acide stéarique, alun, carbonate de magnésie, citrate de chaux, outremer, ocres broyées. Question de Sir Charles Dilke au sujet du régime des teintures dérivées du goudron de houille. Amidon, féculs, bougies, cire et acide stéarique ouvrés, carreaux et briques, fer en massiaux, tôles, fer-blanc, acier en barres, machines, chaudières, ouvrages en fonte, armes de commerce. Discussion. Canons de fusil et cartouches vides : propositions françaises ; accord établi. Poisson frais d'eau douce. Papier de fantaisie. Etiquettes. Peaux préparées : discussion. Gants : proposition française. Observations de Sir Charles Dilke sur l'ensemble des nouvelles propositions françaises. Ajournement de la discussion sur les ouvrages nickelés, glaces d'un demi-mètre à un mètre, feutres, semelles en tissus de jute, futailles vides. Savons alcooliques. Ajournement de la discussion sur la coutellerie. Liste des questions ré-	

	servées : surtaxes d'entrepôt ; Canada. Régime des vins français à l'entrée en Angleterre : réponse de l'Angleterre. Appréciation de l'ensemble des propositions françaises	297
Octobre . . 25	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Conférences de Paris. Treizième séance (Vingt-neuvième séance de la Commission Mixte). Procès-verbal. Demandes complémentaires de l'Angleterre : aciers en barres et pièces détachées de machines. Acide stéarique. Teintures dérivées du goudron de houille : ajournement. Glaces : nouvelles propositions françaises. Futailles vides : nouvelles propositions françaises ; accord établi. Coutellerie : demande anglaise. Tissus de coton : présentation d'un Expert français, M. Gustave Roy. Déposition de M. Roy. Tissus de coton écrus : propositions françaises ; discussion. Tissus de coton imprimés : propositions françaises. Velours et <i>cords</i> : propositions françaises.	309

 FÉCHOZ ET LETOUZEY

DES MÉMOIRES RELATIFS À L'HISTOIRE DE FRANCE

Par MM. Michaud et Poujoulat,

avec la collaboration de MM. Champollion, Bazin, Moreau, etc.

34 volumes grand in-8 Jésus. — Prix : 300 francs, net : 200 francs.

TOME I. — *Geoffroy de Villehardouin. — Henri de Valenciennes. — Pierre Sarrazin et autres Chroniqueurs.* Sur le règne de saint Louis et les Croisades. — *Sire de Joinville.* Ses Mémoires : Histoire de saint Louis (1198-1270). — *Bertrand du Guesclin.* Mém. (13-1380). — *Christine de Pisan.* Le livre des faits, etc., du roi Charles V (1336-1372).

TOME II. — *Christine de Pisan.* Le livre des faits, etc. 2^e partie (1373-1380). — *Extraits des Chroniqueurs*, sur les règnes de Philippe le Hardi, etc., jusqu'à Jean II. — *Jean le Maingre dit Boucicaut.* Le livre des faits (1368-1421). — *Jean Juvenal des Ursins.* (1380-1422). — *Pierre de Fenin.* Mém. (1407-1427). — *Anonyme.* Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VI (1409-1422).

TOME III. — Mémoires sur Jeanne d'Arc (1412-1429). — *Extraits des Chroniqueurs*, pour servir à l'histoire de Jeanne d'Arc. — *G^{ne} Gruel.* — Hist. d'Artus de Richemont (1413-1457). — *Anonyme.* Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VII (1422-1449). — *Olivier de la Marche.* — *Jacques du Clercq.* Mémoires (1435-1489).

TOME IV. — *Philippe de Comines.* Mém. sur Louis XI et Charles VIII (1464-1498). — *Jean de Troyes.* Chronique (1490-1493). — *G^{ne} de Ville-neuve.* Mém. sur Charles VIII (1494-1497). — *Jean Bouchet.* Panég. de la Tremouille (1460-1523). — *Le loyal Serviteur.* Hist. du bon chevalier Bayard (1476-1524).

TOME V. — *R. de la Mark, seign. de Fleurance.* Histoire des règnes de Louis XII et de François I^{er} (1499-1524). — *Louise de Savoie.* Journal (1476-1522). — *Martin* et *G^{ne} du Bellay.* Mém. (1513-1547).

TOME VI. — *Foⁱ de Lorraine, duc d'Anjou et de Guise.* (1547-1564). — *L. de Bourbon, prince de Condé* (1559-1564). — *Antoine du Puget.* Mémoires (1554-1596).

TOME VII. — *Blaise de Montluc.* — *François de Rubutin.* Commentaires (1521-1574).

TOME VIII. — *Casp. et G^{ne} de Sault-Tavannes.* Mém. (1545-1595). — *Bertrand de Salignac.* Le siège de Metz (1552). — *Gaspard de Coligny.* Le siège de Saint-Quentin (1557). — *De la Chastre.* Mém. du duc de Guise en Italie, etc. (1556-1557). — *Guillaume de Rochechouart.* — *Achille Camon.* — *Jean Philipp.* Mémoires (1497-1590).

TOME IX. — *Mar. de Vieilleville* (1527-1571). — *De Castelnau* (1559-1570). — *J. de Mergy* (1554-1580). — *F. de la Noue.* Mémoires (1562-1570).

TOME X. — *Boivin du Villards* (1559-1569). — *Marguerite de Valois* (1563-1582). — *Philippe de Cheverny* (1559-1582). — *Ph. Hurault, év. de Chartres.* Mémoires 1599-1601).

TOME XI. — *Duc de Bouillon.* Mémoires (1555-1588). — *Ch. duc d'Angoulême.* Mém. (1589-1593). — *Nicolas de Villeroi.* Mém. d'Etat (1581-1594). — *Jacques Aug. de Thou.* Mém. (1553-1601). — *Jean Choissin.* Mém. sur l'élection du roi de Pologne (1571-1573). — *Jacques Gillot, Louise Bourgeois, Dubois.* Relations touchant la régence de Marie de Médicis, etc. — *Mathieu Merle et Saint-Auban.* Mém. sur les guerres de religion (1572-1587). — *Michel de Marillac et Claude Groulard.* Mém. et voyages en cour (1588-1600).

TOMES XII-XIII. — *Pierre Victor Palma Cayet.* Chronologie novenaire (1589-1598). — Chronologie septenaire, etc. (1598-1604).

TOMES XIV-XV. — *Pierre de l'Estoile.* Restre-journal d'un curieux, etc. (1574-1583), publié d'après le manuscrit autographe presque entière-

ment inédit, par M. Champollion. — Mém. et journal (1589-1611).

TOMES XVI-XVII. — *Sully.* Mém. des sages et royales économies d'Etat, etc. (1570-1628). — *Marbault, secrétaire de Duplessis Mornay.* Remarques inédites sur les Mémoires de Sully.

TOME XVIII. — *President Jeannin.* Négociations (1598-1609).

TOME XIX. — *Fontenay-Mareuil* (1609-1617). — *De Pontchartrain.* Mém. (1610-1620). — *Michel de Marillac.* Relation exacte de la mort du maréchal d'Ancre. — *Duc de Rohan.* Mémoires (1610-1629). Mém. sur la guerre de la Valteline.

TOME XX. — *Mar. de Bassompierre* (1597-1610). — *Mar. d'Estres.* Mém. (1610-1617). — *Thomas du Fosse.* Mém. de Pontis (1597-1652).

TOMES XXI-XXII. *Cardinal de Richelieu.* Mém. sur le règne de Louis XIII (1600-1635).

TOME XXIII. — *Cardinal de Richelieu.* Mém. et Testament (1635-1639). — *Arnauld d'Andilly* (1610-1636). — *Abbe Ant. Arnauld* (1634-1675). — *Caston, duc d'Orléans* (1608-1636). — *D^{ne} de Nemours.* Mémoires.

TOME XXIV. — *Madame de Motteville* (1615-1666). — *Le Père Berthod.* Mém. (1652-1653).

TOME XXV. — *De Retz.* Mém. (1648-1679).

TOME XXVI. — *Guy Joly.* Mém. (1648-1665). — *Cl. Joly.* Mém. sur le cardinal de Retz (1650-1655). — *P. Lenet.* Mém. sur le prince de Condé (1627-1659).

TOME XXVII. — *Comte de Brienne.* (1615-1661). *C^{te} de Montresor.* Mém. (1632-1637). — *M. de Fontarilles.* Relation de la cour, pendant la faveur de M. de Cinq-Mars (1641). — *Comte de la Châtre.* Mém. sur la fin du règne de Louis XIII, etc. (1642-1643). — *Mar. de Turenne.* Mém. (1643-1659). — *Duc d'York.* Mém. (1632-1659).

TOME XXVIII. — *M^{re} de Montpensier* (1627-1686). — *Valentin Conrart.* Mém. (1652-1653).

TOME XXIX. — *M^{re} de Monglat.* Mém. sur l'hist. de la guerre entre la France et la maison d'Autriche. (1653-1660). — *Duc de La Rochefoucauld* (1630-1632). — *Jean Hérault de Courville.* Mémoires (1642-1698).

TOME XXX. — *Omer Talon.* Mém. (1630-1653). — *Abbe de Choisy.* Mémoires (1644-1724).

TOME XXXI. — *Henri, duc de Guise.* Mémoires (1647-1648). — *Mar. de Gramont.* Mém. (1604-1677). — *C^{te} de Guiche.* Relation du passage du Rhin. — *Mar. du Plessis.* Mémoires (1622-1671). — *M. de ... (marq. de Breug).* Mém. pour servir à l'histoire du XVII^e siècle (1613-1690).

TOME XXXII. — *P. de la Porte.* Mém. des règnes de Louis XIII et de Louis XIV (1621-1666). — *Chevalier Temple.* Mém. (1672-1679). — *M^{re} de la Fayette.* — Hist. de M^{re} Henriette d'Angleterre. — Mém. de la cour de France (1688-1689). — *M^{re} de la Fare.* Mém. (1661-1693). — *Mar. de Berwick.* Mém. (1670-1734). — *M^{re} de Caylus.* Souvenirs. — *M^{re} de Torcy.* Mém. pour servir à l'histoire des négociations, etc. (1697-1713).

TOME XXXIII. — *Mar. de Villars* (1672-1734). — *Comte de Forbin* (1677-1710). — *Duguay-Trouin.* Mémoires (1689-1710).

TOME XXXIV. — *Duc de Noailles.* Mém. pour servir à l'hist. de Louis XIV et de Louis XV, etc. (1663-1756). — *Duclos.* Mém. secrets sur les règnes de Louis XIV et de Louis XV (1710-1725). — *M^{re} de Staël-Delaunay.* Mémoires.

